

**Séance du Conseil de Ville
du 30 juin 2025, 19 heures**
Salle du Conseil de Ville
Ordre du jour n° 5 / 2025

1. Communications du Président du Conseil de Ville
2. Appel
3. PV n° 04 du 26 mai 2025
4. Questions orales
5. Révision partielle des statuts du FRED
6. Approbation des comptes communaux 2024
7. Développement de l'interpellation 3.01/25 – « Cras des Fourches, un projet en faveur des utilisateurs, pas des promoteurs », PSD-JSJ, M. Marc Ribeaud (UETP/MPE/SFI)
8. Développement de la motion interpartis 5.01/25 – « Réorganisation structurelle de l'administration communale », Le Centre, M. Patrick Frein (MPE/RH)
9. Développement de la motion 5.02/25 – « Mais dites-nous, où vont nos impôts ? », PCSI, M. Ignace Berret (MPE/SFI)
10. Développement du postulat 4.01/25 – « Nombre d'EPT à réduire et efficacité de fonctionnement des postes à temps partiel », UDC, M. Dominique Bättig (MPE/RH)
11. Réponse à la question écrite 2.01/25 – « Plan directeur communal pour l'implantation des antennes de téléphonie mobile. Allo, où en est-on ? », CS·POP et Vert·e·s, Mme Céline Robert-Charrue Linder (UETP)
12. Réponse à la question écrite 2.03/25 – « Prévention du harcèlement sexuel et professionnel : où en est-on ? », CS·POP et Vert·e·s, M. Matthieu Weissbrodt (MPE/RH)
13. Réponse à la question écrite 2.04/25 – « Police: Quelle sécurité sur le territoire communal? », CS·POP et Vert·e·s, Mme Mérane Woudman (MPE/POL)
14. Réponse à la question écrite 2.05/25 « Delémont deviendrait-elle trop chère pour y vieillir », M. Dominique Bättig, UDC (MPE/CSJL)
15. Réponse à la question écrite 2.06/25 « Ecoles sous tension : quels moyens pour soutenir élèves et enseignants-es ? », Mme Christine Domont, PLR et PVL (CSE/CSJL)
16. Réponse à la question écrite 2.07/25 « Indemnités touchées par le Conseil communal », M. Dominique Bättig, UDC (MPE/CHA)
17. Rapport de réalisation du postulat 4.03/24 – « La sécurité, parlons-en ! », Le Centre, Mme Sandra Hauser (UETP/CSE/CSJL)
18. Rapport de réalisation du postulat 4.04/24 – « Route du Vorbourg, au secours ! », PSD-JSJ, M. Maël Bourquard (UETP/POL)
19. Divers

BUREAU DU CONSEIL DE VILLE

La secrétaire :

Lucie Üncücan-Daucourt

**Séance du Conseil de Ville
du 26 mai 2025, à 19 h 00
Salle du Conseil de Ville - Procès-verbal no 04 / 2025**

1. Communications du président
2. Appel
3. PV n° 03 du 28 avril 2025
4. Questions orales
5. Rapport d'audit Clair-Logis (CGVC)
6. Budget communal 2025
7. Demande d'un crédit de CHF 2'060'000.- pour la réalisation des équipements du plan spécial «Communance Nord»
8. Développement de la motion interpartis 5.01/25 – « Réorganisation structurelle de l'administration communale », Le Centre, M. Patrick Frein
9. Développement du postulat 4.01/25 – « Nombre d'EPT à réduire et efficience de fonctionnement des postes à temps partiel », UDC, M. Dominique Bättig
10. Réponse à la question écrite 2.01/25 – « Plan directeur communal pour l'implantation des antennes de téléphonie mobile. Allo, où en est-on ? », CS-POP et Vert-e-s, Mme Céline Robert-Charrue Linder
11. Réponse à la question écrite 2.03/25 – « Prévention du harcèlement sexuel et professionnel : où en est-on ? », CS-POP et Vert-e-s, M. Matthieu Weissbrodt
12. Réponse à la question écrite 2.04/25 – « Police : Quelle sécurité sur le territoire communal ? », CS-POP et Vert-e-s, Mme Mérane Woudman
13. Développement de la résolution 1.01/25 – « Déclaration de la ville de Delémont sur la situation humanitaire à Gaza », PSD-JSJ, M. Jordan Ali
14. Divers

1. COMMUNICATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE VILLE

M. Michel Rion, président, ouvre la quatrième séance 2025 et adresse ses cordiales salutations au nom du Bureau. Il indique que les sept premiers points seront absolument traités et que la limite de temps est fixée à 22h30. De plus, M. Jordan Ali du groupe socialiste a déposé une résolution intitulée « Déclaration de la ville de Delémont sur la situation humanitaire à Gaza ». Elle sera traitée avant les divers.

2. APPEL

Conseil de Ville

40 membres sont présent-e-s

Mme, M., **Rion** Michel, président, **Maître-Schindelholz** Suzanne, 1ère vice-présidente, **Chiffelle Lachat** Noémie, 2e vice-présidente, **Frein** Patrick, scrutateur 1, **Meury** Pierre Xavier, scrutateur 2

Mme, M., **Ali** Iskander, **Ali** Jordan, **Bartolomé** Luis, **Bättig** Dominique, **Berret** Ignace, **Beuret** Serge, **Blaser** Céline, **Bourquard** Maël, **Brulhart** Pierre, **Bugnon** Dominique, **Chevrey** Sophie, **Claude** Steve, **Comment** Patrick, **Domont** Pascal, **Etter** Marie-Anne, **Frossard** Gaëlle, **Gigandet** Jessy, **Günter** Christophe, **Jardin** Florine, **Kamber** Thierry, **Kazi** Asad-Uz-Zaman, **Kocher** Nicolas, **Lovis** Jean-François, **Petermann** Céline, **Poupon Brêchet** Lisiane, **Riat** Jacques, **Ribeaud** Marc, **Robert-Charrue Linder** Céline, **Schaller** Olivier,

Sepulveda-Rebetez Maria Teresa, **Studer** Laurence, **Suvat** Mehmet, **Vollmer** Colin, **Wade** Aliou, **Weissbrodt** Matthieu

Excusé-e-s : Mme, M., **Battilotti** Florian, **Diallo-Rottet** Baïlo-Hawa, **Domont** Christine, **Kaiser** Alexandre, **Kerkour** Khelaf, **Paratte** Julien, **Rohner** Magali, **Woudman** Mérance

Conseil communal

M. Christophe **Badertscher**, Département de l'énergie et des eaux

M. Damien **Chappuis**, Département de la mairie et de la promotion économique

M. Patrick **Chapuis**, Département de la cohésion sociale, de la jeunesse et du logement

M. Emmanuel **Koller**, Département de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics

M. Claude **Schlüchter**, Département de la culture, des sports et des écoles

Secrétariat du Conseil de Ville

Mme Lucie **Üncücan-Daucourt**

Huissier

M. Pascal **Grob**

3. PV N° 03 DU 28 AVRIL 2025

Le procès-verbal du 28 avril 2025 est accepté à une majorité évidente, sans avis contraire.

4. QUESTIONS ORALES

M. Iskander Ali, PSD-JSJ, revient sur le crédit voté en mars 2023 pour la construction d'un nouvel établissement scolaire aux Arquebusiers. Il souligne que depuis ce vote, les perspectives démographiques et financières ont été revues à la baisse et que de nouvelles difficultés administratives sont apparues. Il interroge donc le Conseil communal sur l'état d'avancement du projet et la manière dont il compte y répondre.

M. Emmanuel Koller répond que le dossier a été transmis au Canton avec les oppositions recueillies, début avril. Le Canton doit encore se prononcer, ce qui pourrait entraîner des recours devant les tribunaux. En attendant, les besoins en classes restent avérés et la Commune loue actuellement des locaux à la rue de la Vauche pour y accueillir des classes déplacées des containers. Le Conseil communal espère donc pouvoir avancer dès que le permis de construire sera délivré.

M. Iskander Ali, PSD-JSJ, est satisfait.

M. Dominique Bättig, UDC, s'interroge, de manière abrupte, sur la possibilité d'une fusion entre Delémont et Moutier, afin de relancer une nouvelle dynamique démographique. Il demande si cette idée a été envisagée par le Conseil communal.

M. Damien Chappuis, maire, répond que l'idée n'a jamais été discutée au Conseil communal et aucune proposition concrète n'a été mise sur la table. Il évoque toutefois les réflexions en cours à l'échelle cantonale sur la réforme institutionnelle et aussi à travers l'Association des maires du district de Delémont, qui propose une réflexion sur la question des fusions. Sur le fond, il considère personnellement que Delémont et Moutier doivent rester des entités distinctes.

M. Dominique Bättig, UDC, est partiellement satisfait.

M. Pierre Xavier Meury, PLR et PVL, demande une mise à jour au sujet du projet de nouvel hôpital, prévu sur le site de la Halle des Expositions, dans le cadre du plan spécial Gard-Sud. Il s'étonne du manque d'informations récentes et interroge sur le calendrier à venir, en lien avec la convention qui vise une mise en service en 2029 ou 2030.

M. Emmanuel Koller précise que les résultats des études techniques (urbanisme, mobilité, paysage, etc.) seront disponibles fin mai début juin 2025. Le plan spécial sera consolidé d'ici fin août, puis présenté à la commission UETP en septembre. Une information publique et une présentation conjointe avec l'Hôpital du Jura sont également prévues à cette période. Le dossier sera ensuite transmis au Canton pour examen préalable, avec une validation espérée début 2026, avant de revenir en consultation locale.

M. Pierre Xavier Meury, PLR et PVL, est partiellement satisfait.

5. **RAPPORT D'AUDIT CLAIR-LOGIS (CGVC)**

M. Michel Rion, président, explique le déroulement prévu à savoir intervention de la présidente de la CGVC, ouverture du débat du Législatif, possibilité d'intervention du Conseil communal, puis conclusion de la présidente de la CGVC. Il souligne qu'il s'agit d'un débat sans adoption formelle.

Mme Céline Robert-Charrue Linder, CS-POP et VERT·E·S, demande la prolongation de son temps de parole.

DÉCISION : **l'extension du temps de parole est acceptée par vote à main levée.**

Mme Céline Robert-Charrue Linder, CS-POP et VERT·E·S, entame son intervention en rappelant que ce dossier a connu de nombreuses péripéties : la phase de transformation architecturale et fonctionnelle de Clair-Logis s'est étendue sur plus de huit ans. De multiples acteurs – publics et privés – y ont été impliqués et les conséquences pour la Commune se sont avérées majeures, notamment sur le plan financier. Elle rappelle que la Commune a été contrainte de verser près d'un million de francs à la Fondation Clair-Logis pour éviter sa faillite et permettre la continuité des prestations aux personnes âgées hébergées dans l'établissement. Finalement, la Fondation a cédé la gestion à un acteur privé, le groupe Tertianum. Elle évoque un sentiment d'échec, regrettant que « malgré l'énergie investie, ce soient des acteurs privés qui aient repris la main ». Elle précise que son propos sera « aussi neutre et factuel que possible », s'appuyant sur le rapport d'audit commandé par la CGVC, mais admet que, ayant été au cœur du processus pendant plusieurs années, elle n'a pas « la distance nécessaire pour faire une évaluation parfaitement objective ». Elle remercie, le Conseil communal et l'Administration pour l'aide dans la récolte d'information et de documents, ses collègues de commission pour leur soutien, ainsi que le Chancelier communal Nicolas Guenin pour sa disponibilité et sa transparence. Elle indique que le mandat d'audit a été confié à M. Nicolas Pétremand du cabinet NEPConseils le 15 octobre 2024, pour un montant total de CHF 32'000. Le rapport a été remis dans les délais et pour un coût final de CHF 31'382. Il compte 45 pages, présente un déroulé chronologique précis, identifie sept recommandations principales, plusieurs constats structurés et un certain nombre de remarques critiques sur les rôles et responsabilités des différents acteurs. Mme Robert-Charrue Linder rappelle que depuis 2016, la CGVC avait attiré l'attention des autorités sur les dysfonctionnements concernant la gouvernance de la Fondation Clair-Logis. Elle évoque de « nombreuses questions restées sans réponses », une documentation « parcellaire ou contradictoire » et une confusion durable concernant le statut juridique de la Fondation. Elle insiste sur ce point central du rapport : la Fondation Clair-Logis est de droit privé depuis sa création en 1985, même si une majorité d'élus·e·s et d'administratrices et d'administrateurs pensait qu'elle était de droit public.

Cette confusion a entraîné de graves conséquences. En particulier, la signature du contrat-cadre d'octobre 2017 entre la Commune, la Fondation et l'entreprise Gestiparc s'est faite sans validation du Conseil de Ville, alors même que la Commune s'engageait potentiellement à de lourdes charges financières. Elle cite à ce sujet le rapport d'audit (p. 33-34), qui pose les questions suivantes : « Est-ce que le Conseil communal savait à cette époque que la Fondation était de droit privé ? Si oui, alors seul le Conseil de Fondation pouvait signer. Si non et s'il pensait de bonne foi qu'elle était de droit public, pourquoi n'a-t-on pas soumis le contrat-cadre au Conseil de ville pour approbation préalable ? » L'auditeur M. Pétremand souligne l'absence de précautions juridiques élémentaires : « À aucun moment une analyse juridique approfondie n'a été faite sur les conséquences de ce contrat pour la Commune. Cela constitue une lacune majeure. »

Mme Robert-Charrue Linder résume ce moment comme un « point de non-retour », marquant le début d'une ingérence progressive de la Commune dans une fondation privée, sans base juridique claire. Elle souligne que cette confusion a perduré jusqu'en 2023. Le rapport identifie d'autres failles importantes :

- Flou des responsabilités entre les organes communaux et ceux de la Fondation ;
- Confusion dans la chaîne de décision, souvent informelle, voire orale ;
- Manque de documentation claire et de traçabilité des décisions ;
- Communication lacunaire entre le Conseil communal et le Conseil de fondation ;
- Absence d'anticipation lors du départ de l'ancien gérant et de la désignation de son successeur ;
- Non-respect des compétences légales : certaines décisions prises par le Conseil communal auraient dû être soumises au Conseil de ville ;
- Faiblesse du contrôle externe (Organe de révision), jugé peu réactif.

Elle déplore qu'à mesure que la situation devenait plus complexe, la Commune a été contrainte de s'engager financièrement, notamment en avalisant des prêts pour permettre la rénovation de l'établissement, puis en injectant des fonds pour garantir sa survie. Elle parle d'un engrenage dans lequel les élus·e·s se sont retrouvés piégé·e·s : « Tout s'est passé comme si, à chaque étape, l'absence de clarté juridique avait conduit à une décision dictée par l'urgence. »

Elle cite le rapport (p. 38) : « Cette situation s'apparente à une dérive progressive, fruit d'une série de décisions mal préparées, prises sans vue d'ensemble ni stratégie de gouvernance. »

Elle poursuit : « C'est un très mauvais film, doté d'un mauvais casting, sans metteur en scène, au scénario improvisé. » Pour autant, Mme Charrue Linder insiste sur l'utilité du travail d'audit : les recommandations

formulées par M. Pétremand peuvent et doivent servir de boîte à outils pour éviter que de telles erreurs se reproduisent. Elle appelle à une meilleure clarté et termine en remerciant M. Pétremand pour « la rigueur, l'expertise et la clarté de ses analyses » et précise que la CGVC sera vigilante quant à la mise en œuvre des recommandations du rapport.

M. Christophe Günter, PLR et PVL, rappelle que la Fondation Clair-Logis a régulièrement bénéficié du soutien financier de la Ville, validé par le Législatif, souvent à large majorité. Il cite plusieurs décisions : un crédit de CHF 1'970'000 (novembre 2021), une subvention complémentaire de CHF 220'000 (décembre 2022), une aide de CHF 100'000 (mars 2023) et des cautionnements (mai 2023), pour un total de près de CHF 4 millions. Il critique la confiance excessive des partis de gauche et du centre dans ce projet, soulignant que les réserves exprimées par le PLR et l'UDC se sont révélées fondées. Il estime que les réserves émises par les groupes PLR et UDC dès le début étaient justifiées. L'audit, selon lui, met en évidence des lacunes graves de gouvernance, de transparence et de gestion des risques, qui auraient pu être anticipées. Il appelle à renforcer les processus décisionnels pour éviter de futurs errements similaires.

M. Colin Vollmer, PSD-JSJ, demande la prolongation de son temps de parole.

DÉCISION : l'extension du temps de parole est acceptée par vote à main levée.

M. Colin Vollmer, PSD-JSJ, remercie débute par des remerciements à la présidente de la CGVC pour son compte-rendu, jugé fidèle et très complet. Il déplore la gestion du projet Clair-Logis, estimant que les conclusions du rapport d'expertise sont accablantes. Selon lui, bien que Clair-Logis soit une fondation de droit privé, le projet a été géré comme s'il s'agissait d'un EMS public, sans que les procédures institutionnelles, telles que la soumission du contrat-cadre au Conseil de Ville, aient été respectées. Il souligne que ce contrat, signé entre la Commune et des promoteurs privés, va jusqu'à fixer les loyers au centime près, ce qui soulève de nombreuses questions restées sans réponse satisfaisante en Commission. Le problème réside, selon lui, dans l'absence de responsabilité claire au sein de l'Administration communale : personne ne semble pouvoir assumer les décisions prises, créant un enchevêtrement de responsabilités ayant abouti à un coût proche du million pour la Collectivité. Le rapport d'audit met en lumière une gouvernance municipale désorganisée et instable, contrairement aux promoteurs et exploitants privés, bien structurés et partageant des intérêts communs. Ce déséquilibre a profité aux intérêts privés, au détriment de l'intérêt public. Le groupe socialiste critique également une forme de naïveté persistante du Conseil communal dans sa relation avec les promoteurs, en soulignant que ces derniers sont motivés par le profit et non par le bien-être de la population. Le manque de gouvernance et de redevabilité dans la gestion du projet est jugé inacceptable, d'autant plus qu'il compromet la confiance dans d'autres projets pourtant bien menés par les services communaux. M. Vollmer reconnaît aussi que le Conseil de Ville a pu être influencé par la dimension symbolique du projet, ce qui a pu conduire à un manque de lucidité dans le suivi. Il rejette cependant l'idée que la gauche serait responsable de l'échec du projet sous prétexte qu'elle en a soutenu les crédits, rappelant qu'il est légitime pour un organe politique de faire confiance au Conseil communal. En conclusion, il interpelle le Conseil communal sur la suite à donner au rapport d'expertise : quelles mesures compte-t-il mettre en œuvre, lesquelles seront écartées et dans quels délais ces décisions seront-elles appliquées.

M. Dominique Bugnon, Le Centre, constate une débâcle à tous les niveaux, impliquant à la fois le Conseil communal, les services administratifs et le Conseil de Ville. Il questionne le rôle que doit jouer la Commune dans ce type de projets, en particulier lorsqu'il s'agit de structures de droit privé. Il dénonce une implication excessive de la Ville, sans disposer des compétences ni des outils de suivi adéquats. Il évoque également les conséquences budgétaires et politiques de cet échec, notamment la nécessité d'imposer des réductions de prestations et la pression accrue sur le personnel communal, dans un contexte financier tendu.

M. Marc Ribeaud, PSD-JSJ, revient sur l'historique du projet, qu'il suit depuis plusieurs années. Il souligne que les premières discussions sur Clair-Logis remontent à 2016 et que le message initial transmis au Conseil de Ville s'est révélé bientôt obsolète et irréaliste, ce qui a nécessité plusieurs modifications du projet. Il pointe une tendance à valider les messages officiels sans examen critique approfondi, ce qui aurait favorisé les dérives. Il compare la situation de Delémont à celle d'autres communes, comme Porrentruy, qui a su, selon lui, garder une distance plus prudente face à des projets comparables.

M. Patrick Chapuis défend l'action du Conseil communal. Il affirme que les services communaux ont collaboré pleinement et avec transparence à l'audit externe. Il reconnaît que des erreurs ont été commises, notamment une interprétation erronée du rôle de la commune dans la gestion d'une fondation de droit privé. Il précise cependant que le Conseil communal a déjà tiré des enseignements de cette affaire et qu'il souhaite désormais se tourner vers l'avenir. Il souligne que plusieurs recommandations de l'audit seront suivies et appliquées, mais qu'un travail d'analyse reste en cours pour en déterminer la portée exacte. Il rectifie certains chiffres évoqués : la perte brute pour la Ville s'élève, à environ CHF 950'000, une partie des aides ayant été récupérées ou non utilisées, de plus à la suite de la reprise du projet par un autre établissement, ce dernier a encore versé un montant de CHF 400'000 qui ramène la perte nette à CHF 550'000 à la fin de l'exercice 2023. Il affirme que la Ville reste attentive à préserver les intérêts des contribuables et à assurer un meilleur cadre pour ses engagements futurs.

Mme Céline Robert-Charrue Linder, CS-POP et VERT·E·S, conclut les échanges au nom de la CGVC. Elle remercie l'ensemble des intervenant·e·s pour la qualité des débats et souligne que cette affaire ne doit pas être réduite à une opposition politique gauche-droite, mais bien être l'occasion d'une réflexion collective sur les mécanismes de gouvernance et de contrôle. Elle reconnaît personnellement ne pas avoir lu les statuts de la fondation au moment des premières décisions et suppose que de nombreux membres du Conseil de Ville étaient dans la même situation. Elle estime que toutes et tous ont été progressivement embarqué·e·s dans un projet mal maîtrisé, au fil des législatures, sans véritable retour en arrière possible. Elle estime que les conditions précises qui ont conduit à la signature du contrat-cadre, notamment en l'absence de consultation du Conseil de Ville restent une énigme et espère que cette situation servira de leçon institutionnelle pour l'avenir, notamment des projets comme le Comptoir ou les Arquebusiers.

6. BUDGET COMMUNAL 2025

M. Damien Chappuis, maire, rappelle le caractère particulier de cette seconde mouture du budget 2025, tant pour le Conseil de Ville que pour l'Administration. Ce nouveau projet intervient suite au rejet, le 9 février, du premier budget par la population, qui prévoyait un bénéfice de CHF 1,37 million assorti d'une hausse de la quotité d'impôts. Il souligne la nécessité d'assainir les finances communales, touchées par un déficit structurel, tout en préservant les prestations publiques. Le rejet populaire a été interprété comme un désaveu des choix fiscaux proposés. La nouvelle version du budget a donc été élaborée sans hausse de la quotité d'impôts, nécessitant des réductions de charges d'environ CHF 1,7 million. Dans l'intervalle, une baisse des prévisions de recettes fiscales, notamment en lien avec la RFFA, a entraîné une détérioration du cadre financier, avec un écart d'environ CHF 2,5 millions, débouchant sur un budget déficitaire de CHF 1,17 million. Heureusement, les comptes 2024 ont permis certaines compensations grâce à des recettes fiscales supplémentaires et à une revalorisation du patrimoine financier, sans toutefois résorber totalement le déficit structurel. Le budget présenté inclut une rigueur accrue dans les investissements, une optimisation des charges de fonctionnement (1,6 million en 2024, 1,9 million en 2025), une stabilisation des effectifs à 183,6 postes d'ici fin 2025 et le maintien de certaines taxes. Il mentionne aussi une baisse des subventions communales (5 à 10 %), des hausses tarifaires (locations, stationnement) et une contribution de solidarité du personnel (1 % du 13e salaire contre un jour de congé). Des économies ont également été possibles via des renégociations de crédits à taux réduit, des fermetures temporaires de services, ou encore des subventions énergétiques. Ainsi, le budget de fonctionnement présente un déficit de CHF 227'350, sans augmentation d'impôts. Il conclut que les efforts doivent se poursuivre pour stabiliser durablement les finances de la Ville, saluant l'engagement de l'Administration.

M. Dominique Bättig, UDC, estime que ce budget résulte d'un processus laborieux pour un résultat insatisfaisant. Il se félicite cependant d'un « discours de vérité » sur la gouvernance et les difficultés financières. Il critique la gestion passée, jugée peu prudente, peu transparente et déconnectée de la population. Pour lui, la gouvernance reste archaïque, cloisonnée et inefficace, avec une tendance à compter sur des aides externes plutôt que sur les ressources propres. Il plaide pour une plus grande participation citoyenne, une présentation plus moderne et pédagogique du budget et une réforme de l'appareil administratif. Constatant une absence de culture du dialogue et une domination du fait accompli, il considère que la méthode actuelle n'est plus viable. Il redoute que le déficit augmente encore en raison des nombreux amendements à venir. Il appelle à rejeter l'entrée en matière sur ce budget.

M. Luis Bartolomé, CS-POP et VERT·E·S, informe que son groupe accepte l'entrée en matière. Il estime que le Conseil communal a tiré les leçons du rejet populaire du précédent budget voté en décembre, notamment en renonçant à l'augmentation d'impôts. Il considère que deux éléments sont ressortis du scrutin : d'une part, le refus d'une hausse de la fiscalité et d'autre part, une méfiance significative envers les autorités communales. Il regrette que seul le premier point ait été réellement pris en compte. Il déplore que les coupes budgétaires décidées en décembre aient non seulement été conservées, mais aussi renforcées, en particulier dans les subventions aux associations culturelles, sportives et sociales, ainsi que dans la masse salariale du personnel communal. Il critique le maintien de ces coupes linéaires qu'il juge excessives. Il rappelle que son groupe avait soutenu les mesures issues du rapport Compas, jugées nécessaires pour améliorer la gestion communale tout en garantissant des prestations de qualité. Il exprime son opposition à la « ponction de solidarité » imposée au personnel, estimant que ce dernier a déjà consenti à des efforts importants et qu'il mérite davantage de reconnaissance et de soutien. Il insiste sur la nécessité de réorganiser les prestations avec rigueur et humanité, plutôt qu'au moyen de simples coupes budgétaires. Il considère que réduire encore l'appui aux associations revient à ignorer le mécontentement populaire, alors que le bien-vivre ensemble reste fondamental pour son groupe. En conclusion, il réaffirme que son groupe soutient l'entrée en matière, tout en insistant sur l'importance d'apporter certains rééquilibres pour que le budget réponde davantage aux attentes de la population et du personnel communal.

M. Pascal Domont, PLR et PVL, déclare que son groupe accepte l'entrée en matière, tout en se disant partiellement satisfait du nouveau projet de budget 2025. Il rappelle que près de 64 % des votants ont rejeté en février le précédent budget, notamment en refusant l'augmentation de la quotité d'impôt. Il salue le fait que cette hausse soit désormais abandonnée, ce qui correspond à une demande forte des habitant·e·s de

Delémont. Il considère que la Ville fait face à une situation financière inquiétante résultant d'une politique trop dépensière. Il juge donc essentielles les économies proposées par le Conseil communal, qu'il soutient. Toutefois, il indique que le groupe restera vigilant quant à l'évolution des dépenses. Il souligne que les indicateurs financiers de la Commune sont jugés désastreux depuis plusieurs années et que des efforts durables seront nécessaires pour redresser la situation. Il cite La Chaux-de-Fonds comme exemple, où il a fallu près de dix ans pour rétablir une situation budgétaire saine. M. Domont critique également le projet de ponction de 1 % des salaires du personnel communal, estimant que le Conseil communal tente de se décharger sur le Conseil de Ville. Il juge qu'une telle mesure aurait pu être évitée. Il rappelle néanmoins que les conditions salariales à Delémont sont très favorables. Il relève un manque de cohérence entre les déclarations des représentant-e-s du personnel et celles du Conseil communal, ce qui suscite des interrogations. Enfin, il évoque la question du legs Gygax, demandant si une expertise indépendante a été réalisée pour évaluer sa valeur réelle. Il avertit que l'augmentation de valeur comptable n'a aucun effet sur le déficit structurel et que toute exploitation commerciale du bâtiment est rendue impossible par les conditions d'usage imposées par le testateur. Il complète en indiquant que son groupe combattra toute hausse de la taxe immobilière (rubrique 4021), mais ne s'oppose pas à l'entrée en matière du budget.

M. Olivier Schaller, Le Centre, juge que le budget 2025 est mauvais. Il mentionne un déficit global de CHF 383'000, dont 227'000 sur le compte général et critique un autofinancement de seulement 5,8 millions pour des investissements prévus à hauteur de 13,8 millions, dont 10 millions ont déjà été votés. Il avertit que la dette communale augmentera encore d'au moins 4,2 millions, alors qu'elle s'élève déjà à 175 millions, dont 159 millions portant intérêt. Il constate que « le million est devenu la monnaie officielle de Delémont ». Il attire particulièrement l'attention sur les Services industriels, qui affichent un déficit de près d'un demi-million et financent à peine un tiers de leurs investissements. Selon lui, ces services contribueront à eux seuls à l'augmentation de la dette à hauteur de 4 millions. Il note que si le bilan ne montre plus de « trous » grâce à des gains comptables exceptionnels, les besoins en investissements sur le terrain (infrastructures routières notamment) restent urgents et importants. Il regrette le rejet, par la population, d'un projet de budget plus ambitieux mais équilibré, qui prévoyait un autofinancement de 8,2 millions. Ce rejet signifie, selon lui, que des coupes sont inévitables. Il considère les économies proposées par le Conseil communal comme nécessaires et proportionnées au contexte, marqué par des contraintes économiques fortes. Son groupe soutient l'entrée en matière et appuiera le projet de budget tel que présenté. Le groupe s'opposera en revanche à tout amendement qui viendrait aggraver le déficit. Il relève que le total des amendements déposés s'élève à CHF 681'000, ce qui porterait le déficit à plus d'un million. Il demande que les amendements déposés tardivement par certains groupes soient déclarés irrecevables.

M. Ignace Berret, PCSI, indique que le groupe PCSI acceptera le budget 2025 à l'issue des débats. Il constate que, suite au refus du premier projet, vraisemblablement lié à la hausse de la quotité d'impôt, de nombreuses lignes budgétaires ont été réduites. Il regrette notamment les effets directs sur les institutions et manifestations culturelles et sportives : réduction des horaires, hausses tarifaires et suppressions de certaines contributions, dont celle à la coopération. Il déplore que les discussions se cristallisent sur une seule ligne – la contribution de solidarité de 1 % qu'il juge sensible, mais qui aurait dû faire l'objet d'une négociation entre les partenaires sociaux. Il dénonce l'absence de dialogue préalable et considère que le Conseil de Ville ne devrait pas trancher un litige qui n'a même pas été ouvert à la discussion. Il rappelle que le personnel communal bénéficiera du renchérissement de 1,5 % et des annuités et que la contribution de solidarité ne s'appliquerait que sur le 13e salaire partagé. Il insiste sur le fait que le déficit est structurel, alors que le résultat positif de 2024 est conjoncturel. Il appelle à réaliser des économies dès 2025 pour se prémunir face à l'avenir et maintenir la capacité d'investissement. À ses yeux, le budget, proche de l'équilibre grâce aux efforts du Conseil communal et aux mesures COMPAS, constitue un premier pas nécessaire. Concernant les amendements, il regrette de ne pas avoir pu les analyser en groupe et annonce que le PCSI laissera la liberté de vote. Il conclut en exprimant l'espoir que la dynamique actuelle permettra de nouvelles économies tout en préservant la qualité de vie.

Mme Noémie Chiffelle Lachat, PSD-JSJ, précise que le groupe socialiste entend débattre du budget dans l'optique de l'accepter, sous réserve de quelques modifications. Elle rappelle que le premier projet de budget a été largement rejeté, principalement en raison de la hausse d'impôts, mais considère que ce refus reflète aussi un manque de gouvernance politique. Elle salue le travail du Conseil communal et de l'Administration, qui ont révisé leur proposition en suivant une feuille de route claire. Toutefois, elle constate que le déficit structurel demeure non résolu et que des réflexions devront être menées pour le budget 2026, notamment sur une possible remontée de la quotité d'impôts à 1,95, comme avant 2016. Elle note que la nouvelle mouture conserve la plupart des mesures d'économies et de hausses de recettes de la première version, hormis la hausse d'impôts et y ajoute des coupes supplémentaires. Deux de ces mesures suscitent l'opposition de son groupe : la contribution de solidarité du personnel et la baisse des subventions. Le groupe socialiste refusera la ponction solidaire, qu'il juge injuste envers le personnel, non responsable de la situation financière. Son groupe considère que la fonction publique ne doit pas supporter les conséquences d'une gestion déficiente. Concernant la réduction des subventions, le parti socialiste propose de réaffecter l'enveloppe de CHF 50'000 prévue pour le Conseil communal, à un soutien exceptionnel 2025 aux clubs, associations, institutions culturelles et manifestations. Il propose ainsi de plafonner cette rubrique à 1 franc, afin de clarifier son cadre

d'attribution, jugé aujourd'hui opaque. En conclusion, le groupe accepte l'entrée en matière et soumet formellement ses amendements.

M. Damien Chappuis, maire, demande la prolongation de son temps de parole.

DÉCISION : l'extension du temps de parole est acceptée par vote à main levée.

M. Damien Chappuis, maire, revient sur les différentes interventions exprimées à la tribune, en suivant l'ordre chronologique. Il relève d'abord que M. Bättig ne s'oppose pas à une future augmentation de la quotité d'impôt. Il rappelle que le budget est encadré par des règles (MCH2) et que des outils ont été transmis à la Commission des finances pour permettre l'analyse. Il précise que le budget ne peut pas se construire sur des revenus hypothétiques (comme ceux de la BNS ou du Loto) et qu'à court terme, entre février et aujourd'hui, il n'y avait pas d'autre solution que de proposer une mouture révisée. Il ne comprend pas le refus d'entrer en matière dans ce contexte. À propos de l'intervention de M. Bartolomé, il dit partager la demande d'une feuille de route claire et rappelle que la version actuelle du budget reprend les anciennes mesures, complétées par de nouvelles. Il reconnaît que certaines coupes touchent des associations sportives et culturelles, contrairement aux structures purement associatives restées inchangées. Il prend acte des critiques sur le déficit structurel. S'adressant à M. Domont, il relève l'intention de maintenir la quotité à 1,9 mais s'interroge sur la baisse de la taxe immobilière, alors que d'autres taxes, comme celles des digues ou de l'épuration, diminuent déjà. Il rappelle que le compromis initial reposait sur un équilibre des trois taxes pour une neutralité dans le portemonnaie d'une famille-moyenne. Il rejoint l'idée que les indicateurs doivent être analysés sur le long terme et précise que le résultat positif de 2024 est principalement lié à des réévaluations comptables, non à une amélioration réelle du fonctionnement. À propos du Legs Gygax, il confirme qu'une expertise externe a été commandée et que le Conseil communal a retenu la valeur la plus basse. Concernant la contribution de solidarité du personnel, il regrette l'absence d'une convention signée avec les syndicats et la Commission du personnel, mais espère que le dialogue pourra être rétabli. Il insiste sur le fait que le Conseil communal a la responsabilité de proposer des mesures et que le Conseil de Ville décide *in fine*. S'adressant à M. Schaller, il reconnaît les justes remarques concernant les indicateurs financiers. Il rappelle que l'objectif de l'augmentation d'impôt était aussi de constituer un matelas pour les investissements futurs. Faute d'augmentation, il faudra faire d'autres choix pour équilibrer le budget. Répondant à M. Berret, il insiste sur l'importance d'un dialogue social apaisé avec les représentants du personnel et sur la nécessité d'une gouvernance budgétaire anticipant les aléas conjoncturels. Il estime que la feuille de route peut accompagner cette dynamique. Enfin, concernant l'intervention de Mme Chiffelle Lachat, il confirme avoir entendu les appels à une meilleure gouvernance et partage le constat sur la difficulté du travail de recherche d'économies pour l'Administration. Il rappelle que la quotité actuelle (1,9) est l'une des plus basses du Canton et qu'il faudra un jour rouvrir la discussion si les charges continuent d'augmenter. Il prend acte des propositions du parti socialiste, notamment sur la contribution de solidarité et les crédits aux associations et conclut en réaffirmant l'importance pour le Conseil communal de disposer d'un budget 2025 pour travailler dans de meilleures conditions.

DÉCISION : l'entrée en matière concernant le Budget communal 2025 est acceptée par 38 voix contre 1, il y a 1 abstention.

Rubrique 0

Mme Laurence Studer, UDC, s'interroge sur le fait que le Conseil communal souhaite imposer une retenue salariale de CHF 250'000 au personnel communal, alors qu'il s'est attribué CHF 230'000 de salaires supplémentaires, déclenchant une enquête du Ministère public. Elle évoque également CHF 35'700 d'heures supplémentaires en 2024, pour lesquelles la Commission de gestion et vérification des comptes a demandé des détails sans obtenir de réponse du Conseil communal. Elle déplore ce manque de transparence et la perte de confiance que cela engendre. Elle souligne l'impact négatif de ces décisions sur le personnel et estime que d'autres économies peuvent être trouvées sans ponctionner le personnel. Elle rejette catégoriquement la ponction de solidarité.

Mme Céline Robert-Charrue Linder, CS-POP et VERT-E-S, indique que son groupe retire son amendement au profit de celui du parti socialiste, visant à réduire une rubrique à 1 franc. Concernant celle des projets RH, elle maintient son amendement de réduction de CHF 20'000. Elle s'oppose fermement à la ponction salariale de CHF 250'000 imposée à l'ensemble du personnel communal. Elle rappelle que, lors du vote du 16 décembre 2024, une première baisse de CHF 200'000 de la masse salariale a été adoptée malgré l'opposition de son groupe et que cette mesure semble avoir été appliquée avant même un nouveau vote, ce qui pose des questions sur le respect du processus démocratique. Elle critique le fait que le Conseil communal en rajoute avec une nouvelle ponction, alors que le personnel est déjà surchargé. Elle dénonce un « nivellement par le bas » inspiré par le Canton, où une réduction de salaire est compensée par un jour de congé. Elle rappelle que le personnel avait déjà renoncé à CHF 650'000 de renchérissement en 2023 et qu'une telle mesure n'a aucun appui politique clair. Elle estime que la fonction publique est injustement ciblée, alors qu'elle devrait être soutenue. Elle appelle les membres du Législatif à rejeter cette ponction salariale au nom de la dignité et de la vision à long terme de la Ville.

Mme Noémie Chiffelle Lachat, PSD-JSJ, rappelle que le groupe socialiste propose 18 amendements visant à renforcer le soutien au sport, à la culture et aux manifestations, sans dégrader le budget, voire en l'améliorant. Elle justifie la demande de fixer provisoirement la rubrique du Conseil communal à 1 franc, non pour l'abandonner, mais pour réaffecter cette enveloppe à des postes jugés prioritaires, tout en conservant la possibilité de justifier les dépassements en cas de besoins urgents, comme le permet le règlement. Elle estime qu'il serait malvenu de réduire les subventions aux associations et fondations locales qui fonctionnent déjà largement sur le bénévolat. Le signal politique voulu est de montrer que l'Exécutif reconnaît ce travail en renonçant temporairement, par solidarité, aux CHF 50'000 de sa ligne budgétaire, pour les réallouer au soutien d'institutions comme le Théâtre du Jura, le Musée jurassien, la Fondation Delémont BD, divers clubs sportifs, le SAS, ou encore le passeport-vacances, entre autres. Cela, selon elle, sans affecter l'équilibre du budget. Son groupe soutient également une réduction de la ligne « projet RH et mandat » à CHF 20'000, sur la base des comptes 2023 et du fait que les ressources internes devraient suffire pour l'année 2025 qui est déjà à moitié écoulee.

M. Olivier Schaller, Le Centre, critique la volonté de la majorité de gauche de priver l'Exécutif de toute marge de manœuvre en réduisant le crédit du Conseil communal à 1 franc. Il souligne que ce crédit, déjà abaissé de CHF 100'000 à CHF 50'000 dans la version du budget soumise au vote populaire, sert à financer des dépenses imprévues ou symboliques telles que le souper de fin d'année pour le personnel, les cadeaux de jubilé ou encore l'accueil de visiteurs. Il estime que cette économie est irréaliste, car le Conseil communal a probablement déjà engagé des dépenses sur cette ligne, rendant un dépassement inévitable. Il plaide pour le maintien du crédit à CHF 50'000 et rejette les amendements correspondants. Concernant la contribution de solidarité, il considère que l'introduction d'une retenue de 1% sur les salaires, après l'octroi d'un renchérissement de 1,5% et des annuités, est acceptable. Il rappelle que les conditions salariales à la Ville restent avantageuses, comparées notamment à l'Administration cantonale ou au secteur privé, où le personnel subit des réductions de revenu dues au chômage partiel. Il juge donc la contribution de solidarité anecdotique et annonce que son groupe refusera l'amendement visant à la supprimer.

Mme Laurence Studer, UDC, s'interroge sur l'utilisation des CHF 70'000 alloués en 2024 à la rubrique « projet RH » et demande des explications sur les mandats externes réalisés avec cette somme. Elle exprime également des doutes sur la ligne relative aux indemnités de déplacement du personnel, chiffrée à CHF 20'000, qu'elle juge difficilement justifiable dans une administration où les employé-e-s travaillent « à domicile ». Son groupe demande la suppression de ces deux lignes budgétaires pour l'année en cours.

M. Maël Bourquard, PSD-JSJ, rebondit à certaines interventions, notamment celle du Maire. Selon lui, la proposition du groupe socialiste ne vise pas à « taper » dans le crédit du Conseil communal, mais à en définir clairement l'usage pour l'année en cours. Il s'interroge également, suite à l'intervention de M. Schaller, sur la légalité d'utiliser ce crédit avant le vote du budget, ce qui pose problème selon lui. Il estime que ce crédit constitue une "boîte noire" dont l'usage n'est pas suffisamment transparent et plaide pour un encadrement clair de son utilisation (mandats, manifestations, dépassements de rubriques, etc.), avant toute réallocation budgétaire. Il recommande ainsi d'adopter la proposition déposée, avec l'objectif d'obtenir des informations claires, un règlement et une ligne directrice.

M. Damien Chappuis, maire, demande la prolongation de son temps de parole.

DÉCISION : l'extension du temps de parole est acceptée par vote à main levée.

M. Damien Chappuis, maire, rappelle que le crédit du Conseil communal sert justement à répondre à des demandes ponctuelles sans devoir repasser devant le Conseil de Ville. Il rappelle que ce crédit était auparavant de CHF 100'000, ramené à CHF 50'000, puis désormais proposé à CHF 1. Il précise que même à CHF 0, la rubrique existera encore dans les comptes 2026. Deux montants déjà engagés sont évoqués : CHF 20'000 pour la venue de la Bible de Moutier-Grandval et CHF 20'000 pour le souper du personnel, soit CHF 40'000 au total. À cela s'ajoute une dépense actuelle de CHF 1'500.

Concernant le budget, il rappelle que des efforts importants ont été consentis pour réduire le déficit : réduction des investissements, limitations de budgets de fonctionnement, coupes dans les subventions. Malgré cela, le budget 2025 ne peut pas être équilibré et le Conseil communal a dû prendre ses responsabilités, notamment en maintenant les postes mais propose la contribution de solidarité. Il précise que les CHF 200'000 de réduction de la masse salariale n'ont pas touché directement le personnel, mais sont liés à des non-réaffectation de postes par exemple. La contribution de solidarité, elle, a un effet direct sur le personnel, mais permettrait de maintenir une augmentation salariale nette de 0,5% (1,5% de renchérissement moins 1% de contribution). Il évoque la situation économique difficile : baisse des recettes fiscales, entreprises recourant aux RHT, absence de renchérissements dans certaines entreprises depuis trois ans. Dans ce contexte, la contribution demandée reste, selon lui, raisonnable. Concernant les indemnités de déplacement, il rappelle que les employés doivent pouvoir se rendre à l'extérieur (formations, colloques, etc.). La rubrique des comptes 2023 s'élevait à CHF 14'000, une proposition de CHF 20'000 est donc cohérente avec les besoins. Réduire cette ligne à zéro imposerait des dépassements, ce qui n'est pas souhaitable. Enfin, sur les projets RH et mandats à tiers, le budget initial de CHF 69'300 a été ramené à CHF 39'300, soit un effort de CHF 30'000. Ce montant permet notamment :

- un dispositif de prévention des risques psychosociaux (CHF 10'000)
- la gestion des absences et formations (CHF 13'000)
- un plan de mobilité (CHF 10'000)
- des outils RH et contrôles internes (CHF 7'000)

Ces investissements visent à assurer une bonne gestion du personnel. Toute réduction supplémentaire impacterait directement ce dernier. Le Maire conclut en recommandant de refuser les propositions faites à cette tribune.

Rubrique 1

La parole n'est pas demandée.

Rubrique 2

La parole n'est pas demandée.

Rubrique 3

Mme Céline Robert-Charrue Linder, CS-POP et VERT·E·S, demande la prolongation de son temps de parole.

DÉCISION : l'extension du temps de parole est acceptée par vote à main levée.

Mme Céline Robert-Charrue Linder, CS-POP et VERT·E·S, s'exprime sur l'amendement relatif aux subventions culturelles et sportives, en particulier celle du Musée jurassien d'art et d'histoire. Elle souligne que son groupe rejoint les positions du groupe socialiste quant à l'importance de maintenir une offre culturelle, patrimoniale et sportive de grande qualité à Delémont. Elle rappelle les propos du maire lors de l'Assemblée générale de la Société jurassienne d'émulation, selon lesquels « la culture fait respirer la Ville » et questionne la cohérence avec la volonté de réduire les moyens des institutions culturelles. Elle insiste sur l'importance du Musée jurassien d'art et d'histoire, fondé en 1909, doté d'un rayonnement international, malgré sa taille modeste. Le musée a récemment accueilli pour la deuxième fois la Bible de Moutier-Grandval, un manuscrit du IXe siècle, grâce à une équipe de 3,5 EPT dirigée par la conservatrice Nathalie Fleury. Cette équipe, ni communale ni cantonale, ne bénéficie ni d'annuités ni d'adaptations salariales et effectue de nombreuses heures supplémentaires non rémunérées. Elle précise que le musée est financé par quatre entités : la Ville de Delémont, la Bourgeoisie de Delémont, le Canton du Jura et le Canton de Berne. Sur les CHF 388'000 inscrits au budget communal, seuls CHF 160'000 constituent une subvention réelle, le solde correspondant à la valorisation comptable des locaux mis gratuitement à disposition par la Ville. Un montant de CHF 8'700 est encore retranché chaque année pour un ancien prélèvement, ramenant la subvention effective à CHF 151'000. Elle met en avant les retombées positives liées à l'exposition de la Bible : plus de 180 classes (env. 3'000 élèves), plus de 200 groupes guidés, des visiteurs de toute la Suisse, de France, d'Allemagne, ainsi que des représentants officiels britanniques et une couverture médiatique internationale. Elle souligne également les retombées économiques locales pour les restaurateurs, hôteliers et commerçants. Elle considère la proposition de réduction comme un très mauvais signal, risquant de démotiver l'équipe du musée et d'inciter les autres partenaires financiers à se retirer. Elle appelle à refuser cette baisse.

Mme Laurence Studer, UDC, exprime sa consternation concernant les coûts liés à la salle de Saint-Georges. Elle rappelle qu'une location avait été annoncée l'année précédente, sans qu'un revenu clair n'apparaisse au budget. Elle relève une augmentation des prestations de services et honoraires, passées de CHF 5'000 à CHF 11'000, sans explication satisfaisante. Elle s'interroge sur la nature exacte de ces prestations et déplore que la Commune continue à payer CHF 12'000 de location, sans visibilité sur d'éventuels revenus de sous-location. Elle critique le manque de transparence et exprime son exaspération face à l'endettement croissant de la Commune malgré ses interpellations répétées.

M. Olivier Schaller, Le Centre, commence par résumer les propos de Mme Robert-Charrue Linder, qu'il estime incohérents avec ceux du maire. Il affirme qu'en s'attaquant au crédit du Conseil communal, le risque est de retirer au Musée jurassien une subvention de CHF 20'000 pour n'en accorder qu'une de CHF 9'500. Il évoque les amendements, en rappelant que le principe de solidarité implique un effort partagé. Il défend les coupes décidées par le Conseil communal, qu'il considère comme supportables et reproche à ses adversaires politiques de ne pas avoir proposé d'alternative concrète lors de la campagne budgétaire. Il critique la proposition socialiste de compenser ces subventions par des économies irréalistes et annonce que son groupe refuse les 15 amendements proposés.

M. Christophe Günter, PLR et PVL, soutient que le Conseil communal, en établissant un nouveau budget, a pris des mesures de réduction courageuses, touchant aussi les subventions aux sociétés locales. Il considère que ces sociétés comprennent la situation financière de la Ville et ne tiendront pas rigueur. Il rejette l'idée de réaffecter des ressources trouvées ponctuellement et s'oppose à la logique de gauche visant à ponctionner

les collaborateurs communaux pour financer des subventions supplémentaires. Il annonce que son groupe refuse toute augmentation de subventions et soutiendra la version du budget proposée par le Conseil communal.

Mme Céline Robert-Charrue Linder, CS-POP et VERT-E-S, réagit à l'accusation selon laquelle son groupe aurait coupé un crédit du Conseil communal destiné à la venue de la Bible, pour un montant de CHF 20'000. Elle précise qu'aucune mention explicite de ce montant n'apparaît dans les documents budgétaires, rendant impossible toute identification préalable. Elle souligne le caractère confidentiel de cette dépense, également au niveau cantonal et estime donc injustifié le reproche qui leur est adressé.

M. Claude Schlüchter répond à Mme Studer concernant la salle Saint-Georges. Il indique être à disposition pour fournir toutes les explications nécessaires, mais rappelle les difficultés actuelles de location, notamment depuis le départ du CCRD et la création du Théâtre du Jura. Il souligne que la Ville n'a jamais proposé de supprimer cette salle et qu'il est complexe de trouver des locataires, surtout si ceux-ci sont confrontés à des loyers élevés. Il rend hommage au travail de l'association actuellement locataire, qu'il juge remarquable. Sur un plan plus général, il évoque les tensions inhérentes à la fonction politique, entre responsabilités budgétaires et attentes du public. Il reconnaît que tous les membres du Conseil communal soutiennent les institutions culturelles, y compris le musée jurassien, mais qu'un compromis collectif a été trouvé. Ainsi, une réduction de 5 % a été appliquée aux grandes institutions et de 10 % aux petites, dans un souci d'équité sans entrer dans une logique de priorisation subjective. Il conclut en rappelant que le Conseil communal a fait une proposition de budget et que le Conseil de Ville est maintenant en position de formuler ses propres amendements. Il appelle chacun à faire preuve de responsabilité politique et à proposer des alternatives concrètes.

Rubrique 4

La parole n'est pas demandée.

Rubrique 5

Mme Céline Blaser, CS-POP et VERT-E-S, a réaffirmé l'opposition de son groupe à la diminution des subventions et prestations sociales, soulignant leur impact sur les personnes précarisées et les structures essentielles. Elle rappelle que des réductions ont déjà été votées en décembre, comme celles des bourses et des allocations de naissance. Elle présente des amendements visant à rétablir certaines contributions, pour un total de CHF 57'580.

M. Patrick Chapuis précise que ces choix, bien que difficiles, visent une répartition équilibrée des efforts budgétaires.

Rubrique 6

M. Matthieu Weissbrodt, CS-POP et VERT-E-S, indique que ses trois amendements de la rubrique 6 servent au financement des propositions évoquées par sa collègue Céline Blaser à la rubrique 5.

M. Emmanuel Koller évoque les rubriques mandat génie civil, entretien des routes, matériel de déneigement. Il indique que les charges ont déjà été réduites au strict minimum suite à l'audit Compas. Il plaide pour le maintien du *statu quo* afin d'éviter des dépassements de crédit en cours d'année, sources de complications administratives.

Rubrique 7

La parole n'est pas demandée.

Rubrique 8

La parole n'est pas demandée.

Rubrique 9

M. Michel Rion, président, annonce au nom du groupe PLR et PVL leur amendement, à savoir la baisse de la taxe immobilière de 1.50% à 1.30%. Le Conseil communal ne souhaite pas s'exprimer. Il clos la discussion de détail pour passer aux votes des amendements.

DÉCISION : la baisse de la rubrique « Crédit du Conseil communal » de CHF 49'999 est acceptée par 22 voix contre 17, il y a 1 abstentions.

DÉCISION : la suppression de la rubrique « Retenues salariales 2025 » est acceptée par 23 voix contre 15, il y a 2 abstentions.

- DÉCISION** : les propositions identiques CS-POP et VERT-E-S et socialistes de baisser la rubrique « Projets RH et mandats à tiers » de 19'300 CHF est préférée à la proposition UDC de supprimer la rubrique par 26 voix contre 9, il y a 5 abstentions.
- DÉCISION** : la baisse de la rubrique « Projets RH et mandats à tiers » de 19'300 CHF est acceptée par 22 voix contre 17, il y a 1 abstention.
- DÉCISION** : la suppression de la rubrique « Indemnités de déplacement du personnel » est refusée par 36 voix contre 4.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Subventions Théâtre du Jura » de CHF 10'000 est acceptée par 21 voix contre 17, il y a 2 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Musée jurassien d'art et d'histoire » de CHF 9'500 est acceptée par 22 voix contre 15, il y a 3 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « CCRD » de CHF 4'750 est acceptée par 21 voix contre 18, il y a 1 abstention.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Centre de la Jeunesse et de la culture » de CHF 2'500 est acceptée par 22 voix contre 16, il y a 1 abstention et 1 personne n'a pas voté.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Delémont BD » de CHF 8'000 est refusée par 19 voix contre 17, il y a 4 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Carnaval » de CHF 1'000 est acceptée par 18 voix contre 17, il y a 5 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Delémont-Hollywood » de CHF 2'000 est acceptée par 19 voix contre 18, il y a 3 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Mérite delémontain » de CHF 300 est acceptée par 20 voix contre 16, il y a 4 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Autres subventions culturelles » de CHF 3'500 est acceptée par 21 voix contre 18, il y a 1 abstention.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Fondation Ferdinand Hodler » de CHF 700 est refusée par 19 voix contre 19, il y a 2 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Sportifs et artistes méritants » de CHF 300 est acceptée par 20 voix contre 17, il y a 3 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Diverses manifestations » de CHF 7'200 est acceptée par 20 voix contre 18, il y a 2 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Subventions aux clubs sportifs » de CHF 3'300 est acceptée par 19 voix contre 17, il y a 4 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Université populaire » de CHF 370 est acceptée par 22 voix contre 17, il y a 1 abstention.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Passeports vacances » de CHF 500 est acceptée par 22 voix contre 17, il y a 1 abstention.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Swiss labyrinthe » de CHF 300 est refusée par 18 voix contre 17, il y a 5 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Association Lire et Ecrire » de CHF 1'080 est acceptée par 19 voix contre 18, il y a 3 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Prestation et aide à la réinsertion » de CHF 6'000 est acceptée par 19 voix contre 18, il y a 3 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « Service aide et soins à domicile » de CHF 6'500 est acceptée par 20 voix contre 17, il y a 3 abstentions.
- DÉCISION** : l'augmentation de la rubrique « FICD/Interagir » de CHF 24'000 est refusée par 20 voix contre 19, il y a 1 abstention.
- DÉCISION** : la baisse de la rubrique « Mandats génie civil » de CHF 10'500 est refusée par 21 voix contre 14, il y a 4 abstentions et 1 personne n'a pas voté.
- DÉCISION** : la baisse de la rubrique « Prestation de tiers pour entretien routes » de CHF 6'000 est refusée par 22 voix contre 15, il y a 2 abstentions et 1 personne n'a pas voté.

DÉCISION : la baisse de la rubrique « Matériel déneigement » de CHF 10'000 est refusée par 26 voix contre 12, il y a 1 abstention et 1 personne n'a pas voté.

DÉCISION : la baisse de la taxe immobilière de 1.50‰ à 1.30‰ est refusée par 33 voix contre 6.

M. Damien Chappuis, maire, communique les chiffres actualisés à la suite de l'adoption des amendements.

- Le compte de résultats global, incluant les services autofinancés, présente un déficit de CHF 622'416.
- Le compte général affiche un déficit de CHF 466'851.
- Le taux d'autofinancement pour l'ensemble de la Ville, y compris les services autofinancés, s'élève à 45,11 %.

DÉCISION : Le budget communal 2025 est accepté par 26 voix contre 13, il y a 1 abstention.

7. DEMANDE D'UN CRÉDIT DE CHF 2'060'000.- POUR LA RÉALISATION DES ÉQUIPEMENTS DU PLAN SPÉCIAL «COMMUNANCE NORD»

M. Emmanuel Koller explique que la demande concerne un crédit nécessaire pour l'aménagement d'équipements de Communance Nord sur les parcelles de la Bourgeoisie et de la Ville. Cette zone est affectée pour l'industrie et l'artisanat et destinée à accueillir des entreprises créatrices d'emplois, dans le cas présent, environ 150 emplois. Trois entreprises y ont déjà réservé un terrain et souhaitent engager les travaux dans les meilleurs délais. Le projet représente un coût total de CHF 2'060'000, dont 1,7 million sont financés par des fonds existants (digues, SID, eaux usées) et CHF 340'000 à la charge du ménage communal. Il souligne que l'équipement se fera dans le respect du paysage, de la biodiversité et avec des mesures de protection contre les crues et le ruissellement. Il détaille les infrastructures prévues : route d'accès, piste cyclable, réseaux souterrains (eau, électricité, télécoms), éclairage public, cordon boisé et réaménagement du ruisseau de Rossemaison. Aucun achat de terrain n'est nécessaire, les surfaces appartenant déjà à la collectivité. Le montant de CHF 340'000 est inscrit dans le plan d'investissement (prévu initialement à CHF 400'000). Il précise les charges annuelles réparties entre le ménage communal et les différents fonds, ainsi que la participation financière des entreprises, estimée à environ CHF 500'000. Il met en avant les retombées fiscales attendues et conclut en indiquant que les commissions UETP, Finances et Eau-Énergie ont donné un préavis favorable.

Mme Laurence Studer, UDC, s'inquiète de la problématique du stationnement déjà saturé dans la zone et critique l'utilisation du fonds des digues pour financer la viabilisation, estimant que cette charge devrait être assumée dans le processus même de viabilisation, comme pour un terrain privé, elle souhaite plus d'information à ce sujet. Elle déplore également que des gabarits aient été posés avant la délibération du Conseil de Ville, sans information aux agriculteurs concernés et elle s'oppose à l'entrée en matière.

M. Maël Bourquard, PSD-JSJ, soulève une incohérence temporelle : des permis de construire ont été déposés et lesdites entreprises ont communiqué ouvertement au sujet de leurs nouvelles constructions, alors que le crédit n'a pas encore été voté. Il demande quelles seraient les conséquences en cas de refus du crédit et estime que le Législatif est potentiellement acculé.

M. Matthieu Weissbrodt, CS-POP et VERT-E-S, partage les préoccupations précédentes. Il reconnaît la qualité technique et économique du projet, ainsi que l'effort en matière de durabilité, mais juge le contexte budgétaire actuel peu propice à son adoption. Il s'étonne également que des démarches telles que l'enquête publique soient engagées sans décision préalable du Conseil de Ville. Une majorité de son groupe s'oppose à l'entrée en matière.

M. Dominique Bättig, UDC, critique le déséquilibre entre l'offre en mobilité douce et les besoins réels des futurs employés. Il questionne la pertinence de construire dans une zone vulnérable aux crues et craint que les infrastructures prévues ne suffisent pas à garantir la sécurité. Il préconise un report du projet, en raison des incertitudes et du contexte financier.

M. Emmanuel Koller, répond que la situation de stationnement est connue et qu'une mutualisation des places est à l'étude avec les entreprises. Il précise qu'il y aura aussi un encouragement à utiliser les transports publics. Il justifie le recours au fonds des digues par la complexité des travaux de protection, notamment sous les voies CFF. Il reconnaît une erreur de communication et concernant la procédure, il admet une accélération afin de répondre aux délais des entreprises, mais précise que sans crédit, aucun permis ne pourra être délivré et l'entreprise ne pourra pas venir s'installer. Il estime que les investissements sont rentables à long terme et que la participation financière des entreprises est évaluée selon des critères précis. Il réaffirme sa confiance dans les études réalisées par les ingénieurs.

DÉCISION : l'entrée en matière concernant la demande d'un crédit de CHF 2'060'000 pour la réalisation des équipements du plan spécial «Communance Nord» est acceptée par 29 voix contre 6, il y a 5 abstentions.

M. Patrick Comment, CS-POP et VERT-E-S, exprime deux préoccupations. Premièrement, il questionne la fiabilité de l'estimation de 150 emplois annoncés dans le projet, relevant que les terrains sont actuellement uniquement « réservés » par des entreprises, sans garantie d'installation concrète. Deuxièmement, il interroge le Conseil communal sur l'examen de solutions alternatives, notamment la possibilité de réaffecter des locaux industriels vacants à Delémont, avant d'ouvrir une nouvelle zone d'activités.

M. Luis Bartolomé, CS-POP et VERT-E-S, soulève un point de procédure budgétaire. Il note que les CHF 1,4 million alloués à la protection contre les crues ne semblent pas accompagnés d'informations sur d'éventuelles subventions cantonales ou fédérales. Or, selon lui, les projets de réduction des dangers naturels, notamment les inondations ou le ruissellement, sont en principe éligibles à un soutien financier des autorités supérieures. Il s'étonne donc que cet aspect n'apparaisse pas dans le message soumis au Conseil de Ville.

M. Emmanuel Koller répond que le chiffre de 150 emplois est une estimation basée sur la surface constructible totale (environ 20'000 m²). Le nombre final dépendra du type d'entreprise et de leurs besoins. Il précise que trois entreprises sont déjà intéressées et ont officiellement réservé des terrains. Concernant la question des locaux vacants, il confirme qu'il existe bien quelques surfaces disponibles, mais qu'elles ne répondent pas aux besoins spécifiques des entreprises concernées. Enfin, en ce qui concerne les subventions, il affirme avoir vérifié auprès des services compétents et confirme qu'aucune subvention cantonale ou fédérale ne peut être obtenue pour ce projet en particulier.

DÉCISION : la demande d'un crédit de 2'060'000,- pour la réalisation des équipements du plan spécial «Communance Nord» est acceptée par 29 voix contre 6, il y a 5 abstentions.

8. **DÉVELOPPEMENT DE LA MOTION INTERPARTIS 5.01/25 – « RÉORGANISATION STRUCTURELLE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE », LE CENTRE, M. PATRICK FREIN**

Point reporté

9. **DÉVELOPPEMENT DE LA MOTION 5.02/25 – « MAIS DITES-NOUS, OÙ VONT NOS IMPÔTS ? », PCSI, M. IGNACE BERRET**

Point reporté

10. **DÉVELOPPEMENT DU POSTULAT 4.01/25 – « NOMBRE D'EPT À RÉDUIRE ET EFFICIENCE DE FONCTIONNEMENT DES POSTES À TEMPS PARTIEL », UDC, M. DOMINIQUE BÄTTIG**

Point reporté

11. **RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.01/25 – « PLAN DIRECTEUR COMMUNAL POUR L'IMPLANTATION DES ANTENNES DE TÉLÉPHONIE MOBILE. ALLO, OÙ EN EST-ON ? », CS-POP ET VERT-E-S, MME CÉLINE ROBERT-CHARRUE LINDER**

Point reporté

12. **RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.03/25 – « PRÉVENTION DU HARCÈLEMENT SEXUEL ET PROFESSIONNEL : OÙ EN EST-ON ? », CS-POP ET VERT-E-S, M. MATTHIEU WEISSBRODT**

Point reporté

13. **RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.04/25 – « POLICE: QUELLE SÉCURITÉ SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL? », CS-POP ET VERT-E-S, MME MÉRANE WOULDMAN**

Point reporté

14. **DÉVELOPPEMENT DE LA RÉOLUTION 1.01/25 – « DÉCLARATION DE LA VILLE DE DELÉMONT SUR LA SITUATION HUMANITAIRE À GAZA », PSD-JSJ, M. JORDAN ALI**

M. Michel Rion, président, indique que la résolution a obtenu 34 signatures et qu'elle sera développée.

M. Jordan Ali, PSD-JSJ, indique que la résolution proposée vise à témoigner l'indignation de la Ville de Delémont face aux crimes contre l'humanité actuellement commis à Gaza. Il estime qu'il est de la responsabilité des autorités de ne pas rester silencieuses face à ces actes qualifiés de génocide par de nombreux experts. Selon lui, les crimes en cours dépassent largement les réponses militaires aux attaques du 7 octobre. Il affirme qu'il ne s'agit pas d'une question idéologique ou religieuse, mais d'un engagement en faveur des droits humains. Il rappelle que le Jura et la Suisse doivent se tenir aux côtés des personnes opprimées. Il souligne qu'une résolution similaire a été adoptée à l'unanimité par le Parlement la semaine

précédente et que les villes de Genève et Lausanne ont publié une déclaration commune à ce sujet. En résumé, la résolution appelle à un cessez-le-feu immédiat, total et durable, à la fin des violences contre les droits humains, condamne les bombardements de zones civiles et exprime sa solidarité avec toutes les victimes, tout en appelant à la mobilisation de l'aide humanitaire. Elle affirme que les enfants de Gaza ont les mêmes droits fondamentaux que tous les enfants du monde. Il conclut en affirmant que le vote commun de cette résolution symbolise l'engagement de Delémont en faveur des droits humains.

M. Damien Chappuis, maire, informe que le Conseil communal se prononcera formellement sur la résolution le lendemain, celle-ci étant à l'ordre du jour. Il précise que le vote du Conseil de ville sera pris en compte dans cette décision. Il conclut en partageant les préoccupations exprimées à la tribune.

DÉCISION : La résolution 1.01/25 – « Déclaration de la Ville de Delémont sur la situation humanitaire à Gaza » est acceptée par 37 voix contre 3.

15. DIVERS

Il n'y a pas de divers.

Interventions déposées :

- interpellation 3.01/25 « Cras des Fourches, un projet en faveur des utilisateurs, pas des promoteurs », M. Marc Ribeaud, PSD-JSJ
- motion 5.05/25 « Projet pilote de vieille ville sans voiture », Mme Florine Jardin, PCSI
- motion 5.06/25 « Demandes de crédit : compléter les informations de nature financière », M. Maël Bourquard, PSD-JSJ
- question écrite 2.08/25 « Accès au parc urbain de Delémont et mise à ban », Mme Sandra Hauser, Le Centre
- résolution 1.01/25 « Déclaration de la Ville de Delémont sur la situation humanitaire à Gaza », M. Jordan Ali, PSD-JSJ

La séance est levée à 22h35.

AU NOM DU CONSEIL DE VILLE

Le président :

La secrétaire :

Michel Rion

Lucie Üncücan-Daucourt

Version soumise au Conseil communal le 18.02.2025

Statuts du FRED (de la compétence du Conseil de Ville)

du 29 septembre 2014 (état 1 septembre 2025)

Le Conseil de Ville

arrête:

1 Nom et but

Art. 1 But

¹ Le «Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont», dénommé ci-après FRED, est une institution de prévoyance pour la vieillesse, l'invalidité et les survivants de droit public au sens de l'art. 331 CO et de l'art. 48 al. 2 LPP. Le FRED est domicilié à Delémont et son but est la prévoyance professionnelle des employés de la Municipalité de Delémont, ainsi que la prévoyance de leurs survivants après leur décès, conformément aux dispositions de ces statuts, du règlement de prévoyance et de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle (LPP).

Art. 2 Personnalité juridique

¹ Le FRED possède la personnalité juridique propre; il est formellement une institution de la Commune de Delémont dont les comptes sont tenus séparément des comptes communaux ordinaires.

Art. 3 Caisse de pensions

¹ Le FRED gère une Caisse de pensions. Les droits et les obligations des bénéficiaires de la Caisse de pensions et ceux de l'employeur sont définis par ces présents statuts et le règlement de prévoyance du FRED. D'autres règlements utiles au bon fonctionnement de la Caisse de pensions peuvent être édictés.

Art. 4 Enregistrement selon la LPP

¹ Le FRED participe à la prévoyance obligatoire et est inscrit au Registre de la prévoyance professionnelle selon l'article 48 LPP. Il fournit au moins les prestations minimales selon la LPP. Il est soumis à l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale (ASSO).

Art. 5 Organisation

¹ Le FRED est libre de définir les prestations de prévoyance et de régler son organisation dans le cadre de ses statuts et de la LPP.

Art. 6 Primauté

¹ Les prestations du FRED sont définies selon le système de la primauté des cotisations.

2 Dispositions générales**Art. 7** Cercle des personnes assurées

¹ Sont admis au FRED tous les employés de la Municipalité de Delémont, ainsi que ceux d'employeurs affiliés, qui remplissent les conditions d'admission.

² Sur la base d'une convention d'affiliation, le FRED peut accepter l'affiliation du personnel d'autres employeurs de droit public ou d'employeurs d'organismes d'intérêt public, dans lesquels les autorités de Delémont ou des communes affiliées ont au moins un droit de regard.

Art. 8 Age de la retraite

¹ L'âge de la retraite est atteint le 1^{er} du mois suivant celui où l'assuré atteint l'âge de 65 ans. Une retraite anticipée est possible.

Art. 9 Salaire assuré

¹ Le salaire assuré correspond à 12 fois le salaire mensuel de base tel que fixé dans l'échelle des traitements en vigueur. Pour les personnes travaillant à l'heure ou ayant un horaire de travail irrégulier, le salaire assuré est fixé sur la base du salaire annuel perçu l'année précédente. Les éléments de salaire de nature occasionnelle ne sont pas pris en compte.

Art. 10 Fonction

¹ L'organe directeur du FRED est le Comité. Il dirige le FRED conformément à la loi (art. 51a LPP), à ses statuts et règlements ainsi qu'aux directives de l'Autorité de surveillance.

3 Comité

Art. 11 Composition

¹ Le Comité est constitué paritairemment. Il se compose de 8 membres, 4 membres désignés par les employeurs et 4 membres représentant les employés.

Art. 12 Représentants

¹ Les représentants des employeurs sont désignés par ce dernier, lequel peut révoquer ou remplacer à tout moment les représentants nommés par lui.

² Les employés élisent leurs représentants directement ou par l'intermédiaire de délégués.

³ Le règlement d'organisation fixe les détails de la gestion paritaire et la pondération de la représentation des employeurs affiliés au sein du Comité.

Art. 13 ...

4 Financement

Art. 14 Principe

¹ Le FRED est géré selon le principe du bilan en caisse fermée et de la capitalisation complète. Le financement doit respecter les principes actuariels. Il doit garantir que les prestations puissent être fournies dès qu'elles sont exigibles.

² Le Comité du FRED est compétent jusqu'à hauteur de 2% de la masse salariale du FRED pour des mesures d'assainissement temporaires.

Art. 15 Compétences du Conseil de Ville

¹ La cotisation totale de l'employeur (cotisation épargne et cotisation supplémentaire) ne peut pas être modifiée sans l'accord du Conseil de Ville.

Art. 16 Cotisation

¹ La cotisation totale se compose de la cotisation d'épargne et de la cotisation supplémentaire.

² La cotisation d'épargne sert à constituer le capital épargne. Elle est prélevée dès le 1^{er} janvier qui suit le 24^{ème} anniversaire.

³ La cotisation supplémentaire est affectée au financement du risque décès et invalidité. Le Comité peut, sur recommandation de l'expert en matière de prévoyance professionnelle, l'augmenter jusqu'à 4.5% au maximum. La cotisation supplémentaire est prélevée dès le 1^{er} janvier qui suit le 17^{ème} anniversaire.

⁴ Le montant des cotisations, ainsi que la répartition entre employé et employeur, sont fixés en annexe. Dans le cadre des prescriptions légales, un employeur affilié peut convenir avec le FRED une répartition différente.

Art. 17 Droit acquis, Changement de primauté

¹ Afin d'atténuer la réduction des prestations de vieillesse, des droits acquis sont accordés aux assurés actifs âgés de 45 ans ou plus au moment du passage à la primauté des cotisations (1^{er} janvier 2015) moyennant un capital épargne supplémentaire. Le montant du capital est déterminé en fonction de l'âge et des années de service de l'assuré. Ces droits acquis sont financés par une cotisation de l'employeur de 1.80% du salaire assuré.

5 Conditions et modalités des mesures d'assainissement

Art. 18 Découvert

¹ Un découvert limité dans le temps est autorisé si le FRED prend des mesures appropriées pour y remédier en temps voulu et que les prestations peuvent être fournies dès qu'elles sont exigibles.

Art. 19 Information

¹ En cas de découvert, le FRED doit informer l'Autorité de surveillance, les assurés, les bénéficiaires de rentes et les employeurs, et indiquer les mesures prises.

Art. 20 Mesures

¹ Le FRED doit combler lui-même le découvert par des mesures tenant compte de son degré de découvert et de son profil de risques. Le FRED peut prendre notamment les mesures suivantes – dans le cadre autorisé par la loi:

- a) examen de la politique de placement;
- b) exemption d'intérêts ou rémunération du compte épargne à un taux inférieur que celui prévu par la LPP;
- c) versement de l'employeur;
- d) réduction des prestations futures.

² Si les mesures selon a à d ne permettent pas d'atteindre l'objectif, les mesures suivantes peuvent être prises:

- a) cotisations d'assainissement des employés et de l'employeur. La cotisation de l'employeur doit être au moins aussi élevée que le total des cotisations des employés;
- b) cotisations d'assainissement des bénéficiaires de rentes. Les prestations LPP ne doivent pas être réduites à cette occasion.

³ Les cotisations d'assainissement de l'employé ne sont pas prises en considération dans le calcul du montant minimal de la prestation de libre passage selon art. 17 LFLP. Pendant la durée d'un découvert et si les mesures d'assainissement prévues aux lettres e et f se révèlent insuffisantes, le taux d'intérêt utilisé pour calculer le montant minimal de la prestation de libre passage selon art. 17 LFLP peut être réduit de 0.5 point.

⁴ La hauteur des cotisations d'assainissement est réglée par le Comité et fixée dans un avenant au règlement.

6 Disposition spéciale

Art. 21

¹ Toute modification des présents statuts est de la compétence du Conseil de Ville de Delémont. Le Comité aura auparavant consulté les employeurs affiliés. Leur avis sera communiqué par écrit aux membres du Conseil de Ville.

A1 Annexe 1: Cotisations

Art. A1-1 Cotisations d'épargne et supplémentaires (Cotisations en % du salaire cotisant) *

¹ Cotisations d'épargne:

| Âge | Employé | Employeur | Total |
|-------|---------|-----------|-------|
| 18–24 | - | - | - |
| 25–29 | 5.40 | 5.40 | 10.80 |
| 30–34 | 6.40 | 6.40 | 12.80 |
| 35–39 | 7.40 | 7.40 | 14.80 |
| 40–44 | 8.10 | 9.20 | 17.30 |
| 45–49 | 8.30 | 11.60 | 19.90 |
| 50–54 | 8.80 | 13.90 | 22.70 |
| 55–59 | 9.20 | 16.30 | 25.50 |
| 60–65 | 10.00 | 18.50 | 28.50 |

² Cotisations supplémentaires:

| Âge | Employé | Employeur | Total |
|-------|---------|-----------|--------|
| 18–24 | 0.75 * | 1.00 * | 1.75 * |
| 25–29 | 0.75 * | 1.00 * | 1.75 * |
| 30–34 | 0.75 * | 1.00 * | 1.75 * |
| 35–39 | 0.75 * | 1.00 * | 1.75 * |
| 40–44 | 0.75 * | 1.00 * | 1.75 * |
| 45–49 | 0.75 * | 1.00 * | 1.75 * |
| 50–54 | 0.75 * | 1.00 * | 1.75 * |
| 55–59 | 0.75 * | 1.00 * | 1.75 * |
| 60–65 | 0.75 * | 1.00 * | 1.75 * |

³ Total:

| Âge | Employé | Employeur | Total |
|-------|---------|-----------|---------|
| 18–24 | 0.75 * | 1.00 * | 1.75 * |
| 25–29 | 6.15 * | 6.40 * | 12.55 * |
| 30–34 | 7.15 * | 7.40 * | 14.55 * |
| 35–39 | 8.15 * | 8.40 * | 16.55 * |
| 40–44 | 8.85 * | 10.20 * | 19.05 * |
| 45–49 | 9.05 * | 12.60 * | 21.65 * |
| 50–54 | 9.55 * | 14.90 * | 24.45 * |
| 55–59 | 9.95 * | 17.30 * | 27.25 * |
| 60–65 | 10.75 * | 19.50 * | 30.25 * |

A2 Annexe 2: Règlement transitoire de définition et de gestion des droits acquis

Art. A2-1

¹ Des mesures de droits acquis sont mises en place pour les assurés actifs présents dans le fonds de prévoyance le 31.12.2014 et âgés de plus de 45 ans à cette date. Ces droits acquis consistent en l'attribution d'un capital épargne supplémentaire au 1.01.2015.

² Ce capital épargne supplémentaire correspond au montant capitalisé de la réduction de la rente de vieillesse assurée au 31.12.2014 par suite du passage à la primauté des cotisations pondéré avec un facteur dépendant de l'âge et des années de services.

³ Le capital épargne supplémentaire est définitivement acquis au moment de la survenance d'un cas de prévoyance, soit départ à la retraite ordinaire ou anticipée, décès et invalidité. Le montant attribué est déduit de la prestation de sortie en cas de sortie prématurée du fonds de prévoyance. Il est également réduit en cas de retrait de la prestation de vieillesse sous forme de capital, de versement compensatoire par suite de divorce ou de versement anticipé pour le financement d'un logement.

⁴ Pondération des droits acquis en fonction de l'âge:

| Âge | Facteur de pondération |
|-----|------------------------|
| 65 | 100% |
| 64 | 95% |

1.7-6

Ville de Delémont

| Âge | Facteur de pondération |
|-------------|------------------------|
| 63 | 90% |
| 62 | 85% |
| 61 | 80% |
| 60 | 75% |
| 59 | 70% |
| 58 | 65% |
| 57 | 60% |
| 56 | 55% |
| 55 | 50% |
| 54 | 45% |
| 53 | 40% |
| 52 | 35% |
| 51 | 30% |
| 50 | 25% |
| 49 | 20% |
| 48 | 15% |
| 47 | 10% |
| 46 | 5% |
| 45 et moins | 0% |

⁵ Pondération des droits acquis en fonction des années de cotisations: Le capital épargne supplémentaire déterminé selon le tableau ci-haut est attribué si la personne assurée compte au moins dix années de cotisations au 31.12.2014. Le capital est réduit de 10% par année de cotisations manquante.

Tableau des modifications par date de décision

| Adoption | Entrée en vigueur | élément | Modification | Référence RC |
|------------|-------------------|---|------------------|--------------|
| 29.09.2014 | 01.01.2015 | Acte législatif | première version | - |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 | titre modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "18-24" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "18-24" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "18-24" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "25-29" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "25-29" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "25-29" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "30-34" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "30-34" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "30-34" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "35-39" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "35-39" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "35-39" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "40-44" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "40-44" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "40-44" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "45-49" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "45-49" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "45-49" / "Total" | modifié | 2024-08 |

1.7-6

Ville de Delémont

| Adoption | Entrée en vigueur | élément | Modification | Référence RC |
|------------|-------------------|---|--------------|--------------|
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "50-54" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "50-54" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "50-54" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "55-59" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "55-59" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "55-59" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "60-65" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "60-65" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 2, Tableau, "60-65" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "18-24" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "18-24" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "18-24" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "25-29" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "25-29" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "25-29" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "30-34" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "30-34" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "30-34" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "35-39" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "35-39" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "35-39" / "Total" | modifié | 2024-08 |

| Adoption | Entrée en vigueur | élément | Modification | Référence RC |
|------------|-------------------|---|--------------|--------------|
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "40-44" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "40-44" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "40-44" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "45-49" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "45-49" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "45-49" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "50-54" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "50-54" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "50-54" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "55-59" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "55-59" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "55-59" / "Total" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "60-65" / "Employé" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "60-65" / "Employeur" | modifié | 2024-08 |
| 04.10.2023 | 01.01.2024 | Art. A1-1 al. 3, Tableau, "60-65" / "Total" | modifié | 2024-08 |

Tableau des modifications par disposition

| élément | Adoption | Entrée en vigueur | Modification | Référence RC |
|---|------------|-------------------|------------------|--------------|
| Acte législatif | 29.09.2014 | 01.01.2015 | première version | - |
| Art. A1-1 | 04.10.2023 | 01.01.2024 | titre modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "18-24" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "18-24" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "18-24" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "25-29" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "25-29" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "25-29" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "30-34" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "30-34" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "30-34" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "35-39" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "35-39" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "35-39" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "40-44" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "40-44" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "40-44" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "45-49" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "45-49" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "45-49" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |

| élément | Adoption | Entrée en vigueur | Modification | Référence RC |
|---|------------|-------------------|--------------|--------------|
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "50-54" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "50-54" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "50-54" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "55-59" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "55-59" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "55-59" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "60-65" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "60-65" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 2, Tableau, "60-65" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "18-24" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "18-24" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "18-24" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "25-29" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "25-29" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "25-29" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "30-34" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "30-34" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "30-34" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "35-39" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "35-39" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "35-39" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |

1.7-6

Ville de Delémont

| élément | Adoption | Entrée en vigueur | Modification | Référence RC |
|---|------------|-------------------|--------------|--------------|
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "40-44" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "40-44" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "40-44" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "45-49" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "45-49" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "45-49" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "50-54" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "50-54" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "50-54" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "55-59" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "55-59" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "55-59" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "60-65" / "Employé" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "60-65" / "Employeur" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |
| Art. A1-1 al. 3, Tableau, "60-65" / "Total" | 04.10.2023 | 01.01.2024 | modifié | 2024-08 |

Synopse

Statuts du FRED -révision partielle 2025

Actes législatifs concernés par ce projet (RS numéros)

Nouveau: –
Modifié: 1.7-6
Abrogé: –

| Version originale | Version soumise au Conseil communal le 18.02.2025 |
|---|--|
| | [Titre projet] |
| | <i>[Auteur]</i> <i>arrête:</i> |
| | I. |
| | <i>Aucune modification principale.</i> |
| | II. |
| | Statuts du FRED (de la compétence du Conseil de Ville) du 29 septembre 2014 ¹⁾ (Etat 1 janvier 2024) est modifié comme suit: |
| Art. 3 Caisse de pensions ¹ Le FRED gère une Caisse de pensions. Les droits et les obligations des bénéficiaires de la Caisse de pensions et ceux de l'employeur sont définis par ces présents statuts et le règlement de prévoyance du FRED. | ¹ Le FRED gère une Caisse de pensions. Les droits et les obligations des bénéficiaires de la Caisse de pensions et ceux de l'employeur sont définis par ces présents statuts et le règlement de prévoyance du FRED. D'autres règlements utiles au bon fonctionnement de la Caisse de pensions peuvent être édictés. |
| Art. 11 Composition | |

¹⁾ RS 1.7-6

| Version originale | Version soumise au Conseil communal le 18.02.2025 |
|---|---|
| <p>¹ Le Comité est composé de 6 membres, dont 2 sont désignés par le Conseil communal de Delémont, 1 par les autres employeurs, 2 sont élus par les employés assurés de la Municipalité de Delémont et 1 par les employés assurés d'employeurs affiliés.</p> | <p>¹ Le Comité est constitué paritairement. Il se compose de 8 membres, 4 membres désignés par les employeurs et 4 membres représentant les employés.</p> |
| <p>Art. 12 Représentants des employeurs</p> <p>¹ Les représentants des employeurs sont désignés par ce dernier, lequel peut révoquer ou remplacer à tout moment les représentants nommés par lui.</p> | <p>Art. 12 Représentants</p> <p>² Les employés élisent leurs représentants directement ou par l'intermédiaire de délégués.</p> <p>³ Le règlement d'organisation fixe les détails de la gestion paritaire et la pondération de la représentation des employeurs affiliés au sein du Comité.</p> |
| <p>Art. 13 Membres suppléants représentant des employeurs</p> <p>¹ Le Conseil communal et les autres employeurs affiliés nomment, s'ils le souhaitent, chacun 1 membre suppléant.</p> | <p>Art. 13 <i>Abrogé.</i></p> |
| | <p>III.</p> |
| | <p><i>Aucune abrogation d'autres actes.</i></p> |
| | <p>IV.</p> |
| | <p>Les présents statuts entrent en vigueur le 1er septembre 2025 .</p> |
| | <p>Delémont, ...</p> <p>Pour le Conseil de Ville: Le président: Michel Rion La secrétaire parlementaire: Lucie Üncücan-Daucourt</p> |

ARRETE DU CONSEIL DE VILLE

Le Conseil de Ville de la Commune municipale de Delémont

- vu :
 - le rapport du Conseil communal du 18 février 2025 ;
 - l'article 29, let. g) du Règlement d'organisation de la Commune municipale ;
 - le préavis favorable du Comité du Fonds de prévoyance en faveur des employés de la Municipalité de Delémont (FRED) ;
 - le préavis favorable de la Commission de gestion et de vérification des comptes ;
- sur proposition du Conseil communal :

arrête

1. La révision partielle des statuts du FRED est acceptée.
2. L'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} septembre 2025.
3. Cette décision est soumise au référendum facultatif.

AU NOM DU CONSEIL DE VILLE

Le président :

La secrétaire :

Michel Rion

Lucie Üncücan-Daucourt

Delémont, le 30 juin 2025



RAPPORT RELATIF AUX COMPTES 2024

Embargo jusqu'au 11 juin 2025



En droit :

- En application de l'article 4, alinéa 1 du décret concernant l'administration financière des communes¹, les principes de la comptabilité publique découlant du modèle comptable harmonisé (MCH2) doivent être appliqués.
- En application de l'article 7, alinéa 1 du décret concernant l'administration financière des communes, les communes établissent un plan financier arrêté par l'exécutif. Il est mis à jour régulièrement et selon les besoins, mais au moins une fois par année.
- En application de l'article 5 du décret concernant l'administration financière des communes, les comptes annuels se composent :
 - a) du compte de résultats à deux niveaux ;
 - b) du compte des investissements ;
 - c) du bilan ;
 - d) du tableau des flux de trésorerie (pas demandé avant l'exercice 2024) ;
 - des annexes (A à H).

¹ RSJU 190.611

Table des matières

| | | |
|------|---|---------|
| 1. | Introduction..... | 1 |
| 2. | Synthèse | 2 |
| | Message du Conseil communal..... | 3 - 6 |
| 3. | Principes relatifs à la présentation des comptes selon le modèle comptable harmonisé 2 (MCH2) | 7 |
| 3.1 | Généralités..... | 7 |
| 3.2 | Terminologie..... | 7 |
| 3.3 | Amortissements..... | 7 |
| 3.4 | Compte des investissements / limite d'inscription à l'actif..... | 7 |
| 4. | Résultats | 8 |
| 4.1 | Vue d'ensemble | 8 |
| 4.2 | Clôture du compte de résultats (résultat global) | 8 |
| 4.3 | Compte des investissements | 8 |
| 4.4 | Résultat du financement (autofinancement) | 9 |
| 4.5 | Résultat du financement spécial « Approvisionnement en eau (710) » | 9 |
| 4.6 | Résultat du financement spécial « Assainissement des eaux (720) » | 10 |
| 4.7 | Résultat du financement spécial « Gestion des déchets (730) »..... | 10 |
| 4.8 | Résultat du financement spécial « Correction des eaux de surface (741) » | 11 |
| 4.9 | Résultat du financement spécial « Electricité (871) » | 11 |
| 4.10 | Résultat du financement spécial « Gaz (872) » | 12 |
| 4.11 | Résultat du financement spécial « Production de chaleur (879) » | 13 |
| 4.12 | Résultat du financement spécial « SIS (1503) »..... | 14 |
| 5. | Compte de résultats | 15 |
| 5.1 | Aperçu du compte de résultats selon les groupes de matières | 15 |
| 5.2 | Aperçu du compte de résultats selon les fonctions | 16 |
| 6. | Compte des investissements..... | 17 |
| 6.1 | Aperçu du compte des investissements selon les groupes de matière | 17 |
| 7. | Annexes aux comptes annuels | 18 |
| 7.1 | Annexes A) et B) aux comptes annuels | 18 |
| 7.2 | Annexe C) Etat des capitaux propres..... | 20 |
| 7.3 | Annexe D) Tableau des provisions..... | 23 |
| 7.4 | Annexe E) Tableaux des participations et des garanties | 24 |
| 7.5 | Annexe F) Tableaux des immobilisations et des informations sur les placements de capitaux | 25 - 26 |
| 7.6 | Annexe H) Les indicateurs financiers..... | 27 - 29 |
| 8. | Proposition du Conseil communal | 30 |
| 9. | Approbation des comptes annuels..... | 31 |
| 10. | Annexe au rapport..... | 32 |
| 10.1 | Récapitulation par matière – comptes 2020 à budget 2025 | 32 |
| 10.2 | Evolution des impôts ordinaires 2019 à 2025 | 33 |

1. Introduction

Les comptes annuels sont remis au délégué aux affaires communales en vue de leur apurement avec les documents suivants dans cet ordre :

- a) le rapport préliminaire daté et signé du caissier ;
- b) le rapport de l'exécutif daté et signé par le président et le secrétaire ;
- c) le rapport du législatif daté et signé par le président et le secrétaire ;
- d) l'attestation de la commune ;
- e) la liste des crédits supplémentaires ;
- f) le rapport de révision intermédiaire ;
- g) le rapport de vérification des comptes ;
- h) le bilan après clôture et comptabilisation de la variation de fortune ;
- i) le compte de résultats avec la récapitulation par fonction ;
- j) le compte des investissements ;
- k) le tableau des flux de trésorerie ;
- l) l'annexe aux comptes ;

En application de l'article 18, alinéa 1 du décret concernant l'administration financière des communes :

- L'exécutif soumet chaque année les comptes à l'approbation du législatif avant le 30 juin qui suit la fin de l'exercice. Il en est responsable.

2. Synthèse

Ce chapitre permet de présenter, sous forme résumée, les principales données concernant les comptes annuels, à savoir :

a) Les adaptations législatives (modifications de règlements)

Il n'y a pas eu de modification de règlements en relation avec la comptabilité communale en 2024.

b) Les spécificités communales

Les Services industriels de la ville de Delémont - SID - gèrent le réseau électrique, le Service des eaux, le Service du gaz et la production de chaleur (879). Les SID font partie intégrante de la ville de Delémont. Ils n'ont pas de personnalité juridique.

c) Les investissements et les projets importants

La ville a réduit les d'investissements qui atteignant un montant de 8,6 millions de francs pour l'année 2024. Les subventions et autres participations reçues s'élèvent à 976'063.- francs, soit un montant net de CHF 7'661'272.-. Une récapitulation est publiée dans les annexes.

d) L'endettement total y compris services (motifs de l'augmentation)

Par la force des choses, un résultat bénéficiaire et une baisse des investissements provoquent une diminution de la dette. Malgré ce bon résultat, le Conseil communal est conscient que la dette est trop élevée. Ci-dessous, un tableau qui retrace l'évolution des 5 dernières années :

| Année | Résultat comptes 90 | Endettement brut | Endettement net | Endettement brut / habitant | Endettement net / habitant | Nombre d'habitants |
|-------|---------------------|------------------|-----------------|-----------------------------|----------------------------|--------------------|
| 2020 | MCH2 2'089'673 | 132'652'770 | 90'861'760 | 10'519 | 7'205 | 12'611 |
| 2021 | MCH2 3'551'526 | 142'369'124 | 95'429'893 | 11'559 | 7'748 | 12'316 |
| 2022 | MCH2 -1'042'129 | 166'457'138 | 103'469'664 | 13'337 | 8'290 | 12'481 |
| 2023 | MCH2 - 917'827 | 171'926'276 | 110'066'288 | 13'759 | 8'809 | 12'495 |
| 2024 | MCH2 6'546'515 | 170'599'074 | 104'683'806 | 13'269 | 8'142 | 12'857 |

e) Les capitaux propres (motifs de la diminution)

La part des financements spéciaux liée au capital propre s'élèvent à CHF 28,2 millions. Le préfinancement pour la construction de l'école primaire des Arquebusiers est doté de CHF 4,076 millions. Dans les fonds propres, on retrouve les réserves SEDE pour 2,1 millions.

Au 31 décembre 2024, le découvert au bilan est amorti. Il en résulte un excédent positif de 382'397.02 francs. En prenant en compte ces quatre éléments, le capital propre est de 34'784'585.07 francs.

f) Message du Conseil communal

1. Introduction

Les comptes 2024 de la Municipalité de Delémont présentent un bénéfice de 5'177'998.41 francs composé, notamment, des revenus extraordinaires suivants :

- Réévaluation terrain Méret-Oppenheim 688'000.-
- Leg immobilier rue des Moissons 2 2'430'000.-
- Revenus fiscaux globaux positif 1'822'000.-.

Sans ces revenus extraordinaires, le résultat économique avoisinerait seulement 238'000.- francs. Ce qui correspond aux prévisions du budget 2024.

Ce montant représente le résultat du compte général financé par l'impôt et correspond à l'intitulé du MCH2 « Compte général rubrique 900 ».

Conformément à la présentation des comptes aux normes MCH2, la clôture du compte de résultat global, rubrique 90, est positif de CHF 6'546'514.63. Les services autofinancés dégagent un solde CHF 1,37 million. Les services autofinancés prévoient un résultat négatif de CHF 874'100.-.

Le Conseil communal enregistre avec satisfaction ce résultat bénéficiaire qui biffe au bilan le découvert. Il constate que son travail d'économies mis en place avec l'aide des mesures Compas ont permis un rééquilibrage des comptes communaux. Il demeure, néanmoins, un manque de liquidités pour financer les investissements souhaités en ville de Delémont.

Les rapports de la Commission de gestion et de vérification des comptes (CGVC) et de l'Organe de contrôle, qui ont vérifié les comptes 2024, complètent le présent rapport.

2. Présentation

Les comptes de l'exercice 2024, en comparaison avec le budget 2024 et les comptes 2023, se présentent ainsi :

| | Comptes 2024 | Budget 2024 | Comptes 2023 |
|---|---------------------|----------------|----------------|
| Charges | 132 038 224.89 | 132 038 520.00 | 133'727'295.09 |
| Revenus | 138 584 739.52 | 131 164 420.00 | 132'809'468.38 |
| Clôture du compte de résultat global (90) + positif / - négatif | 6'546'514.63 | -874'100.00 | -917'826.71 |
| Clôture du compte général (900) + positif / - négatif (sans le résultat des services autofinancés) | 5'177'998.41 | 0.00 | -2'174'361.60 |
| Quotité d'impôts | 1.90 | 1.90 | 1.90 |

Principales variations des charges maîtrisées par la Municipalité

Augmentation des charges

Le conseil communal continue d'affirmer que la gestion des dépenses par les services a été bonne en 2024.

- Des modifications dans la gestion du personnel sont à signaler, à savoir :

- a. La modification de la gestion de la police municipale en cours d'année est à signaler : les charges salariales 2024 diminuent de 276'124.60 francs. Par contre, une nouvelle charge pour les prestations de la police cantonale engendre une dépense de 296'023.45 francs, rubrique 1110.31300.00.
- b. Pour l'ensemble du personnel du centre sportif, chapitre 3410 à 3413, la répartition du temps de travail a été modifié à l'interne. Globalement, on enregistre un dépassement de 22'509.- francs par rapport au budget et une économie de 16'589.- francs par rapport aux comptes 2023.
- L'augmentation des charges d'intérêts est plus élevée que prévu, 1'771'787.- francs contre 1'550'000.- francs au budget. A relever, que la charge est partiellement compensée par les recettes de la rubrique « Créances » 9611.44011.00.

Plusieurs rubriques ont nécessité une autorisation de dépassement pour différentes raisons, on peut notamment citer :

Rubriques No :

| | | | |
|---------------|-------------------------------------|-----|-----------|
| 1100.31309.00 | : Frais divers police | CHF | 15'818.80 |
| 1400.31320.01 | : Actes et frais juridiques | CHF | 12'404.70 |
| 1400.31320.10 | : Autorisation de l'Etat et mandats | CHF | 34'640.20 |
| 2290.36370.00 | : Aides à la formation - bourses | CHF | 14'114.00 |

Les autres dépassements sont repris dans les commentaires

Diminution des charges et évolution des recettes

Par rapport au budget, la charge des amortissements est en diminution de 957'708.- francs. Le ralentissement de la réalisation des investissements est démontré également par cette charge de matière 33.

Le service des crèches à domicile avait annoncé un déficit de 4,1 millions de francs. Finalement, la charge finale s'élève à 3,475 millions de francs. Ce résultat est certes positif mais il démontre un manque de mamans de jour. Toutefois, il a une conséquence importante dans le calcul du montant à recevoir à la répartition de l'action sociale, cf. charges liées.

A relever l'augmentation des recettes à l'UAPE entre les comptes 2023 et 2024 de 118'629.- francs, chapitre 5454.

Pour rappel, lors de l'élaboration du budget 2024, le Conseil communal s'est fixé une augmentation globale des recettes. Cette augmentation passait par une adaptation du tarif des émoluments. Afin de montrer cette volonté d'encaisser des recettes supplémentaires, la rubrique 0220.42109.05 a été incrémentée dans les prévisions budgétaires. Dans les comptes, ces recettes se retrouvent dans les rubriques idoines.

Services autofinancés

Les services communaux ont l'obligation légale d'être autofinancés. Leurs revenus proviennent de taxes et de redevances. La situation financière des services est reprise sous les points 4.5 à 4.12.

Charges liées

La participation communale aux charges cantonales concerne l'Action sociale, l'AVS, l'enseignement et les mesures contre le chômage. Elle se répartit selon le nombre d'habitants des communes jurassiennes à fin 2023, soit 12'439 citoyens, +7/2022.

Les dépenses concernant l'enseignement s'élèvent à 12,572 millions de francs, soit une baisse de CHF 312'000.- par rapport aux comptes 2023. La suppression de la mesure 125

d'OPTI-MA explique, notamment cette baisse. La participation au traitement du corps enseignant représente le 10,3 % des charges.

Les coûts admis à la répartition des charges de l'Action sociale continuent d'augmenter. La charge des communes jurassiennes a amplifié de CHF 1'801'082.-, soit pour Delémont, +292'120.- francs. Le montant communal pris en compte pour la répartition diminue, soit un delta négatif de CHF 494'337.-. À prendre également en compte l'apurement de l'exercice 2023 de la Maison de l'enfance de CHF 142'019.-. Sans oublier, la charge inférieure des comptes des crèches à domicile de l'ordre de 600'000.-. Ceci conclue à une baisse de la rubrique 5799.46110.10 de 653'000.-. Cette analyse a été confirmée par l'organe de vérification.

La contribution communale à l'AVS, AI et PC enregistre une baisse, non négligeable, par rapport au budget de CHF 315'293.- francs, rubrique 5322.36311.20.

La participation annuelle aux mesures relatives au marché du travail n'est pas connue au moment du bouclage des comptes, ce qui provoque des variations d'année en année selon les décomptes que le Service financier reçoit à posteriori. Une charge supplémentaire de CHF 14'289.- francs sur le décompte de l'année 2023 a été comptabilisée sur l'exercice 2024.

Les charges de l'Agglomération proprement dites (rubrique 7904.36121.50) pour CHF 81'989.- n'appellent pas de commentaires.

L'alimentation du Fonds cantonal de compensation financière a baissé dans les comptes 2024 de CHF 841'941.- à 210'358.- francs pour 2024.

3. Impositions (cf. comptes matières)

Basée sur une quotité de 1,90 depuis le 1^{er} janvier 2016, les revenus fiscaux nets sont de 45,9 millions contre 40,8 millions en 2023.

Les revenus 2024 des Personnes Physiques CHF 33,46 millions – PP 400 – sont en augmentation de 2,8 millions de francs par rapport aux comptes 2023. Le budget prévoyait CHF 31,5 millions.

Dans le détail, si les recettes des impôts à la source sont conformes aux prévisions, soit 45'636.- de bonus, il est indispensable de s'arrêter sur les impôts des frontaliers, matière 40022. Ils sont certes en augmentation de 320'926.- francs par rapport aux comptes 2023. Cependant le plan cantonal équilibre 22-26 impose une rétrocession à l'Etat de 1'073'360.- francs - mesures d'économies 610. Cette mesure s'applique dès 2024 jusqu'à fin 2026.

Pour ce qui concerne le résultat des impôts des Personnes Morales – PM 401 – Les prévisions pour l'établissement de budgets fiables devient de plus en plus compliquées. Effectivement, les baisses ou hausses sont très variables dans les différentes rubriques des Personnes Morales. En résumé, le résultat net des PM en 2024 reprend des couleurs avec 7,018 millions de francs. - de francs soit une augmentation nette de 1,655 millions de francs avec les comptes 2023 qui s'élevait à CHF 5,362 millions de francs. Le budget prévoyait 7,435 millions de francs.

L'établissement des partages d'impôts est de la responsabilité du Bureau des personnes morales. Ils dégagent une augmentation globale de CHF 923'571.- francs soit un delta positif par rapport à 2023 de CHF 1'155'053.- francs. Ce secteur est un exemple de la complication à cibler les recettes fiscales lors de l'élaboration des budgets : Delémont a dû rétrocéder aux autres communes jurassiennes, en 2023 1,3 million alors que dans l'exercice 2024 le remboursement s'élève à 127'166.- francs pour les Personnes Morales.

Le résultat des autres impôts directs – 402 – augmente de + 611'088 francs en 2024 par rapport aux 4,7 millions encaissés en 2023 (budget CHF + 246'135.-). On s'aperçoit que :

- Les impôts fonciers comptabilisent 3'260'782.- francs contre 3'107'272.- en 2023.
- Dans le secteur des gains immobiliers, Le gain est supérieur aux prévisions du budget 2024, soit en augmentation de CHF 166'488.- mais surtout un encaissement supplémentaire de 576'508.- en comparaison avec l'année 2023. L'effet d'un rattrapage dans les taxations peut être l'explication la plus plausible.

4. Investissements

Les investissements s'élèvent à 7,66 millions nets dont 3,1 millions de francs investis par les SID. Le montant net des investissements à financer par l'impôt représente 3,86 millions. Le détail des comptes des investissements se trouve au chapitre 6.

5. Indicateurs harmonisés

Les indicateurs harmonisés sont intégrés dans les annexes aux comptes. Veuillez-vous référer à l'annexe H.

6. Conclusion

Le Conseil communal se réjouit des comptes bénéficiaires 2024 tout en étant conscient qu'un travail conséquent reste à réaliser en vue de résorber le déficit structurel et de dégager certaines mannes financières supplémentaires pour financer les futurs investissements, reconstituer une réserve de politique budgétaire ainsi que de diminuer la dette.

L'Exécutif delémontain remercie l'ensemble du personnel communal de sa précieuse collaboration.

Le Conseil communal, avec le préavis favorable de la Commission de gestion et de vérification des comptes, invite le Conseil de Ville à accepter les comptes 2024, en votant l'arrêté s'y rapportant.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

Le chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

3. Principes relatifs à la présentation des comptes selon le modèle comptable harmonisé 2 (MCH2)

3.1 Généralités

Les comptes annuels 2024 ont été établis en application du modèle comptable harmonisé 2 (MCH2).

Les corporations jurassiennes de droit public introduisent le modèle comptable harmonisé 2 (MCH2) selon le décret concernant l'administration financière des communes du 5 septembre 2018.

3.2 Terminologie

Pour rappel, le passage au MCH2 entraîne en particulier les changements terminologiques suivants :

| MCH1 | MCH2 |
|-------------------------------|------------------------------|
| Classification par tâches | Classification fonctionnelle |
| Compte de fonctionnement | Compte de résultats |
| Dépréciations complémentaires | N'existe plus avec MCH2 |
| Engagements | Capitaux de tiers |
| Fortune nette | Excédent du bilan |

3.3 Amortissements

Il n'est pas autorisé d'effectuer des amortissements du patrimoine financier. Celui-ci est réévalué périodiquement en application de l'article 34, alinéa 2 du décret concernant l'administration financière des communes.

Les amortissements supplémentaires ne sont pas autorisés en application de l'article 36, alinéa 6 du décret concernant l'administration financière des communes.

Le patrimoine administratif est amorti de façon linéaire, en fonction de la durée d'utilisation de chaque catégorie d'immobilisations, (cf. annexe 2 du décret concernant l'administration financière des communes).

3.4 Compte des investissements / limite d'inscription à l'actif

En principe, l'exécutif inscrit les dépenses d'investissement au compte de résultats jusqu'à concurrence de 20'000 francs. Au-delà de cette limite, elles doivent être inscrites dans le compte des investissements.

4. Résultats

4.1 Vue d'ensemble

| Comptes | Libellés | Comptes 2024 | Budget 2024 | Comptes 2023 |
|---------|--------------------------------------|---------------------|---------------|-----------------------|
| 90 | Clôture du compte de résultat global | 6 546 514.63 | -874 100.00 | - 917'826.71 |
| 900 | Clôture du compte général | 5 177 998.41 | 0.00 | - 2'174'361.60 |
| 901 | Clôture des financements spéciaux | 1 368 516.22 | -874'100.0 | 1'256'534.89 |
| 400 | Impôts directs, personnes physiques | 33 461 491.51 | 31 475 000.00 | 30'641'401.23 |
| 401 | Impôts directs, personnes morales | 7 017 666.50 | 7 435 000.00 | 5'362'165.45 |
| 4021 | Impôts fonciers (yc taxe cadastrale) | 3 260 782.84 | 3 135 000.00 | 3'107'272.15 |
| 5 ./ 6 | Investissements nets | 7 661 272.07 | 13 190 000.00 | 11'201'579.79 |

4.2 Clôture du compte de résultats (résultat global)

| Comptes | Libellés | CHF |
|----------------------------|--|---------------------|
| 30, 31, 33, 35, 36, 37 | Charges d'exploitation | 112'817'369.94 |
| 40, 41, 42, 43, 45, 46, 47 | Revenus d'exploitation | 118'273'027.82 |
| | Résultat de l'activité d'exploitation | 5'445'657.88 |
| 34 | Charges financières | 3'772'016.12 |
| 44 | Revenus financiers | 4'792'628.87 |
| | Résultat provenant de financement | 1'020'612.75 |
| | Résultat opérationnel | 6'476'270.63 |
| 38 | Charges extraordinaires | 0.00 |
| 48 | Revenus extraordinaires | 70'244.00 |
| | Résultat extraordinaire | 70'244.00 |
| | Résultat total, compte de résultats | 6'546'514.63 |

4.3 Compte des investissements

| Comptes | Libellés | CHF |
|---------|---|---------------------|
| 690 | Report au bilan des dépenses | 8'637'335.32 |
| 590 | Report au bilan des recettes | 976'063.25 |
| | Résultat du compte des investissements | 7 661 272.07 |

4.4 Résultat du financement (autofinancement)

| Comptes | | Libellés | CHF |
|----------------|---|--|---------------------|
| 90 | | Clôture du compte de résultat global | 6 546 514.63 |
| 33 | + | Amortissement du patrimoine administratif | 6 406 442.33 |
| 35 | + | Attributions aux financements spéciaux | 0.00 |
| 45 | - | Prélèvement sur les financements spéciaux | 29 494.75 |
| 364 | + | Réévaluation des prêts du patrimoine administratif | 0.00 |
| 365 | + | Réévaluation des participations du patrimoine administratif | 0.00 |
| 366 | + | Amortissements des subventions des investissements | 78 641.00 |
| 389 | + | Attributions aux capitaux propres | 0.00 |
| 4490 | - | Revalorisation du patrimoine administratif | 688 400.00 |
| 489 | - | Prélèvement sur les capitaux propres | 70 244.00 |
| | | Autofinancement (Cash-flow) | 12 243 459.21 |
| 690 ./. 590 | | Résultat du compte des investissements (selon chiffre 4.3 ci-dessus) | 7 661 272.07 |
| | | Résultat de financement (- = découvert de financement) | 4 582 187.14 |

4.5 Résultat du financement spécial « Approvisionnement en eau (710) »

| Comptes | Libellés | CHF |
|----------------------------|--|-------------------|
| 30, 31, 33, 35, 36, 37, 39 | Charges d'exploitation | 4 802 421.98 |
| 40,41,42,43,45,46,47, 49 | Revenus d'exploitation | 5 321 575.33 |
| | Résultat de l'activité d'exploitation | 519'153.35 |
| 34 | Charges financières | 50'833.00 |
| 44 | Revenus financiers | 0.00 |
| | Résultat provenant de financement | -50'833.00 |
| | Résultat opérationnel | 468'320.35 |
| 38 | Charges extraordinaires | 0.00 |
| 48 | Revenus extraordinaires | 0.00 |
| | Résultat extraordinaire | 0.00 |
| 9991.90100.30 | Résultat total, compte de résultats | 468'320.35 |

Commentaires :

Le résultat comptable du service de l'eau potable est réjouissant et permet l'alimentation du fonds d'entretien et rénovation du réseau d'eau à hauteur de CHF 468'320.35. Pour mémoire, le budget prévoyait un prélèvement net sur fonds de CHF 56'500.-. Une grande partie de cette différence est commentée dans les trois chapitres ci-après. Pour le solde et une fois de plus, la gestion rigoureuse des rubriques budgétaires a permis de terminer l'exercice avec un résultat positif, puisqu'un grand nombre de rubriques comptables sont inférieures aux prévisions budgétaires. Comme prévu, le fonds d'entretien et rénovation du réseau d'eau est dorénavant utilisé pour le financement du projet d'alimentation en eau Develier-Delémont ainsi que le projet de nouveau réservoir de Champateau, selon Plan Général d'Alimentation en Eau (PGAE). Ce projet n'aura pas d'influence sur le prix de l'eau, qui restera inchangé à CHF 1.80 / m3 (HT).

Les principales positions budgétaires qui ont participé à ce résultat positif :

- Rubriques du personnel dans le chapitre 7100 : économies totales d'environ CHF 180'000.- ;
- Chapitre 7101 : économies d'environ CHF 110'000.- ;
- Chapitre 7103 : économies d'environ CHF 110'000.- et recettes supplémentaires d'environ CHF 110'000.-.

4.6 Résultat du financement spécial « Assainissement des eaux (720) »

| Comptes | Libellés | CHF |
|----------------------------|--|-------------------|
| 30, 31, 33, 35, 36, 37, 39 | Charges d'exploitation | 2'037'511.03 |
| 40,41,42,43,45,46,47, 49 | Revenus d'exploitation | 2'917'597.47 |
| | Résultat de l'activité d'exploitation | 880'086.44 |
| 34 | Charges financières | 90'198.00 |
| 44 | Revenus financiers | 0.00 |
| | Résultat provenant de financement | -90'198.00 |
| | Résultat opérationnel | 789'888.44 |
| 38 | Charges extraordinaires | 0.00 |
| 48 | Revenus extraordinaires | 70'244.00 |
| | Résultat extraordinaire | 70'244.00 |
| 9991.90100.20 | Résultat total, compte de résultats | 860'132.44 |

Commentaires :

Avec ce résultat positif de 860'132.44, la réserve atteint 6,2 millions. La révision du règlement communal est toujours à l'étude dans le département concerné. Pour rappel, il existe encore le fonds MCH1 de 3'807'531.- francs.

4.7 Résultat du financement spécial « Gestion des déchets (730) »

| Comptes | Libellés | CHF |
|----------------------------|--|-------------------|
| 30, 31, 33, 35, 36, 37, 39 | Charges d'exploitation | 1'761'416.33 |
| 40,41,42,43,45,46,47, 49 | Revenus d'exploitation | 1'963'621.23 |
| | Résultat de l'activité d'exploitation | 202'204.90 |
| 34 | Charges financières | 8'770.00 |
| 44 | Revenus financiers | 0.00 |
| | Résultat provenant de financement | -8'770.00 |
| | Résultat opérationnel | 193'434.90 |
| 38 | Charges extraordinaires | 0.00 |
| 48 | Revenus extraordinaires | 0.00 |
| | Résultat extraordinaire | 0.00 |
| 9991.90100.40 | Résultat total, compte de résultats | 193'434.90 |

Commentaires :

Comme dans l'exercice 2023, le bénéfice 2024 est dû principalement par la ristourne du SEOD de 318'400.- HT soit 25 francs par habitant. Le fonds atteint une réserve de 937'291.- francs.

4.8 Résultat du financement spécial « Correction des eaux de surface (741) »

| Comptes | Libellés | CHF |
|----------------------------|--|-------------------|
| 30, 31, 33, 35, 36, 37, 39 | Charges d'exploitation | 526'309.51 |
| 40,41,42,43,45,46,47, 49 | Revenus d'exploitation | 902'852.00 |
| | Résultat de l'activité d'exploitation | 376'542.49 |
| 34 | Charges financières | 55'700.00 |
| 44 | Revenus financiers | 0.00 |
| | Résultat provenant de financement | -55'700.00 |
| | Résultat opérationnel | 320'842.49 |
| 38 | Charges extraordinaires | 0.00 |
| 48 | Revenus extraordinaires | 0.00 |
| | Résultat extraordinaire | 0.00 |
| 9991.90100.92 | Résultat total, compte de résultats | 320'842.49 |

Commentaires :

Avec un bénéfice 2024 de 320'842.49 francs, le fonds atteint une réserve de 785'543.- francs. Il n'y a pas lieu de maintenir la taxe à 0,38‰ de la valeur officielle.

4.9 Résultat du financement spécial « Electricité (871) »

| Comptes | Libellés | CHF |
|----------------------------|--|---------------------|
| 30, 31, 33, 35, 36, 37, 39 | Charges d'exploitation | 29'029'937.99 |
| 40,41,42,43,45,46,47, 49 | Revenus d'exploitation | 29'424'028.34 |
| | Résultat de l'activité d'exploitation | 394'090.35 |
| 34 | Charges financières | 927'058.70 |
| 44 | Revenus financiers | 23'456.36 |
| | Résultat provenant de financement | -903'602 .34 |
| | Résultat opérationnel | -509'511.99 |
| 38 | Charges extraordinaires | 0.00 |
| 48 | Revenus extraordinaires | 0.00 |
| | Résultat extraordinaire | 0.00 |
| 9991.901x0.7x | Résultat total, compte de résultats | -509'511.99 |

Commentaires :

Le résultat comptable du service de l'électricité présente un prélèvement net sur fonds de CHF 509'511.99, montant qui est composé de la manière suivante :

- Attribution au fonds éclairage public de CHF 36'838.- ;
- Prélèvement sur le fonds entretien et rénovation de CHF 197'341.99.
- Prélèvement sur le fonds régulation réseau de CHF 349'008.-.

Le budget prévoyait des prélèvements nets sur fonds totaux de CHF 555'300.-.

Malgré les fortes augmentations des coûts de l'énergie durant les années 2022-2023-2024, aucun prélèvement sur le fonds énergie n'a été nécessaire en 2024, alors que le budget prévoyait un prélèvement de CHF 295'300.-. Ce résultat particulièrement satisfaisant est

principalement dû à la stratégie d'approvisionnement mise en place au travers de la société SACEN SA et à la gestion budgétaire rigoureuse des SID.

Pour mémoire, la régulation tarifaire par alimentation ou prélèvement sur fonds est prévue par les bases légales fédérales. Les SID utilisent ces mécanismes financiers depuis de nombreuses années avec une vision à moyen terme pour stabiliser, dans la mesure du possible, les tarifs dans l'intérêts des clients et des comptes communaux.

Les principales positions budgétaires qui ont participé à ce résultat meilleur résultat que prévu dans un contexte énergétique encore très perturbé :

- Chapitre 8710 : économies d'environ CHF 50'000.- et recettes complémentaires d'environ CHF 35'000.-;
- Chapitre 8711 : économies d'environ CHF 90'000.- ;
- Chapitre 8713 : économies d'environ CHF 720'000.- et recettes inférieures d'environ CHF 1'000'000.- ;
- Chapitre 8714 : recettes inférieures aux prévisions d'environ CHF 600'000.- et recettes inférieures d'environ CHF 280'000.-;
- Chapitre 8716 : économies d'environ CHF 25'000.- ;
- Chapitre 8717 : économies d'environ CHF 55'000.- ;
- Chapitre 8718 : économies d'environ CHF 70'000.- et recettes inférieures aux prévisions d'environ CHF 180'000.-.

4.10 Résultat du financement spécial « Gaz (872) »

| Comptes | Libellés | CHF |
|----------------------------|--|--------------------|
| 30, 31, 33, 35, 36, 37, 39 | Charges d'exploitation | 11'576'012.53 |
| 40,41,42,43,45,46,47, 49 | Revenus d'exploitation | 11'568'191.51 |
| | Résultat de l'activité d'exploitation | -7'821.02 |
| 34 | Charges financières | 62'106.00 |
| 44 | Revenus financiers | 120.00 |
| | Résultat provenant de financement | -61'896.00 |
| | Résultat opérationnel | -69'807.02 |
| 38 | Charges extraordinaires | 0.00 |
| 48 | Revenus extraordinaires | 0.00 |
| | Résultat extraordinaire | 0.00 |
| 9991.90110.82 | Résultat total, compte de résultats | - 69 807.02 |

Commentaires :

Le résultat comptable du service du gaz présente un prélèvement sur le fonds de régulation énergie à hauteur de CHF 69'807.02. Pour mémoire, le budget prévoyait un prélèvement sur fonds de CHF 879'000.-. Le changement de fournisseur dès le 01.10.2023 a permis de stabiliser les prix pour les clients et minimiser le prélèvement sur le fonds. Il est utile de rappeler que ce fonds est constitué pour stabiliser les prix aux clients finaux dans la mesure du possible. Compte tenu du fait que ces fluctuations positives ne sont pas considérées comme des bénéfiques, son utilisation par prélèvement, par analogie, ne peut pas être considéré comme un déficit, d'où son nom de "régulation énergie". Par ailleurs et une fois de plus, la gestion rigoureuse des rubriques budgétaires a permis de terminer l'exercice avec un résultat extrêmement satisfaisant, confirmant l'intérêt et la pertinence du modèle mis en place.

Les principales positions budgétaires qui ont participé à ce résultat positif :

- Rubriques du personnel dans le chapitre 8720 : économies totales d'environ CHF 110'000.- ;
- Chapitre 8721 : économies d'environ CHF 30'000.- ;
- Chapitre 8723 : économies d'environ CHF 300'000.- sur les achats de gaz et recettes supérieures aux prévisions d'environ CHF 700'000.-.

4.11 Résultat du financement spécial « Production de chaleur (879) »

| Comptes | Libellés | CHF |
|----------------------------|--|-------------------|
| 30, 31, 33, 35, 36, 37, 39 | Charges d'exploitation | 337'192.47 |
| 40,41,42,43,45,46,47, 49 | Revenus d'exploitation | 450'789.82 |
| | Résultat de l'activité d'exploitation | 113'597.35 |
| 34 | Charges financières | 80'394.00 |
| 44 | Revenus financiers | 0.00 |
| | Résultat provenant de financement | -80'394.00 |
| | Résultat opérationnel | 33'203.35 |
| 38 | Charges extraordinaires | 0.00 |
| 48 | Revenus extraordinaires | 0.00 |
| | Résultat extraordinaire | 0.00 |
| 9991.90110.93 | Résultat total, compte de résultats | 33'203.35 |

Commentaires :

La production de chaleur est une nouvelle prestation offerte par les SID depuis 2021 sous forme de contacting énergétique (Théâtre du Jura/Le Ticle + Résidence du Parc de la Sorne). Le règlement *ad hoc* est en discussion pour la constitution et la mise en fonds correspondante. Pour l'année 2024, l'exercice se solde par une attribution globale sur le fonds de CHF 33'203.35, alors que les prévisions budgétaires indiquaient un prélèvement net à hauteur de CHF 36'300.-.

Les principales positions budgétaires qui ont participé à ce résultat positif :

- Rubriques du personnel dans le chapitre 8790 : économies totales d'environ CHF 25'000.- ;
- Chapitre 8791 : économies d'environ CHF 70'000.- ;
- Chapitre 8793 : économies d'environ CHF 50'000.- et recettes inférieures aux prévisions d'environ CHF 85'000.- (taux d'occupation).

4.12 Résultat du financement spécial « SIS (1503) »

| Comptes | Libellés | CHF |
|----------------------------|--|-------------------|
| 30, 31, 33, 35, 36, 37 | Charges d'exploitation | 989 381.18 |
| 40, 41, 42, 43, 45, 46, 47 | Revenus d'exploitation | 1 100 941.88 |
| | Résultat de l'activité d'exploitation | 111 560.70 |
| 34 | Charges financières | 48 659.00 |
| 44 | Revenus financiers | 9 000.00 |
| | Résultat provenant de financement | -39 659.00 |
| | Résultat opérationnel | 71 901.70 |
| 38 | Charges extraordinaires | 0.00 |
| 48 | Revenus extraordinaires | 0.00 |
| | Résultat extraordinaire | 0.00 |
| 9991.90110.10 | Résultat total, compte de résultats | 71 901.70 |

Commentaires :

Le fonds s'élève à 331'282.- francs.

5. Compte de résultats

5.1 Aperçu du compte de résultats selon les groupes de matières

| CHARGES | | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|----------|--|-----------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|--------------------|----------------|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 30 | Charges du personnel | 25 091 245.79 | 431 920.00 | 25 194 330.00 | 111 000.00 | 25'954'615 | 496'364 |
| 31 | Charges de biens et services et autres charges | 38 023 861.02 | | 39 197 070.00 | | 37'726'336 | 0 |
| 33 | Amortissements patrimoine administratif | 6 406 442.33 | | 7 364 150.00 | | 6'377'739 | 0 |
| 34 | Charges financières | 3 975 343.12 | 203 327.00 | 3 675 900.00 | 185 700.00 | 3'268'377 | 130'799 |
| 35 | Attributions aux financements spéciaux | | | | | 0 | 0 |
| 36 | Charges de transfert | 43 727 740.80 | | 45 239 230.00 | | 44'381'760 | 0 |
| 37 | Subventions redistribuées | | | | | 0 | 0 |
| 38 | Charges extraordinaires | | | 70 840.00 | | 0 | 0 |
| 3 | Total des charges | 117 224 633.06 | 635 247.00 | 120 741 520.00 | 296 700.00 | 117'708'829 | 627'163 |

| REVENUS | | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|----------|------------------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 40 | Revenus fiscaux | 8 785 232.05 | 54 702 554.12 | 5 050 000.00 | 49 145 000.00 | 9'089'547.90 | 49'919'665.75 |
| 42 | Taxes | | 45 287 913.31 | | 45 901 300.00 | | 44'236'569.06 |
| 43 | Revenus divers | | 4 409 596.39 | | 1 884 600.00 | | 2'119'262.76 |
| 44 | Revenus financiers | | 4 792 628.87 | | 4 064 820.00 | | 5'958'525.09 |
| 45 | Prélèvements financements spéciaux | | 29 494.75 | | 40 000.00 | | 316'084.80 |
| 46 | Revenus de transfert | | 22 628 701.30 | | 23 585 000.00 | | 21'449'370.88 |
| 47 | Subventions à redistribuer | | | | | | |
| 48 | Revenus extraordinaires | | 70 244.00 | | | 0 | 1'253'909.00 |
| 4 | Total des revenus | 8 785 232.05 | 131 921 132.74 | 5 050 000.00 | 124 620 720.00 | 9'089'547.90 | 125'253'387.34 |

| CLÔTURE | | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|----------|--------------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 90 | Clôture du compte de résultat global | 7 162 671.64 | 616 157.01 | 818 900.00 | 1 693 000.00 | 1'847'720.46 | 2'765'547.17 |
| 9 | Comptes de clôture | 7 162 671.64 | 616 157.01 | 818 900.00 | 1 693 000.00 | 1'847'720.46 | 2'765'547.17 |

Commentaires :

Conformément à MCH2, ce résultat n'englobe pas les imputations internes, d'où les différences dans les totaux.

5.2 Aperçu du compte de résultats selon les fonctions

| Comptes de résultats | | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|----------------------|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 0 | Administration générale | 6 860 312.07 | 1 142 704.44 | 7 003 300.00 | 1 359 900.00 | 6'944'703.46 | 944'975.57 |
| | Excédent de charges | | 5 717 607.63 | | 5 643 400.00 | | 5'999'727.89 |
| 1 | Ordre et sécurité publics - défense | 4 022 493.50 | 2 098 764.68 | 3 953 450.00 | 2 166 320.00 | 4'099'957.17 | 2'117'152.04 |
| | Excédent de charges | | 1 923 728.82 | | 1 787 130.00 | | 1'982'805.13 |
| 2 | Formation | 17 832 392.62 | 1 263 723.98 | 18 028 200.00 | 1 258 000.00 | 18'096'754.28 | 1'200'738.70 |
| | Excédent de charges | | 16 568 668.64 | | 16 770 200.00 | | 16'896'015.58 |
| 3 | Culture – Sports – Loisirs – Eglises | 6 393 380.36 | 1 194 212.61 | 6 341 500.00 | 1 117 700.00 | 6'227'078.42 | 1'125'360.78 |
| | Excédent de charges | | 5 199 167.75 | | 5 223 800.00 | | 5'101'717.64 |
| 4 | Santé | 125 446.33 | 10 250.03 | 114 500.00 | 9 900.00 | 117'255.30 | 9'897.20 |
| | Excédent de charges | | 115 196.30 | | 104 600.00 | | 107'358.10 |
| 5 | Prévoyance sociale | 22 428 048.63 | 11 800 411.48 | 23 354 480.00 | 12 054 000.00 | 23'206'283.57 | 11'666'026.02 |
| | Excédent de charges | | 10 627 637.15 | | 11 300 480.00 | | 11'540'257.55 |
| 6 | Traffic – Transports - Télécommunication | 7 567 796.68 | 2 135 134.75 | 7 982 300.00 | 2 316 500.00 | 7'813'044.37 | 2'287'711.71 |
| | Excédent de charges | | 5 432 661.93 | | 5 665 800.00 | | 5'525'332.66 |
| 7 | Protection de l'environnement – aménagement du territoire | 11 468 780.23 | 11 571 657.58 | 11 887 850.00 | 10 639 700.00 | 12'020'417.84 | 11'886'756.06 |
| | Excédent de produits / charges | 102 877.35 | | | 1 248 150.00 | | 133'661.78 |
| 8 | Economie publique | 42 180 513.53 | 41 503 987.43 | 44 329 600.00 | 42 733 500.00 | 40'725'078.49 | 40'113'034.69 |
| | Excédent de charges | | 676 526.10 | | 1 596 100.00 | | 612'043.80 |
| 9 | Finances et impôts | 24 883 573.98 | 65 863 892.54 | 8 972 500.00 | 58 383 000.00 | 14'476'722.19 | 60'201'280.72 |
| | Excédent de produits | 40 980 318.56 | | 49 410 500.00 | | 45'724'558.53 | |
| | Totaux | 143 762 737.93 | 143 762 737.93 | 132 038 520.00 | 132 038 520.00 | 133'727'295 | 133'727'295 |
| | Résultat (900) | | 5 177 998.41 | 70 840.00 | | | 2'174'361.60 |

6. Compte des investissements

6.1 Aperçu du compte des investissements selon les groupes de matière

| | | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | |
|----------|--|--------------|------------|---------------|---------------|
| Dépenses | | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 50 | Immobilisations corporelles | 8'486'874.32 | | 14'639'078.23 | 0 |
| 51 | Investissements pour le compte de tiers | | | 0 | 0 |
| 52 | Immobilisations incorporelles | 150'461.00 | | 92'130.96 | 0 |
| 54 | Prêts | | | 0 | 0 |
| 55 | Participations et capital social | | | 0 | 0 |
| 56 | Propres subventions d'investissements | | | 0 | 0 |
| 57 | Subventions des investissements à redistribuer | | | 0 | 0 |
| 58 | Investissements extraordinaires | | | 0 | 0 |
| | | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | |
| Recettes | | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 60 | Transferts d'immobilisations corporelles | | | 0 | 0 |
| 61 | Remboursement de tiers | | 48'994.00 | 0 | 115'500.00 |
| 62 | Transferts d'immobilisations incorporelles | | | 0 | 0 |
| 63 | Subventions d'investissements acquises | | 927'069.25 | 0 | 3'414'1129.40 |
| 64 | Remboursement de prêts | | | 0 | 0 |
| 65 | Report de participations | | | 0 | 0 |
| 66 | Remboursement de propres subventions | | | 0 | 0 |
| 67 | Subventions d'investissement à redistribuer | | | 0 | 0 |
| 68 | Recettes d'investissements extraordinaires | | | 0 | 0 |

| | | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | |
|----------|------------------------------|--------------|------------|---------------|--------------|
| Recettes | | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 590 | Report au bilan des recettes | 8'637'335.32 | | 14'731'209.19 | 0 |
| 690 | Report au bilan des dépenses | | 976'063.25 | 0 | 3'529'629.40 |

Commentaires :

La ville de Delémont a investi 4'560'502.84 francs net, soit

| | | | |
|---|---|------------|---------------------|
| - | Autres investissements | CHF | 3'863'882.29 |
| - | Service du feu | CHF | 77'355.90 |
| - | Assainissement des eaux – PGEE | CHF | 404'635.68 |
| - | Gestion des déchets | CHF | 43'061.87 |
| - | Correction des cours d'eau – Dignes | CHF | <u>171'567.10</u> |
| | Total net investissements ville | CHF | 4'560'502.84 |
| - | Approvisionnement en eau | CHF | 467'795.33 |
| - | Electricité | CHF | 2'318'169.01 |
| - | Gaz | CHF | 295'175.87 |
| - | Production de chaleur | CHF | <u>19'629.02</u> |
| | Total net investissements SID | CHF | 3'100'769.23 |
| | Total des investissements 2024 net | CHF | 7'661'272.07 |

7. Annexes aux comptes annuels

7.1 Annexes A) et B) aux comptes annuels

A) Règles régissant la présentation des comptes annuels

Le MCH2 exige que les règles sur lesquelles se fonde la présentation des comptes soient clairement indiquées et que les dérogations à ces règles fassent l'objet d'une justification. Les corporations de droit public jurassiennes sont par ailleurs tenues de respecter les prescriptions cantonales en matière de présentation des comptes, en particulier le décret concernant l'administration financière des communes² (ci-après DCom).

Règles applicables à la présentation des comptes

Les comptes annuels de la commune municipale de Delémont ont été clos conformément au DCom ainsi qu'aux directives établies par le délégué aux affaires communales.

En application de l'article 4, alinéa 1 du DCom, les comptes se fondent sur le modèle comptable harmonisé 2 pour les cantons et les communes (MCH2) selon le manuel de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances. Dans certains domaines, les prescriptions cantonales s'écartent des recommandations concernant le MCH2.

B) Les raisons qui motivent d'éventuelles dérogations aux recommandations du modèle comptable harmonisé 2 (MCH2)

Les dérogations au MCH2 qui résultent de la législation cantonale sur les communes sont énumérées ci-dessous :

- Concernant la recommandation N° 4, les amortissements supplémentaires ne sont pas autorisés contrairement à ladite recommandation qui prévoit une comptabilisation dans les charges extraordinaires.
- Concernant la recommandation N° 4 et la directive N° 1 du délégué aux affaires communales, les investissements consentis avant la mise en œuvre du MCH2, soit avant le 1^{er} janvier 2020, sont amortis selon les dispositions du décret concernant l'administration financière des communes du 21 mai 1987 et selon les décisions d'approbation du délégué aux affaires communales ainsi que du plan financier communal.
- Concernant la recommandation N° 6, le patrimoine administratif n'a pas été réévalué lors de la mise en œuvre du MCH2.
- Concernant la recommandation N° 8 et la directive N° 2 du délégué aux affaires communales, les préfinancements du patrimoine administratif peuvent exceptionnellement être autorisés pour un investissement conséquent devenu indispensable à la collectivité publique. Cette opération nécessite l'approbation du délégué aux affaires communales ainsi que l'autorisation de l'organe compétent. Les préfinancements du patrimoine financier ne sont pas autorisés.
- Concernant la recommandation N° 13 (interprétation consolidée), celle-ci n'est pas appliquée. Une étude de faisabilité doit encore être menée par Dcom.

² RSJU 190.611

Delémont, le 13 mai 2025

Au nom de la commune municipale de Delémont

Le Président :

Le Chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

L'administrateur des finances :

Jean Froidevaux

7.2 Annexe C) Etat des capitaux propres

L'état des capitaux propres présente les causes des changements intervenus. La réévaluation de différents éléments du patrimoine financier pourrait entraîner des changements dans les réserves liées à l'évaluation.

En droit :

L'article 32, lettre c) du décret concernant l'administration financière des communes prévoit que l'annexe aux comptes annuels contienne l'état des capitaux propres.

Le solde du fonds « Abris PC » est comptabilisé sous **capitaux de tiers** (compte 20911.00).

Explications :

2900 Financements spéciaux enregistrés sous capital propre

Afin de ne plus dissimuler les résultats des financements spéciaux par des prélèvements ou attributions aux fonds pour obtenir l'équilibre, les résultats desdits financements sont comptabilisés au passif du bilan sous capital propre (compte 2900).

29009.10 Fonds cadastre

Le fonds cadastre ne répond pas complètement à la définition d'un financement spécial. En conséquence, et avec l'accord du Délégué aux affaires communales, le Conseil communal a supprimé le fonds cadastral.

2930 Préfinancements (réserve pour projet à venir)

En principe, les préfinancements ne sont pas autorisés afin de respecter la règle de l'équité intergénérationnelle. Cependant, le maintien de la valeur relatif à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement des eaux est obligatoire et devra être comptabilisé sous les comptes 29302 et 29303 en application de la loi sur la gestion des eaux³. Il n'est pas autorisé de recourir à des préfinancements pour couvrir des charges du compte de résultats.

2990 Résultat annuel

Ce compte présente le résultat de l'exercice en cours du compte de résultats.

³ LGEaux / RSJU 814.20

7.2.1 Tableau de l'état des capitaux propres

| Capitaux propres au 1er janvier 2024 | | | Changement intervenus pendant l'exercice | | | Capitaux propres au 31 décembre 2024 | | | |
|--------------------------------------|---|---------------|---|--------------|---|--------------------------------------|----------|---|---------------|
| Comptes | Libellés | CHF | Motif de l'augmentation | | CHF | Motif de la diminution | | CHF | |
| | | | motifs | motifs | | motifs | motifs | | |
| 2900 | Financements spéciaux enregistrés sous capital propre | 26 824 288.86 | Attributions aux FS, capitaux propres | 2 007 353.20 | Prélèvements sur les FS, capitaux propres | -616 157.01 | 2900 | Financements spéciaux enregistrés sous capital propre | 26 215 485.05 |
| 29000.00 | Compte général | 0.00 | | | | | 29000.00 | Compte général | 0.00 |
| 29001.00 | Service d'incendie et de secours | 258 791.00 | Report du résultat et intérêts | 72 491.00 | | | 29001.00 | Service d'incendie et de secours | 331 282.00 |
| 29002.00 | Assainissement des eaux (MCH2) | 5 370 105.00 | Report du résultat et intérêts | 879 378.00 | | | 29002.00 | Assainissement des eaux (MCH2) | 6 249 483.00 |
| 29002.10 | Assainissement des eaux (MCH1) | 3 807 631.00 | | | | | 29002.10 | Assainissement des eaux (MCH1) | 3 807 631.00 |
| 29003.00 | Approvisionnement en eau (MCH2) | 2 848 707.06 | Report du résultat | 468 320.35 | | | 29003.00 | Approvisionnement en eau (MCH2) | 3 315 027.41 |
| 29003.10 | Approvisionnement en eau (MCH1) | 7 994 482.81 | | | | | 29003.10 | Approvisionnement en eau (MCH1) | 7 994 482.81 |
| 29004.00 | Déchets | 742 258.50 | Report du résultat et intérêts | 195 032.50 | | | 29004.00 | Déchets | 937 291.00 |
| 29007.xx | Service électrique | 3 181 707.87 | Report du résultat | 36 838.00 | Prélèvement | -546 349.99 | 29007.xx | Service électrique | 2 635 357.88 |
| 29007.03 | Eclairage public | 249 000.00 | Report du résultat | | | | 29007.03 | Eclairage public | 285 838.00 |
| 29007.13 | Eclairage public (MCH1) | 541 881.78 | | | | | 29007.13 | Eclairage public (MCH1) | 541 881.78 |
| 29008.02 | Service du gaz | 1 372 232.62 | | | Prélèvement | -65 515.29 | 29008.02 | Service du gaz | 1 306 717.33 |
| 29008.12 | Service du gaz (MCH1) | 4 291.73 | | | Prélèvement | -4 291.73 | 29008.12 | Service du gaz (MCH1) | 0.00 |
| 29009.02 | Production de chaleur | -8 153.31 | Report du résultat | 33 203.35 | | | 29009.02 | Production de chaleur | 25 050.04 |
| 29009.10 | Cadastre | 0.00 | | | | | 29009.10 | Cadastre | 0.00 |
| 29009.20 | Taxe des eaux de surface (digues) | 463 453.00 | Report du résultat et intérêts | 322 090.00 | | | 29009.20 | Taxe des eaux de surface (digues) | 785 543.00 |
| 29009.50 | Places de stationnement | 0.00 | | | | | 29009.50 | Places de stationnement | 0.00 |
| 2930 | Préfinancements / maintien de la valeur | 4 076 651.00 | Attributions aux préfinancements des capitaux propres | 0.00 | Prélèvements sur les préfinancements des capitaux propres | 0.00 | 2930 | Préfinancements / maintien de la valeur | 4 076 651.00 |
| 29300.00 | Compte général | 4 076 651.00 | | | | | 29300.00 | Compte général | 4 076 651.00 |

| Capitaux propres au 1er janvier 2024 | | | Changement intervenus pendant l'exercice | | | Capitaux propres au 31 décembre 2024 | | | |
|--------------------------------------|--|---------------|--|--------------|---|--------------------------------------|----------|--|------------|
| Comptes | Libellés | CHF | Motif de l'augmentation | | CHF | Motif de la diminution | | CHF | |
| | | | motifs | motifs | | motifs | motifs | | |
| 2940 | Réserves de politique budgétaire | 0.00 | Attributions à la réserve de politique budgétaire | 0.00 | Prélèvements de la réserve de politique budgétaire | 0.00 | 2940 | Réserves de politique budgétaire | 0.00 |
| 29400.00 | Compte général | 0.00 | | | | | 29400.00 | Compte général | 0.00 |
| 29409.00 | Autres réserves de la politique budgétaire | 0.00 | | | | | 29409.00 | Autres réserves de la politique budgétaire | 0.00 |
| 29601 | Réserves liées au retraitement des immobilisations corporelles du PF | 0.00 | Attributions à la réserve liée au retraitement du PF | 0.00 | Prélèvements de la réserve liée au retraitement du PF | 0.00 | 29601 | Réserves liées au retraitement des immobilisations corporelles du PF | 0.00 |
| 29601.00 | Terrains non bâtis | 0.00 | | | | | 29601.00 | Terrains non bâtis | 0.00 |
| 29601.10 | Terrains bâtis | 0.00 | | | | | 29601.10 | Placement à intérêts à court terme | 0.00 |
| 29601.20 | Bâiments, locaux et équipement | 0.00 | | | | | 29601.20 | Dépôt à terme | 0.00 |
| 29601.30 | Biens mobiliers | 0.00 | | | | | 29601.30 | Actions et parts sociales | 0.00 |
| 29601.40 | Installations en construction | 0.00 | | | | | 29601.40 | Placements à intérêts à long terme | 0.00 |
| 29601.50 | Avances du PF | 0.00 | | | | | 29601.50 | Créances à long terme | 0.00 |
| 29601.90 | Autres immobilisations corporelles | 0.00 | | | | | 29601.90 | Autres placements financiers à court terme | 0.00 |
| 29601.95 | Autres biens du PF | 0.00 | | | | | 29601.95 | Autres placements financiers à long terme | 0.00 |
| 29900.00 | Compte général | -4 795 601.39 | Bénéfice (+) | 5 177 998.41 | Déficit (-) | | 29900.00 | Résultat annuel - excédent/découvert du bilan | 382 397.02 |
| 29900.00 | Compte général | -4 795 601.39 | | | | | 29900.00 | Compte général | 382 397.02 |

7.2.2 Commentaires sur le tableau de l'état des capitaux propres

a) Financements spéciaux (comptes 2900)

Les financements spéciaux n'appellent pas de commentaires particuliers. Vous pouvez retrouver le détail des comptes aux points 4.5 à 4.11 ci-dessus..

b) Fonds enregistrés sous capital propre (comptes 2901)

Comme exigé par le Décret cantonal, les fonds non-autorisés ont été dissous au 1^{er} janvier 2020.

c) Réserves des domaines de l'enveloppe budgétaire (comptes 2920)

La ville de Delémont n'utilise pas le principe de l'enveloppe budgétaire.

d) Préfinancement / Maintien de la valeur (comptes 2930)

Le préfinancement de 4'076'651.- francs est réservé au financement de l'école primaire des Arquebusiers. Lors du passage à MCH2, ce préfinancement a été constitué par le report de la réserve politique foncière et logements. Ce préfinancement a été dûment autorisé.

e) Réserve de politique budgétaire (comptes 2940)

Au 31 décembre 2024, la réserve n'a pas été alimenté et a un solde a CHF 0.00

f) Réserve liée au retraitement des placements du patrimoine financier (comptes 29600)

Il n'y a eu aucun retraitement dans les placements du patrimoine financier lors de la mise en œuvre du MCH2.

g) Réserve liée au retraitement des immobilisations corporelles du patrimoine financier

Au 31.12.2024, une analyse partielle des immobilisations du patrimoine financier a été réalisée, afin d'identifier les éléments présentant une modification de valeur. Suite à cette analyse, il a été procédé aux réévaluations suivantes :

- Feuillet 7383 rue Meret-Oppenheim : Augmentation de la valeur vénale de 688'400.- selon le droit d'emption, concernant la vente, accepté par le corps électoral le 24 novembre 2024.

Concernant le complexe Emile-Boéchat, la valeur officielle est de 10,315 millions, contre une valeur comptable de 12,084 millions de francs. Cette immobilisation corporelle ayant été acquise en 2022, le conseil communal considère que son prix d'achat correspond à la valeur vénale. Ainsi, il estime qu'il n'existe pas de dépréciation effective ou de perte. En accord avec le Délégué aux affaires communales, la valeur de cette immobilisation du patrimoine financier est donc conservée à son prix d'acquisition. Cet objet fera l'objet d'une réévaluation dans le délai des 5 ans prévu par le décret (art.34). Une éventuelle dépréciation sera directement reconnue au compte de résultat étant donné qu'il n'existe pas de réserve de réévaluation.

h) Excédent ou découvert au bilan (comptes 29990.00)

Au 31 décembre 2024, le découvert au bilan est totalement amorti.

7.3 Annexe D) Tableau des provisions

| Comptes de provisions | Libellés | Valeur comptable au 01.01.2024 | Modifications | | | Valeur comptable au 31.12.2024 | Remarques générales |
|-----------------------|------------------------------------|--------------------------------|------------------|------------------|-------------|--------------------------------|---------------------|
| | | | Constitution | Utilisation | Dissolution | | |
| 205 | Total des provisions à court terme | 596'152.40 | 58'200.00 | 85'315.00 | 0.00 | 569'037.40 | |
| 208 | Total des provisions à long terme | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | |
| | Total des provisions | 596'152.40 | 78'352.40 | 47'650.00 | 0.00 | 596'152.40 | |

7.4 Annexe E) Tableaux des participations et des garanties

TABEAU DES PARTICIPATIONS VILLE DE DELEMONT

Participations en vue de l'accomplissement de tâches publiques

| Nom, siège, forme juridique | Domaine d'activité | Capital nominatif | Part de propriété | Part des voix: E = Etelectif / L = Législatif | Autres détenteurs de parts importantes | Valeur comptable au 31.12 en milliers de CHF | Valeur d'acquisition | Norme de présentation des comptes (mch1, mch2, CO, etc) | Risques spécifiques |
|--|-------------------------------|-------------------|-------------------|---|--|--|---------------------------------|---|---------------------|
| Groupement de communes selon article 121 Lcom | | | | | | | | | |
| Agglomération délemontaine | Gestion territoriale | | | | | | | | |
| Association jurassienne des communes (AJC) | Politique communale | | | | | | | | |
| Association des maires du district de Delémont (AMAD) | Politique communale | | | | | | | | |
| Syndicats de communes selon article 123 Lcom | | | | | | | | | |
| SEDE Syndicat pour l'assainissement des eaux | Gestions des eaux usées | | | | | | | MCH2 | |
| SECO Syndicat de gestion des déchets | Gestion des déchets | | | | | | | MCH2 | |
| Communauté du Collège | Gestion de l'école secondaire | | | | | | | MCH2 | |
| Fondation Institut St-Germain | Accueil socio-éducatif | | | | | | | | |
| Personnes morales de droit privé | | | | | | | | | |
| Comptoir délemontain SA | Foire commerciale | 840 000 | 24.17% | | | | | | |
| Pétitoire régionale Delémont SA | Sports | 600 000 | 33.33% | | | | | | |
| Innovel SA | Gestion de PF | 100 000 | 42.30% | | | | | | |
| BCI | Bancaire | 42 000 000 | 0.005% | | | 8 100.00 | | | |
| Banque Raiffisien Région Delémont société coopérative | Bancaire | | 5 parts (1'000.-) | | | | | | |
| BKW | Electricité | 132 000 000 | 0.003% | | | 239 200.00 | | | |
| Parc Eolien de la Haute-Borne SA | Energie | 100 000 | 10.00% | E: 33% / L: 10% | SIG / Ennoira / Bourrignon | | offertes par SIG Swiss Gaap RPC | | |
| Sacen SA | Energie | 100 000 | 38.70% | E: 14.28% / L: 38.7% | Communes de la Charte | 1.00 | 38 700.00 Swiss Gaap RPC | | |
| Energie du Jura SA | Energie | 7 425 000 | 10.10% | | | 600 000.00 | | | |
| Banque Alternative Suisse SA | Bancaire | 166 673 700 | 5 actions | | | 8 375.00 | | | |
| Thermoreseau Porrentruy SA | Chauffage à distance | 9 140 000 | 0.48% | | | | | | |
| Thermobois SA | Chauffage à distance | 1 000 000 | 0.50% | | | | | | |
| CEPHM SA | Enseignement prof. | 880 000 | 5.68% | | | | | | |
| Société simple, en nom collectif ou commandite | | | | | | | | | |
| Clair-Logis | Maison de retraite | | | | | | | | |
| Crèche à domicile (CAD) | Maison de retraite | | | | | | | | |
| Fondation Delémont BD | Culture | | | | | | | | |
| Fondation du Musée Jurassien d'Art et d'Histoire | Culture | | | | | | | | |
| Société Coopérative Jurassienne d'Habitation | Habitation | | 5 parts (7'000.-) | | | | | | |
| Rapport contractuels conclus en vue de l'accomplissement de tâches communales | | | | | | | | | |
| CCPD - Centre culturel | Culture | | | | | | | | |
| FRED - Fonds de prévoyance | Prévoyance | | | E: 2/6 | | | | Swiss Gaap RPC 26 | |

7.5 Annexe F) Tableaux des immobilisations et des informations détaillées sur les placements de capitaux

| 107 immobilisations corporelles du patrimoine financier | | | | | | |
|---|----------------------|-------------------|----------------------------------|---------------|-------------------------------|------------------------------------|
| | 10800 | 10801 | 1084 | 1086 | 1087 | 1089 |
| | Terrains non bâtis | Terrains bâtis | Bâtiments, locaux et équipements | Biens meubles | Installations en construction | Autres immobilisations corporelles |
| | 12 705 622.60 | 346 100.00 | 19 078 474.80 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Valeur de l'immobilisation | | | | | | |
| (+) Augmentation en 2024 | 0.00 | 0.00 | 69 559.65 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| (-) Diminution en 2024 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| (+) Transferts / reclassement (de PF à PA) en 2024 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| valeur de l'immobilisation | 12 705 622.60 | 346 100.00 | 19 148 034.45 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Etat au 01.01.2024 | 40 847.40 | -343 150.00 | -781 422.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| (-) Réévaluations (diminution de valeur) en 2024 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| (+) Réévaluations (augmentation de valeur) en 2024 | 688 400.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| (+) Transferts / reclassements (de PF à PA) en 2024 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Etat au 31.12.2024 | 729 247.40 | -343 150.00 | -781 422.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Valeur comptable nette | 13 434 870.00 | 2 950.00 | 18 366 612.45 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| dont celle des installations de leasing | | | | | | |
| Valeur comptable nette | 12 746 470.00 | 2 950.00 | 18 297 052.80 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| 140 immobilisations corporelles du patrimoine administratif | | | | | | | | | | | | |
|---|--|----------------------|----------------------------------|--|--------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------|-------------------------------|---|------|--|
| | 1400 | 14001 | 1401 | 1402 | 1403 | 1404 | 1405 | 1406 | 1407 | 1409 | | |
| | Terrains non bâtis | Terrains bâtis | Routes et voies de communication | Aménagement des plans d'eau et cours d'eau | Autres ouvrages de génie civil | Bâtiments, locaux et équipements | Forêts | Biens meubles | Installations en construction | Autres immobilisations corporelles du PA* | | |
| Coût d'acquisition | Valeur de l'immobilisation | 4 047 630.95 | 29 297 924.04 | 5 228 417.04 | 47 616 153.24 | 84 091 520.35 | 0.00 | 5 295 238.77 | 2 158 500.75 | 0.00 | | |
| | (+) Augmentation | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 3 090 665.69 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 5 386 105.19 | 0.00 | | |
| | (-) Diminution | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 976 063.25 | 0.00 | | |
| | (+) Transferts / reclassement (de PA à PF) | 561 233.50 | 0.00 | 1 264 974.40 | 235 209.05 | 0.00 | 2 043 150.82 | 0.00 | 90 007.90 | -4 194 575.67 | 0.00 | |
| | Valeur de l'immobilisation | 4 608 864.45 | 30 562 898.44 | 5 463 626.09 | 50 706 818.93 | 86 134 671.17 | 0.00 | 5 385 246.67 | 2 373 967.02 | 0.00 | | |
| Amortissements ordinaires cumulés | Etat au | -822 146.90 | -69 061.35 | -10 588 583.23 | -1 653 370.13 | -25 188 705.10 | 0.00 | -2 521 884.95 | 0.00 | 0.00 | | |
| | (-) Amortissements planifiés | 183 363.40 | 9 604.60 | 854 998.24 | 150 947.99 | 2 344 137.38 | 0.00 | 539 495.07 | Ces zones restent neutres | 0.00 | | |
| | (+) Amortissements non planifiés | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | | |
| | (+) Corrections de valeur | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | | |
| | Etat au | -1 005 510.30 | -78 665.95 | -11 443 581.47 | -1 804 318.12 | -27 532 842.48 | 0.00 | -3 061 380.02 | 0.00 | 0.00 | | |
| Valeur comptable | Valeur comptable nette | 3 603 354.15 | 401 610.65 | 19 119 316.97 | 3 659 307.97 | 58 601 828.69 | 0.00 | 2 323 866.65 | 2 373 967.02 | 0.00 | | |
| | dont celle des installations de leasing | | | | | | | | | | | |
| | Valeur comptable nette | 3 225 484.05 | 411 215.25 | 18 709 340.81 | 3 575 046.91 | 44 394 198.43 | 0.00 | 2 773 353.82 | 2 158 500.75 | 0.00 | | |

| 142 Immobilisations incorporelles | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|--|---------------------|---|--------------------------------------|--------------------|------------------------------------|-------------------------------|---------------------|--|
| | 1420 | 1421 | 1427 | 1429 | 144 | 145 | 146 | | |
| | Logiciels | Brevets et licences | Immobilisations incorporelles en cours de développement | Autres immobilisations incorporelles | Prêts | Participations et capital social | Subventions d'investissements | | |
| Coût d'acquisition | Valeur de l'immobilisation | 671 939.27 | 0.00 | 23 697.55 | 999 540.75 | 974 080.00 | 2.00 | 3 086 458.00 | |
| | (+) Augmentation | 10 103.54 | 0.00 | 150 460.90 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | |
| | (-) Diminution | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 59 720.00 | 0.00 | 0.00 | |
| | (+) Transferts / reclassement (de PA à PF) | 51 200.50 | 0.00 | -51 200.50 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | |
| | Valeur de l'immobilisation | 733 243.31 | 0.00 | 122 957.95 | 999 540.75 | 914 360.00 | 2.00 | 3 086 458.00 | |
| Amortissements ordinaires cumulés | Etat au | -301 679.07 | 0.00 | 0.00 | -620 303.15 | 0.00 | 0.00 | -631 768.00 | |
| | (-) Amortissements planifiés | 175 499.89 | 0.00 | 0.00 | 68 643.75 | Ces zones restent toujours neutres | | 78 641.00 | |
| | (+) Amortissements non planifiés | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | |
| | (-) Corrections de valeur | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | |
| | Etat au | -477 178.96 | 0.00 | 0.00 | -688 946.90 | 0.00 | 0.00 | -710 409.00 | |
| Valeur comptable | Valeur comptable nette | 256 064.35 | 0.00 | 122 957.95 | 310 593.85 | 914 360.00 | 2.00 | 2 376 049.00 | |
| | dont celle des installations de leasing | | | | | | | | |
| | Valeur comptable nette | 370 260.20 | 0.00 | 23 697.55 | 379 237.60 | 974 080.00 | 2.00 | 2 454 690.00 | |

7.6 Annexe H) Les indicateurs financiers

Les indicateurs financiers sont publiés en tenant comptes des résultats des services autofinancés conformément à la directive du Dcom.

7.6.1 Quotient d'endettement net

Le quotient d'endettement net indique la part des revenus fiscaux (impôts directs des personnes physiques et des personnes morales) ainsi que des prestations de la péréquation financière qui seraient nécessaires pour amortir la dette nette. Une valeur négative atteste de l'existence d'une fortune nette.

| | |
|-------------|-----------------------------|
| < 0% | Très faible endettement net |
| 0% à 50% | Faible endettement net |
| 50% à 100% | Endettement net moyen |
| 100% à 150% | Endettement net élevé |
| > 150% | Endettement net très élevé |

Quotient d'endettement net **247.37 %**

7.6.2 Degré d'autofinancement

Le degré d'autofinancement détermine la part des revenus affectée au financement des investissements nouveaux. S'il est supérieur à 100%, il permet le financement d'investissements ou conduit à un désendettement, tandis que s'il est inférieur à 100%, il entraîne un nouvel endettement ou emprunt. Cet indicateur peut considérablement varier d'une année à l'autre, en particulier dans les petites corporations dès lors qu'elles investissent à intervalles irréguliers. Il ne peut donc être apprécié que sur plusieurs années.

| | |
|--------------|------------------|
| $\geq 100\%$ | Idéal |
| 70% à 100% | Bon à acceptable |
| < 70% | Problématique |

Degré d'autofinancement **168.80 %**

7.6.3 Quotité de la charge des intérêts

La quotité de la charge des intérêts indique la part des revenus qui est absorbée par les intérêts nets. Plus elle est élevée, plus l'endettement est important. A l'inverse, moins elle est élevée et plus grande est la marge de manœuvre financière de la collectivité. Une quotité de la charge des intérêts négative signifie que les revenus du patrimoine sont supérieurs au montant des intérêts de la dette.

| | |
|------------|---------------------------|
| < -1% | Charge extrêmement faible |
| -1% à 0% | Charge très faible |
| 0% à 1% | Charge faible |
| 1% à 2% | Charge moyenne |
| $\geq 2\%$ | Charge élevée |

Quotité de la charge des intérêts **1.63 %**

7.6.4 Dettes brutes par rapport aux revenus

La dette brute par rapport aux revenus permet d'évaluer la situation d'endettement, et en particulier de déterminer si l'endettement est proportionné compte tenu des revenus obtenus. Cet indicateur renseigne sur le pourcentage des revenus nécessaire au remboursement de la dette brute en une seule fois.

| | |
|---------------|----------|
| ≤ 50% | Très bon |
| 50,1% à 100% | Bon |
| 100,1% à 150% | Moyen |
| 150,1% à 200% | Mauvais |
| > 200% | Critique |

Dettes brutes par rapport aux revenus **138.62 %**

7.6.5 Quotité d'investissement

La quotité d'investissement renseigne sur le rapport entre les activités d'investissement et les charges annuelles globales. Cet indicateur ne permet toutefois pas à lui seul de tirer des conclusions sur la situation financière de la commune.

| | |
|-------------|--------------------|
| ≤ 10% | Peu important |
| 10,1% à 20% | Importance moyenne |
| 20,1% à 30% | Importantes |
| > 30% | Très importante |

Quotité d'investissement **7.30 %**

7.6.6 Quotité de la charge financière

La quotité de la charge financière indique l'incidence des frais financiers sur le budget. On entend par charge financière la somme des intérêts nets, des amortissements et des réévaluations. Cet indicateur permet de constater dans quelle mesure les revenus courants sont absorbés par le service de la dette et les amortissements planifiés. Une hausse de ce taux équivaut à une réduction de la marge budgétaire.

| | |
|-----------|-----------------------------|
| < 5% | Faible charge |
| 5% à 15% | Charge supportable |
| 15% à 25% | Charge élevée à très élevée |
| > 25% | Charge à peine supportable |

Quotité de la charge financière **6.90 %**

7.6.7 Endettement net en francs par habitant

L'endettement net en francs par habitant sert à mesurer l'importance de la dette et doit être apprécié en même temps que la capacité financière de la commune (quotité d'autofinancement). Une valeur négative reflète l'existence d'une fortune nette par habitant.

| | |
|---------------|----------------------|
| < 0 | Fortune nette |
| 0 à 1'000 | Endettement faible |
| 1'001 à 3'000 | Endettement moyen |
| 3'001 à 5'000 | Endettement haut |
| > 5'000 | Endettement critique |

Endettement net en francs par habitant **8'142.16 francs**

7.6.8 Quotité d'autofinancement (capacité d'autofinancement)

La quotité d'autofinancement, également appelée capacité d'autofinancement, reflète la capacité d'une commune ainsi que sa marge de manœuvre budgétaire. Cet indicateur renseigne sur la part des revenus pouvant être affectée au financement d'investissements ou au désendettement.

- > 20 % Bonne
- 10% à 20% Moyenne
- < 10% Faible

Quotité d'autofinancement **10.51 %**

7.6.9 Quotité de la charge des intérêts nets

La quotité de la charge des intérêts indique la part de revenus qui est absorbée par les intérêts nets. Plus elle est élevée et plus l'endettement est important. A l'inverse, moins elle est élevée et plus grande est la marge de manœuvre financière de la collectivité. Une quotité de la charge des intérêts négative signifie que les revenus du patrimoine sont supérieurs au montant des intérêts de la dette. Cet indicateur reflète donc la situation financière de la commune.

- < 2% Faible
- 2% à 5% Moyenne
- 5% à 8% Forte
- > 8% Très forte

Quotité de la charge des intérêts nets **1.62 %**

7.6.10 Quotient de l'excédent au bilan

Le quotient de l'excédent du bilan est en quelque sorte le thermomètre renseignant sur l'état de santé des capitaux propres. Une valeur négative signifie un découvert au bilan. L'évolution de cet indicateur doit être observée sur plusieurs années.

- ≥ 60% Elevé
- 30% à 60% Moyen
- < 30% Faible

Quotient de l'excédent au bilan **0.90 %**

8. Proposition du Conseil communal

Approbation des comptes annuels 2024, qui se composent comme suit :

| Comptes | Libellés | Charges | Revenus |
|----------|---|---------------------|-------------------|
| 90 | Clôture du compte de résultat global | 132 038 224.89 | 138 584 739.52 |
| | Excédent de produits | 6 546 514.63 | |
| 900 | Clôture du compte général | 79 611 528.73 | 84 789 527.18 |
| | Excédent de produits | 5 177 998.45 | |
| 90100.10 | FS « Service du feu - SIS (1503) » | 1 038 040.18 | 1 109 941.88 |
| | Excédent de produits | 71 901.70 | |
| 90100.30 | FS « Approvisionnement en eau potable (710)» | 4 867 980.98 | 5 336 301.33 |
| | Excédent de produits | 468 320.35 | |
| 90100.20 | FS « Assainissement et traitement des eaux (720)» | 2 127 709.03 | 2 987 841.47 |
| | Excédent de produits | 860 132.44 | |
| 90100.40 | FS « Gestion des déchets (730)» | 1 770 186.33 | 1 963 621.23 |
| | Excédent de produits | 193 434.90 | |
| 90100.92 | FS « Eaux de surface - digues (741)» | 582 009.51 | 902 852.00 |
| | Excédent de produits | 320 842.49 | |
| 90110.7x | FS « Electricité (871)» | 29 974 557.48 | 29 465 045.45 |
| | Excédent de charges | | 509 513.03 |
| 90110.82 | FS « Service du Gaz (872)» | 11 647 936.38 | 11 578 129.36 |
| | Excédent de charges | | 69 807.02 |
| 90100.93 | FS « Production de chaleur (879)» | 418 276.27 | 451 479.62 |
| | Excédent de produits | 33 203.35 | |

Il est proposé au Conseil de Ville d'approuver les comptes annuels relatifs à l'exercice 2024.

Au nom de la commune municipale de Delémont :

Damien Chappuis
Maire

Nicolas Guenin
Chancelier

Jean Froidevaux
Chef du service financier

Delémont, le 13 mai 2025

9. Approbation des comptes annuels

Le Conseil de Ville de Delémont a approuvé les comptes annuels 2024 en date du 30 juin 2025 conformément à la proposition du Conseil communal du 13 mai 2025.

L'extrait du procès-verbal de l'organe compétent est joint au présent rapport.

Delémont, le 30 juin 2025

Au nom de l'organe compétent pour approuver les comptes annuels :

Michel Rion
Président

Üncücan Lucie
Secrétaire

10. Annexe au rapport

10.1 Récapitulation par matière – comptes 2020 à budget 2025

| Rubriques | Comptes 2020 | Comptes 2021 | Comptes 2022 | Comptes 2023 | Budget 2024 | Comptes 2024 | Budget 2025 | Variation C2024 / B2024 | Variation en % | Variation C2024 / C2019 | Variation annuelle moyenne en % |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|--|
| 30 Charges de personnel | 23 819 036 | 24 161 378 | 24 870 275 | 25 458 252 | 25 083 330 | 24 659 326 | 24 933 575 | -424 004 | -1.67% | 1 718 984 | 2.32% |
| 31 Charges de biens et services | 20 057 981 | 22 441 749 | 28 949 573 | 37 726 336 | 39 197 070 | 38 023 861 | 33 495 681 | -1 173 209 | -3.11% | 14 763 373 | 12.94% |
| 33 Amortissements | 5 119 063 | 5 626 925 | 5 967 645 | 6 377 739 | 7 364 150 | 6 406 442 | 6 894 065 | -957 708 | -15.02% | -1 624 284 | -8.45% |
| 34 Charges financières | 2 138 376 | 1 762 202 | 2 157 423 | 3 137 579 | 3 490 200 | 3 772 016 | 3 973 500 | 281 816 | 8.98% | 1 269 333 | 11.22% |
| 36 Charges de transfert | 41 767 548 | 41 645 194 | 42 498 373 | 44 381 760 | 45 239 230 | 43 727 741 | 44 647 255 | -1 511 489 | -3.41% | 1 960 455 | 1.49% |
| Autres: fonds, subv. redistribués, imputations internes et charges extraordinaires | 6 218 547 | 5 163 108 | 4 472 240 | 5 081 197 | 5 498 940 | 5 412 203 | 5 271 250 | -86 737 | -1.71% | -4 626 753 | -28.50% |
| Total des charges | 99 120 550 | 100 800 555 | 108 915 529 | 122 162 863 | 125 872 920 | 122 001 589 | 119 215 326 | -3 871 331 | -3.17% | 13 461 107 | 3.68% |
| 40 Revenus fiscaux | 39 079 843 | 41 044 039 | 37 935 666 | 40 830 118 | 44 095 000 | 45 917 322 | 42 806 100 | 1 822 322 | 4.46% | 997 858 | 0.72% |
| 42 Taxes | 27 309 855 | 29 676 948 | 35 515 440 | 44 236 569 | 45 901 300 | 45 287 913 | 40 307 250 | -613 387 | -1.39% | 16 624 397 | 12.24% |
| 43 Revenus divers | 1 514 197 | 2 069 050 | 2 114 561 | 2 119 263 | 1 884 600 | 4 409 596 | 1 902 600 | 2 524 996 | 119.15% | 2 492 438 | 18.84% |
| 44 Revenus financiers | 3 069 513 | 2 762 813 | 3 392 683 | 5 958 525 | 4 064 820 | 4 792 629 | 4 415 455 | 727 809 | 12.21% | 1 297 984 | 9.03% |
| 46 Revenus de transfert | 22 665 072 | 22 291 725 | 21 908 893 | 21 449 371 | 23 585 000 | 22 628 701 | 23 246 350 | -956 299 | -4.46% | -397 085 | -0.58% |
| Autres: fonds, subv. redistribués, imputations internes et revenus extraordinaires | 7 571 743 | 6 507 506 | 7 006 158 | 6 651 191 | 5 468 100 | 5 511 942 | 5 915 155 | 43 842 | 0.66% | -3 398 576 | -20.55% |
| Total des revenus | 101 210 223 | 104 352 081 | 107 873 400 | 121 245 037 | 124 998 820 | 128 548 103 | 118 592 910 | 3 549 283 | 2.93% | 17 617 015 | 4.57% |
| Résultat | 2 089 673 | 3 551 526 | -1 042 129 | -917 826 | -874 100 | 6 546 515 | -622 416 | 3 549 283 | | 4 155 908 | |

10.2 Evolution des impôts ordinaires 2019 à 2025

| En milliers de francs | Comptes 2019 | Comptes 2020 | Comptes 2021 | Comptes 2022 | Comptes 2023 | Comptes 2024 | Budget 2025 V2 |
|-------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|
| Personnes physiques - PP 400 | | | | | | | |
| Impôts sur le revenu | 25 885 | 22 273 | 22 266 | 22 309 | 22 670 | 25 930 | 23 380 |
| Impôts sur la fortune | 1 929 | 2 154 | 2 131 | 2 620 | 2 368 | 2 745 | 2 445 |
| Impôts à la source PP | 4 173 | 4 127 | 3 895 | 4 259 | 5 604 | 4 786 | 4 650 |
| Total Personnes physiques | 31 987 | 28 553 | 28 292 | 29 188 | 30 642 | 33 461 | 30 475 |
| Personnes morales - PM 401 | | | | | | | |
| Impôts sur le bénéfice | 7 119 | 2 938 | 4 951 | 4 502 | 5 051 | 6 112 | 5 205 |
| Impôts sur le capital | 288 | 2 693 | 2 806 | -369 | 311 | 906 | 1 350 |
| Total Personne Morales | 7 407 | 5 630 | 7 757 | 4 133 | 5 362 | 7 018 | 6 555 |
| Autres impôts - 402 / 403 | 8 643 | 4 897 | 4 995 | 4 615 | 4 826 | 5 347 | 5 776 |
| Revenus fiscaux - 40 | 48 037 | 39 080 | 41 044 | 37 936 | 40 830 | 45 826 | 42 806 |



COMPTES 2024

compte de résultat
selon les fonctions

COMMENTAIRES

Remarque générale sur les amortissements : Le MCH2 exige que les amortissements se fassent dès que l'investissement concerné est terminé.

0 ADMINISTRATION GENERALE

0112 0112.31309.00 Le dépassement, validé, a financé les cours AvenirFormation suivis par des Conseillers de ville.

0120 Conseil communal

0120.300000.00 les frais de représentation des membres du Conseil communal (1'250.- par conseiller) n'ont pas été budgétés sur cette rubrique mais sur les frais du personnel. Ils doivent cependant être considérés comme un revenu (frais forfaitaires) et imputés sur la rubrique salaire 0120.30000.00 du CC. Ceci occasionne ainsi un dépassement de CHF 6'250.00 pour l'ensemble des conseillers.

0120.36321.00 Les cotisations aux associations en faveur des communes sont :

- Association jurassienne des communes CHF 1.50 / habitant
- Association des maires du district de Delémont CHF 0.30 / habitant
- Union des villes suisses CHF 0.60 / habitant
- Réseau des villes de l'arc jurassien CHF 0.60 / habitant

0220 Services généraux administratifs

0220.30000.80 Les charges salariales de la Communauté du collège sont compensées par les recettes 0220.42606.16. Il n'y a aucune charge pour les comptes communaux.

0220.30998.50 Nouvelle rubrique afin d'explicité la variation annuelle.

0224 0224.31180.00 Le développement de la GED n'a pas été réalisé en 2024, mais reporté sur 25-26, ce qui explique la réduction des dépenses.

0224.31580.00 Suite à l'achat par Broadcom de Vmware, les licences n'ont pas été facturée durant l'année 2024 par le fournisseur car le nouveau modèle de facturation n'était pas encore élaboré.

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|-------------------|---------|-------------------|---------|-------------------|---------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 0 ADMINISTRATION GENERALE | | | | | | |
| 01 Législatif et exécutif | | | | | | |
| 011 Législatif | | | | | | |
| 0112 Conseil général / de ville | | | | | | |
| 0112.30002.00 INDEMNITÉS ET JETONS DE PRÉSENCE | 46'259.50 | | 60'000.00 | | 52'675.00 | |
| 0112.31309.00 PRESTATIONS DE SERVICES CONSEIL DE VILLE | 9'440.60 | | 5'000.00 | | 5'628.60 | |
| 0112 Conseil général / de ville | 55'700.10 | | 65'000.00 | | 58'303.60 | |
| 0116 Votations et élections | | | | | | |
| 0116.30990.00 SUBSISTANCE DU BUREAU DE VOTE | 513.00 | | 500.00 | | 1'609.50 | |
| 0116.31000.00 MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU | 31'315.30 | | 25'000.00 | | 20'878.95 | |
| 0116.31302.00 FRAIS DE PORT | 35'717.85 | | 26'000.00 | | 24'364.67 | |
| 0116 Votations et élections | 67'546.15 | | 51'500.00 | | 46'853.12 | |
| 011 Législatif | 123'246.25 | | 116'500.00 | | 105'156.72 | |
| 012 Exécutif | | | | | | |
| 0120 Conseil communal | | | | | | |
| 0120.30000.00 AUTORITES CONSEIL COMMUNAL | 332'984.00 | | 326'200.00 | | 344'874.00 | |
| 0120.30500.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 30'189.85 | | 27'600.00 | | 29'273.15 | |
| 0120.30520.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL ADMINISTRATIF | 36'774.60 | | 38'000.00 | | 35'493.60 | |
| 0120.30530.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 345.55 | | 300.00 | | 337.75 | |
| 0120.30550.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 1'891.55 | | 1'900.00 | | 1'891.55 | |
| 0120.31999.00 RECEPTIONS | 12'944.50 | | 12'000.00 | | 11'235.40 | |
| 0120.31999.01 CREDIT CONSEIL COMMUNAL | 98'419.35 | | 100'000.00 | | 110'893.90 | |
| 0120.31999.03 FETE DU 1er AOUT | | | | | 11'988.85 | |
| 0120.36321.00 COTISATIONS AUX ASSOCIATIONS VILLES | 39'546.80 | | 50'000.00 | | 48'926.50 | |
| 0120 Conseil communal | 553'096.20 | | 556'000.00 | | 594'914.70 | |
| 0121 Commissions communales | | | | | | |
| 0121.30002.00 INDEMNITÉS ET JETONS DE PRÉSENCE | 48'898.80 | | 40'000.00 | | 43'902.60 | |
| 0121 Commissions communales | 48'898.80 | | 40'000.00 | | 43'902.60 | |
| 012 Exécutif | 601'995.00 | | 596'000.00 | | 638'817.30 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 0 ADMINISTRATION GENERALE (...) | | | | | | |
| 01 Législatif et exécutif | 725'241.25 | | 712'500.00 | | 743'974.02 | |
| Dépenses nettes | | 725'241.25 | | 712'500.00 | | 743'974.02 |
| 02 Service généraux | | | | | | |
| 022 Services généraux, autres | | | | | | |
| 0220 Services généraux administratifs | | | | | | |
| 0220.30000.80 PERSONNEL SOCIETES EXTERNES | 192'732.55 | | 138'000.00 | | 153'555.15 | |
| 0220.30100.00 PERSONNEL ADMINISTRATIF CHANCELLERIE & PH | 2'563'875.45 | | 2'442'000.00 | | 2'616'402.05 | |
| 0220.30100.99 INDEMNITÉS D'ASSURANCES SOCIALES | | 28'165.10 | | | | 25'576.70 |
| 0220.30500.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 252'097.10 | | 239'800.00 | | 249'961.20 | |
| 0220.30520.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL ADMINISTRATIF | 277'889.25 | | 292'000.00 | | 293'243.00 | |
| 0220.30520.80 ASSURANCE DE PREVOYANCE LPP - STE EXTERNI | 11'740.50 | | 12'300.00 | | 14'509.40 | |
| 0220.30530.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 2'256.10 | | 2'300.00 | | 2'488.45 | |
| 0220.30530.80 ASSURANCES ACCIDENTS STE EXT. | 150.00 | | 200.00 | | 153.05 | |
| 0220.30550.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 14'573.10 | | 14'900.00 | | 14'661.35 | |
| 0220.30550.80 ASSURANCE PERTE DE GAIN MALADIE STE EXT. | 752.40 | | 900.00 | | 844.40 | |
| 0220.30600.00 ALLOCATION DE RENCHERISSEMENT AUX RETRAITES | 20'135.60 | | 20'000.00 | | 21'585.00 | |
| 0220.30998.50 VARIATION DE LA PROVISION HEURES SUPPLEMENTAIRES | 35'700.00 | | | | 11'000.00 | |
| 0220.31000.00 MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU | 46'396.10 | | 55'000.00 | | 55'423.00 | |
| 0220.31020.00 JOURNAL DELEMONT.CH | 39'097.02 | | 35'000.00 | | 71'953.06 | |
| 0220.31100.00 MEUBLES ET APPAREILS DE BUREAU | 2'916.07 | | 10'000.00 | | 4'578.90 | |
| 0220.31300.00 FRAIS DE POURSUITES | 53'394.85 | | 50'000.00 | | 58'795.90 | |
| 0220.31301.00 FRAIS DE TELEPHONIE ET INTERNET | 41'653.40 | | 65'000.00 | | 61'102.03 | |
| 0220.31301.01 MATERIEL DE TELECOMMUNICATIONS | 6'577.40 | | 10'000.00 | | 4'343.42 | |
| 0220.31302.00 FRAIS DE PORT | 58'673.30 | | 58'000.00 | | 57'194.01 | |
| 0220.31309.00 PREST. DE SERVICES & HONORAIRES DIVERS | 64'181.38 | | 70'000.00 | | 111'197.20 | |
| 0220.31320.01 PROMOTION - IMAGE - COMMUNICATION | | | | | 28'487.40 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 0 ADMINISTRATION GENERALE (...) | | | | | | |
| 0220.31320.03 FIDUCIAIRE | 24'985.85 | | 25'000.00 | | 30'000.00 | |
| 0220.31340.00 ASSURANCE IMMOBILIERE | 24'472.65 | | 22'000.00 | | 22'287.65 | |
| 0220.31344.00 ASSURANCE RC ET CHOSES | 36'008.60 | | 33'500.00 | | 27'540.95 | |
| 0220.31500.00 PREST. DE TIERS ENTRETIEN D'OBJETS MOBILIER | | | 3'500.00 | | 32.50 | |
| 0220.31811.00 PERTES S/DEBITEURS DIVERS | 6'840.15 | | 6'000.00 | | 7'213.20 | |
| 0220.36322.00 COTISATIONS & CONTRIBUTIONS ANNUELLES | 2'042.68 | | 5'500.00 | | 4'570.26 | |
| 0220.39101.00 PRESTATIONS EMPLOYES COMMUNAUX / MANIFESTATIONS | 87'975.00 | | 175'000.00 | | 61'125.00 | |
| 0220.42109.00 RECETTES DIVERSES | | 263'877.44 | | 175'000.00 | | 166'594.33 |
| 0220.42109.05 BAISSSE DE LA MASSE SALARIALE EN 2025 | | | | 400'000.00 | | |
| 0220.42606.10 RBT FRAIS DE POURSUITES | | 16'436.00 | | 20'000.00 | | 14'528.71 |
| 0220.42606.16 SOCIETES EXTERNES CHARGES SALARIALES | | 210'183.65 | | 151'400.00 | | 166'902.43 |
| 0220.42606.20 DELEMONT.CH PARTICIPATION DE TIERS | | 25'000.00 | | 33'000.00 | | 33'500.00 |
| 0220.46111.00 ECA INDEMNITES AUX COMMUNES | | 11'964.85 | | 10'500.00 | | 11'135.25 |
| 0220.46121.25 PARTICIPATIONS EXTERNES SALAIRES | | 69'319.70 | | 71'000.00 | | 51'603.40 |
| 0220.49003.00 IMPUTATIONS INTERNES INDEMNITES AUTOFINAN | | 238'750.00 | | 235'000.00 | | 205'000.00 |
| 0220 Services généraux administratifs | 3'867'116.50 | 863'696.74 | 3'785'900.00 | 1'095'900.00 | 3'984'247.53 | 674'840.82 |
| 0222 Ressources humaines | | | | | | |
| 0222.30900.00 FORMATION ET DEVELOPPEMENT | 56'770.90 | | 60'000.00 | | 44'621.55 | |
| 0222.30901.00 SECURITE AU TRAVAIL ET CAMPAGNES DE PREVENTION | 10'000.00 | | 10'000.00 | | 8'927.60 | |
| 0222.30910.00 ANNONCES, RECRUTEMENT DE PERSONNEL | 15'301.85 | | 30'000.00 | | 29'531.00 | |
| 0222.31320.00 PROJETS RH ET MANDATS A TIERS; FRAIS DU PERSONNEL | 71'927.60 | | 70'000.00 | | 51'642.95 | |
| 0222.31700.00 INDEMNITES DE DEPLACEMENTS DU PERSONNEL | 10'353.50 | | 20'000.00 | | 14'380.90 | |
| 0222 Ressources humaines | 164'353.85 | | 190'000.00 | | 149'104.00 | |
| 0224 Service Informatique communal | | | | | | |
| 0224.30100.00 PERSONNEL ADMINISTRATIF INFORMATIQUE | 343'151.45 | | 347'300.00 | | 363'803.65 | |
| 0224.30100.99 INDEMNITÉS D'ASSURANCES SOCIALES | | | | | | 5'183.90 |
| 0224.30500.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 31'850.50 | | 32'100.00 | | 33'310.30 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 0 ADMINISTRATION GENERALE (...) | | | | | | |
| 0224.30520.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL ADMINISTRATIF | 34'091.65 | | 35'300.00 | | 35'054.40 | |
| 0224.30530.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 308.25 | | 400.00 | | 347.75 | |
| 0224.30550.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 2'007.90 | | 2'100.00 | | 1'965.20 | |
| 0224.31130.00 MATERIEL INFORMATIQUE | 12'654.85 | | 20'000.00 | | 5'581.33 | |
| 0224.31130.01 MATERIEL DE BASE | 7'769.76 | | 9'000.00 | | 7'058.92 | |
| 0224.31180.00 ACHAT PROGRAMMES | 8'896.02 | | 47'000.00 | | 15'143.70 | |
| 0224.31342.00 ASSURANCES ET CYBERSECURITE | 3'285.60 | | 15'000.00 | | 1'999.00 | |
| 0224.31580.00 FRAIS DE MAINTENANCE | 235'866.90 | | 265'000.00 | | 217'008.38 | |
| 0224.31580.01 FRAIS DE MAINTENANCE INTERNET | 6'565.67 | | 7'900.00 | | 5'706.51 | |
| 0224.33200.00 AMORTISSEMENT INFORMATIQUE DU PA | 130'024.87 | | 135'000.00 | | 117'053.37 | |
| 0224.39400.00 INTERETS LOGICIELS DU PA | 4'348.00 | | 4'900.00 | | 5'686.00 | |
| 0224.42109.00 RECETTES DIVERSES | | 15'205.00 | | 10'000.00 | | 100.00 |
| 0224 Service Informatique communal | 820'821.42 | 15'205.00 | 921'000.00 | 10'000.00 | 809'718.51 | 5'283.90 |
| 022 Services généraux, autres | 4'852'291.77 | 878'901.74 | 4'896'900.00 | 1'105'900.00 | 4'943'070.04 | 680'124.72 |
| 029 Immeubles administratifs, non mentionnés ailleurs | | | | | | |
| 0290 Immeubles, installations et équipements administratifs | | | | | | |
| 0290.30101.00 PERSONNEL D'EXPLOITATION | 262'855.00 | | 224'300.00 | | 266'264.70 | |
| 0290.30101.99 INDEMNITÉS D'ASSURANCES SOCIALES | | 9'802.70 | | | | 10'850.85 |
| 0290.30501.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 24'125.20 | | 22'200.00 | | 24'375.75 | |
| 0290.30521.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL EXPLOITATION | 29'483.50 | | 31'400.00 | | 30'640.15 | |
| 0290.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 1'752.15 | | 1'700.00 | | 1'780.10 | |
| 0290.30551.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 1'303.15 | | 1'300.00 | | 1'297.20 | |
| 0290.31011.00 PRODUITS DE NETTOYAGE | 14'780.50 | | 15'000.00 | | 13'786.85 | |
| 0290.31202.00 EAU | 11'671.37 | | 12'000.00 | | 11'468.50 | |
| 0290.31204.00 ELECTRICITE | 36'131.48 | | 39'000.00 | | 31'250.10 | |
| 0290.31205.00 COMBUSTIBLE | 95'913.45 | | 90'000.00 | | 97'448.00 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 0 ADMINISTRATION GENERALE (...) | | | | | | |
| 0290.31321.00 MANDATS ENTRETIEN DES BATIMENTS | 39'997.20 | | 40'000.00 | | 69'910.35 | |
| 0290.31440.00 PRESTATION DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLE | 124'999.35 | | 125'000.00 | | 112'503.30 | |
| 0290.31602.00 LOCATIONS ARCHIVES RUE DE LA JEUNESSE (SID, | 18'000.00 | | 18'000.00 | | 18'000.00 | |
| 0290.33004.00 AMORTISSEMENT BÂTIMENT ET EQUIPEMENTS (E: | 484'339.70 | | 650'000.00 | | 484'964.40 | |
| 140) | | | | | | |
| 0290.39400.00 INTERETS BÂTIMENT ET EQUIPEMENTS (EX. 140) | 137'427.00 | | 124'000.00 | | 93'970.00 | |
| 0290.44702.00 LOCATION MUSEE JURASSIEN | | 198'000.00 | | 198'000.00 | | 198'000.00 |
| 0290.44702.01 LOCATION CJC AU CHATEAU | | 56'000.00 | | 56'000.00 | | 56'000.00 |
| 0290 Immeubles, installations et équipements administratifs | 1'282'779.05 | 263'802.70 | 1'393'900.00 | 254'000.00 | 1'257'659.40 | 264'850.85 |
| 029 Immeubles administratifs, non mentionnés ailleurs | 1'282'779.05 | 263'802.70 | 1'393'900.00 | 254'000.00 | 1'257'659.40 | 264'850.85 |
| 02 Service généraux | 6'135'070.82 | 1'142'704.44 | 6'290'800.00 | 1'359'900.00 | 6'200'729.44 | 944'975.57 |
| Dépenses nettes | | 4'992'366.38 | | 4'930'900.00 | | 5'255'753.87 |
| 0 ADMINISTRATION GENERALE | 6'860'312.07 | 1'142'704.44 | 7'003'300.00 | 1'359'900.00 | 6'944'703.46 | 944'975.57 |
| Dépenses nettes | | 5'717'607.63 | | 5'643'400.00 | | 5'999'727.89 |

1 ORDRE ET SECURITE PUBLICS - DEFENSE

1110 La modification de la gestion de la police municipale en cours d'année a provoqué une modification dans la comptabilisation : les charges salariales 2024 diminuent de 276'124.60 francs. Par contre, une nouvelle charge pour les prestations de la police cantonale engendre une dépense de 296'023.45 francs, rubrique 1110.31300.00

1400 Questions juridiques (administration)

1400.31320.10 Dépassement autorisé par le Conseil communal, notamment frais en relation avec les procédures de permis de construire dans le cadre d'oppositions et de recours - JURAC pour 14'550.- francs.

1503 Service d'incendie et de secours (SIS) intercommunal

Il s'agit d'un service autofinancé. Le bénéfice versé sur le fonds se comptabilise à la rubrique 9991.90100.10.
Le Conseil communal a délivré les autorisations de dépassements requis par le CRISD.

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 1 ORDRE ET SECURITE PUBLICS - DEFENSE | | | | | | |
| 11 Sécurité publique | | | | | | |
| 111 Police | | | | | | |
| 1110 Police communale et intercommunale | | | | | | |
| 1110.30101.00 PERSONNEL D'EXPLOITATION | 1'706'776.40 | | 1'853'500.00 | | 1'915'311.05 | |
| 1110.30101.99 INDEMNITÉS D'ASSURANCES SOCIALES | | 57'593.50 | | | | 1'902.50 |
| 1110.30501.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 150'389.95 | | 163'700.00 | | 175'194.50 | |
| 1110.30521.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL EXPLOITATION | 186'000.65 | | 240'300.00 | | 239'957.35 | |
| 1110.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 9'858.05 | | 12'000.00 | | 12'525.20 | |
| 1110.30551.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN C DE MALADIE | 8'543.85 | | 10'600.00 | | 10'771.65 | |
| 1110.31000.00 MATERIEL DE BUREAU & PRESTAT. DIVERSES | 47'261.89 | | 40'000.00 | | 40'390.30 | |
| 1110.31110.00 MACHINES, VEHICULES, MOBILIER | 13'385.05 | | 23'000.00 | | 8'511.60 | |
| 1110.31120.00 EQUIPEMENTS | 19'244.49 | | 30'000.00 | | 21'607.01 | |
| 1110.31300.00 PRESTATIONS POLICE RCJU | 296'023.45 | | | | | |
| 1110.31309.00 FRAIS DIVERS | 25'818.80 | | 10'000.00 | | 33'947.70 | |
| 1110.31517.00 PRESTATIONS DE TIERS POUR L'ENTRETIEN VEHICULES | 26'355.05 | | 20'000.00 | | 25'661.60 | |
| 1110.31602.00 LOCATION RUE DE LA JEUNESSE & PL. GARE | 34'440.35 | | 18'800.00 | | 34'435.60 | |
| 1110.31702.00 DEDOMMAGEMENTS AUX AGENTS | 7'356.05 | | 18'000.00 | | 12'745.00 | |
| 1110.33006.00 AMORTISSEMENT BIENS MOBILIERS | 3'454.60 | | 3'500.00 | | 3'454.60 | |
| 1110.39400.02 INTERETS BIENS MOBILIERS | 377.00 | | 400.00 | | 397.00 | |
| 1110.42109.01 RECETTES DIVERSES | | 108'309.05 | | 100'000.00 | | 108'485.60 |
| 1110.42700.00 AMENDES | | 97'056.12 | | 250'000.00 | | 108'951.28 |
| 1110 Police communale et intercommunale | 2'535'285.63 | 262'958.67 | 2'443'800.00 | 350'000.00 | 2'534'910.16 | 219'339.38 |
| 1114 Entreprises de sécurité privées | | | | | | |
| 1114.31320.00 AGENTS DE SECURITE | | | | | 23'678.80 | |
| 1114 Entreprises de sécurité privées | | | | | 23'678.80 | |
| 111 Police | 2'535'285.63 | 262'958.67 | 2'443'800.00 | 350'000.00 | 2'558'588.96 | 219'339.38 |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 1 ORDRE ET SECURITE PUBLICS - DEFENSE (...) | | | | | | |
| 11 Sécurité publique | 2'535'285.63 | 262'958.67 | 2'443'800.00 | 350'000.00 | 2'558'588.96 | 219'339.38 |
| Dépenses nettes | | 2'272'326.96 | | 2'093'800.00 | | 2'339'249.58 |
| 14 Questions juridiques | | | | | | |
| 140 Questions juridiques | | | | | | |
| 1400 Administration | | | | | | |
| 1400.30100.00 PERSONNEL ADMINISTRATIF EN MATIERE DE BAIL | 55'409.40 | | 35'000.00 | | 32'229.55 | |
| 1400.30500.00 ASSURANCES SOCIALES (AVS,AI,APG) CHOMAGE | 4'160.45 | | 2'300.00 | | 2'311.85 | |
| 1400.30520.00 CAISSE DE PENSIONS ET DE PREVOYANCE | 1'770.85 | | | | | |
| 1400.30530.00 ASSURANCES ACCIDENTS | 47.35 | | 30.00 | | 24.95 | |
| 1400.31021.00 JOURNAL OFFICIEL / ANNONCES | 2'697.25 | | 10'000.00 | | 4'348.50 | |
| 1400.31320.00 COMM. CONS. EN MATIERE DE BAIL | 3'095.30 | | 2'000.00 | | 855.30 | |
| 1400.31320.01 ACTES, CONSULTATIONS ET FRAIS JURIDIQUES | 19'404.70 | | 7'000.00 | | 9'871.55 | |
| 1400.31320.10 AUTORISATION DE L'ETAT ET MANDATS | 94'640.20 | | 60'000.00 | | 88'872.20 | |
| 1400.31329.00 EMOLUMENTS PH & DIVERS | 130'059.29 | | 95'000.00 | | 128'318.50 | |
| 1400.42100.00 PATENTES & CONCESSIONS | | 9'150.00 | | 20'000.00 | | 12'600.00 |
| 1400.42100.10 PERMIS DE CONSTRUIRE/ AUTO. DE RECLAMES | | 213'717.70 | | 240'000.00 | | 153'867.45 |
| 1400.42100.20 EMOLUMENTS POLICE DES HABITANTS | | 179'336.64 | | 150'000.00 | | 161'928.64 |
| 1400.42109.00 RECETTES DIVERSES | | 80'718.50 | | 100'000.00 | | 70'443.78 |
| 1400.46228.00 CONTRIBUTION DES COMMUNES COM.CONS.BAIL | | 62'096.54 | | 35'000.00 | | 31'641.60 |
| 1400 Administration | 311'284.79 | 545'019.38 | 211'330.00 | 545'000.00 | 266'832.40 | 430'481.47 |
| 1401 Cadastre et mensuration officielle | | | | | | |
| 1401.31320.40 HONORAIRES & PRESTATIONS DE SERVICES | 106'276.95 | | 135'000.00 | | 207'644.70 | |
| 1401.40211.00 REDEVANCES D'UTILISATION CADASTRE | | 141'670.00 | | 135'000.00 | | 135'037.00 |
| 1401.45000.00 DISSOLUTION DU FONDS CADASTRE | | | | | | 284'530.05 |
| 1401 Cadastre et mensuration officielle | 106'276.95 | 141'670.00 | 135'000.00 | 135'000.00 | 207'644.70 | 419'567.05 |
| 140 Questions juridiques | 417'561.74 | 686'689.38 | 346'330.00 | 680'000.00 | 474'477.10 | 850'048.52 |
| 14 Questions juridiques | 417'561.74 | 686'689.38 | 346'330.00 | 680'000.00 | 474'477.10 | 850'048.52 |
| Recettes nettes | 269'127.64 | | 333'670.00 | | 375'571.42 | |

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|--------------|---------|-------------|---------|--------------|---------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 1 ORDRE ET SECURITE PUBLICS - DEFENSE (...) | | | | | | |
| 15 Service d'incendie et de secours (SIS) | | | | | | |
| 150 Service d'incendie et de secours (SIS) | | | | | | |
| 1503 Service d'incendie et de secours (SIS) intercommunal | | | | | | |
| 1503.30002.00 PERSONNEL ADMINISTRATIF & EM | 45'443.00 | | 37'200.00 | | 45'408.70 | |
| 1503.30101.00 POSTE DE COMMANDANT | 94'962.70 | | 95'000.00 | | 94'245.20 | |
| 1503.30101.01 PERSONNEL TECHNIQUE ET D'EXPLOITATION | 61'635.10 | | 55'800.00 | | 61'101.55 | |
| 1503.30101.02 INDEMNITES FRAIS D'EXERCICES | 2'547.30 | | 4'000.00 | | 4'342.20 | |
| 1503.30101.04 SERVICE DE PIQUET | 50'800.75 | | 50'000.00 | | 49'552.45 | |
| 1503.30101.05 SOLDES REVUES ET EXERCICES | 25'063.65 | | 30'000.00 | | 26'241.95 | |
| 1503.30101.06 SOLDES FRAIS D'INTERVENTIONS | 92'591.45 | | 105'000.00 | | 117'283.35 | |
| 1503.30501.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 17'006.60 | | 16'100.00 | | 19'015.70 | |
| 1503.30501.01 ASSURANCES SOCIALES SUR SOLDES - EM | 5'948.00 | | 7'000.00 | | 7'543.35 | |
| 1503.30521.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL EXPLOITATION | 26'248.20 | | 27'100.00 | | 26'460.00 | |
| 1503.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 1'278.20 | | 1'300.00 | | 1'268.40 | |
| 1503.30551.00 ASSURANCES D'INDEMNITES JOURNALIERES EN CAS DE MALADIE | 1'028.45 | | 1'100.00 | | 1'021.05 | |
| 1503.30990.00 SUBSISTANCE FRAIS D'EXERCICES | 12'893.30 | | 13'000.00 | | 13'104.05 | |
| 1503.30990.01 SUBSISTANCE - INTERVENTIONS | 1'717.98 | | 3'000.00 | | 1'838.80 | |
| 1503.31000.00 MATERIEL DE BUREAU | 4'005.54 | | 5'000.00 | | 5'811.11 | |
| 1503.31011.00 MATERIEL FRAIS D'EXERCICES | 5'752.57 | | 14'000.00 | | 15'081.75 | |
| 1503.31100.00 MEUBLES ET APPAREILS DE BUREAU | 3'641.30 | | 11'000.00 | | 7'740.00 | |
| 1503.31111.02 MACHINES, VEHICULES, MOBILIER | 28'773.75 | | 30'000.00 | | | |
| 1503.31120.00 EQUIPEMENTS | 26'396.70 | | 26'500.00 | | 15'128.75 | |
| 1503.31130.00 INFORMATIQUE | 3'962.50 | | 4'000.00 | | 4'463.05 | |
| 1503.31160.01 MATERIEL POMPIERS | 24'508.05 | | 36'000.00 | | 39'754.08 | |
| 1503.31202.00 EAU | 2'778.90 | | 2'500.00 | | 2'290.25 | |
| 1503.31204.00 ELECTRICITE | 13'556.70 | | 12'000.00 | | 12'037.00 | |
| 1503.31205.00 COMBUSTIBLE | 37'962.35 | | 27'000.00 | | 29'196.60 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|--------------|---------|-------------|---------|--------------|---------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 1 ORDRE ET SECURITE PUBLICS - DEFENSE (...) | | | | | | |
| 1503.31301.00 FRAIS DE TELEPHONIE ET INTERNET | 5'397.21 | | 5'000.00 | | 5'235.57 | |
| 1503.31309.00 FRAIS DIVERS | 13'011.35 | | 18'000.00 | | 15'049.85 | |
| 1503.31309.01 REGLEMENTS, ACTES LEGISLATIFS | 70.00 | | 1'000.00 | | 1'309.55 | |
| 1503.31309.02 PERTES DE SALAIRES | 5'721.65 | | 10'000.00 | | 7'829.25 | |
| 1503.31309.03 VISITES MEDICALES | 3'920.00 | | 6'500.00 | | 6'325.00 | |
| 1503.31309.04 PERMIS C1 | 391.95 | | 4'500.00 | | 568.50 | |
| 1503.31340.00 ASSURANCE IMMOBILIERE | 4'708.50 | | 8'300.00 | | 415.80 | |
| 1503.31341.00 AUTRES ASSURANCES | 14'903.25 | | 15'500.00 | | 18'425.80 | |
| 1503.31440.00 CONTRATS D'ENTRETIEN | 13'025.60 | | 11'000.00 | | 9'703.35 | |
| 1503.31440.01 ENTRETIEN DIVERS | 339.00 | | 2'000.00 | | 3'627.50 | |
| 1503.31440.02 ENTRETIEN BATIMENT UETP ST-MICHEL 10 | 28'280.60 | | 41'000.00 | | 22'654.00 | |
| 1503.31440.03 ENTRETIEN BATIMENT UETP ST-MICHEL 8 | 4'010.80 | | 5'000.00 | | 2'268.15 | |
| 1503.31517.00 MATERIEL AUXILIAIRE | 235.40 | | 2'000.00 | | 1'754.85 | |
| 1503.31517.01 CARBURANT VEHICULES | 5'336.85 | | 9'000.00 | | 8'178.40 | |
| 1503.31517.02 PRESTATIONS DE TIERS POUR L'ENTRETIEN VEHICULES | 33'354.12 | | 29'000.00 | | 28'666.60 | |
| 1503.31560.04 PREST. DE TIERS ENTRETIEN LABORATOIRE-PR | 420.50 | | 6'500.00 | | 8'000.77 | |
| 1503.31590.00 PREST. DE TIERS PR L'ENTRETIEN RADIO | 388.10 | | 3'000.00 | | 642.95 | |
| 1503.31590.02 PREST. DE TIERS PR L'ENTRETIEN MATERIEL | 3'874.65 | | 7'000.00 | | 5'863.85 | |
| 1503.31590.03 PREST. ENTRETIEN EQUIPEMENT PERSONNEL | 4'240.50 | | 5'000.00 | | 6'858.05 | |
| 1503.31590.04 MATERIEL - INTERVENTIONS | 8'759.10 | | 11'000.00 | | 6'207.21 | |
| 1503.31601.00 DROIT DE SUPERFICIE ST-MICHEL 8 | 19'920.00 | | 19'920.00 | | 19'920.00 | |
| 1503.31700.00 FRAIS DE DEPLACEMENT | 1'849.65 | | 2'500.00 | | 1'964.65 | |
| 1503.31811.00 PERTES S/DEBITEURS CRISD | 9'306.56 | | 6'000.00 | | 7'248.52 | |
| 1503.33004.00 AMORTISSEMENTS BATIMENTS ET EQUIPEMENTS | 80'169.80 | | 86'500.00 | | 72'439.90 | |
| 1503.34090.00 INTERETS CRISD | 48'659.00 | | 50'700.00 | | 34'787.00 | |
| 1503.36321.00 CONTRIBUTIONS AU CENTRE DE RENFORT | 107'243.00 | | 108'000.00 | | 107'239.00 | |
| 1503.39101.01 CRISD - IMPUTATIONS INTERNES DIVERS | 30'000.00 | | 30'000.00 | | 30'000.00 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 1 ORDRE ET SECURITE PUBLICS - DEFENSE (...) | | | | | | |
| 1503.42000.00 TAXE D'EXONERATION | | 582'335.30 | | 533'100.00 | | 505'027.54 |
| 1503.42100.01 DEDOMMAGEMENT INTERVENTIONS ECA | | 68'719.55 | | 65'000.00 | | 69'547.55 |
| 1503.42100.02 DEDOMMAGEMENT ECA POUR INTERVENTIONS CRI: | | | | 8'800.00 | | |
| 1503.42100.03 DEDOMMAGEMENT SIS PAR DES TIERS | | 11'777.25 | | 10'000.00 | | 10'001.85 |
| 1503.42109.00 RECETTES DIVERSES | | 2'114.00 | | 1'000.00 | | 2'769.10 |
| 1503.42109.01 RECETTES DIVERSES ECA | | 42'983.63 | | 7'000.00 | | 15'885.75 |
| 1503.42109.02 RECETTES DIVERSES SIS | | 10'711.00 | | 13'000.00 | | 9'880.50 |
| 1503.42109.03 REMBOURSEMENT ET DIVERS | | 1'832.95 | | 20'000.00 | | 23'391.80 |
| 1503.44702.60 LOCATION POLICE ST-MICHEL 8 | | 9'000.00 | | 9'000.00 | | 9'000.00 |
| 1503.44702.61 LOCATIONS DE SALLES | | | | 420.00 | | |
| 1503.46110.50 PARTICIPATION DES COMMUNES AU CR | | 185'553.00 | | 200'000.00 | | 175'817.00 |
| 1503.46310.01 DEDOMMAGEMENT HYDROCARBURE PAR ENV. | | 32'711.60 | | 50'000.00 | | 43'308.50 |
| 1503.46311.00 FINANCEMENT POSTE DE COMMANDANT | | 77'811.60 | | 75'200.00 | | 77'089.80 |
| 1503.46311.02 SUBVENTION ECA FORFAIT CRISD | | 30'000.00 | | 30'000.00 | | 30'000.00 |
| 1503.46311.03 SUBVENTION ECA SUR ACHATS | | 54'392.00 | | 65'000.00 | | 34'810.00 |
| 1503 Service d'incendie et de secours (SIS) intercommunal | 1'038'040.18 | 1'109'941.88 | 1'117'520.00 | 1'087'520.00 | 1'033'113.41 | 1'006'529.39 |
| 150 Service d'incendie et de secours (SIS) | 1'038'040.18 | 1'109'941.88 | 1'117'520.00 | 1'087'520.00 | 1'033'113.41 | 1'006'529.39 |
| 15 Service d'incendie et de secours (SIS) | 1'038'040.18 | 1'109'941.88 | 1'117'520.00 | 1'087'520.00 | 1'033'113.41 | 1'006'529.39 |
| Recettes nettes | 71'901.70 | | | 30'000.00 | | 26'584.02 |
| 16 Défense | | | | | | |
| 161 Défense militaire | | | | | | |
| 1610 Stand de tir | | | | | | |
| 1610.31300.00 TIRS OBLIGATOIRES | 1'710.00 | | 1'800.00 | | 1'920.00 | |
| 1610 Stand de tir | 1'710.00 | | 1'800.00 | | 1'920.00 | |
| 161 Défense militaire | 1'710.00 | | 1'800.00 | | 1'920.00 | |
| 162 Défense civile | | | | | | |
| 1620 Protection civile communale | | | | | | |
| 1620.36110.00 CONTRIBUTION AUX FRAIS PCI | 29'494.75 | | 38'000.00 | | 31'554.70 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 1 ORDRE ET SECURITE PUBLICS - DEFENSE (...) | | | | | | |
| 1620.45000.00 PRELEVEMENT FONDS PC | | 29'494.75 | | 40'000.00 | | 31'554.75 |
| 1620.46110.00 SUBVENTIONS | | 9'680.00 | | 8'800.00 | | 9'680.00 |
| 1620 Protection civile communale | 29'494.75 | 39'174.75 | 38'000.00 | 48'800.00 | 31'554.70 | 41'234.75 |
| 1628 Abris PC | | | | | | |
| 1628.31440.00 PRESTATION DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLE | 97.00 | | 5'000.00 | | | |
| 1628.31510.00 PREST. DE TIERS ENTRETIEN D'OBJETS MOBILIER | 304.20 | | 1'000.00 | | 303.00 | |
| 1628 Abris PC | 401.20 | | 6'000.00 | | 303.00 | |
| 162 Défense civile | 29'895.95 | 39'174.75 | 44'000.00 | 48'800.00 | 31'857.70 | 41'234.75 |
| 16 Défense | 31'605.95 | 39'174.75 | 45'800.00 | 48'800.00 | 33'777.70 | 41'234.75 |
| Recettes nettes | 7'568.80 | | 3'000.00 | | 7'457.05 | |
| 1 ORDRE ET SECURITE PUBLICS - DEFENSE | 4'022'493.50 | 2'098'764.68 | 3'953'450.00 | 2'166'320.00 | 4'099'957.17 | 2'117'152.04 |
| Dépenses nettes | | 1'923'728.82 | | 1'787'130.00 | | 1'982'805.13 |

2 **FORMATION**

21 **Scolarité obligatoire**

La répartition des charges cantonales de l'enseignement est imputée dans les secteurs 2122, 2125, 2132, 2135, 2199, 2202, 4333 pour un montant total de 12,572 millions de francs.

2990 2990.36370.00 aides à la formation : dépassement autorisé et justifié par le fait que la nouvelle réglementation a été acceptée en fin d'année.

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|-------------------|-----------------|-------------------|---------|-------------------|-----------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 2 FORMATION | | | | | | |
| 21 Scolarité obligatoire | | | | | | |
| 212 Degré primaire | | | | | | |
| 2120 Administration | | | | | | |
| 2120.30100.00 PERSONNEL ADMINISTRATIF | 110'046.60 | | 106'100.00 | | 110'011.50 | |
| 2120.30100.99 INDEMNITÉS D'ASSURANCES SOCIALES | | 3'486.60 | | | | 6'669.75 |
| 2120.30500.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 9'604.50 | | 9'600.00 | | 8'521.25 | |
| 2120.30520.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL ADMINISTRATIF | 9'663.70 | | 9'900.00 | | 9'859.05 | |
| 2120.30530.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 323.40 | | 400.00 | | 335.35 | |
| 2120.30550.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 588.85 | | 700.00 | | 567.40 | |
| 2120.31301.00 FRAIS DE TELEPHONIE ET INTERNET | 2'499.70 | | 4'000.00 | | 3'000.20 | |
| 2120.31302.00 FRAIS DE PORT | 1'141.35 | | 2'000.00 | | 1'648.70 | |
| 2120 Administration | 133'868.10 | 3'486.60 | 132'700.00 | | 133'943.45 | 6'669.75 |
| 2122 Enseignement du degré primaire | | | | | | |
| 2122.31040.00 MAT. DE BUREAU, MOYENS D'ENSEIGNEMENT | 33'774.78 | | 270'000.00 | | 268'931.12 | |
| 2122.31040.01 ADMINISTRATION | 35'090.05 | | | | | |
| 2122.31040.02 SUBVENTION AUX CLASSES | 27'290.00 | | | | | |
| 2122.31040.03 MATERIEL SCOLAIRE | 145'474.20 | | | | | |
| 2122.31040.04 MATERIEL COMMUN | 13'164.17 | | | | | |
| 2122.31040.05 MATERIEL ACT | 15'808.90 | | | | | |
| 2122.31040.06 MATERIEL ACM | 13'739.30 | | | | | |
| 2122.31100.00 MEUBLES ET APPAREILS DE BUREAU | 17'553.91 | | 20'000.00 | | 22'582.75 | |
| 2122.31309.00 FRAIS DIVERS | 8'055.87 | | 6'000.00 | | 7'278.56 | |
| 2122.31330.00 MAINTENANCE TIC ET INTERNET | 6'661.45 | | 25'000.00 | | 16'145.53 | |
| 2122.31344.00 PRIMES D'ASSURANCE | 5'934.00 | | 6'000.00 | | 6'190.00 | |
| 2122.31500.00 PREST. DE TIERS ENTRETIEN D'OBJETS MOBILIER | 1'772.80 | | 4'000.00 | | 6'800.00 | |
| 2122.31710.00 ACTIVITES PARASCOLAIRES | 58'292.30 | | 60'000.00 | | 45'115.00 | |
| 2122.33006.00 AMORTISSEMENT BIENS MOBILIERS (ECOLE PRIM | 180'897.40 | | 240'000.00 | | 190'814.45 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 2 FORMATION (...) | | | | | | |
| 2122.36110.00 CONTRIBUTIONS CHARGES ENSEIGNEMENT - REP | 6'456'187.60 | | 6'460'000.00 | | 6'618'379.10 | |
| 2122.36121.50 ECOLAGES AUTRES CERCLE SCOLAIRE | 836.55 | | 15'000.00 | | 5'870.00 | |
| 2122.39400.00 INTERETS BIENS MOBILIERS (ECOLE PRIM.) | 3'848.00 | | 4'800.00 | | 5'619.00 | |
| 2122.42109.00 RECETTES DIVERSES | | 1'712.25 | | 3'000.00 | | 3'497.20 |
| 2122.42300.00 ECOLAGES D'ELEVES DE L'EXTERIEUR | | 45'090.00 | | 45'000.00 | | 37'443.00 |
| 2122.46110.00 SUBVENTIONS CANTONALES | | 25'947.43 | | 27'000.00 | | 26'514.25 |
| 2122 Enseignement du degré primaire | 7'024'381.28 | 72'749.68 | 7'110'800.00 | 75'000.00 | 7'193'725.51 | 67'454.45 |
| 2125 Transport degré primaire | | | | | | |
| 2125.31300.00 GESTION DES TRANSPORTS DES ELEVES | 24'726.25 | | 20'000.00 | | 13'262.50 | |
| 2125.36110.01 CONTRIBUTIONS FRAIS TRANSPORT CANTON - RE | 253'466.05 | | 232'300.00 | | 245'046.00 | |
| 2125 Transport degré primaire | 278'192.30 | | 252'300.00 | | 258'308.50 | |
| 2128 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens meubl | | | | | | |
| 2128.30101.00 PERSONNEL D'EXPLOITATION | 458'632.95 | | 413'700.00 | | 472'444.70 | |
| 2128.30101.99 INDEMNITÉS D'ASSURANCES SOCIALES | | 19'463.25 | | | | 4'026.00 |
| 2128.30501.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 39'969.65 | | 41'600.00 | | 40'418.35 | |
| 2128.30521.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL EXPLOITATION | 53'722.10 | | 55'500.00 | | 55'935.45 | |
| 2128.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 3'056.70 | | 3'200.00 | | 3'224.80 | |
| 2128.30551.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 2'265.10 | | 2'400.00 | | 2'218.00 | |
| 2128.31011.00 PRODUITS DE NETTOYAGE | 36'586.20 | | 34'000.00 | | 31'540.45 | |
| 2128.31111.00 MOBILIER, EQUIPEMENTS, HALLE CHATEAU | | | 1'500.00 | | | |
| 2128.31202.00 EAU | 13'450.25 | | 14'500.00 | | 15'286.75 | |
| 2128.31204.00 ELECTRICITE | 54'195.80 | | 65'000.00 | | 47'982.95 | |
| 2128.31205.00 COMBUSTIBLE | 94'611.30 | | 115'000.00 | | 135'163.65 | |
| 2128.31340.00 ASSURANCE IMMOBILIERE | 41'744.40 | | 37'500.00 | | 39'632.15 | |
| 2128.31341.00 ASSURANCES CHOSES EP | 15'410.00 | | 15'500.00 | | 15'410.00 | |
| 2128.31440.00 PRESTATION DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLE | 129'828.65 | | 130'000.00 | | 129'839.30 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 2 FORMATION (...) | | | | | | |
| 2128.31602.00 LOYERS ECOLES PRIMAIRES | 104'903.70 | | 108'000.00 | | 104'483.60 | |
| 2128.33004.00 AMORTISSEMENT BÂTIMENT ET EQUIPEMENTS (ECOLE PRIM.) | 653'831.60 | | 740'000.00 | | 638'593.90 | |
| 2128.39400.00 INTERETS BÂTIMENT ET EQUIPEMENTS (ECOLE PI | 277'240.00 | | 301'600.00 | | 211'279.00 | |
| 2128.44722.00 LOCATIONS; LOYERS, SALLES | | 87'317.40 | | 80'000.00 | | 68'465.90 |
| 2128.44722.01 COMMUNAUTE COLLEGE CHATELET | | 24'000.00 | | 24'000.00 | | 24'000.00 |
| 2128.46121.00 CONTRIBUTION BOURGEOISE | | 6'000.00 | | 6'000.00 | | 6'000.00 |
| 2128.46121.01 CONTR. BOURGEOISE BOIS CORPS ENSEIGNANT | | 2'500.00 | | 2'500.00 | | 2'500.00 |
| 2128 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens meubl | 1'979'448.40 | 139'280.65 | 2'079'000.00 | 112'500.00 | 1'943'453.05 | 104'991.90 |
| 212 Degré primaire | 9'415'890.08 | 215'516.93 | 9'574'800.00 | 187'500.00 | 9'529'430.51 | 179'116.10 |
| 213 Degré secondaire I | | | | | | |
| 2132 Enseignement du secondaire I | | | | | | |
| 2132.31344.00 PRIMES D'ASSURANCE | 2'400.00 | | 2'400.00 | | 2'340.00 | |
| 2132.36110.02 CONTRIBUTIONS DES ENSEIGNANTS ECOLES SECONDAIRES - REPA | 3'729'317.70 | | 3'733'400.00 | | 3'942'368.00 | |
| 2132.36110.03 CONTRIBUTIONS DES ENSEIGNANTS ECOLES TRANSFRONTALIERES REPA | 56'342.70 | | 70'900.00 | | 60'905.00 | |
| 2132.36121.00 PART.COMMUNAUTE DU COLLEGE | 1'431'959.59 | | 1'445'000.00 | | 1'425'664.17 | |
| 2132 Enseignement du secondaire I | 5'220'019.99 | | 5'251'700.00 | | 5'431'277.17 | |
| 2135 Transport du degré secondaire | | | | | | |
| 2135.36110.04 PARTICIPATION FRAIS TRANSPORT CANTON - REP/ | 127'699.45 | | 138'400.00 | | 137'341.00 | |
| 2135 Transport du degré secondaire | 127'699.45 | | 138'400.00 | | 137'341.00 | |
| 2138 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens meubl | | | | | | |
| 2138.30101.00 PERSONNEL D'EXPLOITATION | 284'825.50 | | 294'500.00 | | 298'063.00 | |
| 2138.30101.01 PERSONNEL D'EXPLOITATION RESTAURANT COLLEGE | 2'510.50 | | | | | |
| 2138.30101.99 INDEMNITÉS D'ASSURANCES SOCIALES | | 2'921.30 | | | | |
| 2138.30501.00 ASSURANCES AVS, AI, APG, AC | 26'194.55 | | 29'000.00 | | 25'980.75 | |
| 2138.30521.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL EXPLOITATION | 31'060.00 | | 31'800.00 | | 28'282.95 | |
| 2138.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 1'910.25 | | 2'200.00 | | 2'004.80 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 2 FORMATION (...) | | | | | | |
| 2138.30551.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 1'572.20 | | 1'600.00 | | 1'483.70 | |
| 2138.31011.00 PRODUITS DE NETTOYAGE | 24'991.55 | | 30'000.00 | | 21'327.90 | |
| 2138.31202.00 EAU | 11'696.45 | | 11'500.00 | | 12'360.45 | |
| 2138.31204.00 ELECTRICITE | 40'935.45 | | 41'000.00 | | 34'555.30 | |
| 2138.31205.00 COMBUSTIBLE | 113'892.55 | | 110'000.00 | | 83'782.15 | |
| 2138.31340.00 ASSURANCE IMMOBILIERE | 17'726.90 | | 15'000.00 | | 16'535.30 | |
| 2138.31341.00 ASSURANCES CHOSES C. DU COLLEGE | 4'835.00 | | 4'900.00 | | 4'835.00 | |
| 2138.31440.00 PRESTATION DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLE | 73'867.35 | | 74'000.00 | | 73'158.60 | |
| 2138.33004.00 AMORTISSEMENT BÂTIMENT ET EQUIPEMENTS (ECOLE SECONDAIRE) | 412'188.80 | | 425'000.00 | | 419'252.70 | |
| 2138.42109.00 RECETTES DIVERSES | | 7'432.00 | | 10'000.00 | | 4'478.00 |
| 2138.44702.00 LOYERS | | 8'040.00 | | 8'000.00 | | 8'040.00 |
| 2138.46121.50 COMMUNAUTE COLLEGE BATIMENTS ET INST.GYM | | 1'029'813.75 | | 1'052'500.00 | | 1'009'104.60 |
| 2138 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens meubl | 1'048'207.05 | 1'048'207.05 | 1'070'500.00 | 1'070'500.00 | 1'021'622.60 | 1'021'622.60 |
| 213 Degré secondaire I | 6'395'926.49 | 1'048'207.05 | 6'460'600.00 | 1'070'500.00 | 6'590'240.77 | 1'021'622.60 |
| 219 Autres fonctions de la scolarité obligatoire | | | | | | |
| 2199 Autres fonctions de la scolarité obligatoire | | | | | | |
| 2199.36110.05 CONTRIBUTIONS AU TRAITEMENT DES ENSEIGNAI DU CENTRE D'EMUL | 38'290.00 | | 37'200.00 | | 37'994.00 | |
| 2199 Autres fonctions de la scolarité obligatoire | 38'290.00 | | 37'200.00 | | 37'994.00 | |
| 219 Autres fonctions de la scolarité obligatoire | 38'290.00 | | 37'200.00 | | 37'994.00 | |
| 21 Scolarité obligatoire | 15'850'106.57 | 1'263'723.98 | 16'072'600.00 | 1'258'000.00 | 16'157'665.28 | 1'200'738.70 |
| Dépenses nettes | | 14'586'382.59 | | 14'814'600.00 | | 14'956'926.58 |
| 22 Ecoles spécialisées | | | | | | |
| 220 Ecoles spécialisées | | | | | | |
| 2202 Enseignement spécialisé | | | | | | |
| 2202.36110.06 CONTRI. AUX TRAITEMENT DES INSTITUTIONS SPECIALISEES - REPA | 1'371'396.20 | | 1'392'800.00 | | 1'336'471.00 | |
| 2202.36110.07 CONTRIBUTIONS AUX MESURES PEDAGOGIQUES REPA | 486'775.85 | | 452'800.00 | | 449'840.00 | |
| 2202 Enseignement spécialisé | 1'858'172.05 | | 1'845'600.00 | | 1'786'311.00 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 2 FORMATION (...) | | | | | | |
| 220 Ecoles spécialisées | 1'858'172.05 | | 1'845'600.00 | | 1'786'311.00 | |
| 22 Ecoles spécialisées | 1'858'172.05 | | 1'845'600.00 | | 1'786'311.00 | |
| Dépenses nettes | | 1'858'172.05 | | 1'845'600.00 | | 1'786'311.00 |
| 29 Autres systèmes éducatifs | | | | | | |
| 299 Formation non mentionnée ailleurs | | | | | | |
| 2990 Administration | | | | | | |
| 2990.36369.00 SALON FORMATION PROFESSIONNELLE | 10'000.00 | | 10'000.00 | | | |
| 2990.36370.00 AIDES A LA FORMATION (BOURSES) | 114'114.00 | | 100'000.00 | | 152'778.00 | |
| 2990 Administration | 124'114.00 | | 110'000.00 | | 152'778.00 | |
| 299 Formation non mentionnée ailleurs | 124'114.00 | | 110'000.00 | | 152'778.00 | |
| 29 Autres systèmes éducatifs | 124'114.00 | | 110'000.00 | | 152'778.00 | |
| Dépenses nettes | | 124'114.00 | | 110'000.00 | | 152'778.00 |
| 2 FORMATION | 17'832'392.62 | 1'263'723.98 | 18'028'200.00 | 1'258'000.00 | 18'096'754.28 | 1'200'738.70 |
| Dépenses nettes | | 16'568'668.64 | | 16'770'200.00 | | 16'896'015.58 |

3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES

3210 3210.31030.00 Achat de livres, etc; dépassement autorisé par le Conseil communal. Dépenses compensées par l'indemnité reçu suite à l'incendie à la rue de Fer, voir rubrique recettes 3210.42403.00.

3228 Immeubles, locaux, installations, équipements et bien meubles

Il s'agit des charges d'entretien du bâtiment route de Bâle 5, St-Georges.

3228.33004.00 amortissements des investissements culturels, soit

14041.55 Bâtiment de l'Arstenal 5'500.- francs

14041.60 Rénovation des bâtiments St-Georges, MJAH; CJC, Art'Senal et Arc-en-cirque : 148'992.- francs.

14049.03 Place d'accueil St-Georges 6'367.- francs

3298 Immeubles, locaux, installations, équipements et bien meubles

Les rubriques 3298 correspondent à la gestion de l'immeuble de la rue de Chêtré 36.

3298.44702.00 Les locations sont forfaitaires. Il y a une subvention envers les sociétés par le loyer modéré demandé.

3410 Complexe sportif

3410/3412/3413.30101.00 Les charges salariales des salles de sports et terrain de la Blancherie - 3410, des piscines - 3412 et des Près-Roses 3413 sont imputés selon les heures réalisées.

3410.30101.00/ 3410.39101.00 A l'interne du service, une réorganisation a été effectuée et un poste de gardien n'a pas été remplacé. De plus, la météo a été peu clémente ce qui a permis de réaliser des travaux de nettoyages supplémentaires au stade.

3412 Piscine

Les dépassements de rubriques ont été validés par le Conseil communal.

3412.31204.00 L'estimation du budget a été trop optimiste du fait que les prix de l'électricité ont augmentés.

3412.31205.00 Le gaz a été utilisé durant toute l'année et son prix est volatile.

3419 Autres fonctions des sports

3419.36364.21 Autorisation de dépassement délivrée par le Conseil communal; La commune a pris en charge les frais de la police cantonale pour le match de coupe suisse SRD - FC Sion.

3419.36364.40 L'ensemble des subventions versés aux clubs sportifs a été regroupé sous cette rubrique. Ceci est conforme au budget.

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|-------------------|-------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES | | | | | | |
| 32 Autres fonctions de la culture | | | | | | |
| 321 Bibliothèques et médiathèques | | | | | | |
| 3210 Administration | | | | | | |
| 3210.30101.00 PERSONNEL D'EXPLOITATION | 667'869.55 | | 594'700.00 | | 670'284.40 | |
| 3210.30101.99 INDEMNITÉS D'ASSURANCES SOCIALES | | 13'101.95 | | | | 13'604.40 |
| 3210.30501.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 60'146.15 | | 56'600.00 | | 58'548.75 | |
| 3210.30521.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL EXPLOITATION | 64'760.35 | | 65'700.00 | | 60'480.95 | |
| 3210.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 741.00 | | 800.00 | | 804.15 | |
| 3210.30551.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 3'667.15 | | 3'700.00 | | 3'664.30 | |
| 3210.30901.00 PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL | 11'617.15 | | 10'000.00 | | 11'320.95 | |
| 3210.31011.00 PRODUITS DE NETTOYAGE | 955.00 | | 1'000.00 | | 560.25 | |
| 3210.31030.00 ACHAT DE LIVRES, BD, CD; MAT. DE BUREAU | 125'004.05 | | 95'000.00 | | 94'940.71 | |
| 3210.31100.00 MEUBLES ET APPAREILS DE BUREAU | 5'004.00 | | 7'000.00 | | 7'003.85 | |
| 3210.31204.00 ELECTRICITE | 6'236.40 | | 8'000.00 | | 6'053.55 | |
| 3210.31205.00 COMBUSTIBLE | 23'386.40 | | 22'000.00 | | 34'254.50 | |
| 3210.31300.00 PREST. DE SERVICES & HONORAIRES DIVERS | 6'163.05 | | 7'000.00 | | 9'047.74 | |
| 3210.31300.01 ANIMATION ET ACTION CULTURELLE | 9'665.52 | | 15'000.00 | | 16'974.05 | |
| 3210.31330.00 FRAIS DE MAINTENANCE INFORMATIQUE | 41'612.25 | | 36'000.00 | | 49'714.70 | |
| 3210.31330.01 MAINTENANCE INTERNET | | | 2'400.00 | | | |
| 3210.31440.00 PRESTATION DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLE | 5'982.90 | | 6'000.00 | | 4'186.70 | |
| 3210.31602.00 LOYERS | 55'600.00 | | 60'000.00 | | 55'600.00 | |
| 3210.33004.00 AMORTISSEMENT BÂTIMENT ET EQUIPEMENTS | 5'611.00 | | 5'700.00 | | 5'611.00 | |
| 3210.39400.00 INTERETS | 1'676.00 | | 1'800.00 | | 1'301.00 | |
| 3210.42403.00 SERVICE DE PRET ET DIVERS | | 84'061.60 | | 10'000.00 | | 5'596.59 |
| 3210.46310.00 SUBVENTIONS CANTONALES | | 23'202.00 | | 24'000.00 | | 23'391.00 |
| 3210 Administration | 1'095'697.92 | 120'365.55 | 998'400.00 | 34'000.00 | 1'090'351.55 | 42'591.99 |
| 321 Bibliothèques et médiathèques | 1'095'697.92 | 120'365.55 | 998'400.00 | 34'000.00 | 1'090'351.55 | 42'591.99 |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES (...) | | | | | | |
| 322 Musique et théâtre | | | | | | |
| 3220 Théâtre | | | | | | |
| 3220.36349.00 SUBVENTIONS THEATRE DU JURA | 200'000.00 | | 200'000.00 | | 200'000.00 | |
| 3220 Théâtre | 200'000.00 | | 200'000.00 | | 200'000.00 | |
| 3228 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens meubl | | | | | | |
| 3228.31011.00 PRODUITS DE NETTOYAGE (ST-GEORGES) | 444.00 | | 2'000.00 | | | |
| 3228.31202.00 EAU | 1'155.15 | | 1'500.00 | | 1'060.70 | |
| 3228.31204.00 ELECTRICITE | 6'399.15 | | 10'000.00 | | 6'410.45 | |
| 3228.31205.00 COMBUSTIBLE | 23'429.95 | | 33'000.00 | | 26'020.55 | |
| 3228.31309.00 PRESTATIONS DE SERVICES ET HONORAIRES DIVERS | 5'156.60 | | 5'000.00 | | 8'163.77 | |
| 3228.31340.00 ASSURANCE IMMOBILIERE | 3'894.35 | | 3'600.00 | | 3'643.10 | |
| 3228.31440.00 PRESTATION DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLE | 10'825.16 | | 11'000.00 | | 18'842.30 | |
| 3228.33004.00 AMORTISSEMENTS BATIMENTS ET EQUIPEMENTS | 160'859.00 | | 160'900.00 | | 160'859.00 | |
| 3228.39400.00 INTERETS | 89'577.00 | | 98'100.00 | | 67'964.00 | |
| 3228.44702.00 LOCATION ROUTE DE BALE 3/5 ST-GEORGES | | 12'918.50 | | 12'000.00 | | 16'640.00 |
| 3228 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens meubl | 301'740.36 | 12'918.50 | 325'100.00 | 12'000.00 | 292'963.87 | 16'640.00 |
| 322 Musique et théâtre | 501'740.36 | 12'918.50 | 525'100.00 | 12'000.00 | 492'963.87 | 16'640.00 |
| 329 Autres fonctions de la culture | | | | | | |
| 3294 Manifestations, échanges, séjours et camps | | | | | | |
| 3294.36364.07 MUSEE JURASSIEN D'ART ET D'HISTOIRE | 388'000.00 | | 388'000.00 | | 388'000.00 | |
| 3294.36364.08 CCRD | 95'000.00 | | 95'000.00 | | 102'500.00 | |
| 3294.36364.09 CENTRE DE LA JEUNESSE & DE LA CULTURE | 106'000.00 | | 106'000.00 | | 106'000.00 | |
| 3294.36364.10 FONDATION DELEMONT*BD | 160'000.00 | | 160'000.00 | | 160'000.00 | |
| 3294.36364.16 ATELIER D'ARTISTES CVC | 4'500.00 | | 3'000.00 | | 5'811.10 | |
| 3294.36364.27 CARNAVAL | 10'000.00 | | 10'000.00 | | 12'000.00 | |
| 3294.36364.29 DELEMONT - HOLLYWOOD | 20'000.00 | | 20'000.00 | | 20'000.00 | |
| 3294.36364.31 MERITE DELEMONTAIN | | | | | 3'000.00 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES (...) | | | | | | |
| 3294.36364.32 JUMELAGES | 3'257.75 | | 11'000.00 | | 12'355.70 | |
| 3294.36364.34 DELEMONT CITE DE LA BD | | | | | 12'165.75 | |
| 3294.36364.40 AUTRES SUBVENTIONS CULTURELLES | 35'000.00 | | 35'000.00 | | 31'969.70 | |
| 3294.36364.41 CORTEGE DE LA SAINT-NICOLAS | 5'000.00 | | 5'000.00 | | | |
| 3294.36364.42 FETE DU 1er AOÛT | 11'310.95 | | 10'000.00 | | | |
| 3294.36364.43 300 ANS DU CHATEAU | 35'803.45 | | 40'000.00 | | | |
| 3294.36364.44 50E ANNIVERSAIRE 23-JUIN 1974 | 20'000.00 | | 20'000.00 | | | |
| 3294.36364.45 FONDATION FERDINAND HODLER | 7'000.00 | | 7'000.00 | | | |
| 3294 Manifestations, échanges, séjours et camps | 900'872.15 | | 910'000.00 | | 853'802.25 | |
| 3298 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens meubl | | | | | | |
| 3298.31011.00 PRODUITS DE NETTOYAGE | 300.00 | | 1'000.00 | | 500.00 | |
| 3298.31202.00 EAU -- RUE DE CHETRE 36 | 300.00 | | 400.00 | | 294.80 | |
| 3298.31204.00 ELECTRICITE | 733.35 | | 1'200.00 | | 734.70 | |
| 3298.31205.00 COMBUSTIBLE | 11'745.15 | | 11'200.00 | | 18'423.25 | |
| 3298.31440.00 PRESTATION DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLE | 3'033.15 | | 2'000.00 | | 732.35 | |
| 3298.31602.00 LOYER SALLES CHETRE 36 | 40'085.00 | | 40'100.00 | | 40'085.00 | |
| 3298.44302.00 LOCATIONS INTERNES | | 1'200.00 | | 1'200.00 | | 1'200.00 |
| 3298.44700.00 DROIT DE SUPERFICIE | | 8'037.00 | | 8'000.00 | | 8'037.00 |
| 3298.44702.00 LOCATIONS RUE DE CHETRE | | 27'206.00 | | 27'000.00 | | 26'900.00 |
| 3298 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens meubl | 56'196.65 | 36'443.00 | 55'900.00 | 36'200.00 | 60'770.10 | 36'137.00 |
| 3299 Autres fonctions de la culture | | | | | | |
| 3299.44702.02 RECETTES DIVERSES ARTSENAL ET DIVERS | | 12'887.00 | | 10'000.00 | | 10'383.75 |
| 3299.44702.50 LOYER CENTRE DES ARTS DU CIRQUE | | 9'249.90 | | | | 18'499.80 |
| 3299 Autres fonctions de la culture | | 22'136.90 | | 10'000.00 | | 28'883.55 |
| 329 Autres fonctions de la culture | 957'068.80 | 58'579.90 | 965'900.00 | 46'200.00 | 914'572.35 | 65'020.55 |
| 32 Autres fonctions de la culture | 2'554'507.08 | 191'863.95 | 2'489'400.00 | 92'200.00 | 2'497'887.77 | 124'252.54 |
| Dépenses nettes | | 2'362'643.13 | | 2'397'200.00 | | 2'373'635.23 |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES (...) | | | | | | |
| 34 Sports et loisirs | | | | | | |
| 341 Sports | | | | | | |
| 3410 Complexe sportif | | | | | | |
| 3410.30101.00 PERSONNEL D'EXPLOITATION | 277'458.00 | | 155'000.00 | | 175'697.00 | |
| 3410.31111.00 VEHICULES, MACHINES TP | 2'994.20 | | 3'000.00 | | 2'988.35 | |
| 3410.31202.00 EAU | 3'001.90 | | 5'000.00 | | 1'509.05 | |
| 3410.31204.00 ELECTRICITE | 12'770.50 | | 15'000.00 | | 14'309.78 | |
| 3410.31205.00 COMBUSTIBLE | 6'292.95 | | 9'000.00 | | 7'270.85 | |
| 3410.31340.00 ASSURANCE IMMOBILIERE | 13'110.15 | | 11'400.00 | | 12'264.65 | |
| 3410.31341.00 ASSURANCES CHOSES LA BLANCHERIE | 4'659.00 | | 4'700.00 | | 4'659.00 | |
| 3410.31440.00 PRESTATION DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLE CS | 1'285.30 | | 3'000.00 | | 1'735.60 | |
| 3410.31440.01 PRESTATION DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLE | 11'339.45 | | 12'000.00 | | 26'041.05 | |
| 3410.31510.00 ENTRETIEN INSTALLATIONS SPORTIVES TP | 19'823.20 | | 20'000.00 | | 19'991.50 | |
| 3410.31510.01 PREST. DE TIERS ENTRETIEN D'OBJETS MOBILIER CSE | 22'814.07 | | 30'000.00 | | 27'398.55 | |
| 3410.33004.00 AMORTISSEMENT BÂTIMENT ET EQUIPEMENTS | 115'403.20 | | 142'000.00 | | 107'659.75 | |
| 3410.39101.00 CHARGES SOCIALES | 64'168.00 | | 40'000.00 | | 41'357.00 | |
| 3410.39400.00 INTERETS | 96'464.00 | | 82'100.00 | | 69'925.00 | |
| 3410.44702.00 PARTICIPATION SRD | | 13'000.00 | | 13'000.00 | | 12'376.00 |
| 3410.44722.00 SALLES STADE | | 112'471.50 | | 130'000.00 | | 111'920.00 |
| 3410.44722.01 COLLEGE SALLES GYM | | 138'331.20 | | 148'000.00 | | 141'956.35 |
| 3410 Complexe sportif | 651'583.92 | 263'802.70 | 532'200.00 | 291'000.00 | 512'807.13 | 266'252.35 |
| 3411 Patinoire | | | | | | |
| 3411.36350.00 SUBVENTION PATINOIRE SA 2011-2026 | 250'000.00 | | 250'000.00 | | 250'000.00 | |
| 3411 Patinoire | 250'000.00 | | 250'000.00 | | 250'000.00 | |
| 3412 Piscine | | | | | | |
| 3412.30101.00 PERSONNEL D'EXPLOITATION | 547'392.40 | | 634'400.00 | | 671'182.05 | |
| 3412.30101.10 PERSONNEL AUXILIAIRES D'ETE | 222'163.35 | | 220'000.00 | | 191'586.90 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|--------------|-----------|-------------|-----------|--------------|-----------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES (...) | | | | | | |
| 3412.30101.99 INDEMNITÉS D'ASSURANCES SOCIALES | | 15'844.25 | | | | 12'025.45 |
| 3412.30501.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 97'690.55 | | 97'200.00 | | 94'664.10 | |
| 3412.30521.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL EXPLOITATION | 131'884.90 | | 138'700.00 | | 139'790.90 | |
| 3412.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 6'554.85 | | 6'800.00 | | 6'382.65 | |
| 3412.30551.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 4'806.10 | | 5'000.00 | | 4'821.15 | |
| 3412.30901.00 PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL | 3'699.60 | | 3'700.00 | | 4'739.15 | |
| 3412.31011.00 PRODUITS CHIMIQUES, CARTES ET ABTS | 46'252.52 | | 50'000.00 | | 45'740.75 | |
| 3412.31111.00 VEHICULES, MACHINES TP | 1'966.55 | | 2'000.00 | | 1'984.95 | |
| 3412.31202.00 EAU | 114'114.80 | | 140'000.00 | | 147'994.62 | |
| 3412.31204.00 ELECTRICITE | 172'041.10 | | 150'000.00 | | 178'161.95 | |
| 3412.31205.00 COMBUSTIBLE | 170'608.25 | | 120'000.00 | | 133'546.90 | |
| 3412.31301.01 FRAIS DE TELEPHONES | | | | | | 0.00 |
| 3412.31302.02 FRAIS DE PORT ET DIVERS | 3'981.71 | | 4'000.00 | | 4'071.34 | |
| 3412.31320.00 AGENTS DE SECURITE | 1'751.35 | | 3'000.00 | | 2'932.20 | |
| 3412.31321.00 ANIMATION PISCINE | 1'000.00 | | 2'500.00 | | 1'900.00 | |
| 3412.31340.00 ASSURANCE IMMOBILIERE | 10'546.20 | | 11'000.00 | | 9'550.65 | |
| 3412.31341.00 ASSURANCES CHOSES PISCINES | 3'562.00 | | 3'600.00 | | 3'562.00 | |
| 3412.31440.00 PRESTATION DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLE CS | 13'488.50 | | 16'000.00 | | 14'468.65 | |
| 3412.31440.01 PRESTATION DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLE UETP | 24'926.95 | | 25'000.00 | | 22'964.10 | |
| 3412.31510.00 PREST. DE TIERS ENTRETIEN D'OBJETS MOBILIER | 9'972.35 | | 10'000.00 | | 10'679.85 | |
| 3412.31510.01 PREST. DE TIERS ENTRETIEN D'OBJETS MOBILIER CSE | 93'505.31 | | 97'000.00 | | 95'930.42 | |
| 3412.33004.00 AMORTISSEMENTS BATIMENTS ET EQUIPEMENTS | 205'142.90 | | 210'000.00 | | 182'105.90 | |
| 3412.39400.00 INTERETS | 69'353.00 | | 91'100.00 | | 51'187.00 | |
| 3412.42109.00 RECETTES DIVERSES ET TIERS | | 19'909.50 | | 10'000.00 | | 18'214.00 |
| 3412.44702.00 LOCATION RESTAURANT | | 41'500.00 | | 54'000.00 | | 46'500.00 |
| 3412.44722.00 COMMUNAUTE COLLEGE ENTREES PISCINES | | 2'417.50 | | 3'000.00 | | 1'887.50 |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES (...) | | | | | | |
| 3412.44722.10 PISCINE COUVERTE | | 304'927.61 | | 320'000.00 | | 257'896.04 |
| 3412.44722.11 PISCINE PLEIN AIR | | 238'890.05 | | 260'000.00 | | 306'964.75 |
| 3412.49101.00 CHARGES SALARIALES CENTRE SPORTIF ET PRES-ROSE | | 68'953.00 | | 47'000.00 | | 44'858.00 |
| 3412 Piscine | 1'956'405.24 | 692'441.91 | 2'041'000.00 | 694'000.00 | 2'019'948.18 | 688'345.74 |
| 3413 Autres installations sportives | | | | | | |
| 3413.30101.00 PERSONNEL D'EXPLOITATION | 22'058.30 | | 35'000.00 | | 16'618.75 | |
| 3413.30501.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 126.50 | | 150.00 | | 159.80 | |
| 3413.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 9.50 | | 50.00 | | 12.10 | |
| 3413.31111.00 VEHICULES, MACHINES TP | 3'995.85 | | 4'000.00 | | 1'106.45 | |
| 3413.31202.00 EAU | 6'786.05 | | 9'000.00 | | 8'177.00 | |
| 3413.31204.00 ELECTRICITE | 12'799.00 | | 20'000.00 | | 9'622.50 | |
| 3413.31205.00 COMBUSTIBLE | 18'525.45 | | 20'000.00 | | 18'296.55 | |
| 3413.31340.00 ASSURANCE IMMOBILIERE | 1'338.35 | | 1'200.00 | | 1'252.10 | |
| 3413.31341.00 AUTRES ASSURANCES | 824.00 | | 900.00 | | 824.00 | |
| 3413.31440.00 PREST. DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLES | 953.75 | | 1'000.00 | | 1'070.55 | |
| 3413.31440.01 PREST. DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLES UE | 2'223.15 | | 2'000.00 | | 458.55 | |
| 3413.31510.00 ENTRETIEN INSTALLATIONS SPORTIVES TP | 94'485.45 | | 95'000.00 | | 90'991.15 | |
| 3413.31510.01 ENTRETIEN ET REPARATIONS CS | 10'952.70 | | 13'000.00 | | 9'502.60 | |
| 3413.33004.00 AMORTISSEMENT BÂTIMENT ET EQUIPEMENTS | 256'936.20 | | 257'000.00 | | 256'936.20 | |
| 3413.39101.00 CHARGES SOCIALES | 4'785.00 | | 7'000.00 | | 3'501.00 | |
| 3413.39400.00 INTERETS | 45'533.00 | | 51'700.00 | | 36'508.00 | |
| 3413.44702.00 RECETTES INSTALLATIONS DES PRES-ROSES | | 10'200.00 | | 11'000.00 | | 10'200.00 |
| 3413.44702.01 RECETTE LOCATION TERRAINS SYNTHETIQUES | | 20'473.60 | | 15'000.00 | | 22'905.35 |
| 3413 Autres installations sportives | 482'332.25 | 30'673.60 | 517'000.00 | 26'000.00 | 455'037.30 | 33'105.35 |
| 3419 Autres fonctions des sports | | | | | | |
| 3419.30901.00 FORMATION DU PERSONNEL CSE | | | 2'300.00 | | 600.00 | |
| 3419.31320.00 PRESTATIONS DE TIERS ET COTISATIONS CSE | 11'082.60 | | 12'000.00 | | 12'338.10 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES (...) | | | | | | |
| 3419.31321.00 ETUDES, AMENAGEMENT ET DIVERS CSE | 26'724.56 | | 27'000.00 | | 24'537.30 | |
| 3419.36364.04 HOCKEY CLUB | | | | | 8'270.00 | |
| 3419.36364.07 TENNIS CLUB | | | | | 8'100.00 | |
| 3419.36364.08 CLUB PATINAGE ARTISTIQUE | | | | | 5'360.00 | |
| 3419.36364.09 SLOW UP | | | | | 5'000.00 | |
| 3419.36364.19 SPORTIFS & ARTISTES MERITANTS | 5'094.80 | | 3'000.00 | | 4'144.70 | |
| 3419.36364.21 DIVERSES MANIFESTATIONS | 86'376.15 | | 72'000.00 | | 91'230.90 | |
| 3419.36364.40 SUBVENTIONS AUX CLUBS SPORTIFS | 31'602.50 | | 33'000.00 | | 13'715.95 | |
| 3419 Autres fonctions des sports | 160'880.61 | | 149'300.00 | | 173'296.95 | |
| 341 Sports | 3'501'202.02 | 986'918.21 | 3'489'500.00 | 1'011'000.00 | 3'411'089.56 | 987'703.44 |
| 342 Loisirs | | | | | | |
| 3421 Ludothèque | | | | | | |
| 3421.30101.00 PERSONNEL D'EXPLOITATION | 134'118.65 | | 136'200.00 | | 139'921.95 | |
| 3421.30501.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 12'415.00 | | 12'800.00 | | 12'812.35 | |
| 3421.30521.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL EXPLOITATION | 12'510.00 | | 14'900.00 | | 18'233.80 | |
| 3421.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 145.25 | | 200.00 | | 165.95 | |
| 3421.30551.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 771.00 | | 900.00 | | 782.60 | |
| 3421.30901.00 PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL | 190.00 | | 800.00 | | | |
| 3421.31011.00 PRODUITS DE NETTOYAGE | 215.00 | | 500.00 | | 140.00 | |
| 3421.31030.00 ACHATS ET REMPLACEMENT DE JEUX | 12'245.80 | | 11'500.00 | | 8'458.79 | |
| 3421.31204.00 ELECTRICITE | 1'377.15 | | 1'500.00 | | 1'247.70 | |
| 3421.31205.00 COMBUSTIBLE | 4'448.90 | | 5'500.00 | | 5'322.40 | |
| 3421.31300.00 PREST. DE SERVICES & HONORAIRES DIVERS | 2'289.90 | | 2'500.00 | | 3'240.55 | |
| 3421.31440.00 PREST. DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLES | 1'575.95 | | 2'000.00 | | 1'802.80 | |
| 3421.33004.00 AMORTISSEMENTS BATIMENTS ET EQUIPEMENTS | 22'007.00 | | 22'000.00 | | 22'007.00 | |
| 3421.39400.00 INTERETS | 5'141.00 | | 5'600.00 | | 4'048.00 | |
| 3421.42403.00 SERVICE DE PRET ET DIVERS | | 13'180.45 | | 14'500.00 | | 13'404.80 |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES (...) | | | | | | |
| 3421.42403.01 RECETTES DIVERSES | | 2'250.00 | | | | |
| 3421 Ludothèque | 209'450.60 | 15'430.45 | 216'900.00 | 14'500.00 | 218'183.89 | 13'404.80 |
| 3422 Parcs, places de jeux et de divertissements | | | | | | |
| 3422.31011.00 ENTRETIEN PLACES DE JEU | 19'795.15 | | 20'000.00 | | 24'944.00 | |
| 3422.31011.01 SKATE-PARK ENTRETIEN | 3'908.01 | | 6'500.00 | | 6'188.20 | |
| 3422.33004.00 AMORTISSEMENT EQUIPEMENTS PLACES DE JEU) | 76'456.50 | | 99'500.00 | | 47'295.00 | |
| 3422.39400.00 INTERETS EQUIPEMENTS PLACES DE JEUX | 15'486.00 | | 7'000.00 | | 5'390.00 | |
| 3422 Parcs, places de jeux et de divertissements | 115'645.66 | | 133'000.00 | | 83'817.20 | |
| 3429 Autres fonctions des loisirs | | | | | | |
| 3429.36364.00 UNIVERSITE POPULAIRE | 3'700.00 | | 3'700.00 | | 3'700.00 | |
| 3429.36364.01 PASSEPORTS VACANCES | 4'875.00 | | 5'000.00 | | 4'900.00 | |
| 3429.36364.02 SWISS LABYRINTHE | 4'000.00 | | 4'000.00 | | 7'500.00 | |
| 3429 Autres fonctions des loisirs | 12'575.00 | | 12'700.00 | | 16'100.00 | |
| 342 Loisirs | 337'671.26 | 15'430.45 | 362'600.00 | 14'500.00 | 318'101.09 | 13'404.80 |
| 34 Sports et loisirs | 3'838'873.28 | 1'002'348.66 | 3'852'100.00 | 1'025'500.00 | 3'729'190.65 | 1'001'108.24 |
| Dépenses nettes | | 2'836'524.62 | | 2'826'600.00 | | 2'728'082.41 |
| 38 R&D culture, sports, loisirs et églises | | | | | | |
| 382 R&D sports, loisirs et églises | | | | | | |
| 3820 Administration | | | | | | |
| 3820.30520.00 ASSURANCES DE PREVOYANCE LPP | 0.00 | | | | | |
| 3820.30550.00 ASSURANCES D'INDEMNITES JOURNALIERES MALADIE | | 0.00 | | | | |
| 3820 Administration | 0.00 | 0.00 | | | | |
| 382 R&D sports, loisirs et églises | 0.00 | 0.00 | | | | |
| 38 R&D culture, sports, loisirs et églises | 0.00 | 0.00 | | | | |
| Dépenses nettes | | 0.00 | | | | |
| 3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES | 6'393'380.36 | 1'194'212.61 | 6'341'500.00 | 1'117'700.00 | 6'227'078.42 | 1'125'360.78 |
| Dépenses nettes | | 5'199'167.75 | | 5'223'800.00 | | 5'101'717.64 |

4

SANTE

4333

Médecin et infirmière scolaire

4333.36110.08 Il s'agit d'une charge cantonal. Le SFI reprend les informations reçues par la RCJU et le service de l'enseignement.

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 4 SANTE | | | | | | |
| 43 Promotion de la santé et prévention | | | | | | |
| 432 Lutte contre les maladies | | | | | | |
| 4320 Lutte contre les maladies | | | | | | |
| 4320 Lutte contre les maladies | | | | | | |
| 432 Lutte contre les maladies | | | | | | |
| 433 Service médical et dentaire scolaire | | | | | | |
| 4333 Médecin et infirmière scolaires | | | | | | |
| 4333.36110.08 PARTICIPATIONS INFIRMIERES SCOLAIRES - REPA | 55'406.75 | | 51'700.00 | | 55'230.00 | |
| 4333 Médecin et infirmière scolaires | 55'406.75 | | 51'700.00 | | 55'230.00 | |
| 4335 Dentiste scolaire | | | | | | |
| 4335.36372.00 TRAITEMENT DE LA DENTURE NORMALE | 15'852.45 | | 16'000.00 | | 15'062.55 | |
| 4335.36372.01 TRAITEMENT ORTHODONTIQUE | 36'681.85 | | 25'000.00 | | 24'434.55 | |
| 4335 Dentiste scolaire | 52'534.30 | | 41'000.00 | | 39'497.10 | |
| 433 Service médical et dentaire scolaire | 107'941.05 | | 92'700.00 | | 94'727.10 | |
| 434 Contrôle des denrées alimentaires | | | | | | |
| 4340 Administration | | | | | | |
| 4340.31309.00 FRAIS DIVERS CONTRÔLE DES CHAMPIGNONS | 1'150.00 | | 850.00 | | 800.00 | |
| 4340.31320.00 CONTROLE DES CHAMPIGNONS | 9'100.00 | | 9'100.00 | | 9'100.00 | |
| 4340.36121.00 COTISATION DE LA VILLE POUR LE DISTRICT | 1'255.28 | | 1'350.00 | | 1'243.20 | |
| 4340.46110.00 SUBVENTIONS CANTONALE C/ CHAMPIGNONS | | 6'300.00 | | 6'000.00 | | 6'000.00 |
| 4340.46121.00 COTISATIONS DES COMMUNES | | 3'950.03 | | 3'900.00 | | 3'897.20 |
| 4340 Administration | 11'505.28 | 10'250.03 | 11'300.00 | 9'900.00 | 11'143.20 | 9'897.20 |
| 434 Contrôle des denrées alimentaires | 11'505.28 | 10'250.03 | 11'300.00 | 9'900.00 | 11'143.20 | 9'897.20 |
| 43 Promotion de la santé et prévention | 119'446.33 | 10'250.03 | 104'000.00 | 9'900.00 | 105'870.30 | 9'897.20 |
| Dépenses nettes | | 109'196.30 | | 94'100.00 | | 95'973.10 |
| 49 Autres fonctions et prestations de la santé publique | | | | | | |
| 490 Autres fonctions et prestations de la santé publique | | | | | | |
| 4909 Autres fonctions et prestations de la santé publique | | | | | | |
| 4909.31309.00 DEFIBRILATEURS REAJURA COEUR | 6'000.00 | | 6'000.00 | | 6'000.00 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 4 SANTE (...) | | | | | | |
| 4909.31309.01 PRODUITS HYGIENIQUES DANS LES LIEUX PUBLIC | | | 4'500.00 | | 5'385.00 | |
| 4909 Autres fonctions et prestations de la santé publique | 6'000.00 | | 10'500.00 | | 11'385.00 | |
| 490 Autres fonctions et prestations de la santé publique | 6'000.00 | | 10'500.00 | | 11'385.00 | |
| 49 Autres fonctions et prestations de la santé publique | 6'000.00 | | 10'500.00 | | 11'385.00 | |
| Dépenses nettes | | 6'000.00 | | 10'500.00 | | 11'385.00 |
| 4 SANTE | 125'446.33 | 10'250.03 | 114'500.00 | 9'900.00 | 117'255.30 | 9'897.20 |
| Dépenses nettes | | 115'196.30 | | 104'600.00 | | 107'358.10 |

5 **PREVOYANCE SOCIALE**
5592 **Autres prestations de chômage**

5592.36110.30 Cette charge est la participation communale aux charges cantonales en lien avec les mesures liées au marché de travail et aux personnes en fin de droit. Cette charge n'est donc pas maîtrisable. C'est pourquoi, nous avons des différences entre les comptes et le budgets.

5722 **Aides économiques légales**

Le Service financier verse les prestations sur ordre du Service cantonal de l'action sociale. Les rubriques sont estimées sur la base des chiffres effectifs de l'année précédente et des tendances de l'année en cours. Ces rubriques peuvent varier en fonction de la situation économique.

5799 **Versement cantonal**

Voir les explications détaillées dans le message du Conseil communal

5799.46110.10 La méthode mis en place par le Dcom a été appliqué. Le résultat du calcul n'a peu d'influencee pour la ville de Delémont. Les causes de la baisse sont en relation avec les dépenses effectives à prendre en considération comme par exemple CADDE rubrique 5456.36321.25

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 5 PREVOYANCE SOCIALE | | | | | | |
| 53 Vieillesse et survivants | | | | | | |
| 531 Assurance-vieillesse et survivants (AVS) | | | | | | |
| 5310 Administration | | | | | | |
| 5310.30901.00 FORMATION DE PERSONNEL CSJL | 366.40 | | 1'900.00 | | 1'670.50 | |
| 5310.31309.00 PRESTATIONS DE TIERS ET FRAIS DIVERS CSJL | 4'165.75 | | 5'000.00 | | 1'815.95 | |
| 5310.46119.00 CONTR. AUX FRAIS D'ADM. DE L'AGENCE AVS | | 24'660.00 | | 28'000.00 | | 27'193.15 |
| 5310 Administration | 4'532.15 | 24'660.00 | 6'900.00 | 28'000.00 | 3'486.45 | 27'193.15 |
| 531 Assurance-vieillesse et survivants (AVS) | 4'532.15 | 24'660.00 | 6'900.00 | 28'000.00 | 3'486.45 | 27'193.15 |
| 532 Prestations complémentaires à l'AVS / AI | | | | | | |
| 5322 Prestations complémentaires à l'AVS / AI | | | | | | |
| 5322.36311.20 PART COMM.CONTR. DE L'ETAT PC; CM; AF - REPA | 3'854'707.00 | | 4'170'000.00 | | 4'023'701.00 | |
| 5322 Prestations complémentaires à l'AVS / AI | 3'854'707.00 | | 4'170'000.00 | | 4'023'701.00 | |
| 532 Prestations complémentaires à l'AVS / AI | 3'854'707.00 | | 4'170'000.00 | | 4'023'701.00 | |
| 533 Prestations pour retraités | | | | | | |
| 5332 Prestations pour retraités | | | | | | |
| 5332.36369.00 AVIVO ARBRE DE NOEL | 5'000.00 | | 5'000.00 | | 5'000.00 | |
| 5332.36379.00 ALLOCATIONS DE FIN D'ANNEE | 116'345.00 | | 115'000.00 | | 118'610.00 | |
| 5332 Prestations pour retraités | 121'345.00 | | 120'000.00 | | 123'610.00 | |
| 533 Prestations pour retraités | 121'345.00 | | 120'000.00 | | 123'610.00 | |
| 534 Logements pour personnes âgées | | | | | | |
| 5343 Foyers et maisons de retraite (sans soins) | | | | | | |
| 5343.36110.10 CENTRE DE JOUR | 281'332.82 | | 332'400.00 | | 286'629.05 | |
| 5343.36121.25 CLAIR-LOGIS AIDE FINANCIERE | | | | | 508'756.75 | |
| 5343 Foyers et maisons de retraite (sans soins) | 281'332.82 | | 332'400.00 | | 795'385.80 | |
| 534 Logements pour personnes âgées | 281'332.82 | | 332'400.00 | | 795'385.80 | |
| 53 Vieillesse et survivants | 4'261'916.97 | 24'660.00 | 4'629'300.00 | 28'000.00 | 4'946'183.25 | 27'193.15 |
| Dépenses nettes | | 4'237'256.97 | | 4'601'300.00 | | 4'918'990.10 |
| 54 Famille et jeunesse | | | | | | |
| 544 Protection de la jeunesse | | | | | | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 5 PREVOYANCE SOCIALE (...) | | | | | | |
| 5445 Foyers pour enfants et adolescents - Espace Jeunes | | | | | | |
| 5445.30101.00 PERSONNEL D'EXPLOITATION | 206'702.85 | | 210'600.00 | | 206'855.00 | |
| 5445.30101.99 INDEMNITÉS D'ASSURANCES SOCIALES | | 2'383.55 | | | | 521.60 |
| 5445.30501.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 18'920.75 | | 19'600.00 | | 18'933.30 | |
| 5445.30521.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL EXPLOITATION | 11'245.75 | | 13'000.00 | | 12'382.20 | |
| 5445.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 215.55 | | 300.00 | | 304.05 | |
| 5445.30551.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 1'064.70 | | 1'300.00 | | 1'071.50 | |
| 5445.31300.00 ANIMATION | 37'784.40 | | 38'000.00 | | 41'991.06 | |
| 5445.31302.00 PORTS, TELEPHONES, DIVERS | 606.50 | | 1'000.00 | | 1'138.20 | |
| 5445.31440.00 PREST. DE TIERS ENTRETIEN & ACHATS | 2'002.15 | | 6'000.00 | | 5'022.45 | |
| 5445.33006.00 AMORTISSEMENT BIEN MOBILIERS | 3'986.82 | | | | | |
| 5445.42109.00 RECETTES DIVERSES | | 21'590.00 | | 20'000.00 | | 27'959.40 |
| 5445 Foyers pour enfants et adolescents - Espace Jeunes | 282'529.47 | 23'973.55 | 289'800.00 | 20'000.00 | 287'697.76 | 28'481.00 |
| 5446 Conseil des jeunes | | | | | | |
| 5446.30000.00 PERSONNEL ADMINISTRATIF CDJ | 16'461.20 | | 16'000.00 | | 19'825.05 | |
| 5446.30500.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 1'524.95 | | 1'500.00 | | 1'815.40 | |
| 5446.30530.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 13.70 | | 100.00 | | 19.65 | |
| 5446.30550.00 ASSURANCES IJ EN CAS DE MALADIE | 92.25 | | | | | |
| 5446.31602.00 LOCATION | 1'200.00 | | 1'200.00 | | 1'200.00 | |
| 5446.31999.00 CRÉDIT DU CDJ | 16'060.80 | | 17'000.00 | | 15'195.00 | |
| 5446 Conseil des jeunes | 35'352.90 | | 35'800.00 | | 38'055.10 | |
| 544 Protection de la jeunesse | 317'882.37 | 23'973.55 | 325'600.00 | 20'000.00 | 325'752.86 | 28'481.00 |
| 545 Prestations aux familles | | | | | | |
| 5453 Prestations aux familles | | | | | | |
| 5453.36321.00 COLONIES DE VACANCES | 6'000.00 | | 10'000.00 | | 10'000.00 | |
| 5453.36321.01 PUCE VERTE RUE FRANCHE 22 | 18'000.00 | | 18'000.00 | | 18'000.00 | |
| 5453.36321.75 ASSOCIATION LIRE ET ECRIRE | 1'080.00 | | 1'080.00 | | 1'080.00 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|-------------------|------------|-------------------|-----------|-------------------|------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 5 PREVOYANCE SOCIALE (...) | | | | | | |
| 5453.36370.00 SACS POUR LES FAMILLES | 38'354.95 | | 35'000.00 | | 33'351.75 | |
| 5453.36379.00 ALLOCATIONS DE NAISSANCE | 53'970.00 | | 50'000.00 | | 40'130.00 | |
| 5453 Prestations aux familles | 117'404.95 | | 114'080.00 | | 102'561.75 | |
| 5454 Unité d'accueil pour écoliers (UAPE) | | | | | | |
| 5454.30101.00 PERSONNEL EDUCATIF MDE | 3'917'328.15 | | 3'716'500.00 | | 3'916'395.50 | |
| 5454.30101.25 STAGIAIRES | 168'356.25 | | 156'800.00 | | 165'108.75 | |
| 5454.30101.99 INDEMNITÉS D'ASSURANCES SOCIALES | | 158'968.25 | | 30'000.00 | | 113'180.50 |
| 5454.30501.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC EXPLOITATION | 369'726.50 | | 361'200.00 | | 365'179.15 | |
| 5454.30521.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL EXPLOITATION | 331'796.95 | | 351'300.00 | | 343'194.65 | |
| 5454.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP EXPLOITATION | 4'677.25 | | 4'700.00 | | 4'944.35 | |
| 5454.30551.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 20'838.00 | | 23'200.00 | | 21'537.00 | |
| 5454.30901.00 PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL | 22'423.40 | | 22'500.00 | | 32'491.13 | |
| 5454.31000.00 MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU | 6'631.85 | | 6'000.00 | | 5'988.80 | |
| 5454.31011.00 PRODUITS DE NETTOYAGE UETP | 19'344.60 | | 20'000.00 | | 18'430.50 | |
| 5454.31011.01 PRODUITS D'ENTRETIEN MDE | 8'363.35 | | 9'000.00 | | 7'495.05 | |
| 5454.31040.00 MATERIEL EDUCATIF | 10'506.34 | | 10'500.00 | | 10'535.13 | |
| 5454.31050.00 ALIMENTATION | 280'636.66 | | 285'000.00 | | 284'111.15 | |
| 5454.31100.00 MOBILIER | 19'300.06 | | 20'000.00 | | 19'093.34 | |
| 5454.31120.00 EQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES POUR ENFANTS | 19'922.65 | | 20'000.00 | | 20'002.85 | |
| 5454.31120.01 VETEMENTS INTENDANCE | 6'976.16 | | 7'000.00 | | 6'863.05 | |
| 5454.31202.00 EAU | 6'947.30 | | 8'000.00 | | 9'000.00 | |
| 5454.31204.00 ELECTRICITE | 21'203.15 | | 30'000.00 | | 21'399.60 | |
| 5454.31205.00 COMBUSTIBLE | 17'119.50 | | 8'000.00 | | 16'526.20 | |
| 5454.31300.00 PREST. DE SERVICE & HONORAIRES DIVERS | 23'285.95 | | 25'000.00 | | 21'293.02 | |
| 5454.31300.01 ANIMATION | 3'443.75 | | 5'000.00 | | 4'341.02 | |
| 5454.31300.02 PREST. DE SERVICES PROGRAMME KIBE | 10'369.50 | | 6'000.00 | | 5'397.95 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 5 PREVOYANCE SOCIALE (...) | | | | | | |
| 5454.31309.00 TRANSPORT DES ENFANTS ET VEHICULES | 27'266.45 | | 55'000.00 | | 37'905.25 | |
| 5454.31440.00 PREST. DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLES | 26'479.00 | | 26'500.00 | | 24'694.80 | |
| 5454.31603.00 LOYER | 379'620.00 | | 385'000.00 | | 382'380.00 | |
| 5454.31811.00 PERTES S/DEBITEURS MDE | | | 200.00 | | | |
| 5454.33006.00 AMORTISSEMENT BIENS MOBILIERS | 55'861.15 | | 55'900.00 | | 55'861.15 | |
| 5454.39400.02 INTERETS BIENS MOBILIERS | 7'433.00 | | 8'100.00 | | 6'064.00 | |
| 5454.42402.00 REPAS DE MIDI ENFANTS | | 321'916.55 | | 300'000.00 | | 315'443.70 |
| 5454.42402.01 VENTE MATERIEL ET DIVERS | | 16'183.35 | | 10'000.00 | | 11'286.50 |
| 5454.42403.00 PENSION JOURNALIERE | | 1'228'731.60 | | 1'160'000.00 | | 1'166'560.55 |
| 5454.42409.00 RECETTES LIEES PROGRAMME KIBE | | 9'100.00 | | 6'000.00 | | 9'800.00 |
| 5454 Unité d'accueil pour écoliers (UAPE) | 5'785'856.92 | 1'734'899.75 | 5'626'400.00 | 1'506'000.00 | 5'806'233.39 | 1'616'271.25 |
| 5456 Accueil familial de jour / CAD | | | | | | |
| 5456.36321.25 CRECHES A DOMICILE | 3'475'194.75 | | 4'100'000.00 | | 3'655'221.60 | |
| 5456 Accueil familial de jour / CAD | 3'475'194.75 | | 4'100'000.00 | | 3'655'221.60 | |
| 545 Prestations aux familles | 9'378'456.62 | 1'734'899.75 | 9'840'480.00 | 1'506'000.00 | 9'564'016.74 | 1'616'271.25 |
| 54 Famille et jeunesse | 9'696'338.99 | 1'758'873.30 | 10'166'080.00 | 1'526'000.00 | 9'889'769.60 | 1'644'752.25 |
| Dépenses nettes | | 7'937'465.69 | | 8'640'080.00 | | 8'245'017.35 |
| 55 Chômage | | | | | | |
| 559 Autres prestations de chômage | | | | | | |
| 5592 Autres prestations de chômage | | | | | | |
| 5592.36110.30 PART.MES.ACTIVES MARCHE TRAV. FIN DROIT - REPA | 380'106.00 | | 366'600.00 | | 216'600.00 | |
| 5592.36340.00 LARC, CARITAS | 20'000.00 | | 20'000.00 | | 20'000.00 | |
| 5592.36340.01 PRO INFIRMIS | 6'247.50 | | 6'500.00 | | 6'240.50 | |
| 5592 Autres prestations de chômage | 406'353.50 | | 393'100.00 | | 242'840.50 | |
| 559 Autres prestations de chômage | 406'353.50 | | 393'100.00 | | 242'840.50 | |
| 55 Chômage | 406'353.50 | | 393'100.00 | | 242'840.50 | |
| Dépenses nettes | | 406'353.50 | | 393'100.00 | | 242'840.50 |
| 57 Aide sociale et domaine de l'asile | | | | | | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 5 PREVOYANCE SOCIALE (...) | | | | | | |
| 572 Aide économique | | | | | | |
| 5722 Aides économiques légales | | | | | | |
| 5722.36370.00 PRESTATIONS D'ASSISTANCE | 7'960'072.04 | | 8'000'000.00 | | 7'976'141.31 | |
| 5722.46370.00 CONTRIBUTIONS ET REMBOURSEMENTS | | 2'170'116.28 | | 2'000'000.00 | | 1'990'646.12 |
| 5722 Aides économiques légales | 7'960'072.04 | 2'170'116.28 | 8'000'000.00 | 2'000'000.00 | 7'976'141.31 | 1'990'646.12 |
| 572 Aide économique | 7'960'072.04 | 2'170'116.28 | 8'000'000.00 | 2'000'000.00 | 7'976'141.31 | 1'990'646.12 |
| 579 Autres assistances de l'aide sociale | | | | | | |
| 5792 Autres assistances sociales | | | | | | |
| 5792.31300.00 PRESTATION ET AIDE A LA REINSERTION ET AIF | 23'550.00 | | 40'000.00 | | 6'300.00 | |
| 5792.31320.00 POLITIQUE SUR LE LOGEMENT | 3'600.60 | | 20'000.00 | | 32'438.75 | |
| 5792.36340.00 SUBVENTIONS AUX INSTITUTIONS A CARACTERE SOCIAL | 5'355.00 | | 7'500.00 | | 6'250.00 | |
| 5792.36340.01 SERVICE D'AIDE ET DE SOINS A DOMICILE | 6'247.50 | | 6'500.00 | | 6'240.50 | |
| 5792.36340.03 INTEGRATION DES ETRANGERS | 8'000.00 | | 8'000.00 | | 17'400.00 | |
| 5792.36350.00 PROJETS SOCIAUX | 32'614.03 | | 60'000.00 | | 58'719.66 | |
| 5792.36381.00 COOPERATION - FICD / INTER AJIR | 24'000.00 | | 24'000.00 | | 24'000.00 | |
| 5792 Autres assistances sociales | 103'367.13 | | 166'000.00 | | 151'348.91 | |
| 5799 Autres fonctions des autres assistances de l'aide sociale | | | | | | |
| 5799.46110.10 VERSEMENT CANTONAL | | 7'846'761.90 | | 8'500'000.00 | | 8'003'434.50 |
| 5799 Autres fonctions des autres assistances de l'aide sociale | | 7'846'761.90 | | 8'500'000.00 | | 8'003'434.50 |
| 579 Autres assistances de l'aide sociale | 103'367.13 | 7'846'761.90 | 166'000.00 | 8'500'000.00 | 151'348.91 | 8'003'434.50 |
| 57 Aide sociale et domaine de l'asile | 8'063'439.17 | 10'016'878.18 | 8'166'000.00 | 10'500'000.00 | 8'127'490.22 | 9'994'080.62 |
| Recettes nettes | 1'953'439.01 | | 2'334'000.00 | | 1'866'590.40 | |
| 5 PREVOYANCE SOCIALE | 22'428'048.63 | 11'800'411.48 | 23'354'480.00 | 12'054'000.00 | 23'206'283.57 | 11'666'026.02 |
| Dépenses nettes | | 10'627'637.15 | | 11'300'480.00 | | 11'540'257.55 |

6

TRAFIC - TRANSPORTS - TELECOMMUNICATIONS

6223

Trafic régional et d'agglomération

Les charges des transports urbains delémontains sont connues de manière définitive après la procédure budgétaire.

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|--------------|-----------|--------------|-----------|--------------|------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 6 TRAFIC - TRANSPORTS - TELECOMMUNICATIONS | | | | | | |
| 61 Circulation routière | | | | | | |
| 615 Routes communales | | | | | | |
| 6150 Administration | | | | | | |
| 6150.30101.00 PERSONNEL D'EXPLOITATION T.P. | 2'923'525.90 | | 3'066'800.00 | | 3'188'859.50 | |
| 6150.30101.99 INDEMNITÉS D'ASSURANCES SOCIALES | | 75'155.95 | | 50'000.00 | | 257'959.85 |
| 6150.30501.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 267'816.90 | | 285'900.00 | | 279'383.50 | |
| 6150.30521.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL EXPLOITATION | 323'046.15 | | 379'200.00 | | 369'949.15 | |
| 6150.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 19'907.25 | | 22'100.00 | | 20'694.65 | |
| 6150.30551.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 16'794.00 | | 18'400.00 | | 16'901.75 | |
| 6150.30901.00 PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL | 6'592.05 | | 15'000.00 | | 19'448.30 | |
| 6150.31011.00 MATERIEL POUR L'ENTRETIEN DES ROUTES | 44'976.80 | | 45'000.00 | | 43'800.35 | |
| 6150.31012.00 ACHAT MATERIEL, NETTOYAGE, PNEUS | 29'791.50 | | 30'000.00 | | 134'203.70 | |
| 6150.31012.01 CARBURANT TRAVAUX PUBLICS | 79'524.65 | | 80'000.00 | | | |
| 6150.31110.00 MACHINES, VEHICULES, MOBILIER | 14'996.75 | | 15'000.00 | | 14'278.65 | |
| 6150.31120.00 EQUIPEMENTS | 19'733.45 | | 20'000.00 | | 19'850.15 | |
| 6150.31301.00 FRAIS DE TELEPHONIE ET INTERNET | 8'946.86 | | 8'000.00 | | 7'448.45 | |
| 6150.31321.00 MANDATS GENIE CIVIL | 49'927.65 | | 50'000.00 | | 50'000.00 | |
| 6150.31321.01 SECURITE AU TRAVAIL | 16'728.95 | | 17'000.00 | | 16'283.10 | |
| 6150.31345.00 ASSURANCES TAXES RPLP | 52'177.80 | | 56'000.00 | | 56'879.60 | |
| 6150.31517.00 PRESTATIONS DE TIERS POUR L'ENTRETIEN VEHICULES | 69'842.85 | | 70'000.00 | | 69'755.20 | |
| 6150.31518.50 PRESTATIONS DE TIERS POUR L'ENTRETIEN DES ROUTES TP | 49'609.99 | | 50'000.00 | | 47'131.70 | |
| 6150.31518.51 PRESTATIONS DE TIERS POUR L'ENTRETIEN DES ROUTES UE | 29'981.90 | | 30'000.00 | | 29'955.90 | |
| 6150.31602.00 LOCATIONS SID RTE DE BALE & JEUNESSE | 62'414.50 | | 60'700.00 | | 65'810.15 | |
| 6150.33001.00 AMORTISSEMENT ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATIONS | 827'774.04 | | 870'000.00 | | 801'480.04 | |
| 6150.33003.00 AMORTISSEMENT AUTRES OUVRAGES ET TRAVAU DE GENIE CIVIL | 229'356.40 | | 280'000.00 | | 243'738.50 | |
| 6150.33004.00 AMORTISSEMENTS BÂTIMENTS | 8'012.65 | | 22'000.00 | | 8'012.65 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 6 TRAFIC - TRANSPORTS - TELECOMMUNICATIONS (...) | | | | | | |
| 6150.33006.00 AMORTISSEMENT VEHICULE UETP | 121'588.05 | | 132'800.00 | | 122'721.00 | |
| 6150.39400.00 INTERETS ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION | 307'062.00 | | 300'200.00 | | 221'053.00 | |
| 6150.39400.01 INTERETS AUTRES OUVRAGES ET TRAVAUX DE GENIE CIVIL | 39'162.00 | | 49'900.00 | | 28'609.00 | |
| 6150.39400.02 INTERETS VEHICULE UETP | 4'888.00 | | 5'400.00 | | 5'019.00 | |
| 6150.42109.00 RECETTES DIVERSES | | 60'934.05 | | 90'000.00 | | 65'494.05 |
| 6150.46121.25 PARTICIPATIONS EXTERNES SALAIRES | | | | 70'000.00 | | 32'934.50 |
| 6150.49003.00 IMPUTATIONS INTERNES VEHICULES STEP & DIGU | | 50'000.00 | | 50'000.00 | | 50'000.00 |
| 6150.49101.00 CONTRIBUTIONS FOIRES PART AUX FRAIS DU PERSONNEL | | 25'650.00 | | 25'000.00 | | 32'700.00 |
| 6150.49101.01 GESTION DES DECHETS PART AUX FRAIS DU PERSONNEL | | 946'500.00 | | 800'000.00 | | 922'725.00 |
| 6150.49101.02 DIGUES PART AUX FRAIS DU PERSONNEL | | 146'100.00 | | 150'000.00 | | 111'600.00 |
| 6150.49101.03 CANALISATIONS PART AUX FRAIS DU PERSONNEL | | 80'325.00 | | 100'000.00 | | 75'525.00 |
| 6150.49101.04 MANIFESTATIONS PART AUX FRAIS DU PERSONNE | | 87'975.00 | | 175'000.00 | | 61'125.00 |
| 6150 Administration | 5'624'179.04 | 1'472'640.00 | 5'979'400.00 | 1'510'000.00 | 5'881'266.99 | 1'610'063.40 |
| 6154 Places de stationnement et d'évitement, parcs couverts et d' | | | | | | |
| 6154.31321.00 LOCATION ET ENTRETIEN PARCOMETRES | 56'296.73 | | 55'000.00 | | 73'175.28 | |
| 6154.31321.01 GESTION DES PARKINGS | 34'640.20 | | 40'000.00 | | 56'486.50 | |
| 6154.31601.00 REDEVANCES D'UTILISATION | 57'904.95 | | 80'000.00 | | 51'778.85 | |
| 6154.33006.00 AMORTISSEMENT MOBILIER PARKING | 33'092.15 | | 33'100.00 | | 33'092.15 | |
| 6154.39400.00 INTERETS MOBILIER PARKING | 4'835.00 | | 5'300.00 | | 4'002.00 | |
| 6154.44722.00 RECETTES | | 282'486.15 | | 350'000.00 | | 283'575.81 |
| 6154 Places de stationnement et d'évitement, parcs couverts et d' | 186'769.03 | 282'486.15 | 213'400.00 | 350'000.00 | 218'534.78 | 283'575.81 |
| 6157 Entretien (nettoyage, déneigement, fauchage, etc.) | | | | | | |
| 6157.31011.00 MATERIEL POUR L'ENLEVEMENT DE LA NEIGE | 44'902.60 | | 45'000.00 | | 34'937.55 | |
| 6157 Entretien (nettoyage, déneigement, fauchage, etc.) | 44'902.60 | | 45'000.00 | | 34'937.55 | |
| 615 Routes communales | 5'855'850.67 | 1'755'126.15 | 6'237'800.00 | 1'860'000.00 | 6'134'739.32 | 1'893'639.21 |
| 61 Circulation routière | 5'855'850.67 | 1'755'126.15 | 6'237'800.00 | 1'860'000.00 | 6'134'739.32 | 1'893'639.21 |
| Dépenses nettes | | 4'100'724.52 | | 4'377'800.00 | | 4'241'100.11 |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 6 TRAFIC - TRANSPORTS - TELECOMMUNICATIONS (...) | | | | | | |
| 62 Transports publics | | | | | | |
| 621 Infrastructures des transports publics | | | | | | |
| 6218 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens mobil | | | | | | |
| 6218.31440.00 ABRIS ET ARRETS DE BUS, GARE ROUTIERE | 23'106.00 | | 30'000.00 | | 27'413.55 | |
| 6218 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens mobil | 23'106.00 | | 30'000.00 | | 27'413.55 | |
| 621 Infrastructures des transports publics | 23'106.00 | | 30'000.00 | | 27'413.55 | |
| 622 Trafic régional et d'agglomération | | | | | | |
| 6223 Trafic régional et d'agglomération | | | | | | |
| 6223.31013.00 PROMOTION | 1'215.80 | | 5'000.00 | | 45'871.50 | |
| 6223.36110.00 PARTICIPATION COMMUNALE TUD | 1'159'383.65 | | 1'134'000.00 | | 1'148'544.60 | |
| 6223.36110.01 CONTR. ABON. TRANSP. PUBLIC PREST. COMPL | 6'825.00 | | 4'000.00 | | 5'327.50 | |
| 6223.36110.40 PART. COM. TRANSPORTS PUBLICS JU - REPA | 361'221.10 | | 362'000.00 | | 372'058.00 | |
| 6223.36350.00 NOCTAMBUS - REPA | 4'457.60 | | 5'000.00 | | 4'421.20 | |
| 6223.46110.00 SUBVENTION CANTONALE & DIVERS | | 231'563.50 | | 260'000.00 | | 265'293.70 |
| 6223 Trafic régional et d'agglomération | 1'533'103.15 | 231'563.50 | 1'510'000.00 | 260'000.00 | 1'576'222.80 | 265'293.70 |
| 622 Trafic régional et d'agglomération | 1'533'103.15 | 231'563.50 | 1'510'000.00 | 260'000.00 | 1'576'222.80 | 265'293.70 |
| 629 Autres transports publics | | | | | | |
| 6295 Trafic urbain - Réseaux ferroviaires | | | | | | |
| 6295.31013.00 CARTES JOURNALIERES CFF | 135'580.06 | | 180'000.00 | | 51'975.70 | |
| 6295.42507.00 VENTES CARTES JOURNALIERES CFF | | 136'875.10 | | 185'000.00 | | 117'839.80 |
| 6295 Trafic urbain - Réseaux ferroviaires | 135'580.06 | 136'875.10 | 180'000.00 | 185'000.00 | 51'975.70 | 117'839.80 |
| 629 Autres transports publics | 135'580.06 | 136'875.10 | 180'000.00 | 185'000.00 | 51'975.70 | 117'839.80 |
| 62 Transports publics | 1'691'789.21 | 368'438.60 | 1'720'000.00 | 445'000.00 | 1'655'612.05 | 383'133.50 |
| Dépenses nettes | | 1'323'350.61 | | 1'275'000.00 | | 1'272'478.55 |
| 63 Autres genres de trafic et de transports publics | | | | | | |
| 633 Autres systèmes de transports | | | | | | |
| 6338 Vélostation | | | | | | |
| 6338.31204.00 ELECTRICITE | 721.20 | | 1'000.00 | | 667.35 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 6 TRAFIC - TRANSPORTS - TELECOMMUNICATIONS (...) | | | | | | |
| 6338.31300.00 PUBLICITE | | | 1'500.00 | | | |
| 6338.31301.00 FRAIS DE TELEPHONIE ET INTERNET | 3'085.30 | | 4'000.00 | | 3'382.65 | |
| 6338.31320.00 PRESTATIONS CARITAS | 10'037.15 | | 10'000.00 | | 10'000.00 | |
| 6338.31321.00 MANDATS A TIERS | 6'313.15 | | 8'000.00 | | 8'643.00 | |
| 6338.42109.00 RECETTES DIVERSES | | 11'570.00 | | 11'500.00 | | 10'939.00 |
| 6338 Vélostation | 20'156.80 | 11'570.00 | 24'500.00 | 11'500.00 | 22'693.00 | 10'939.00 |
| 633 Autres systèmes de transports | 20'156.80 | 11'570.00 | 24'500.00 | 11'500.00 | 22'693.00 | 10'939.00 |
| 63 Autres genres de trafic et de transports publics | 20'156.80 | 11'570.00 | 24'500.00 | 11'500.00 | 22'693.00 | 10'939.00 |
| Dépenses nettes | | 8'586.80 | | 13'000.00 | | 11'754.00 |
| 6 TRAFIC - TRANSPORTS - TELECOMMUNICATIONS | 7'567'796.68 | 2'135'134.75 | 7'982'300.00 | 2'316'500.00 | 7'813'044.37 | 2'287'711.71 |
| Dépenses nettes | | 5'432'661.93 | | 5'665'800.00 | | 5'525'332.66 |

7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

710 Approvisionnement en eau potable

Le résultat comptable de l'exercice est réjouissant et permet l'alimentation du fonds d'entretien et rénovation du réseau d'eau à hauteur de CHF 468'320.35. Pour mémoire, le budget prévoyait un prélèvement net sur fonds de CHF 56'500.-. Une grande partie de cette différence est commentée dans les trois chapitres ci-après. Pour le solde et une fois de plus, la gestion rigoureuse des rubriques budgétaires a permis de terminer l'exercice avec un résultat positif, puisqu'un grand nombre de rubriques comptables sont inférieures aux prévisions budgétaires. Comme prévu, le fonds d'entretien et rénovation du réseau d'eau est dorénavant utilisé pour le financement du projet d'alimentation en eau Develier-Delémont ainsi que le projet de nouveau réservoir de Champateau, selon Plan Général d'Alimentation en Eau (PGAE). Ce projet n'aura pas d'influence sur le prix de l'eau, qui restera inchangé à CHF 1.80 / m3 (HT).

7100 Ce chapitre présente une diminution de charges de plus de CHF 180'000.-, en partie grâce à la rigueur budgétaire, mais également due à l'absence prolongée d'un collaborateur (toute l'année) qui n'a été remplacé que partiellement (dès septembre) durant l'année 2024 et à un traitement inférieur.

7101 Les amortissements ont été inférieurs d'environ CHF 100'000.- aux prévisions budgétaires, notamment par le fait que les études liées au projet d'assainissement de la conduite Develier-Delémont, directement intégrées au crédit global soumis au peuple le 09 juin 2024, ont été repoussées à 2025. A noter encore que le renouvellement de certains emprunts dans une période particulièrement défavorable pour les taux d'intérêts, a pour conséquence une augmentation de la rubrique relative aux intérêts sur dettes d'environ CHF 10'000.-.

7103 Ce chapitre présente des charges globales inférieures d'environ CHF 110'000.- (rigueur budgétaire) et des produits complémentaires de plus de CHF 110'000.-, principalement en lien avec la facturation des taxes de raccordement (7103.42400.00).

7200; 730 & 740 STEP/PGEE; Gestions des déchets & Corrections de cours d'eau

Il s'agit de services autofinancés. Le résultat du financement de chaque service est repris aux points 4.6, 4.7 et 4.8 du rapport sur les comptes.

790 Aménagement du territoire

7900.30101.00 Il était espéré des économies de charges salariales pour CHF 54'000.00 par des réductions du temps de travail ou des gels de postes. Ces situations ne se sont pas présentées pendant l'année 2024.

7900.31011.01 Il est difficile d'estimer le nombre de tags à effacer lors de l'élaboration du budget. Une moyenne sur 3 ans est effectuée pour déterminer le montant porté au budget

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|--------------|-----------|--------------|-----------|--------------|-----------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | | | | | | |
| 71 Approvisionnement en eau | | | | | | |
| 710 Approvisionnement en eau | | | | | | |
| 7100 Approvisionnement en eau potable (RAEP) | | | | | | |
| 7100.30002.00 Jetons de présences - diverses commissions | 600.00 | | 600.00 | | 645.00 | |
| 7100.30101.00 Personnel administratif et d'exploitation | 1'090'165.08 | | 1'184'000.00 | | 1'126'992.84 | |
| 7100.30500.00 Assurances AVS, AI, APG et AC | 67'042.01 | | 75'000.00 | | 70'462.00 | |
| 7100.30520.00 Assurances de prévoyance LPP | 123'598.92 | | 138'000.00 | | 125'818.35 | |
| 7100.30530.00 Assurances accidents AAP / AANP | 2'184.90 | | 3'200.00 | | 3'675.80 | |
| 7100.30540.00 Assurances allocations familiales ALFA | | 14'726.00 | | 10'000.00 | | 16'649.45 |
| 7100.30560.00 Assurances maladies | 6'090.20 | | 7'000.00 | | 6'029.85 | |
| 7100.30590.00 Autres charges d'assurances | 3'287.10 | | 3'000.00 | | 2'487.30 | |
| 7100.30600.00 Allocation de renchérissement aux retraités | 4'544.73 | | 5'000.00 | | 4'575.82 | |
| 7100.30900.00 Formation personnel administratif | 478.08 | | 1'000.00 | | 149.65 | |
| 7100.31000.00 Matériel et fourniture de bureau | 546.81 | | 1'500.00 | | 935.55 | |
| 7100.31009.00 Autres frais de matériel | 162.03 | | 300.00 | | 132.60 | |
| 7100.31020.00 Imprimés | 4'959.84 | | 12'000.00 | | 10'523.84 | |
| 7100.31039.00 Frais de presse | 1'210.31 | | 2'000.00 | | 1'887.51 | |
| 7100.31100.00 Meubles et appareils de bureau | 164.41 | | 2'000.00 | | 1'901.00 | |
| 7100.31130.00 Ordinateurs et accessoires informatiques | 2'606.81 | | 12'000.00 | | 102.88 | |
| 7100.31301.00 Frais de téléphone et internet | 4'834.58 | | 6'000.00 | | 6'115.55 | |
| 7100.31302.00 Frais de port | 13'874.68 | | 18'000.00 | | 10'838.14 | |
| 7100.31303.00 Frais de banque | 71.16 | | 300.00 | | 72.04 | |
| 7100.31304.00 Frais de poste | 4'156.44 | | 6'000.00 | | 4'254.73 | |
| 7100.31309.00 Frais de poursuites | 303.33 | | 600.00 | | 505.79 | |
| 7100.31309.90 Frais divers | 2'242.88 | | 3'000.00 | | 2'688.97 | |
| 7100.31320.00 Honoraires ERP | 6'773.33 | | 10'000.00 | | 7'893.35 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (...) | | | | | | |
| 7100.31340.00 Assurances et taxes | 18'283.84 | | 30'000.00 | | 20'634.89 | |
| 7100.31518.00 Maintenance informatique | 30'743.46 | | 42'000.00 | | 15'701.17 | |
| 7100.31518.10 Maintenance installations administratives | 982.45 | | 4'000.00 | | 2'542.57 | |
| 7100.31701.00 Frais de transport | 1'002.20 | | 1'000.00 | | | |
| 7100.31800.00 Pertes sur débiteurs | 2'600.00 | | | | 100.00 | |
| 7100.31810.00 Pertes sur débiteurs | | | 2'500.00 | | 3'274.87 | |
| 7100.36121.00 Prestations administration communale | 135'902.70 | | 145'000.00 | | 136'704.00 | |
| 7100.42609.00 Remboursements divers | | 2'214.00 | | | | 2'214.00 |
| 7100.43099.20 Produits des rappels | | 6'711.54 | | 18'000.00 | | 22'890.35 |
| 7100 Approvisionnement en eau potable (RAEP) | 1'529'412.28 | 23'651.54 | 1'715'000.00 | 28'000.00 | 1'567'646.06 | 41'753.80 |
| 7101 Finances et comptabilité | | | | | | |
| 7101.31309.00 Frais de fiduciaire | 764.43 | | 2'000.00 | | 1'007.34 | |
| 7101.31373.01 TVA - REDIP | | | | | 48.69 | |
| 7101.31993.00 TVA - REDIP | 165.25 | | 15'000.00 | | | |
| 7101.33003.00 Amortissements du patrimoine administratif | 347'464.22 | | 450'000.00 | | 399'971.87 | |
| 7101.34011.00 Intérêts sur dettes | 50'833.00 | | 40'000.00 | | 45'812.00 | |
| 7101 Finances et comptabilité | 399'226.90 | | 507'000.00 | | 446'839.90 | |
| 7103 Approvisionnement en eau communal - réseau | | | | | | |
| 7103.30901.00 Formation personnel d'exploitation | 4'112.37 | | 7'000.00 | | 10'352.90 | |
| 7103.31010.00 Réseau - achat matériel | 20'413.67 | | 27'000.00 | | 21'964.43 | |
| 7103.31010.10 Réseau - achat matériel pour désagréments | 72'036.69 | | 80'000.00 | | 77'094.12 | |
| 7103.31012.00 Carburants véhicules d'exploitation | 2'448.77 | | 2'500.00 | | 2'131.46 | |
| 7103.31019.00 Imputation en transit interne | 6'418.64 | | 100.00 | | 1'176.00 | |
| 7103.31114.00 Outillage | 16'194.35 | | 21'000.00 | | 8'188.66 | |
| 7103.31120.00 Vêtements du personnel | 2'177.69 | | 8'000.00 | | 5'129.84 | |
| 7103.31202.00 Concessions d'Etat | 27'919.60 | | 32'000.00 | | 27'869.60 | |
| 7103.31204.00 Energie de pompage | 79'550.14 | | 100'000.00 | | 100'514.39 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (...) | | | | | | |
| 7103.31300.00 Traitement et contrôle de l'eau | 47'440.06 | | 50'000.00 | | 48'751.39 | |
| 7103.31309.00 Cotisations d'associations techniques | 6'388.12 | | 6'000.00 | | 6'845.50 | |
| 7103.31320.00 Mandats à tiers - honoraires | 13'701.52 | | 15'000.00 | | 17'551.64 | |
| 7103.31321.00 Télécommande et télégestion | 51'573.41 | | 55'000.00 | | 51'559.80 | |
| 7103.31321.10 Liaison téléphonique | 92.43 | | 1'000.00 | | 229.72 | |
| 7103.31430.00 Réseau - prestations GC | | | | | 7'354.20 | |
| 7103.31430.10 Réseau - prestations GC pour désagréments | 145'797.19 | | 170'000.00 | | 175'036.87 | |
| 7103.31439.50 Droits de passage | 96.00 | | 35'000.00 | | 146.20 | |
| 7103.31517.00 Entretien véhicules d'exploitation | 8'448.08 | | 7'000.00 | | 9'091.14 | |
| 7103.31900.00 Dommages à tiers non assurés | | | 2'000.00 | | 1'000.00 | |
| 7103.39100.00 Imputations internes - prestations SIT | | | | | 11'676.90 | |
| 7103.39203.00 Locaux d'exploitation | 60'000.00 | | 60'000.00 | | 60'000.00 | |
| 7103.42400.00 Taxes de raccordement | | 152'886.05 | | 20'000.00 | | 137'157.35 |
| 7103.42401.00 Taxes de base | | 957'074.67 | | 945'000.00 | | 960'274.02 |
| 7103.42402.00 Ventes d'eau | | 1'674'037.83 | | 1'710'000.00 | | 1'747'255.77 |
| 7103.43090.00 Prestations à tiers | | 96'412.45 | | 100'000.00 | | 140'008.23 |
| 7103.43090.40 Imputation en transit interne | | 6'418.70 | | 100.00 | | 1'176.00 |
| 7103.43099.00 Produits divers | | 2'088.62 | | 2'000.00 | | 2'731.89 |
| 7103 Approvisionnement en eau communal - réseau | 564'808.73 | 2'888'918.32 | 678'600.00 | 2'777'100.00 | 643'664.76 | 2'988'603.26 |
| 7106 Service intercommunal des eaux | | | | | | |
| 7106.31202.00 Eau de secours Moutier | 24'087.00 | | 25'000.00 | | 25'709.80 | |
| 7106.42402.00 Ventes d'eau aux autres communes | | 23'134.50 | | 25'000.00 | | 37'988.20 |
| 7106.43090.00 Prestations aux communes tierces | | 65'181.25 | | 60'000.00 | | 53'868.75 |
| 7106 Service intercommunal des eaux | 24'087.00 | 88'315.75 | 25'000.00 | 85'000.00 | 25'709.80 | 91'856.95 |
| 7109 Autres fonctions de l'approvisionnement en eau | | | | | | |
| 7109.31051.00 Promotion de l'eau potable | 3'911.66 | | 10'000.00 | | 2'572.60 | |
| 7109.31202.00 Centime de l'eau | 9'500.00 | | 10'000.00 | | 10'000.00 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (...) | | | | | | |
| 7109.31309.00 Prestations pour jets d'eau - Place de la Gare | 1'618.69 | | 1'000.00 | | 290.20 | |
| 7109.39809.00 Emolument pour épuration des eaux usées | 2'335'415.72 | | 2'460'000.00 | | 2'417'055.03 | |
| 7109.49809.00 Emolument pour épuration des eaux usées | | 2'335'415.72 | | 2'460'000.00 | | 2'417'055.03 |
| 7109 Autres fonctions de l'approvisionnement en eau | 2'350'446.07 | 2'335'415.72 | 2'481'000.00 | 2'460'000.00 | 2'429'917.83 | 2'417'055.03 |
| 710 Approvisionnement en eau | 4'867'980.98 | 5'336'301.33 | 5'406'600.00 | 5'350'100.00 | 5'113'778.35 | 5'539'269.04 |
| 71 Approvisionnement en eau | 4'867'980.98 | 5'336'301.33 | 5'406'600.00 | 5'350'100.00 | 5'113'778.35 | 5'539'269.04 |
| Recettes nettes | 468'320.35 | | | 56'500.00 | 425'490.69 | |
| 72 Assainissement des eaux | | | | | | |
| 720 Assainissement des eaux | | | | | | |
| 7200 Elimination et traitement des eaux (RETE) | | | | | | |
| 7200.31011.00 MATIERES PREMIERES & MATERIEL AUXILIAIRE | 17'117.69 | | 18'000.00 | | 17'997.50 | |
| 7200.31180.00 SYSTEME D'INFORMATION DU TERRITOIRE | 23'000.11 | | 60'000.00 | | 21'427.10 | |
| 7200.31300.00 PREST. DE TIERS PR L'ENTR. DES INSTALLATIONS | 179'339.32 | | 180'000.00 | | 179'968.85 | |
| 7200.31309.00 REDEVANCES D'UTILISATION | 4'470.64 | | 3'000.00 | | 4'805.90 | |
| 7200.31321.00 MANDAT PGEE | 40'053.98 | | 40'000.00 | | 39'999.80 | |
| 7200.31811.00 PERTES S/DEBITEURS STEP | | | 2'000.00 | | | |
| 7200.33003.10 AMORTISSEMENTS | 94'618.86 | | 122'200.00 | | 93'647.21 | |
| 7200.34090.00 INTERETS STEP | 90'198.00 | | 70'000.00 | | 49'662.00 | |
| 7200.36121.50 CONTRIBUTIONS AU SYNDICAT | 1'374'944.43 | | 1'414'000.00 | | 1'241'671.35 | |
| 7200.36602.50 AMORTISSEMENTS SEDE BATIMENT | 64'654.00 | | | | 490'505.00 | |
| 7200.36602.51 AMORTISSEMENTS SEDE CANALISATIONS | 13'987.00 | | | | 113'404.00 | |
| 7200.39001.00 STEP IMPUTATIONS INTERNES DIVERS | 145'000.00 | | 145'000.00 | | 115'000.00 | |
| 7200.39101.00 STEP IMPUTATIONS INTERNES PERSONNEL | 80'325.00 | | 100'000.00 | | 75'525.00 | |
| 7200.42400.00 REDEVANCE DROIT DE RACCORDEMENT | | 245'134.27 | | 100'000.00 | | 159'441.48 |
| 7200.42401.00 REDEVANCES D'UTILISATION STEP | | 337'047.57 | | 150'000.00 | | 219'608.82 |
| 7200.42402.00 REDEVANCES D'UTILISATION EXPLOITATION | | 2'335'415.63 | | 2'460'000.00 | | 2'417'055.03 |
| 7200.48950.50 PRELEVEMENT RESERVE SEDE BATIMENT | | 56'256.00 | | | | 490'505.00 |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (...) | | | | | | |
| 7200.48950.51 PRELEVEMENT RESERVE SEDE CANALISATIONS | | 13'988.00 | | | | 113'404.00 |
| 7200 Elimination et traitement des eaux (RETE) | 2'127'709.03 | 2'987'841.47 | 2'154'200.00 | 2'710'000.00 | 2'443'613.71 | 3'400'014.33 |
| 720 Assainissement des eaux | 2'127'709.03 | 2'987'841.47 | 2'154'200.00 | 2'710'000.00 | 2'443'613.71 | 3'400'014.33 |
| 72 Assainissement des eaux | 2'127'709.03 | 2'987'841.47 | 2'154'200.00 | 2'710'000.00 | 2'443'613.71 | 3'400'014.33 |
| Recettes nettes | 860'132.44 | | 555'800.00 | | 956'400.62 | |
| 73 Gestion des déchets | | | | | | |
| 730 Déchets | | | | | | |
| 7300 Administration | | | | | | |
| 7300.31021.00 ANNONCES, PROMOTION ET SENSIBILISATIONS | 100'782.51 | | 100'000.00 | | 97'409.65 | |
| 7300.31300.01 ETUDE SUR LA GESTION DES DECHETS | | | 10'000.00 | | | |
| 7300.31309.03 COMPOSTAGE | 166'822.97 | | 180'000.00 | | 139'448.00 | |
| 7300.31309.05 RAMASSAGE VERRE,PAPIER,FER, ETC | 169'844.91 | | 170'000.00 | | 165'614.05 | |
| 7300.31320.00 SURVEILLANCE YC CARITAS | 23'114.93 | | 27'000.00 | | 23'114.95 | |
| 7300.31517.00 PRESTATIONS DE TIERS POUR L'ENTRETIEN VEHICULES | 75'246.29 | | 75'000.00 | | 75'529.20 | |
| 7300.31811.00 PERTES S/DEBITEURS ORDURES ET DIVERS | 29'934.78 | | 5'000.00 | | 19'578.58 | |
| 7300.33006.00 AMORTISSEMENT | 85'906.85 | | 93'800.00 | | 85'906.85 | |
| 7300.34090.00 INTERETS DECHETS | 8'770.00 | | 7'500.00 | | 6'005.00 | |
| 7300.36013.00 CONTRIBUTIONS CANTONALE AU SYNDICAT | 18'024.08 | | 20'000.00 | | 15'318.80 | |
| 7300.36121.50 CONTRIBUTIONS AU SYNDICAT | 85'239.01 | | 90'000.00 | | 80'109.80 | |
| 7300.39101.00 DECHETS - IMPUTATIONS INTERNES PERSONNEL | 946'500.00 | | 800'000.00 | | 922'725.00 | |
| 7300.39101.01 DECHETS - IMPUTATIONS INTERNES DIVERS | 60'000.00 | | 60'000.00 | | 60'000.00 | |
| 7300.42404.00 REDEVANCES | | 1'253'616.56 | | 1'150'000.00 | | 1'244'056.19 |
| 7300.42508.06 RISTOURNE SUR LE VERRE / PAPIER/ DE | | 101'428.17 | | 100'000.00 | | 103'507.85 |
| 7300.46121.50 SEOD RBT VENTES DES SACS | | 608'576.50 | | 350'000.00 | | 469'854.05 |
| 7300 Administration | 1'770'186.33 | 1'963'621.23 | 1'638'300.00 | 1'600'000.00 | 1'690'759.88 | 1'817'418.09 |
| 7308 Immeubles, locaux, installations, équipement et biens mobili | | | | | | |
| 7308.36364.00 LE VILEBREQUIN | 40'000.00 | | 40'000.00 | | 60'000.00 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (...) | | | | | | |
| 7308 Immeubles, locaux, installations, équipement et biens mobili | 40'000.00 | | 40'000.00 | | 60'000.00 | |
| 730 Déchets | 1'810'186.33 | 1'963'621.23 | 1'678'300.00 | 1'600'000.00 | 1'750'759.88 | 1'817'418.09 |
| 73 Gestion des déchets | 1'810'186.33 | 1'963'621.23 | 1'678'300.00 | 1'600'000.00 | 1'750'759.88 | 1'817'418.09 |
| Recettes nettes | 153'434.90 | | | 78'300.00 | 66'658.21 | |
| 74 Aménagements | | | | | | |
| 741 Corrections de cours d'eau | | | | | | |
| 7410 Corrections de cours d'eau (lits, rives et berges) | | | | | | |
| 7410.31321.00 MANDATS A TIERS | 79'730.00 | | 80'000.00 | | 79'844.55 | |
| 7410.31424.00 PRESTATIONS DE TIERS POUR L'ENTRETIEN | 99'531.52 | | 100'000.00 | | 106'079.47 | |
| 7410.33002.00 AMORTISSEMENT DIGUES | 150'947.99 | | 197'000.00 | | 146'335.04 | |
| 7410.34090.00 INTERETS DMB | 55'700.00 | | 57'500.00 | | 40'345.00 | |
| 7410.39001.00 DIGUES - IMPUTATIONS INTERNES DIVERS | 50'000.00 | | 50'000.00 | | 50'000.00 | |
| 7410.39101.02 DIGUES IMPUTATIONS INTERNES PERSONNEL | 146'100.00 | | 150'000.00 | | 111'600.00 | |
| 7410.42400.10 REDEVANCES D'UTILISATION DIGUES | | 897'242.00 | | 800'000.00 | | 855'203.00 |
| 7410.46310.00 SUBVENTIONS & PART DE TIERS | | 5'610.00 | | | | 5'172.00 |
| 7410 Corrections de cours d'eau (lits, rives et berges) | 582'009.51 | 902'852.00 | 634'500.00 | 800'000.00 | 534'204.06 | 860'375.00 |
| 741 Corrections de cours d'eau | 582'009.51 | 902'852.00 | 634'500.00 | 800'000.00 | 534'204.06 | 860'375.00 |
| 74 Aménagements | 582'009.51 | 902'852.00 | 634'500.00 | 800'000.00 | 534'204.06 | 860'375.00 |
| Recettes nettes | 320'842.49 | | 165'500.00 | | 326'170.94 | |
| 76 Lutte contre la pollution et l'environnement | | | | | | |
| 769 Lutte contre la pollution et l'environnement | | | | | | |
| 7696 Cité de l'énergie | | | | | | |
| 7696.36902.00 POLITIQUE ENERGETIQUE | 109'499.95 | | 120'000.00 | | 114'617.95 | |
| 7696 Cité de l'énergie | 109'499.95 | | 120'000.00 | | 114'617.95 | |
| 769 Lutte contre la pollution et l'environnement | 109'499.95 | | 120'000.00 | | 114'617.95 | |
| 76 Lutte contre la pollution et l'environnement | 109'499.95 | | 120'000.00 | | 114'617.95 | |
| Dépenses nettes | | 109'499.95 | | 120'000.00 | | 114'617.95 |
| 77 Autres fonctions de la protection de l'environnement | | | | | | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (...) | | | | | | |
| 771 Cimetières et crématoires | | | | | | |
| 7710 Administration | | | | | | |
| 7710.30101.00 PERSONNEL D'EXPLOITATION | 49'916.80 | | 49'500.00 | | 49'661.25 | |
| 7710.30501.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 4'620.55 | | 4'500.00 | | 3'541.00 | |
| 7710.30521.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL EXPLOITATION | 8'802.00 | | 9'100.00 | | 9'014.40 | |
| 7710.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 347.05 | | 400.00 | | 268.90 | |
| 7710.30551.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 291.75 | | 300.00 | | 227.10 | |
| 7710.31011.00 PRODUITS DE NETTOYAGE | 91.00 | | 500.00 | | | |
| 7710.31111.00 VEHICULES, MACHINES, MOBILIER | 4'425.00 | | 4'500.00 | | 4'267.45 | |
| 7710.31202.00 EAU | 593.35 | | 800.00 | | 675.80 | |
| 7710.31204.00 ELECTRICITE | 2'318.20 | | 2'000.00 | | 1'827.45 | |
| 7710.31205.00 COMBUSTIBLE | 4'553.60 | | 5'300.00 | | 5'176.20 | |
| 7710.31300.00 ASSURANCES & PRESTATIONS DE SERVICES | 17'892.75 | | 1'300.00 | | 1'309.10 | |
| 7710.31430.00 ENTRETIEN CIMETIERE | 8'350.15 | | 8'000.00 | | 9'713.45 | |
| 7710.31440.00 PREST. DE TIERS ENTRETIEN DES IMMEUBLES | 4'610.50 | | 5'000.00 | | 6'616.85 | |
| 7710.33004.00 AMORTISSEMENTS BATIMENTS ET EQUIPEMENTS | 17'454.05 | | 23'500.00 | | 17'454.05 | |
| 7710.36228.00 COTISATION | 18'658.50 | | 19'000.00 | | 18'648.00 | |
| 7710.39400.00 INTERETS | 3'739.00 | | 4'100.00 | | 2'961.00 | |
| 7710.42109.00 RECETTES FUNERARIUM | | 72'586.45 | | 48'000.00 | | 55'714.10 |
| 7710.42403.01 ENSEVELISSEMENTS | | 72'641.90 | | 50'000.00 | | 58'214.10 |
| 7710.42403.02 CONCESSIONS DE TOMBES | | 25'342.00 | | 16'000.00 | | 15'066.90 |
| 7710.46121.00 COTISATIONS DES COMMUNES | | 30'438.00 | | 30'600.00 | | 30'214.50 |
| 7710 Administration | 146'664.25 | 201'008.35 | 137'800.00 | 144'600.00 | 131'362.00 | 159'209.60 |
| 771 Cimetières et crématoires | 146'664.25 | 201'008.35 | 137'800.00 | 144'600.00 | 131'362.00 | 159'209.60 |
| 779 Autres fonctions de protection de l'environnement | | | | | | |
| 7795 Toilettes pour chiens | | | | | | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (...) | | | | | | |
| 7795.36013.00 PART CANTONALE TAXE CHIENS / SPA | 10'840.00 | | 10'600.00 | | 11'257.85 | |
| 7795 Toilettes pour chiens | 10'840.00 | | 10'600.00 | | 11'257.85 | |
| 779 Autres fonctions de protection de l'environnement | 10'840.00 | | 10'600.00 | | 11'257.85 | |
| 77 Autres fonctions de la protection de l'environnement | 157'504.25 | 201'008.35 | 148'400.00 | 144'600.00 | 142'619.85 | 159'209.60 |
| Recettes nettes | 43'504.10 | | | 3'800.00 | 16'589.75 | |
| 79 Aménagement du territoire | | | | | | |
| 790 Aménagement du territoire | | | | | | |
| 7900 Administration | | | | | | |
| 7900.30100.00 PERSONNEL ADMINISTRATIF UETP | 328'425.20 | | 325'400.00 | | 377'918.80 | |
| 7900.30101.00 PERSONNEL D'EXPLOITATION U.E. | 907'391.15 | | 838'800.00 | | 936'010.30 | |
| 7900.30101.99 INDEMNITES D'ASSURANCES SOCIALES | | 2'239.20 | | | | |
| 7900.30500.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 29'612.65 | | 31'300.00 | | 33'423.20 | |
| 7900.30501.00 ASSURANCES AVS, AI ET APG / AC | 81'837.15 | | 81'100.00 | | 85'206.55 | |
| 7900.30520.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL ADMINISTRATIF | 31'052.40 | | 31'300.00 | | 30'940.35 | |
| 7900.30521.00 ASSURANCES DE PRÉVOYANCE LPP - PERSONNEL EXPLOITATION | 103'486.20 | | 109'700.00 | | 102'577.15 | |
| 7900.30530.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 287.85 | | 300.00 | | 491.25 | |
| 7900.30531.00 ASSURANCES ACCIDENTS AAP / AANP | 4'936.75 | | 5'000.00 | | 4'934.05 | |
| 7900.30550.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 1'835.95 | | 1'900.00 | | 2'141.15 | |
| 7900.30551.00 ASSURANCES D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS DE MALADIE | 5'128.55 | | 5'300.00 | | 5'404.90 | |
| 7900.31011.00 PREST. ENTRETIEN FONTAINES & V. VILLE | 39'325.25 | | 40'000.00 | | 45'368.65 | |
| 7900.31011.01 PREST. NETTOYAGE TAGS & MOBILIER URBAIN | 3'587.50 | | 2'000.00 | | 6'920.70 | |
| 7900.31110.00 OUTILLAGE DES JARDINIERS & ETUDES | 34'982.75 | | 35'000.00 | | 34'892.70 | |
| 7900.31110.01 DRAPEAUX, ARBRES ET FLEURS | 34'698.20 | | 35'000.00 | | 38'341.05 | |
| 7900.31321.00 HONORAIRES & FRAIS JURIDIQUES | 39'465.30 | | 40'000.00 | | 49'131.10 | |
| 7900.31321.01 MANDATS UETP | 49'348.48 | | 50'000.00 | | 50'574.14 | |
| 7900.31321.02 SYSTEME D'INFORMATION DU TERRITOIRE | 501.60 | | 2'000.00 | | 566.15 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (...) | | | | | | |
| 7900.31321.03 NATURE ET PAYSAGE | 14'842.20 | | 15'000.00 | | 27'799.40 | |
| 7900.33009.00 AMORTISSEMENTS | 1'375.30 | | 1'750.00 | | 1'375.30 | |
| 7900.46110.00 SUBVENTIONS CANTONALES ET DIVERSES | | 56'530.00 | | 20'000.00 | | 2'620.00 |
| 7900.49101.00 COMPLEXE E.-BOECHAT PART AUX FRAIS DU PERSONNEL | | 97'650.00 | | | | 89'850.00 |
| 7900 Administration | 1'712'120.43 | 156'419.20 | 1'650'850.00 | 20'000.00 | 1'834'016.89 | 92'470.00 |
| 7904 Aménagement régional et d'agglomération du territoire | | | | | | |
| 7904.36121.50 FONCTIONNEMENT AGGLOMERATION | 81'989.00 | | 80'000.00 | | 70'560.50 | |
| 7904.36121.55 FRAIS DE GESTION INNODEL | 19'780.75 | | 15'000.00 | | 16'246.65 | |
| 7904.42409.00 PRESTATIONS FACTUREES INNODEL / AGGLO | | 23'614.00 | | 15'000.00 | | 18'000.00 |
| 7904 Aménagement régional et d'agglomération du territoire | 101'769.75 | 23'614.00 | 95'000.00 | 15'000.00 | 86'807.15 | 18'000.00 |
| 790 Aménagement du territoire | 1'813'890.18 | 180'033.20 | 1'745'850.00 | 35'000.00 | 1'920'824.04 | 110'470.00 |
| 79 Aménagement du territoire | 1'813'890.18 | 180'033.20 | 1'745'850.00 | 35'000.00 | 1'920'824.04 | 110'470.00 |
| Dépenses nettes | | 1'633'856.98 | | 1'710'850.00 | | 1'810'354.04 |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 11'468'780.23 | 11'571'657.58 | 11'887'850.00 | 10'639'700.00 | 12'020'417.84 | 11'886'756.06 |
| Recettes nettes | 102'877.35 | | | 1'248'150.00 | | 133'661.78 |

8 ECONOMIE PUBLIQUE

871 Electricité

Malgré les fortes augmentations des coûts de l'énergie durant les années 2022-2023-2024, aucun prélèvement sur le fonds énergie n'a été nécessaire en 2024, alors que le budget prévoyait un prélèvement de CHF 295'300.-. Ce résultat particulièrement satisfaisant est principalement dû à la stratégie d'approvisionnement mise en place au travers de la société SACEN SA et à la gestion budgétaire rigoureuse des SID. L'équilibre du service électrique se traduit par un prélèvement sur le fonds entretien et rénovation de CHF 197'341.99, ainsi qu'un prélèvement sur le fonds régulation réseau de CHF 349'008.-, très légèrement supérieur aux prévisions de CHF 340'000.-.

Le fonds lié à l'éclairage public est quant à lui alimenté à hauteur de CHF 36'838.-, alimentation supérieure à celle de l'exercice 2023, mais légèrement inférieure aux prévisions budgétaires, car moins de ressources humaines ont été dédiées au projet Voie lactée en 2024.

8710 Ce chapitre présente des charges légèrement inférieures d'environ CHF 50'000.- (rigueur budgétaire) ainsi que des produits supérieurs d'environ CHF 25'000.- (produits des rappels).

8711 Les amortissements ont été inférieurs d'environ CHF 150'000.- aux prévisions budgétaires, plusieurs investissements ayant été repoussés et planifiés à des périodes ultérieures. A noter encore que le renouvellement de certains emprunts dans une période particulièrement défavorable pour les taux d'intérêts, a pour conséquence une augmentation de la rubrique relative aux intérêts sur dettes d'environ CHF 45'000.-.

8713 8713.31320.00 Prestations SACEN SA: les dépenses de cette rubrique sont inférieures au montant budgété. Toutes les prestations prévues par SACEN ont été effectuées mais à des coûts inférieurs aux prévisions grâce à la maîtrise opérationnelle de la société. La direction et la gestion financière de SACEN SA étant réalisées par des collaborateurs des SID, SACEN SA est gérée de manière aussi rigoureuse que les SID dans l'intérêt de ses partenaires, dont la Ville de Delémont.

8714 Les charges de ce chapitre sont inférieures d'environ CHF 600'000.- par rapport au budget, ce qui s'explique par une bonne maîtrise générale des charges d'exploitation liées au réseau de distribution et par une diminution d'environ CHF 250'000.- des taxes fédérales et communales, en raison de volumes de ventes inférieurs aux prévisions. Quant aux revenus, ils sont également en baisse de près de CHF 280'000.-, notamment par la diminution d'environ CHF 250'000.- des taxes fédérales et communales (contre-partie des charges mentionnées ci-dessus).

8716 Ce chapitre présente une diminution des charges liées aux contrôles OIBT des installations, notamment en raison du manque de ressources internes pour traiter le volume des demandes reçues par les SID. Cette situation doit être réglée prochainement car il s'agit d'obligations légales fédérales.

8717 Les coûts liés à ce chapitre sont inférieurs aux prévisions budgétaires d'environ CHF 55'000.-, ce qui démontre une rigueur budgétaire sur les dépenses en lien avec le marketing et la communication.

8718 Diminution des charges liées à ce chapitre (chauffage et entretien bâtiments) de près de CHF 70'000.-, notamment grâce à la diminution des prix du gaz.

8718.43099.00 Ventes d'énergie produite concerne les productions d'énergie des installations propres des SID. Ces recettes fluctuent annuellement en fonction des conditions d'exploitation. Des mesures d'optimisation (nettoyage des panneaux solaires avec des robots) ont été prises pour améliorer la situation. L'été très pluvieux a pesé sur les productions photovoltaïques qui ont finalement été inférieurs aux volumes prévus.

872 **Gaz**

Le résultat comptable du service du gaz présente un prélèvement sur le fonds de régulation énergie à hauteur de CHF 69'807.02. Pour mémoire, le budget prévoyait un prélèvement sur fonds de CHF 879'000.-. Le changement de fournisseur dès le 01.10.2023 a permis de stabiliser les prix pour les clients et minimiser le prélèvement sur le fonds. Il est utile de rappeler que ce fonds est constitué pour stabiliser les prix aux clients finaux dans la mesure du possible. Compte tenu du fait que ces fluctuations positives ne sont pas considérées comme des bénéfiques, son utilisation par prélèvement, par analogie, ne peut pas être considéré comme un déficit, d'où son nom de "régulation énergie". Par ailleurs et une fois de plus, la gestion rigoureuse des rubriques budgétaires a permis de terminer l'exercice avec un résultat extrêmement satisfaisant, confirmant l'intérêt et la pertinence du modèle mis en place.

8720 Ce chapitre présente une diminution de charges de plus de CHF 100'000.-, en partie grâce à la rigueur budgétaire, mais également du à l'absence prolongée d'un collaborateur (toute l'année) qui n'a été remplacé que partiellement (dès septembre) durant l'année 2024 et à un traitement inférieur.

8721 La restitution à la Municipalité ainsi que les intérêts cumulés sur cette dette ont pu être honorés malgré l'année difficile, respectivement sous rubriques 8721.36340.00 et 8721.36121.00. Grâce à la stratégie mise en place par le Conseil communal sur recommandation des SID, la dette du gaz passe ainsi en-dessous de CHF 2'000'000.- alors qu'elle atteignait plus de CHF 10'440'000.- voici un peu plus de 10 ans. Ce qui réjouit particulièrement les autorités dans un contexte gazier difficile à l'horizon 2050.

8723 Ce chapitre présente d'importantes fluctuations, dues aux variations des prix du gaz, tant à l'achat qu'à la vente. Les achats sont finalement inférieurs aux prévisions budgétaires d'environ CHF 300'000.- (environ 3%), alors que les recettes sont supérieures de l'ordre de CHF 700'000.-. Ceci s'explique par la stratégie d'approvisionnement mise en place qui a permis d'importantes économies sur les achats de gaz et permettent de limiter le prélèvement sur fonds prévu de CHF 879'000.- à uniquement CHF 69'807.-.

879 **Production de chaleur**

La production de chaleur est une nouvelle prestation offerte par les SID depuis 2021 sous forme de contacting énergétique (Théâtre du Jura/Le Ticle + Résidence du Parc de la Sorne). Le règlement ad hoc est en discussion pour la constitution et la mise en fonds correspondante. Pour l'année 2024, l'exercice se solde par une attribution globale sur le fonds de CHF 33'203.35, alors que les prévisions budgétaires indiquaient un prélèvement net à hauteur de CHF 36'300.-.

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE | | | | | | |
| 84 Tourisme | | | | | | |
| 840 Tourisme | | | | | | |
| 8400 Tourisme | | | | | | |
| 8400.31300.00 PRESTATION DE TIERS ENTRETIEN WEBCAMS | 2'656.95 | | 3'000.00 | | 1'482.00 | |
| 8400.36319.00 JURA TOURISME ET JURA TROIS-LACS | 106'186.00 | | 104'400.00 | | 105'468.00 | |
| 8400.36369.00 SOCIETE DE DEVELOPPEMENT, D'EMBELLIS. | 2'700.00 | | 2'700.00 | | 2'700.00 | |
| 8400.36369.01 SIRD, SYND. D'INITIATIVE REGION DELEMONT | 900.00 | | 900.00 | | 900.00 | |
| 8400 Tourisme | 112'442.95 | | 111'000.00 | | 110'550.00 | |
| 840 Tourisme | 112'442.95 | | 111'000.00 | | 110'550.00 | |
| 84 Tourisme | 112'442.95 | | 111'000.00 | | 110'550.00 | |
| Dépenses nettes | | 112'442.95 | | 111'000.00 | | 110'550.00 |
| 85 Industrie, artisanat et commerce | | | | | | |
| 850 Industrie, artisanat et commerce | | | | | | |
| 8500 Promotion, marketing | | | | | | |
| 8500.31011.00 PRESTATIONS FOIRES ET MARCHES | 1'650.45 | | 1'500.00 | | 1'196.95 | |
| 8500.31309.00 SALONS ET EXPOSITIONS | | | | | 2'646.00 | |
| 8500.39101.00 FOIRES ET MARCHES PART. FRAIS DE TRAITEMEN | 25'650.00 | | 25'000.00 | | 32'700.00 | |
| 8500.40322.01 MARCHE | | 9'333.00 | | 12'000.00 | | 14'043.00 |
| 8500 Promotion, marketing | 27'300.45 | 9'333.00 | 26'500.00 | 12'000.00 | 36'542.95 | 14'043.00 |
| 850 Industrie, artisanat et commerce | 27'300.45 | 9'333.00 | 26'500.00 | 12'000.00 | 36'542.95 | 14'043.00 |
| 85 Industrie, artisanat et commerce | 27'300.45 | 9'333.00 | 26'500.00 | 12'000.00 | 36'542.95 | 14'043.00 |
| Dépenses nettes | | 17'967.45 | | 14'500.00 | | 22'499.95 |
| 87 Combustibles et énergie | | | | | | |
| 871 Electricité | | | | | | |
| 8710 Administration | | | | | | |
| 8710.30002.00 Jetons de présences - diverses commissions | 800.00 | | 800.00 | | 860.00 | |
| 8710.30101.00 Personnel administratif et d'exploitation | 1'713'830.31 | | 1'739'000.00 | | 1'696'377.41 | |
| 8710.30500.00 Assurances AVS, AI, APG et AC | 104'726.81 | | 103'000.00 | | 106'385.75 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|--------------|-----------|-------------|-----------|--------------|-----------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE (...) | | | | | | |
| 8710.30520.00 Assurances de prévoyance LPP | 160'822.46 | | 167'000.00 | | 168'071.05 | |
| 8710.30530.00 Assurances accidents AAP / AANP | 3'387.10 | | 3'300.00 | | 5'602.00 | |
| 8710.30540.00 Assurances allocations familiales ALFA | | 17'560.75 | | 10'000.00 | | 15'966.90 |
| 8710.30560.00 Assurances maladies | 9'554.00 | | 9'400.00 | | 9'064.40 | |
| 8710.30590.00 Autres charges d'assurances | 4'382.80 | | 4'000.00 | | 3'316.40 | |
| 8710.30600.00 Allocation de renchérissement aux retraités | 13'634.19 | | 15'000.00 | | 13'727.46 | |
| 8710.30900.00 Formation personnel administratif | 2'066.07 | | 3'000.00 | | 2'860.65 | |
| 8710.31000.00 Matériel et fourniture de bureau | 740.75 | | 2'000.00 | | 1'144.43 | |
| 8710.31009.00 Autres frais de matériel | 215.95 | | 400.00 | | 176.80 | |
| 8710.31020.00 Imprimés | 6'550.93 | | 16'000.00 | | 13'866.44 | |
| 8710.31039.00 Frais de presse | 6'992.70 | | 5'000.00 | | 6'884.36 | |
| 8710.31100.00 Meubles et appareils de bureau | 164.41 | | 2'000.00 | | 1'901.00 | |
| 8710.31130.00 Ordinateurs et accessoires informatiques | 3'128.27 | | 10'000.00 | | 1'007.83 | |
| 8710.31301.00 Frais de téléphone et internet | 6'980.23 | | 8'000.00 | | 10'273.21 | |
| 8710.31302.00 Frais de port | 24'646.83 | | 24'000.00 | | 24'240.49 | |
| 8710.31303.00 Frais de banque | 346.99 | | 400.00 | | 263.70 | |
| 8710.31304.00 Frais de poste | 5'766.29 | | 8'000.00 | | 5'672.91 | |
| 8710.31309.00 Frais de poursuites | 2'430.37 | | 4'000.00 | | 3'273.28 | |
| 8710.31309.50 Frais divers | 2'463.76 | | 3'000.00 | | 2'123.81 | |
| 8710.31320.00 Honoraires ERP | 7'159.31 | | 10'000.00 | | 8'488.35 | |
| 8710.31518.00 Maintenance informatique | 73'942.89 | | 70'000.00 | | 67'812.96 | |
| 8710.31518.10 Maintenance installations administratives | 3'072.16 | | 5'000.00 | | 5'434.50 | |
| 8710.31701.00 Frais de transport | 2'364.33 | | 1'000.00 | | | |
| 8710.31800.00 Pertes sur débiteurs | 25'700.00 | | | | 1'300.00 | |
| 8710.31810.00 Pertes sur débiteurs | 34'432.10 | | 50'000.00 | | 41'855.35 | |
| 8710.36121.00 Prestations administration communale | 181'203.60 | | 195'000.00 | | 182'273.00 | |
| 8710.42600.00 Prestations pour SACEN SA | | 21'444.25 | | 32'000.00 | | 21'893.10 |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE (...) | | | | | | |
| 8710.43099.00 Prestations administratives | | 660.00 | | 1'000.00 | | 5'690.00 |
| 8710.43099.20 Produits des rappels | | 62'855.20 | | 24'000.00 | | 30'528.97 |
| 8710 Administration | 2'401'505.61 | 102'520.20 | 2'458'300.00 | 67'000.00 | 2'384'257.54 | 74'078.97 |
| 8711 Finances et comptabilité | | | | | | |
| 8711.31309.00 Frais de fiduciaire | 6'549.50 | | 10'000.00 | | 5'999.04 | |
| 8711.31373.01 TVA - REDIP | | | | | 30'818.64 | |
| 8711.31993.00 TVA - REDIP | 36'180.75 | | 20'000.00 | | | |
| 8711.33003.00 Amortissements du patrimoine administratif | 1'159'712.86 | | 1'310'000.00 | | 1'205'736.88 | |
| 8711.34011.00 Intérêts sur dettes | 327'058.70 | | 283'000.00 | | 304'367.60 | |
| 8711 Finances et comptabilité | 1'529'501.81 | | 1'623'000.00 | | 1'546'922.16 | |
| 8713 Electricité | | | | | | |
| 8713.31204.00 Achats d'électricité | 15'420'778.98 | | 16'090'000.00 | | 14'010'065.32 | |
| 8713.31204.10 Achats de certificats hydrauliques | 128'511.15 | | 69'000.00 | | 67'162.45 | |
| 8713.31204.20 Achats de certificats solaires | 167'540.32 | | 226'000.00 | | 255'909.97 | |
| 8713.31320.00 Prestations SACEN SA | 203'474.58 | | 258'000.00 | | 179'901.72 | |
| 8713.42402.00 Ventes d'énergie | | 15'838'555.33 | | 16'640'000.00 | | 14'281'838.53 |
| 8713.42402.20 Ventes de certificats | | 38'758.65 | | 324'000.00 | | 60'053.43 |
| 8713.42402.80 Ventes d'énergie | | 92.87 | | | | 185.76 |
| 8713 Electricité | 15'920'305.03 | 15'877'406.85 | 16'643'000.00 | 16'964'000.00 | 14'513'039.46 | 14'342'077.72 |
| 8714 Centrales et réseaux électriques communaux | | | | | | |
| 8714.30901.00 Formation personnel d'exploitation | 33'885.34 | | 65'000.00 | | 42'972.85 | |
| 8714.31010.00 Réseau - achat matériel | 69'168.48 | | 80'000.00 | | 84'391.65 | |
| 8714.31010.10 Réseau - achat matériel pour désagréments | 8'762.56 | | 25'000.00 | | 3'565.56 | |
| 8714.31012.00 Carburants véhicules d'exploitation | 3'124.43 | | 5'000.00 | | 2'768.73 | |
| 8714.31019.00 Imputation en transit interne | 169'877.25 | | 40'000.00 | | 155'345.06 | |
| 8714.31112.00 Appareils de mesures | 5'165.68 | | 6'000.00 | | 6'633.67 | |
| 8714.31114.00 Outillage | 27'356.64 | | 30'000.00 | | 26'604.11 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE (...) | | | | | | |
| 8714.31120.00 Vêtements du personnel | 13'219.73 | | 20'000.00 | | 16'920.21 | |
| 8714.31204.00 Réseau amont | 3'141'635.22 | | 3'259'000.00 | | 2'904'476.40 | |
| 8714.31204.90 Achat des pertes réseau | 228'293.25 | | 265'000.00 | | 238'143.40 | |
| 8714.31309.00 Cotisations d'associations techniques | 47'398.11 | | 45'000.00 | | 47'241.47 | |
| 8714.31309.50 Frais divers | 1'936.74 | | 2'000.00 | | 1'934.41 | |
| 8714.31309.90 La Charte | 29'808.19 | | 83'000.00 | | 49'739.70 | |
| 8714.31320.00 Mandats à tiers - honoraires | 35'580.59 | | 50'000.00 | | 26'060.72 | |
| 8714.31321.10 Comptage | 81'918.86 | | 100'000.00 | | 60'940.51 | |
| 8714.31340.00 Assurances et taxes | 33'259.48 | | 35'000.00 | | 35'062.11 | |
| 8714.31430.00 Réseau - prestations GC | 34'484.91 | | 40'000.00 | | 49'727.75 | |
| 8714.31430.10 Réseau - prestations GC pour désagréments | 31'721.04 | | 40'000.00 | | 39'585.91 | |
| 8714.31439.50 Droits de passage | | | 35'000.00 | | | |
| 8714.31517.00 Entretien véhicules d'exploitation | 18'321.82 | | 20'000.00 | | 19'412.67 | |
| 8714.31900.00 Dommages à tiers non assurés | | | | | 1'671.30 | |
| 8714.31920.00 Concession radiotéléphonique | 924.00 | | 1'000.00 | | 924.00 | |
| 8714.34090.00 Intérêts sur capital réseau (WACC) | 600'000.00 | | 600'000.00 | | 525'000.00 | |
| 8714.36121.00 Bénéfice prestations à Municipalité | 225'000.00 | | 345'000.00 | | 200'000.00 | |
| 8714.36990.75 Redistribution des services systèmes | 655'917.56 | | 692'000.00 | | 417'447.21 | |
| 8714.36990.76 Redistribution RPC | 2'014'951.26 | | 2'121'000.00 | | 2'088'999.63 | |
| 8714.36990.85 Réserve d'électricité de la Confédération (REC) | 1'046'277.16 | | 1'107'000.00 | | | |
| 8714.36992.00 Redistribution droit d'utilisation du sol | 606'555.23 | | 646'000.00 | | 650'718.05 | |
| 8714.42400.00 Taxes de raccordement | | 263'871.50 | | 300'000.00 | | 171'831.30 |
| 8714.42402.00 Ventes d'utilisation du réseau | | 6'317'350.77 | | 6'465'000.00 | | 6'192'357.67 |
| 8714.42609.00 Remboursements divers | | | | 10'000.00 | | 1'267.25 |
| 8714.42609.90 Participation La Charte | | 17'988.35 | | 55'000.00 | | 34'762.85 |
| 8714.43090.00 Prestations à tiers | | 206'835.83 | | 100'000.00 | | 209'449.60 |
| 8714.43090.10 Prestations pour manifestations | | 35'619.00 | | 20'000.00 | | 30'013.75 |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE (...) | | | | | | |
| 8714.43090.20 Location stations transformatrices | | 83'868.00 | | 75'000.00 | | 92'128.00 |
| 8714.43090.30 Prestations fibre optique et droits de passage | | 38'402.99 | | 40'000.00 | | 38'380.00 |
| 8714.43090.40 Imputation en transit interne | | 184'429.65 | | 40'000.00 | | 168'452.85 |
| 8714.43099.00 Produits divers | | 63'779.79 | | 40'000.00 | | 65'087.06 |
| 8714.43099.10 Frais d'intervention | | 3'681.50 | | 4'000.00 | | 3'169.30 |
| 8714.43099.20 Locaux administratifs | | 250'369.00 | | 260'000.00 | | 253'581.00 |
| 8714.43099.50 Autres revenus divers d'exploitation | | | | 5'000.00 | | |
| 8714.44010.00 Intérêts sur créances | | 23'456.36 | | 25'000.00 | | 24'762.94 |
| 8714.46990.75 Recettes des services systèmes | | 639'475.06 | | 692'000.00 | | 411'293.55 |
| 8714.46990.80 Recettes RPC | | 1'992'951.88 | | 2'121'000.00 | | 2'138'049.24 |
| 8714.46990.85 Réserve d'électricité de la Confédération (REC) | | 996'695.58 | | 1'107'000.00 | | |
| 8714.46992.00 Recettes droit d'utilisation du sol | | 606'555.23 | | 646'000.00 | | 650'718.12 |
| 8714.49203.00 Locaux d'exploitation | | 120'000.00 | | 120'000.00 | | 120'000.00 |
| 8714.49308.00 Participation des autres services communaux | | | | | | 23'353.80 |
| 8714 Centrales et réseaux électriques communaux | 9'164'543.53 | 11'845'330.49 | 9'757'000.00 | 12'125'000.00 | 7'696'287.08 | 10'628'658.28 |
| 8716 Surveillance et contrôle | | | | | | |
| 8716.31321.00 Contrôle OIBT des installations | 4'313.50 | | 30'000.00 | | 29'696.70 | |
| 8716 Surveillance et contrôle | 4'313.50 | | 30'000.00 | | 29'696.70 | |
| 8717 Promotion | | | | | | |
| 8717.36369.00 Marketing | 236'106.82 | | 270'000.00 | | 269'779.48 | |
| 8717.36379.00 Participation à la promotion des énergies renouvelables | 8'320.00 | | 40'000.00 | | 22'137.40 | |
| 8717 Promotion | 244'426.82 | | 310'000.00 | | 291'916.88 | |
| 8718 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens meubl | | | | | | |
| 8718.31200.00 Chauffage / énergie bâtiments | 71'527.71 | | 130'000.00 | | 69'061.34 | |
| 8718.31204.50 Charges d'exploitation Smotion | 41'366.34 | | 35'000.00 | | 34'873.55 | |
| 8718.31440.00 Entretien bâtiments | 97'988.69 | | 130'000.00 | | 82'757.19 | |
| 8718.31445.00 Entretien installations photovoltaïques | 103'902.08 | | 90'000.00 | | 70'008.85 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE (...) | | | | | | |
| 8718.31445.10 Entretien installations hydrauliques | 11'971.05 | | 10'000.00 | | 9'824.13 | |
| 8718.43099.00 Ventes d'énergie produite | | 853'977.90 | | 1'020'000.00 | | 891'615.32 |
| 8718.43099.50 Produits d'exploitation Smotion | | 35'376.05 | | 50'000.00 | | 32'202.07 |
| 8718 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens meubl | 326'755.87 | 889'353.95 | 395'000.00 | 1'070'000.00 | 266'525.06 | 923'817.39 |
| 8719 Autres fonctions de l'électricité (éclairage public) - Uniq | | | | | | |
| 8719.31011.00 EP - matériel d'entretien et d'extension | 13'800.00 | | | | 8'900.00 | |
| 8719.31011.50 Matériel pour CA/RCP | 19'673.48 | | | | 23'326.53 | |
| 8719.31204.00 EP - électricité | 112'026.56 | | 109'000.00 | | 102'880.96 | |
| 8719.31309.00 EP - cotisations d'associations techniques | 693.76 | | 1'000.00 | | 555.00 | |
| 8719.33003.00 EP - amortissements du patrimoine administratif | 135'716.46 | | 145'000.00 | | 118'282.17 | |
| 8719.39100.50 Politique énergétique | 101'295.05 | | 120'000.00 | | 106'423.35 | |
| 8719.42600.50 Prestations pour CA/RCP | | 18'983.42 | | 28'000.00 | | 16'078.14 |
| 8719.42606.00 EP - participation de tiers | | 21'347.25 | | 10'000.00 | | 10'688.00 |
| 8719.43093.00 EP - location camion-nacelle | | 5'402.50 | | 2'000.00 | | 4'545.75 |
| 8719.46992.00 EP - PCP | | 603'405.74 | | 650'000.00 | | 647'568.15 |
| 8719.49100.50 Politique énergétique - participation Municipalité | | 101'295.05 | | 120'000.00 | | 106'423.35 |
| 8719 Autres fonctions de l'électricité (éclairage public) - Uniq | 383'205.31 | 750'433.96 | 375'000.00 | 810'000.00 | 360'368.01 | 785'303.39 |
| 871 Electricité | 29'974'557.48 | 29'465'045.45 | 31'591'300.00 | 31'036'000.00 | 27'089'012.89 | 26'753'935.75 |
| 872 Pétrole et gaz | | | | | | |
| 8720 Administration | | | | | | |
| 8720.30002.00 Jetons de présences - diverses commissions | 600.00 | | 600.00 | | 645.00 | |
| 8720.30101.00 Personnel administratif et d'exploitation | 751'497.42 | | 803'000.00 | | 776'875.37 | |
| 8720.30500.00 Assurances AVS, AI, APG et AC | 45'531.09 | | 53'000.00 | | 48'451.55 | |
| 8720.30520.00 Assurances de prévoyance LPP | 84'484.53 | | 89'000.00 | | 87'099.75 | |
| 8720.30530.00 Assurances accidents AAP / AANP | 1'504.65 | | 2'500.00 | | 2'501.20 | |
| 8720.30540.00 Assurances allocations familiales ALFA | | 9'817.85 | | 10'000.00 | | 11'486.70 |
| 8720.30560.00 Assurances maladies | 4'190.75 | | 4'300.00 | | 4'136.25 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE (...) | | | | | | |
| 8720.30590.00 Autres charges d'assurances | 3'287.10 | | 3'000.00 | | 2'487.30 | |
| 8720.30600.00 Allocation de renchérissement aux retraités | 4'544.73 | | 5'000.00 | | 4'575.82 | |
| 8720.30900.00 Formation personnel administratif | 676.18 | | 1'000.00 | | 308.00 | |
| 8720.31000.00 Matériel et fourniture de bureau | 535.03 | | 1'500.00 | | 935.32 | |
| 8720.31009.00 Autres frais de matériel | 162.03 | | 300.00 | | 132.60 | |
| 8720.31020.00 Imprimés | 5'167.66 | | 12'000.00 | | 10'027.82 | |
| 8720.31039.00 Frais de presse | 2'962.78 | | 2'000.00 | | 3'826.58 | |
| 8720.31100.00 Meubles et appareils de bureau | 164.42 | | 2'000.00 | | 1'901.00 | |
| 8720.31130.00 Ordinateurs et accessoires informatiques | 2'575.99 | | 10'000.00 | | 102.89 | |
| 8720.31301.00 Frais de téléphone et internet | 4'232.21 | | 6'000.00 | | 5'884.15 | |
| 8720.31302.00 Frais de port | 14'945.39 | | 18'000.00 | | 10'853.58 | |
| 8720.31303.00 Frais de banque | 71.16 | | 300.00 | | 71.94 | |
| 8720.31304.00 Frais de poste | 4'156.44 | | 6'000.00 | | 4'254.74 | |
| 8720.31309.00 Frais de poursuites | 504.58 | | 1'000.00 | | 784.14 | |
| 8720.31309.90 Frais divers | 2'780.73 | | 3'000.00 | | 2'887.53 | |
| 8720.31320.00 Honoraires ERP | 6'773.33 | | 10'000.00 | | 7'893.40 | |
| 8720.31340.00 Assurances et taxes | 18'864.44 | | 22'000.00 | | 21'090.07 | |
| 8720.31518.00 Maintenance informatique | 42'371.02 | | 42'000.00 | | 17'089.37 | |
| 8720.31518.10 Maintenance installations administratives | 982.45 | | 4'000.00 | | 2'654.30 | |
| 8720.31701.00 Frais de transport | 889.89 | | 1'000.00 | | | |
| 8720.31800.00 Du croire | 2'400.00 | | | | 200.00 | |
| 8720.31810.00 Pertes sur débiteurs | 6'870.65 | | 10'000.00 | | 6'963.86 | |
| 8720.36121.00 Prestations administration communale | 135'902.70 | | 145'000.00 | | 136'704.00 | |
| 8720.43099.00 Prestations administratives | | 3'022.50 | | 2'000.00 | | 1'958.25 |
| 8720.43099.20 Produits des rappels | | 5'965.81 | | 18'000.00 | | 22'890.35 |
| 8720 Administration | 1'149'629.35 | 18'806.16 | 1'257'500.00 | 30'000.00 | 1'161'337.53 | 36'335.30 |
| 8721 Finances et comptabilité | | | | | | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE (...) | | | | | | |
| 8721.31309.00 Frais de fiduciaire | 3'188.61 | | 3'000.00 | | 3'493.62 | |
| 8721.31373.01 TVA - REDIP | | | | | 110.94 | |
| 8721.31993.00 TVA - REDIP | 99.71 | | 1'000.00 | | | |
| 8721.33003.00 Amortissements du patrimoine administratif | 246'900.74 | | 305'000.00 | | 235'850.59 | |
| 8721.34011.00 Intérêts sur dettes | 62'106.00 | | 40'000.00 | | 56'385.00 | |
| 8721.36121.00 Intérêts sur dette à Municipalité | 350'000.00 | | 350'000.00 | | 350'000.00 | |
| 8721.36340.00 Restitution à la Municipalité | 520'000.00 | | 520'000.00 | | 520'000.00 | |
| 8721.44010.00 Intérêts sur créances | | 120.00 | | | | 42.00 |
| 8721 Finances et comptabilité | 1'182'295.06 | 120.00 | 1'219'000.00 | | 1'165'840.15 | 42.00 |
| 8723 Gaz - énergie | | | | | | |
| 8723.31205.00 Achats de gaz | 7'234'853.96 | | 7'490'000.00 | | 8'468'293.80 | |
| 8723.36990.25 Taxe CO2 | 1'618'944.71 | | 1'670'000.00 | | 1'394'538.23 | |
| 8723.42402.00 Ventes de gaz | | 7'953'016.81 | | 7'190'000.00 | | 11'154'599.01 |
| 8723.46990.25 Taxe CO2 | | 1'340'639.82 | | 1'385'000.00 | | 1'286'530.20 |
| 8723 Gaz - énergie | 8'853'798.67 | 9'293'656.63 | 9'160'000.00 | 8'575'000.00 | 9'862'832.03 | 12'441'129.21 |
| 8724 Approvisionnement en gaz communal - réseau | | | | | | |
| 8724.30901.00 Formation personnel d'exploitation | 4'912.35 | | 13'000.00 | | 6'678.60 | |
| 8724.31010.00 Réseau - achat matériel | 2'660.81 | | 10'000.00 | | 1'746.00 | |
| 8724.31012.00 Carburants véhicules d'exploitation | 2'081.16 | | 4'000.00 | | 2'282.81 | |
| 8724.31114.00 Outillage | 21'360.23 | | 20'000.00 | | 12'062.01 | |
| 8724.31120.00 Vêtements du personnel | 1'757.01 | | 2'000.00 | | 1'227.30 | |
| 8724.31205.00 Réseaux amont | 163'808.51 | | 10'000.00 | | 703'386.17 | |
| 8724.31309.00 Cotisations d'associations techniques | 28'169.25 | | 30'000.00 | | 28'710.60 | |
| 8724.31320.00 Mandats à tiers - honoraires | 7'506.06 | | 20'000.00 | | 18'899.83 | |
| 8724.31430.00 Réseau - prestations GC | 1'661.48 | | 10'000.00 | | | |
| 8724.31430.10 Réseau - prestations GC pour désagréments | 10'693.39 | | 20'000.00 | | 13'910.99 | |
| 8724.31439.50 Droits de passage | 176.02 | | 35'000.00 | | 176.15 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE (...) | | | | | | |
| 8724.31517.00 Entretien véhicules d'exploitation | 7'427.03 | | 6'000.00 | | 8'555.16 | |
| 8724.31900.00 Dommages à tiers non assurés | | | 1'000.00 | | | |
| 8724.39100.00 Imputations internes - prestations SIT | | | | | 11'676.90 | |
| 8724.39203.00 Locaux d'exploitation | 60'000.00 | | 60'000.00 | | 60'000.00 | |
| 8724.42400.00 Taxes de raccordement | | 1'500.00 | | | | 2'000.00 |
| 8724.42401.00 Taxe d'abonnement | | 160'427.46 | | 250'000.00 | | 290'885.21 |
| 8724.42403.00 Réseau de distribution | | 2'090'371.00 | | 2'290'000.00 | | 205'841.62 |
| 8724.43090.00 Prestations à tiers | | 13'236.05 | | 3'000.00 | | 31'484.55 |
| 8724.43099.00 Produits divers | | 12.06 | | 500.00 | | 17'410.72 |
| 8724 Approvisionnement en gaz communal - réseau | 312'213.30 | 2'265'546.57 | 241'000.00 | 2'543'500.00 | 869'312.52 | 547'622.10 |
| 8729 Autres fonctions de l'approvisionnement en gaz | | | | | | |
| 8729.36379.00 Participation à la promotion des énergies renouvelables | 150'000.00 | | 150'000.00 | | 98'535.00 | |
| 8729 Autres fonctions de l'approvisionnement en gaz | 150'000.00 | | 150'000.00 | | 98'535.00 | |
| 872 Pétrole et gaz | 11'647'936.38 | 11'578'129.36 | 12'027'500.00 | 11'148'500.00 | 13'157'857.23 | 13'025'128.61 |
| 879 Production de chaleur | | | | | | |
| 8790 à compléter | | | | | | |
| 8790.30101.00 Personnel administratif et d'exploitation | 58'648.24 | | 71'000.00 | | 35'241.45 | |
| 8790.30500.00 Assurances AVS, AI, APG et AC | 3'672.79 | | 6'000.00 | | 2'186.65 | |
| 8790.30520.00 Assurances de prévoyance LPP | 5'775.79 | | 7'500.00 | | 3'612.00 | |
| 8790.30530.00 Assurances accidents AAP / AANP | 67.30 | | 1'000.00 | | 113.05 | |
| 8790.30540.00 Assurances allocations familiales ALFA | | 689.80 | | 1'000.00 | | 759.85 |
| 8790.30560.00 Assurances maladies | 197.65 | | 500.00 | | 193.95 | |
| 8790.31301.00 Frais de téléphone et internet | 69.60 | | 800.00 | | 90.30 | |
| 8790.31309.90 Frais divers | 3'665.20 | | 7'000.00 | | 2'493.99 | |
| 8790.31340.00 Assurances et taxes | 3'600.00 | | 10'000.00 | | 1'200.00 | |
| 8790.31518.00 Maintenance informatique | 3'509.90 | | 4'500.00 | | 1'200.00 | |
| 8790.31518.10 Maintenance installations administratives | 1'800.00 | | 6'500.00 | | 300.00 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE (...) | | | | | | |
| 8790.31701.00 Frais de transport | 174.30 | | 500.00 | | 102.69 | |
| 8790 à compléter | 81'180.77 | 689.80 | 115'300.00 | 1'000.00 | 46'734.08 | 759.85 |
| 8791 à compléter | | | | | | |
| 8791.33003.00 Amortissements du patrimoine administratif | 99'351.17 | | 145'000.00 | | 99'226.50 | |
| 8791.34011.00 Intérêts sur dettes | 80'394.00 | | 108'000.00 | | 66'015.00 | |
| 8791 à compléter | 179'745.17 | | 253'000.00 | | 165'241.50 | |
| 8793 à compléter | | | | | | |
| 8793.30901.00 Formation du personnel d'exploitation | 1'430.02 | | 3'000.00 | | 600.00 | |
| 8793.31012.00 Carburants véhicules d'exploitation | 900.00 | | 1'500.00 | | 300.00 | |
| 8793.31114.00 Outillage | 1'800.00 | | 3'000.00 | | 600.00 | |
| 8793.31200.00 Consommation d'électricité et eau | 44'322.61 | | 70'000.00 | | 13'092.71 | |
| 8793.31206.00 Achats de combustible | 82'222.77 | | 80'000.00 | | 90'730.03 | |
| 8793.31320.00 Mandats à tiers - honoraires | 11'490.47 | | | | | |
| 8793.31515.00 Entretien production de chaleur | 15'184.46 | | 46'000.00 | | 13'817.10 | |
| 8793.31517.00 Entretien véhicules d'exploitation | | | 1'500.00 | | | |
| 8793.42402.00 Ventes de chaleur | | 309'722.27 | | 402'000.00 | | 208'678.14 |
| 8793.42403.00 Ventes de puissance | | 141'067.55 | | 134'000.00 | | 110'489.34 |
| 8793 à compléter | 157'350.33 | 450'789.82 | 205'000.00 | 536'000.00 | 119'139.84 | 319'167.48 |
| 879 Production de chaleur | 418'276.27 | 451'479.62 | 573'300.00 | 537'000.00 | 331'115.42 | 319'927.33 |
| 87 Combustibles et énergie | 42'040'770.13 | 41'494'654.43 | 44'192'100.00 | 42'721'500.00 | 40'577'985.54 | 40'098'991.69 |
| Dépenses nettes | | 546'115.70 | | 1'470'600.00 | | 478'993.85 |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE | 42'180'513.53 | 41'503'987.43 | 44'329'600.00 | 42'733'500.00 | 40'725'078.49 | 40'113'034.69 |
| Dépenses nettes | | 676'526.10 | | 1'596'100.00 | | 612'043.80 |

9 Finances - Impôts

9902 Produits du compte de résultats

9902.46992.01 Il s'agit de l'encaissement de l'intérêt calculé sur la valeur du réseau électrique.

9902.46992.02 L'émolument pour l'utilisation du sol est fixé à 0,7 cts/KW.

9990 Clôture - Compte général

9990.90000.00 L'excédent de revenus de l'exercice 2024 doit être comptabilisé sous cette rubrique.

9991 Financements spéciaux et fonds du capital propre

Ce chapitre récapitule les résultats des services autofinancés. Une différence d'arrondi de CHF 0.04 a été constaté après la clôture des comptes.

x.90100.10 Il est attribué CHF 71'901.70 du fonds service du feu

x.90100.20 Il est attribué CHF 860'132.44 au fonds STEP/PGEE - 29002.00

x.90100.30 Il est attribué CHF 468'320.35 au fonds entretien et rénovation du service de l'approvisionnement en eau potable.

x.90100.40 Il est attribué CHF 193'434.90 au fonds des déchets - 29004.00

x.90100.73 Il est attribué CHF 36'838.- au fonds éclairage public.

x.90100.92 Il est attribué CHF 320'842.49 au fonds des eaux de surface / digues - 29009.20

x.90110.93 Il est attribué CHF 33'203.35 au fonds régulation production de chaleur

x.90110.70 Un montant de CHF 197'341.99 doit être prélevé du fonds de régulation entretien et rénovation électricité

x.90110.71 Un montant de CHF 349'008.- doit être prélevé du fonds de régulation du réseau électrique

x.90110.82 Un montant de CHF 69'807.02 doit être prélevé du fonds de régulation énergie du service du gaz

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 9 FINANCES - IMPÔTS | | | | | | |
| 91 Impôts | | | | | | |
| 910 Impôts | | | | | | |
| 9100 Impôts directs des personnes physiques (PPH) | | | | | | |
| 9100.31300.00 EMOLUMENTS FRAIS DE PARTAGES RCJU PPH | 24'218.15 | | 10'000.00 | | 27'255.30 | |
| 9100.31803.00 AUGMENTATION DUCROIRE IMPOTS | 143'200.00 | | | | 30'000.00 | |
| 9100.31813.00 CREANCES FISCALES (ELIMINATION) PPH | 369'599.73 | | 400'000.00 | | 321'188.76 | |
| 9100.40000.00 IMPOT SUR LE REVENU PPH | | 20'799'952.70 | | 21'460'000.00 | | 20'762'126.90 |
| 9100.40001.00 IMPOTS SUPPLEMENTAIRES & REPRESSIFS PPH | | 266'007.65 | | 200'000.00 | | 147'603.25 |
| 9100.40002.00 REP. FISCALE - PARTAGES NON DOMICILIE PPH | | 900'217.40 | | 450'000.00 | | 528'477.50 |
| 9100.40002.99 REP. FISCALE - PARTAGE DOMICILIE PPH | 436'259.60 | | 350'000.00 | | 312'473.40 | |
| 9100.40007.00 AUG. REVENU PPH - ANNEES ANTERIEURES | | 8'095'098.15 | | 4'200'000.00 | | 4'506'477.12 |
| 9100.40007.99 DIM. REVENU PPH - ANNEES ANTERIEURES | 3'717'774.35 | | 2'000'000.00 | | 2'964'286.10 | |
| 9100.40009.00 BENEFICE LIQ. PPH VARIATIONS | | 22'549.04 | | | | 1'723.06 |
| 9100.40010.00 IMPOT SUR LA FORTUNE PPH | | 2'181'619.60 | | 2'315'000.00 | | 2'196'616.70 |
| 9100.40017.00 AUG. FORTUNE PPH - ANNEES ANTERIEURES | | 922'027.70 | | 500'000.00 | | 517'305.90 |
| 9100.40017.99 DIM. FORTUNE PPH - ANNEES ANTERIEURES | 358'481.85 | | 250'000.00 | | 346'164.95 | |
| 9100.40020.00 IMPOT A LA SOURCE PPH | | 1'195'635.80 | | 1'150'000.00 | | 1'260'662.25 |
| 9100.40022.00 IMPOT DES FRONTALIERS PPH | | 4'664'259.27 | | 3'800'000.00 | | 4'343'333.00 |
| 9100.40022.99 PRELEVEMENT SUR IMPOT FRONTALIER PLAN EQUILIBRE RCJU | 1'073'360.00 | | | | | |
| 9100 Impôts directs des personnes physiques (PPH) | 6'122'893.68 | 39'047'367.31 | 3'010'000.00 | 34'075'000.00 | 4'001'368.51 | 34'264'325.68 |
| 9101 Impôts directs des personnes morales (PM) | | | | | | |
| 9101.31813.00 CREANCES FISCALES (ELIMINATION) PM | 12'052.96 | | 15'000.00 | | 27'955.11 | |
| 9101.40100.00 IMPOT SUR LE BENEFICE PM | | 3'861'953.40 | | 5'800'000.00 | | 4'117'331.55 |
| 9101.40102.00 REP. FISCALE - PARTAGES NON DOMICILIE PM | | 586'777.50 | | 480'000.00 | | 884'071.05 |
| 9101.40102.99 REP. FISCALE - PARTAGES DOMICILIE PM | 127'162.55 | | 25'000.00 | | 1'331'555.85 | |
| 9101.40107.00 AUG. BENEFICE PM - ANNEES ANTERIEURES | | 4'071'916.15 | | 1'950'000.00 | | 3'857'371.30 |
| 9101.40107.99 DIM. BENEFICE PM - ANNEES ANTERIEURES | 2'377'354.30 | | 2'225'000.00 | | 2'475'645.70 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 9 FINANCES - IMPÔTS (...) | | | | | | |
| 9101.40108.00 ENCAIS. DE CREANCES FISCALES AMORTIES PM | | | | 5'000.00 | | |
| 9101.40109.00 AUTRES IMPOTS SUR LE BENEFICE DES PM | | 96'068.35 | | | | |
| 9101.40110.00 IMPOT SUR LE CAPITAL PM | | 1'246'252.65 | | 1'350'000.00 | | 1'370'882.90 |
| 9101.40117.00 AUG. CAPITAL PM - ANNEES ANTERIEURES | | 354'054.70 | | 300'000.00 | | 599'132.10 |
| 9101.40117.99 DIM. CAPITAL PM - ANNEES ANTERIEURES | 694'839.40 | | 200'000.00 | | 1'659'421.90 | |
| 9101 Impôts directs des personnes morales (PM) | 3'211'409.21 | 10'217'022.75 | 2'465'000.00 | 9'885'000.00 | 5'494'578.56 | 10'828'788.90 |
| 9102 Autres impôts directs | | | | | | |
| 9102.31811.00 PERTES S/DEBITEURS TAXES IMMO. | 1'676.13 | | 2'000.00 | | 714.38 | |
| 9102.40210.00 IMPOTS FONCIERS | | 3'119'112.84 | | 3'000'000.00 | | 2'972'235.15 |
| 9102.40220.00 IMPÔT SUR LES GAINS IMMOBILIERS | | 1'166'487.90 | | 1'000'000.00 | | 589'979.40 |
| 9102.40221.00 IMPOT SUR LES GAINS EN CAPITAL | | 785'515.47 | | 800'000.00 | | 854'673.42 |
| 9102.40240.00 SUCCESSIONS ET DONATIONS | | 118'348.55 | | 150'000.00 | | 168'122.40 |
| 9102.40330.00 TAXE DES CHIENS | | 69'279.30 | | 68'000.00 | | 69'120.00 |
| 9102.40391.00 TAXE DE SEJOUR | | 28'417.00 | | 20'000.00 | | 23'340.80 |
| 9102 Autres impôts directs | 1'676.13 | 5'287'161.06 | 2'000.00 | 5'038'000.00 | 714.38 | 4'677'471.17 |
| 910 Impôts | 9'335'979.02 | 54'551'551.12 | 5'477'000.00 | 48'998'000.00 | 9'496'661.45 | 49'770'585.75 |
| 91 Impôts | 9'335'979.02 | 54'551'551.12 | 5'477'000.00 | 48'998'000.00 | 9'496'661.45 | 49'770'585.75 |
| Recettes nettes | 45'215'572.10 | | 43'521'000.00 | | 40'273'924.30 | |
| 92 Conventions fiscales | | | | | | |
| 920 Conventions fiscales | | | | | | |
| 9201 Conventions fiscales | | | | | | |
| 9201.46000.00 RETROCESSION IFD / RFFA | | 420'079.00 | | 480'000.00 | | 482'071.00 |
| 9201 Conventions fiscales | | 420'079.00 | | 480'000.00 | | 482'071.00 |
| 920 Conventions fiscales | | 420'079.00 | | 480'000.00 | | 482'071.00 |
| 92 Conventions fiscales | | 420'079.00 | | 480'000.00 | | 482'071.00 |
| Recettes nettes | 420'079.00 | | 480'000.00 | | 482'071.00 | |
| 93 Péréquation financière et compensation des charges | | | | | | |
| 930 Péréquation financière et compensation des charges | | | | | | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 9 FINANCES - IMPÔTS (...) | | | | | | |
| 9300 Péréquation financière - Cantons et concordats | | | | | | |
| 9300.36227.00 CONTRIBUTIONS AU FONDS - REPA | 210'358.00 | | 210'500.00 | | 841'941.00 | |
| 9300.46228.00 CONTRIBUTION CHARGES COMMUNE CENTRE - RI | | 972'448.00 | | 972'000.00 | | 987'099.00 |
| 9300 Péréquation financière - Cantons et concordats | 210'358.00 | 972'448.00 | 210'500.00 | 972'000.00 | 841'941.00 | 987'099.00 |
| 930 Péréquation financière et compensation des charges | 210'358.00 | 972'448.00 | 210'500.00 | 972'000.00 | 841'941.00 | 987'099.00 |
| 93 Péréquation financière et compensation des charges | 210'358.00 | 972'448.00 | 210'500.00 | 972'000.00 | 841'941.00 | 987'099.00 |
| Recettes nettes | 762'090.00 | | 761'500.00 | | 145'158.00 | |
| 96 Administration de la fortune et de la dette | | | | | | |
| 961 Intérêts | | | | | | |
| 9610 Intérêts actifs | | | | | | |
| 9610.44011.00 INTERETS SUR CREANCES FISCALES | | 457'209.06 | | 320'000.00 | | 357'841.01 |
| 9610 Intérêts actifs | | 457'209.06 | | 320'000.00 | | 357'841.01 |
| 9611 Intérêts passifs | | | | | | |
| 9611.34002.00 INTERETS PASSIFS SUR CREANCES FISCALES | 30'197.01 | | 2'000.00 | | 5'573.23 | |
| 9611.34011.00 DETTES A MOYEN & LONG TERME | 1'771'787.30 | | 1'550'000.00 | | 1'226'164.67 | |
| 9611.34011.01 FONDS SPECIAUX | 22'679.97 | | 20'000.00 | | 19'853.62 | |
| 9611.34011.40 DETTES ENTITES PARTICULIERES | 49'490.00 | | 50'000.00 | | 50'380.00 | |
| 9611.34090.99 IMPUTATIONS INTERNE INTERETS AUTOFINANCES | | 203'327.00 | | 185'700.00 | | 130'799.00 |
| 9611.44011.00 CREANCES | | 735'782.95 | | 650'000.00 | | 678'042.75 |
| 9611.44500.00 COMMUNAUTE COLLEGE INTERETS | | 146'511.00 | | 165'000.00 | | 149'987.00 |
| 9611.49400.00 IMPUTATIONS INTERNES INTERETS | | 1'113'589.00 | | 1'146'100.00 | | 820'982.00 |
| 9611 Intérêts passifs | 1'874'154.28 | 2'199'209.95 | 1'622'000.00 | 2'146'800.00 | 1'301'971.52 | 1'779'810.75 |
| 961 Intérêts | 1'874'154.28 | 2'656'419.01 | 1'622'000.00 | 2'466'800.00 | 1'301'971.52 | 2'137'651.76 |
| 963 Immeubles du patrimoine financier | | | | | | |
| 9630 Biens immobiliers corporels du PF | | | | | | |
| 9630.31340.00 ASSURANCE IMMOBILIERE | 9'923.50 | | 7'700.00 | | 7'645.25 | |
| 9630.31800.00 REEVALUATIONS DE CREANCES | 202'462.10 | | | | | |
| 9630.34314.00 PREST. DE TIERS POUR L'ENTRETIEN DES IMM | 82'844.10 | | 55'000.00 | | 57'391.05 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|--------------|--------------|-------------|-----------|--------------|-----------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 9 FINANCES - IMPÔTS (...) | | | | | | |
| 9630.34314.01 ENTRETIEN COUVERT PAR L'ASSURANCE | 37'038.65 | | 10'000.00 | | 16'173.80 | |
| 9630.34314.03 ENTRETIEN DIVERS CREUX-DES-BICHES | 9'868.65 | | 14'000.00 | | 8'896.30 | |
| 9630.34314.04 MOBILIER, MACHINES | 4'262.90 | | 7'000.00 | | 4'819.90 | |
| 9630.34390.00 COMBUSTIBLE | 67'017.20 | | 76'500.00 | | 81'131.40 | |
| 9630.34392.00 EAU | 12'173.15 | | 14'200.00 | | 11'881.55 | |
| 9630.34394.00 ELECTRICITE | 12'598.40 | | 15'500.00 | | 8'762.95 | |
| 9630.43902.00 AUTRES REVENUS DE LEG | | 2'385'290.00 | | | | |
| 9630.44300.00 DROIT SUPERFICIE DIVERS BIEN-FONDS | | 68'328.00 | | 64'200.00 | | 75'569.45 |
| 9630.44300.04 LOYERS DU PATRIMOINE FINANCIER | | 6'010.00 | | 6'000.00 | | 6'010.00 |
| 9630.44301.01 DROIT DE SUPERFICIE COMPTOIR SA | | 95'000.00 | | 95'000.00 | | 95'000.00 |
| 9630.44301.02 LOCATION PARKING LA CROISEE | | 20'717.00 | | 20'000.00 | | 20'000.00 |
| 9630.44302.01 LOCATION BAMBOIS | | 3'550.00 | | 4'000.00 | | 3'950.00 |
| 9630.44302.05 ST-SEBASTIEN 5 | | 10'800.00 | | 10'800.00 | | 10'800.00 |
| 9630.44302.10 COLONIES DU CREUX-DES-BICHES | | 46'313.65 | | 30'000.00 | | 39'499.45 |
| 9630.44302.15 ORANGERIE | | 9'600.00 | | 9'600.00 | | 9'600.00 |
| 9630.44302.20 RUE FRANCHE 22 PUCE VERTE | | 18'000.00 | | 18'000.00 | | 18'000.00 |
| 9630.44302.25 EGLISE 4 | | 12'084.00 | | 12'000.00 | | 12'084.00 |
| 9630.44302.30 FRANCHE 22 | | 28'864.35 | | 26'000.00 | | 28'800.00 |
| 9630.44302.35 GRANGES 8 | | 27'042.90 | | 27'300.00 | | 27'000.00 |
| 9630.44302.40 GRANGES 10 | | 11'405.35 | | 11'800.00 | | 10'850.00 |
| 9630.44302.45 GRANGES 12 | | 12'600.00 | | 13'800.00 | | 13'800.00 |
| 9630.44302.50 HOPITAL 31 | | 38'427.70 | | 37'200.00 | | 38'392.60 |
| 9630.44302.55 HOPITAL 33 | | 50'406.55 | | 51'500.00 | | 51'060.00 |
| 9630.44302.60 HOPITAL 35 | | 52'709.05 | | 56'000.00 | | 55'098.35 |
| 9630.44302.65 PORRENTRUY 16 | | 4'800.00 | | | | 4'800.00 |
| 9630.44302.70 PORRENTRUY 20 | | 9'021.45 | | 9'000.00 | | 9'000.00 |
| 9630.44399.50 PRESTATIONS DE L'ASSURANCE ET DE TIERS | | 69'650.20 | | 10'000.00 | | 17'191.90 |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 9 FINANCES - IMPÔTS (...) | | | | | | |
| 9630.44432.00 REEVALUATION BÂTIMENTS, LOCAUX ET EQUIPEMENTS DU PF | | 688'400.00 | | | | 1'925'593.40 |
| 9630 Biens immobiliers corporels du PF | 438'188.65 | 3'669'020.20 | 199'900.00 | 512'200.00 | 196'702.20 | 2'472'099.15 |
| 9631 A définir | | | | | | |
| 9631.31340.00 ASSURANCE IMMOBILIERE | 16'239.25 | | 15'200.00 | | 21'084.90 | |
| 9631.31341.00 ASSURANCES CHOSES SAFED | 2'855.60 | | 10'000.00 | | 8'850.00 | |
| 9631.34011.00 INTERETS SUR IMMEUBLE DU PATRIMOINE FINANCIER | 230'000.00 | | 231'000.00 | | 230'000.00 | |
| 9631.34314.00 PREST. DE TIERS POUR L'ENTRETIEN | 117'326.26 | | 110'000.00 | | 196'823.29 | |
| 9631.34314.01 FETE DE LA TRANSITION ET PROJET INTERREG | 31'946.85 | | 40'000.00 | | | |
| 9631.34314.05 GESTION IMMOBILIERE | 25'992.90 | | | | | |
| 9631.34390.00 COMBUSTIBLE | 62'995.68 | | 145'000.00 | | 150'799.50 | |
| 9631.34392.00 EAU | 4'867.30 | | 7'000.00 | | 5'430.60 | |
| 9631.34394.00 ELECTRICITE | 78'538.10 | | 72'000.00 | | 65'917.50 | |
| 9631.39101.00 COMPLEXE E.-BOECHAT IMPUTATIONS INTERNES PERSONNEL | 101'400.00 | | | | 89'850.00 | |
| 9631.44302.00 EMILE-BOECHAT 34-44 LOCATIONS | | 486'136.34 | | 500'000.00 | | 501'544.24 |
| 9631.44302.01 LE VILEBREQUIN CONTRE-PRESTATION | | 13'876.05 | | 15'000.00 | | 13'927.60 |
| 9631.44322.00 RECETTES SUR CHARGES DE BATIMENTS | | | | 135'000.00 | | 75'357.15 |
| 9631.46310.00 SUBVENTIONS | | 3'913.05 | | | | |
| 9631 A définir | 672'161.94 | 503'925.44 | 630'200.00 | 650'000.00 | 768'755.79 | 590'828.99 |
| 963 Immeubles du patrimoine financier | 1'110'350.59 | 4'172'945.64 | 830'100.00 | 1'162'200.00 | 965'457.99 | 3'062'928.14 |
| 969 Patrimoine financier non mentionné ailleurs | | | | | | |
| 9690 Placements financiers du PF | | | | | | |
| 9690.31303.00 FRAIS DE BANQUE C/C | 2'107.49 | | 2'500.00 | | 11'458.77 | |
| 9690.44200.30 CAPITAUX DU PATRIMOINE FINANCIER | | 27'253.50 | | 5'000.00 | | 43'573.00 |
| 9690 Placements financiers du PF | 2'107.49 | 27'253.50 | 2'500.00 | 5'000.00 | 11'458.77 | 43'573.00 |
| 969 Patrimoine financier non mentionné ailleurs | 2'107.49 | 27'253.50 | 2'500.00 | 5'000.00 | 11'458.77 | 43'573.00 |
| 96 Administration de la fortune et de la dette | 2'986'612.36 | 6'856'618.15 | 2'454'600.00 | 3'634'000.00 | 2'278'888.28 | 5'244'152.90 |
| Recettes nettes | 3'870'005.79 | | 1'179'400.00 | | 2'965'264.62 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 9 FINANCES - IMPÔTS (...) | | | | | | |
| 97 Redistributions | | | | | | |
| 971 Redistributions | | | | | | |
| 9710 Redistributions liées à la taxe sur le CO2 | | | | | | |
| 9710.46990.25 TAXE SUR LE CO2 PAR LA CONFEDERATION | | 23'987.75 | | 30'000.00 | | 43'410.35 |
| 9710 Redistributions liées à la taxe sur le CO2 | | 23'987.75 | | 30'000.00 | | 43'410.35 |
| 971 Redistributions | | 23'987.75 | | 30'000.00 | | 43'410.35 |
| 97 Redistributions | | 23'987.75 | | 30'000.00 | | 43'410.35 |
| Recettes nettes | 23'987.75 | | 30'000.00 | | 43'410.35 | |
| 99 Postes non répartis | | | | | | |
| 990 Postes non répartis | | | | | | |
| 9902 Produits du compte de résultats | | | | | | |
| 9902.46992.00 PRESTATIONS COMMUNALES ENVERS SID | | 453'009.00 | | 465'000.00 | | 455'681.00 |
| 9902.46992.01 INTERETS CAPITAL RESEAU ELECTRIQUE | | 600'000.00 | | 600'000.00 | | 525'000.00 |
| 9902.46992.02 PRESTATIONS AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES | | 850'042.51 | | 991'000.00 | | 932'095.15 |
| 9902.46992.03 SERVICE DU GAZ RBT DEFICIT ANTERIEUR | | 520'000.00 | | 520'000.00 | | 520'000.00 |
| 9902 Produits du compte de résultats | | 2'423'051.51 | | 2'576'000.00 | | 2'432'776.15 |
| 9903 Dépenses du compte des investissements | | | | | | |
| 9903 Dépenses du compte des investissements | | | | | | |
| 9909 Autres fonctions des postes non répartis | | | | | | |
| 9909.36121.00 PRESTATIONS SID ECLAIRAGE PUBLIC | 9'954.55 | | 11'500.00 | | 11'511.00 | |
| 9909 Autres fonctions des postes non répartis | 9'954.55 | | 11'500.00 | | 11'511.00 | |
| 990 Postes non répartis | 9'954.55 | 2'423'051.51 | 11'500.00 | 2'576'000.00 | 11'511.00 | 2'432'776.15 |
| 999 Clôture | | | | | | |
| 9990 Clôture - Compte général | | | | | | |
| 9990.38990.00 RESORPTION DU DECOUVERT | | | 70'840.00 | | | |
| 9990.48940.00 PRELEVEMENT SUR LA RESERVE DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE | | | | | | 650'000.00 |
| 9990.90000.00 CLOTURE DU COMPTES DE RESULTAT - EXCEDEN' DE REVENUS | 5'177'998.41 | | | | | |
| 9990.90010.00 CLOTURE DU COMPTE DE RESULTATS - EXCEDEN' DE CHARGES | | | | | | 2'174'361.60 |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 9 FINANCES - IMPÔTS (...) | | | | | | |
| 9990 Clôture - Compte général | 5'177'998.41 | | 70'840.00 | | | 2'824'361.60 |
| 9991 Financements spéciaux et fonds du capital propre | | | | | | |
| 9991.90100.10 ATTRIBUTION AU FONDS DU SERVICE DU FEU | 71'901.70 | | | | | |
| 9991.90100.20 ATTRIBUTIONS AU FONDS STEP | 860'132.44 | | 555'800.00 | | 956'400.62 | |
| 9991.90100.30 Eau - Attribution Fonds entretien et rénovation | 468'320.35 | | | | 425'490.69 | |
| 9991.90100.35 Eau - Attribution Fonds maintien de la valeur | | | 14'000.00 | | | |
| 9991.90100.40 ATTRIBUTIONS AU FONDS DES DECHETS | 193'434.90 | | | | 126'658.21 | |
| 9991.90100.73 EP - Attribution Fonds éclairage public | 36'838.00 | | 80'000.00 | | 13'000.00 | |
| 9991.90100.92 ATTRIBUTION AU FONDS DES DIGUES | 320'842.49 | | 165'500.00 | | 326'170.94 | |
| 9991.90100.93 Chaleur - Attribution Fonds régulation | 33'203.35 | | 3'600.00 | | | |
| 9991.90110.10 PRELEVEMENT SUR FONDS DU SERVICE DU FEU | | | | 30'000.00 | | 26'584.02 |
| 9991.90110.30 Eau - Prélèvement Fonds entretien et rénovation | | | | 70'500.00 | | |
| 9991.90110.40 PRELEVEMENT SUR FONDS DES DECHETS | | | | 38'300.00 | | |
| 9991.90110.70 Electricité - Prélèvement Fonds entretien et rénovation | | 197'341.99 | | | | 348'077.14 |
| 9991.90110.71 Electricité - Prélèvement Fonds régulation réseau | | 349'008.00 | | 340'000.00 | | |
| 9991.90110.72 Electricité - Prélèvement Fonds régulation énergie | | | | 295'300.00 | | |
| 9991.90110.82 Gaz - Prélèvement Fonds régulation énergie | | 69'807.02 | | 879'000.00 | | 132'728.62 |
| 9991.90110.91 PRELEVEMENTS SUR FONDS CADASTRE | | | | | | 72'607.70 |
| 9991.90110.93 Chaleur - Prélèvement Fonds régulation | | | | 39'900.00 | | 11'188.09 |
| 9991 Financements spéciaux et fonds du capital propre | 1'984'673.23 | 616'157.01 | 818'900.00 | 1'693'000.00 | 1'847'720.46 | 591'185.57 |
| 9993 Autres capitaux propres affectés | | | | | | |
| 9993 Autres capitaux propres affectés | | | | | | |
| 999 Clôture | 7'162'671.64 | 616'157.01 | 889'740.00 | 1'693'000.00 | 1'847'720.46 | 3'415'547.17 |
| 99 Postes non répartis | 7'172'626.19 | 3'039'208.52 | 901'240.00 | 4'269'000.00 | 1'859'231.46 | 5'848'323.32 |
| Dépenses nettes | | 4'133'417.67 | 3'367'760.00 | | 3'989'091.86 | |
| 9 FINANCES - IMPÔTS | 19'705'575.57 | 65'863'892.54 | 9'043'340.00 | 58'383'000.00 | 14'476'722.19 | 62'375'642.32 |
| Recettes nettes | 46'158'316.97 | | 49'339'660.00 | | 47'898'920.13 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les fonctions

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| Récapitulation | | | | | | |
| 0 ADMINISTRATION GENERALE | 6'860'312.07 | 1'142'704.44 | 7'003'300.00 | 1'359'900.00 | 6'944'703.46 | 944'975.57 |
| Dépenses nettes | | 5'717'607.63 | | 5'643'400.00 | | 5'999'727.89 |
| 1 ORDRE ET SECURITE PUBLICS - DEFENSE | 4'022'493.50 | 2'098'764.68 | 3'953'450.00 | 2'166'320.00 | 4'099'957.17 | 2'117'152.04 |
| Dépenses nettes | | 1'923'728.82 | | 1'787'130.00 | | 1'982'805.13 |
| 2 FORMATION | 17'832'392.62 | 1'263'723.98 | 18'028'200.00 | 1'258'000.00 | 18'096'754.28 | 1'200'738.70 |
| Dépenses nettes | | 16'568'668.64 | | 16'770'200.00 | | 16'896'015.58 |
| 3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES | 6'393'380.36 | 1'194'212.61 | 6'341'500.00 | 1'117'700.00 | 6'227'078.42 | 1'125'360.78 |
| Dépenses nettes | | 5'199'167.75 | | 5'223'800.00 | | 5'101'717.64 |
| 4 SANTE | 125'446.33 | 10'250.03 | 114'500.00 | 9'900.00 | 117'255.30 | 9'897.20 |
| Dépenses nettes | | 115'196.30 | | 104'600.00 | | 107'358.10 |
| 5 PREVOYANCE SOCIALE | 22'428'048.63 | 11'800'411.48 | 23'354'480.00 | 12'054'000.00 | 23'206'283.57 | 11'666'026.02 |
| Dépenses nettes | | 10'627'637.15 | | 11'300'480.00 | | 11'540'257.55 |
| 6 TRAFIC - TRANSPORTS - TELECOMMUNICATIONS | 7'567'796.68 | 2'135'134.75 | 7'982'300.00 | 2'316'500.00 | 7'813'044.37 | 2'287'711.71 |
| Dépenses nettes | | 5'432'661.93 | | 5'665'800.00 | | 5'525'332.66 |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 11'468'780.23 | 11'571'657.58 | 11'887'850.00 | 10'639'700.00 | 12'020'417.84 | 11'886'756.06 |
| Recettes nettes | 102'877.35 | | | 1'248'150.00 | | 133'661.78 |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE | 42'180'513.53 | 41'503'987.43 | 44'329'600.00 | 42'733'500.00 | 40'725'078.49 | 40'113'034.69 |
| Dépenses nettes | | 676'526.10 | | 1'596'100.00 | | 612'043.80 |
| 9 FINANCES - IMPÔTS | 19'705'575.57 | 65'863'892.54 | 9'043'340.00 | 58'383'000.00 | 14'476'722.19 | 62'375'642.32 |
| Recettes nettes | 46'158'316.97 | | 49'339'660.00 | | 47'898'920.13 | |
| Total | 138'584'739.52 | 138'584'739.52 | 132'038'520.00 | 132'038'520.00 | 133'727'295.09 | 133'727'295.09 |
| Excédent des dépenses | | | | | | |
| Excédent des recettes | | | | | | |
| | 138'584'739.52 | 138'584'739.52 | 132'038'520.00 | 132'038'520.00 | 133'727'295.09 | 133'727'295.09 |



COMPTES 2024

compte de résultat selon
les groupes matières

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|----------------------|-------------------|----------------------|-------------------|----------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CHARGES | | | | | | |
| 30 CHARGES DE PERSONNEL | | | | | | |
| 300 Autorités et commissions | | | | | | |
| 3000 Traitements, indemnités journal. et jetons de présence des membres des autorités et des commissions | 684'779.05 | | 619'400.00 | | 662'390.50 | |
| 300 Autorités et commissions | 684'779.05 | | 619'400.00 | | 662'390.50 | |
| 301 Traitement du personnel administratif et d'exploitation | | | | | | |
| 3010 Traitement du personnel administratif et d'exploitation | 20'102'531.80 | 389'125.60 | 19'992'900.00 | 80'000.00 | 20'768'884.12 | 451'501.50 |
| 301 Traitement du personnel administratif et d'exploitation | 20'102'531.80 | 389'125.60 | 19'992'900.00 | 80'000.00 | 20'768'884.12 | 451'501.50 |
| 305 Cotisations patronales | | | | | | |
| 3050 Cotisations patronales AVS, AI, APG, AC - Cotisations et frais administratifs de l'employeur | 1'756'946.70 | | 1'779'850.00 | | 1'797'059.20 | |
| 3052 Cotisations patronales aux caisses de pension | 2'091'711.40 | | 2'288'000.00 | | 2'240'600.05 | |
| 3053 Cotisations patronales aux assurances accidents | 66'265.95 | | 74'780.00 | | 75'404.40 | |
| 3054 Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | | 42'794.40 | | 31'000.00 | | 44'862.90 |
| 3055 Cotisations patronales aux assurances d'indemnités journalières pour maladie | 89'816.00 | 0.00 | 97'500.00 | | 93'272.95 | |
| 3056 Cotisations patronales aux primes de caisse-maladie | 20'032.60 | | 21'200.00 | | 19'424.45 | |
| 3059 Autres cotisations patronales | 10'957.00 | | 10'000.00 | | 8'291.00 | |
| 305 Cotisations patronales | 4'035'729.65 | 42'794.40 | 4'271'330.00 | 31'000.00 | 4'234'052.05 | 44'862.90 |
| 306 Prestations de l'employeur | | | | | | |
| 3060 Pensions et autres indemnités | 42'859.25 | | 45'000.00 | | 44'464.10 | |
| 306 Prestations de l'employeur | 42'859.25 | | 45'000.00 | | 44'464.10 | |
| 309 Autres charges de personnel | | | | | | |
| 3090 Formation et perfectionnement du personnel | 159'219.91 | | 219'200.00 | | 187'741.83 | |
| 3091 Recrutement du personnel | 15'301.85 | | 30'000.00 | | 29'531.00 | |
| 3099 Autres charges de personnel | 50'824.28 | | 16'500.00 | | 27'552.35 | |
| 309 Autres charges de personnel | 225'346.04 | | 265'700.00 | | 244'825.18 | |
| 30 CHARGES DE PERSONNEL | 25'091'245.79 | 431'920.00 | 25'194'330.00 | 111'000.00 | 25'954'615.95 | 496'364.40 |
| Dépenses nettes | | 24'659'325.79 | | 25'083'330.00 | | 25'458'251.55 |
| 31 CHARGES DE BIENS ET DE SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION | | | | | | |
| 310 Charges de matières et de marchandises | | | | | | |

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------|---------|---------------|---------|---------------|---------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CHARGES (...) | | | | | | |
| 3100 Matériel et fournitures de bureau | 137'973.28 | | 137'000.00 | | 131'949.46 | |
| 3101 Matériel d'exploitation, fournitures | 970'817.69 | | 925'100.00 | | 953'000.65 | |
| 3102 Imprimés et publications | 159'255.21 | | 185'000.00 | | 208'129.31 | |
| 3103 Littérature spécialisée, magazines | 148'415.64 | | 115'500.00 | | 115'997.95 | |
| 3104 Matériel didactique | 294'847.74 | | 280'500.00 | | 279'466.25 | |
| 3105 Denrées alimentaires | 284'548.32 | | 295'000.00 | | 286'683.75 | |
| 3106 Matériel médical et sanitaire | | | | | | |
| 3109 Autres Charges de matières et de marchandises | | | | | | |
| 310 Charges de matières et de marchandises | 1'995'857.88 | | 1'938'100.00 | | 1'975'227.37 | |
| 311 Immobilisations ne pouvant être portées à l'actif | | | | | | |
| 3110 Meubles et appareils de bureau | 48'908.58 | | 74'000.00 | | 66'701.84 | |
| 3111 Meubles, machines, appareils et véhicules | 212'095.00 | | 233'000.00 | | 160'459.65 | |
| 3112 Vêtements, linge et rideaux | 109'427.88 | | 133'500.00 | | 106'729.16 | |
| 3113 Matériel informatique | 32'698.18 | | 65'000.00 | | 18'316.90 | |
| 3116 Appareils médicaux et sanitaires | 24'508.05 | | 36'000.00 | | 39'754.08 | |
| 3118 Immobilisations incorporelles | 31'896.13 | | 107'000.00 | | 36'570.80 | |
| 311 Immobilisations ne pouvant être portées à l'actif | 459'533.82 | | 648'500.00 | | 428'532.43 | |
| 312 Alimentation et élimination, biens-fonds, PA | | | | | | |
| 3120 Alimentation et élimination, biens-fonds, PA | 28'154'348.07 | | 29'176'900.00 | | 28'308'975.99 | |
| 312 Alimentation et élimination, biens-fonds, PA | 28'154'348.07 | | 29'176'900.00 | | 28'308'975.99 | |
| 313 Prestations de service et honoraires | | | | | | |
| 3130 Prestations de services de tiers | 1'674'889.09 | | 1'522'350.00 | | 1'430'896.44 | 0.00 |
| 3132 Honoraires de conseillers externes, experts, spécialistes, etc. | 1'395'003.91 | | 1'500'600.00 | | 1'617'261.81 | |
| 3133 Charges d'utilisations informatiques | 48'273.70 | | 63'400.00 | | 65'860.23 | |
| 3134 Primes d'assurances choses | 364'566.86 | | 397'900.00 | | 363'813.97 | |
| 3137 Impôts et taxes | | | | | 30'978.27 | |
| 313 Prestations de service et honoraires | 3'482'733.56 | | 3'484'250.00 | | 3'508'810.72 | 0.00 |
| 314 Gros entretien et entretien courant du patrimoine administratif (PA) | | | | | | |

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|--------------|---------|--------------|---------|--------------|---------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CHARGES (...) | | | | | | |
| 3142 Entretien des aménagements des plans d'eau et des cours d'eau du patrimoine administratif (PA) | 99'531.52 | | 100'000.00 | | 106'079.47 | |
| 3143 Entretien des autres ouvrages et des travaux de génie civil du patrimoine administratif (PA) | 232'980.18 | | 393'000.00 | | 295'651.52 | |
| 3144 Entretien des bâtiments et des immeubles du patrimoine administratif (PA) | 720'142.08 | | 770'500.00 | | 672'394.67 | |
| 314 Gros entretien et entretien courant du patrimoine administratif (PA) | 1'052'653.78 | | 1'263'500.00 | | 1'074'125.66 | |
| 315 Entretien des biens mobiliers et des immobilisations incorporelles du patrimoine administratif (PA) | | | | | | |
| 3150 Entretien des meubles et appareils de bureau du patrimoine administratif (PA) | 1'772.80 | | 7'500.00 | | 6'832.50 | |
| 3151 Entretien des machines, appareils, véhicules et outils du patrimoine administratif (PA) | 748'605.45 | | 809'500.00 | | 705'041.46 | |
| 3156 Entretien des appareils médicaux et sanitaires du patrimoine administratif (PA) | 420.50 | | 6'500.00 | | 8'000.77 | |
| 3158 Entretien des immobilisations incorporelles du patrimoine administratif (PA) | 242'432.57 | | 272'900.00 | | 222'714.89 | |
| 3159 Entretien des autres biens mobiliers du patrimoine administratif (PA) | 17'262.35 | | 26'000.00 | | 19'572.06 | |
| 315 Entretien des biens mobiliers et des immobilisations incorporelles du patrimoine administratif (PA) | 1'010'493.67 | | 1'122'400.00 | | 962'161.68 | |
| 316 Loyers - Crédits-bails (leasings) - Baux à ferme - Taxes d'utilisation - Patrimoine administratif | | | | | | |
| 3160 Loyers, baux à ferme et droit de superficie des biens-fonds du patrimoine administratif (PA) | 774'088.50 | | 791'720.00 | | 773'693.20 | |
| 316 Loyers - Crédits-bails (leasings) - Baux à ferme - Taxes d'utilisation - Patrimoine administratif | 774'088.50 | | 791'720.00 | | 773'693.20 | |
| 317 Indemnités et dédommagements | | | | | | |
| 3170 Frais de déplacement, d'utilisation et autres frais | 23'989.92 | | 44'000.00 | | 29'193.24 | |
| 3171 Excursions, voyages et camps scolaires et de fin d'études | 58'292.30 | | 60'000.00 | | 45'115.00 | |
| 317 Indemnités et dédommagements | 82'282.22 | | 104'000.00 | | 74'308.24 | |
| 318 Réévaluations de créances | | | | | | |
| 3180 Réévaluations de créances | 376'362.10 | | | | 31'600.00 | |
| 3181 Pertes de créances effectives | 470'713.06 | | 498'700.00 | | 435'992.63 | |
| 318 Réévaluations de créances | 847'075.16 | | 498'700.00 | | 467'592.63 | |
| 319 Diverses charges d'exploitation | | | | | | |
| 3190 Autres charges d'exploitation | | | 3'000.00 | | 2'671.30 | |
| 3192 Indemnités de droits d'utilisation à des tiers | 924.00 | | 1'000.00 | | 924.00 | |

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CHARGES (...) | | | | | | |
| 3199 Prestations de dommages et intérêts à des tiers | 163'870.36 | | 165'000.00 | | 149'313.15 | |
| 319 Diverses charges d'exploitation | 164'794.36 | | 169'000.00 | | 152'908.45 | |
| 31 CHARGES DE BIENS ET DE SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION | 38'023'861.02 | | 39'197'070.00 | | 37'726'336.37 | 0.00 |
| Dépenses nettes | | 38'023'861.02 | | 39'197'070.00 | | 37'726'336.37 |
| 33 AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF | | | | | | |
| 330 Amortissements des immobilisations corporelles du patrimoine administratif (PA) | | | | | | |
| 3300 Amortissements planifiés - Immobilisations corporelles du patrimoine administratif (PA) | 6'276'417.46 | | 7'229'150.00 | | 6'260'685.75 | |
| 330 Amortissements des immobilisations corporelles du patrimoine administratif (PA) | 6'276'417.46 | | 7'229'150.00 | | 6'260'685.75 | |
| 332 Amortissements des immobilisations incorporelles du patrimoine administratif (PA) | | | | | | |
| 3320 Amortissements planifiés - Immobilisations incorporelles du patrimoine administratif (PA) | 130'024.87 | | 135'000.00 | | 117'053.37 | |
| 332 Amortissements des immobilisations incorporelles du patrimoine administratif (PA) | 130'024.87 | | 135'000.00 | | 117'053.37 | |
| 33 AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF | 6'406'442.33 | | 7'364'150.00 | | 6'377'739.12 | |
| Dépenses nettes | | 6'406'442.33 | | 7'364'150.00 | | 6'377'739.12 |
| 34 CHARGES FINANCIERES | | | | | | |
| 340 Charges d'intérêts | | | | | | |
| 3400 Intérêts passifs des engagements courants | 30'197.01 | | 2'000.00 | | 5'573.23 | |
| 3401 Intérêts passifs des engagements financiers | 2'594'348.97 | | 2'322'000.00 | | 1'998'977.89 | |
| 3409 Autres intérêts passifs | 803'327.00 | 203'327.00 | 785'700.00 | 185'700.00 | 655'799.00 | 130'799.00 |
| 340 Charges d'intérêts | 3'427'872.98 | 203'327.00 | 3'109'700.00 | 185'700.00 | 2'660'350.12 | 130'799.00 |
| 341 Pertes sur les placements financiers et les immobilisations du PF | | | | | | |
| 343 Charges pour les biens-fonds du patrimoine financier (PF) | | | | | | |
| 3431 Entretien courant des biens-fonds du patrimoine financier (PF) | 309'280.31 | | 236'000.00 | | 284'104.34 | |
| 3439 Autres charges des biens-fonds du patrimoine financier (PF) | 238'189.83 | | 330'200.00 | | 323'923.50 | |
| 343 Charges pour les biens-fonds du patrimoine financier (PF) | 547'470.14 | | 566'200.00 | | 608'027.84 | |
| 344 Réévaluations des immobilisations du patrimoine financier (PF) | | | | | | |
| 3441 Réévaluations des immobilisations corporelles du patrimoine financier (PF) | | | | | | |

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CHARGES (...) | | | | | | |
| 344 Réévaluations des immobilisations du patrimoine financier (PF) | | | | | | |
| 34 CHARGES FINANCIERES | 3'975'343.12 | 203'327.00 | 3'675'900.00 | 185'700.00 | 3'268'377.96 | 130'799.00 |
| Dépenses nettes | | 3'772'016.12 | | 3'490'200.00 | | 3'137'578.96 |
| 35 ATTRIBUTIONS AUX FONDS ET FINANCEMENTS SPECIAUX | | | | | | |
| 351 Attributions aux fonds et financements spéciaux du capital propre | | | | | | |
| 3510 Attributions aux financements spéciaux, capitaux propres | | | | | | |
| 351 Attributions aux fonds et financements spéciaux du capital propre | | | | | | |
| 35 ATTRIBUTIONS AUX FONDS ET FINANCEMENTS SPECIAUX | | | | | | |
| 36 CHARGES DE TRANSFERT | | | | | | |
| 360 Parts de revenus destinés à des collectivités publiques | | | | | | |
| 3601 Parts de revenus destinés aux cantons et aux concordats | 28'864.08 | | 30'600.00 | | 26'576.65 | |
| 360 Parts de revenus destinés à des collectivités publiques | 28'864.08 | | 30'600.00 | | 26'576.65 | |
| 361 Dédommagements aux collectivités publiques | | | | | | |
| 3611 Dédommagements aux cantons et aux concordats | 14'793'245.62 | | 14'806'500.00 | | 14'944'287.95 | |
| 3612 Dédommagements aux communes et aux associations intercommunales | 4'033'968.16 | | 4'251'850.00 | | 4'367'314.42 | |
| 361 Dédommagements aux collectivités publiques | 18'827'213.78 | | 19'058'350.00 | | 19'311'602.37 | |
| 362 Péréquation financière et compensation des charges | | | | | | |
| 3622 Péréq. financière horizontale et compens. des charges aux communes et au assoc. intercommunales | 229'016.50 | | 229'500.00 | | 860'589.00 | |
| 362 Péréquation financière et compensation des charges | 229'016.50 | | 229'500.00 | | 860'589.00 | |
| 363 Subventions à des collectivités publiques et à des tiers | | | | | | |
| 3631 Subventions aux cantons et aux concordats | 3'960'893.00 | | 4'274'400.00 | | 4'129'169.00 | |
| 3632 Subventions aux communes et aux associations intercommunales | 3'649'107.23 | | 4'292'580.00 | | 3'845'037.36 | |
| 3634 Subventions aux entreprises publiques | 765'850.00 | | 768'500.00 | | 776'131.00 | |
| 3635 Subventions aux entreprises privées | 287'071.63 | | 315'000.00 | | 313'140.86 | |
| 3636 Subventions aux organisations privées à but non lucratif | 1'331'227.42 | | 1'359'300.00 | | 1'344'103.28 | |
| 3637 Subventions aux ménages privés | 8'493'710.29 | | 8'531'000.00 | | 8'481'180.56 | |
| 3638 Subventions à l'étranger | 24'000.00 | | 24'000.00 | | 24'000.00 | |
| 363 Subventions à des collectivités publiques et à des tiers | 18'511'859.57 | | 19'564'780.00 | | 18'912'762.06 | |

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CHARGES (...) | | | | | | |
| 366 Amortissements des subventions des investissements | | | | | | |
| 3660 Parts de revenus destinés à la Confédération et à d'autres organisations nationales | 78'641.00 | | | | 603'909.00 | |
| 366 Amortissements des subventions des investissements | 78'641.00 | | | | 603'909.00 | |
| 369 Différentes charges de transfert à des collectivités publiques et à des tiers | | | | | | |
| 3690 Autres charges de transfert | 109'499.95 | | 120'000.00 | | 114'617.95 | |
| 3699 Redistributions de taxes et d'impôts | 5'942'645.92 | | 6'236'000.00 | | 4'551'703.12 | |
| 369 Différentes charges de transfert à des collectivités publiques et à des tiers | 6'052'145.87 | | 6'356'000.00 | | 4'666'321.07 | |
| 36 CHARGES DE TRANSFERT | 43'727'740.80 | | 45'239'230.00 | | 44'381'760.15 | |
| Dépenses nettes | | 43'727'740.80 | | 45'239'230.00 | | 44'381'760.15 |
| 38 CHARGES EXTRAORDINAIRES | | | | | | |
| 389 Attributions au capital propre | | | | | | |
| 3894 Attributions aux réserves de la politique budgétaire | | | | | | |
| 3899 Amortissement du découvert du bilan | | | 70'840.00 | | | |
| 389 Attributions au capital propre | | | 70'840.00 | | | |
| 38 CHARGES EXTRAORDINAIRES | | | 70'840.00 | | | |
| Dépenses nettes | | | | 70'840.00 | | |
| 39 IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | |
| 390 Approvisionnement en matériel et en marchandises | | | | | | |
| 3900 Imputations internes pour l'approvisionnement en matériel et en marchandises | 195'000.00 | | 195'000.00 | | 165'000.00 | |
| 390 Approvisionnement en matériel et en marchandises | 195'000.00 | | 195'000.00 | | 165'000.00 | |
| 391 Prestations de services | | | | | | |
| 3910 Imputations internes pour les prestations de services | 1'648'198.05 | | 1'507'000.00 | | 1'558'160.15 | |
| 391 Prestations de services | 1'648'198.05 | | 1'507'000.00 | | 1'558'160.15 | |
| 392 Loyers, baux à ferme et frais d'utilisation | | | | | | |
| 3920 Imputations internes pour les loyers, locations, fermages et frais d'utilisation | 120'000.00 | | 120'000.00 | | 120'000.00 | |
| 392 Loyers, baux à ferme et frais d'utilisation | 120'000.00 | | 120'000.00 | | 120'000.00 | |
| 394 Intérêts et charges financières théoriques | | | | | | |

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|-----------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 3 CHARGES (...) | | | | | | |
| 3940 Imputations internes pour les intérêts et charges financières théoriques | 1'113'589.00 | | 1'146'100.00 | | 820'982.00 | |
| 394 Intérêts et charges financières théoriques | 1'113'589.00 | | 1'146'100.00 | | 820'982.00 | |
| 398 Virements comptables | | | | | | |
| 3980 Imputations internes pour les virements comptables | 2'335'415.72 | | 2'460'000.00 | | 2'417'055.03 | |
| 398 Virements comptables | 2'335'415.72 | | 2'460'000.00 | | 2'417'055.03 | |
| 399 Autres imputations internes | | | | | | |
| 3990 Autres imputations internes | | | | | | |
| 399 Autres imputations internes | | | | | | |
| 39 IMPUTATIONS INTERNES | 5'412'202.77 | | 5'428'100.00 | | 5'081'197.18 | |
| Dépenses nettes | | 5'412'202.77 | | 5'428'100.00 | | 5'081'197.18 |
| 3 CHARGES | 122'636'835.83 | 635'247.00 | 126'169'620.00 | 296'700.00 | 122'790'026.73 | 627'163.40 |
| Dépenses nettes | | 122'001'588.83 | | 125'872'920.00 | | 122'162'863.33 |
| 4 REVENUS | | | | | | |
| 40 REVENUS FISCAUX | | | | | | |
| 400 Impôts directs des personnes physiques (PPH) | | | | | | |
| 4000 Impôts sur le revenu des personnes physiques (PPH) | 4'154'033.95 | 30'083'824.94 | 2'350'000.00 | 26'310'000.00 | 3'276'759.50 | 25'946'407.83 |
| 4001 Impôts sur la fortune des personnes physiques (PPH) | 358'481.85 | 3'103'647.30 | 250'000.00 | 2'815'000.00 | 346'164.95 | 2'713'922.60 |
| 4002 Impôts à la source des personnes physiques (PPH) | 1'073'360.00 | 5'859'895.07 | | 4'950'000.00 | | 5'603'995.25 |
| 400 Impôts directs des personnes physiques (PPH) | 5'585'875.80 | 39'047'367.31 | 2'600'000.00 | 34'075'000.00 | 3'622'924.45 | 34'264'325.68 |
| 401 Impôts directs des personnes morales (PM) | | | | | | |
| 4010 Impôts sur le bénéfice des personnes morales (PM) | 2'504'516.85 | 8'616'715.40 | 2'250'000.00 | 8'235'000.00 | 3'807'201.55 | 8'858'773.90 |
| 4011 Impôts sur le capital des personnes morales (PM) | 694'839.40 | 1'600'307.35 | 200'000.00 | 1'650'000.00 | 1'659'421.90 | 1'970'015.00 |
| 401 Impôts directs des personnes morales (PM) | 3'199'356.25 | 10'217'022.75 | 2'450'000.00 | 9'885'000.00 | 5'466'623.45 | 10'828'788.90 |
| 402 Autres impôts directs | | | | | | |
| 4021 Impôts fonciers sur la propriété immobilière et sur les biens-fonds | | 3'260'782.84 | | 3'135'000.00 | | 3'107'272.15 |
| 4022 Impôts sur les gains de fortune | | 1'952'003.37 | | 1'800'000.00 | | 1'444'652.82 |
| 4024 Impôts sur les successions et les donations | | 118'348.55 | | 150'000.00 | | 168'122.40 |
| 402 Autres impôts directs | | 5'331'134.76 | | 5'085'000.00 | | 4'720'047.37 |

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 4 REVENUS (...) | | | | | | |
| 403 Imposition sur la possession et sur la dépense | | | | | | |
| 4032 Impôts sur les divertissements | | 9'333.00 | | 12'000.00 | | 14'043.00 |
| 4033 Impôts sur les chiens | | 69'279.30 | | 68'000.00 | | 69'120.00 |
| 4039 Autres impôts sur la possession et les dépenses | | 28'417.00 | | 20'000.00 | | 23'340.80 |
| 403 Imposition sur la possession et sur la dépense | | 107'029.30 | | 100'000.00 | | 106'503.80 |
| 40 REVENUS FISCAUX | 8'785'232.05 | 54'702'554.12 | 5'050'000.00 | 49'145'000.00 | 9'089'547.90 | 49'919'665.75 |
| Recettes nettes | 45'917'322.07 | | 44'095'000.00 | | 40'830'117.85 | |
| 42 TAXES | | | | | | |
| 420 Taxes d'exemption et de compensation | | | | | | |
| 4200 Taxes d'exemption et de compensation | | 582'335.30 | | 533'100.00 | | 505'027.54 |
| 420 Taxes d'exemption et de compensation | | 582'335.30 | | 533'100.00 | | 505'027.54 |
| 421 Emoluments administratifs | | | | | | |
| 4210 Emoluments et débours administratifs | | 1'204'186.96 | | 1'512'300.00 | | 991'792.10 |
| 421 Emoluments administratifs | | 1'204'186.96 | | 1'512'300.00 | | 991'792.10 |
| 423 Frais d'écolage | | | | | | |
| 4230 Frais d'écolage | | 45'090.00 | | 45'000.00 | | 37'443.00 |
| 423 Frais d'écolage | | 45'090.00 | | 45'000.00 | | 37'443.00 |
| 424 Taxes d'utilisation et de prestations de services | | | | | | |
| 4240 Taxes d'utilisation et de prestations de services | | 42'787'344.74 | | 42'936'500.00 | | 42'070'173.01 |
| 424 Taxes d'utilisation et de prestations de services | | 42'787'344.74 | | 42'936'500.00 | | 42'070'173.01 |
| 425 Revenus des ventes | | | | | | |
| 4250 Revenus des ventes | | 238'303.27 | | 285'000.00 | | 221'347.65 |
| 425 Revenus des ventes | | 238'303.27 | | 285'000.00 | | 221'347.65 |
| 426 Remboursements | | | | | | |
| 4260 Remboursements et participations du personnel et de tiers aux frais | | 333'596.92 | | 339'400.00 | | 301'834.48 |
| 426 Remboursements | | 333'596.92 | | 339'400.00 | | 301'834.48 |
| 427 Amendes | | | | | | |
| 4270 Amendes | | 97'056.12 | | 250'000.00 | | 108'951.28 |
| 427 Amendes | | 97'056.12 | | 250'000.00 | | 108'951.28 |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les groupes de matières

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 4 REVENUS (...) | | | | | | |
| 42 TAXES | | 45'287'913.31 | | 45'901'300.00 | | 44'236'569.06 |
| Recettes nettes | 45'287'913.31 | | 45'901'300.00 | | 44'236'569.06 | |
| 43 REVENUS DIVERS | | | | | | |
| 430 Revenus d'exploitation divers | | | | | | |
| 4309 Autres revenus d'exploitation | | 2'024'306.39 | | 1'884'600.00 | | 2'119'262.76 |
| 430 Revenus d'exploitation divers | | 2'024'306.39 | | 1'884'600.00 | | 2'119'262.76 |
| 439 Autres revenus | | | | | | |
| 4390 Autres revenus | | 2'385'290.00 | | | | |
| 439 Autres revenus | | 2'385'290.00 | | | | |
| 43 REVENUS DIVERS | | 4'409'596.39 | | 1'884'600.00 | | 2'119'262.76 |
| Recettes nettes | 4'409'596.39 | | 1'884'600.00 | | 2'119'262.76 | |
| 44 REVENUS FINANCIERS | | | | | | |
| 440 Revenus des intérêts | | | | | | |
| 4401 Intérêts des créances et des comptes courants | | 1'216'568.37 | | 995'000.00 | | 1'060'688.70 |
| 4402 Intérêts des placements financiers | | | | | | |
| 440 Revenus des intérêts | | 1'216'568.37 | | 995'000.00 | | 1'060'688.70 |
| 442 Revenus de participations du patrimoine financier (PF) | | | | | | |
| 4420 Dividendes du PF | | 27'253.50 | | 5'000.00 | | 43'573.00 |
| 442 Revenus de participations du patrimoine financier (PF) | | 27'253.50 | | 5'000.00 | | 43'573.00 |
| 443 Revenus des biens-fonds, des bâtiments et des immeubles du patrimoine financier (PF) | | | | | | |
| 4430 Revenus - Loyers, baux à ferme et droit de superficie des biens-fonds du PF | | 1'026'892.39 | | 1'018'400.00 | | 1'045'985.69 |
| 4432 Paiement pour utilisation des Bien-F du PF | | | | 135'000.00 | | 75'357.15 |
| 4439 Autres revenus des biens-fonds du PF | | 69'650.20 | | 10'000.00 | | 17'191.90 |
| 443 Revenus des biens-fonds, des bâtiments et des immeubles du patrimoine financier (PF) | | 1'096'542.59 | | 1'163'400.00 | | 1'138'534.74 |
| 444 Réévaluations des immobilisations du patrimoine financier (PF) | | | | | | |
| 4443 Adaptations des biens-fonds, des bâtiments et des immeubles aux valeurs marchandes du PF | | 688'400.00 | | | | 1'925'593.40 |
| 444 Réévaluations des immobilisations du patrimoine financier (PF) | | 688'400.00 | | | | 1'925'593.40 |
| 445 Revenus financiers de prêts et de participations du PA | | | | | | |

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 4 REVENUS (...) | | | | | | |
| 4450 Revenus de prêts du PA | | 146'511.00 | | 165'000.00 | | 149'987.00 |
| 445 Revenus financiers de prêts et de participations du PA | | 146'511.00 | | 165'000.00 | | 149'987.00 |
| 447 Revenus des biens-fonds, des bâtiments et des immeubles du patrimoine administratif (PA) | | | | | | |
| 4470 Revenus - Loyers, baux à ferme et droit de superficie des biens-fonds du PA | | 426'512.00 | | 421'420.00 | | 443'481.90 |
| 4472 Revenus d'utilisation des biens-fonds du PA | | 1'190'841.41 | | 1'315'000.00 | | 1'196'666.35 |
| 447 Revenus des biens-fonds, des bâtiments et des immeubles du patrimoine administratif (PA) | | 1'617'353.41 | | 1'736'420.00 | | 1'640'148.25 |
| 44 REVENUS FINANCIERS | | 4'792'628.87 | | 4'064'820.00 | | 5'958'525.09 |
| Recettes nettes | 4'792'628.87 | | 4'064'820.00 | | 5'958'525.09 | |
| 45 PRELEVEMENTS SUR LES FONDS ET FINANCEMENTS SPECIAUX | | | | | | |
| 450 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux des capitaux de tiers | | | | | | |
| 4500 Prélèvements sur les financements spéciaux des capitaux de tiers | | 29'494.75 | | 40'000.00 | | 316'084.80 |
| 450 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux des capitaux de tiers | | 29'494.75 | | 40'000.00 | | 316'084.80 |
| 451 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux du capital propre | | | | | | |
| 4510 Prélèvements sur les financements spéciaux du capital propre | | | | | | |
| 451 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux du capital propre | | | | | | |
| 45 PRELEVEMENTS SUR LES FONDS ET FINANCEMENTS SPECIAUX | | 29'494.75 | | 40'000.00 | | 316'084.80 |
| Recettes nettes | 29'494.75 | | 40'000.00 | | 316'084.80 | |
| 46 REVENUS DE TRANSFERT | | | | | | |
| 460 Revenus de transferts | | | | | | |
| 4600 Revenus de transferts | | 420'079.00 | | 480'000.00 | | 482'071.00 |
| 460 Revenus de transferts | | 420'079.00 | | 480'000.00 | | 482'071.00 |
| 461 Dédommagements de collectivités publiques | | | | | | |
| 4611 Dédommagements des cantons et des concordats | | 8'398'960.68 | | 9'060'300.00 | | 8'527'687.85 |
| 4612 Dédommagements des communes et des associations intercommunales | | 1'750'597.98 | | 1'586'500.00 | | 1'606'108.25 |
| 4614 Dédommagements de collectivités publiques | | | | | | |
| 461 Dédommagements de collectivités publiques | | 10'149'558.66 | | 10'646'800.00 | | 10'133'796.10 |

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 4 REVENUS (...) | | | | | | |
| 462 Péréquation financière et compensation des charges | | | | | | |
| 4622 Péréquation financière et compensation des charges - communes et associations intercommunales | | 1'034'544.54 | | 1'007'000.00 | | 1'018'740.60 |
| 462 Péréquation financière et compensation des charges | | 1'034'544.54 | | 1'007'000.00 | | 1'018'740.60 |
| 463 Subventions de collectivités publiques et de tiers | | | | | | |
| 4630 Subventions de la Confédération et d'autres organisations nationales | | | | | | |
| 4631 Subventions des cantons et des concordats | | 227'640.25 | | 244'200.00 | | 213'771.30 |
| 4637 Subventions des ménages privés | | 2'170'116.28 | | 2'000'000.00 | | 1'990'646.12 |
| 463 Subventions de collectivités publiques et de tiers | | 2'397'756.53 | | 2'244'200.00 | | 2'204'417.42 |
| 469 Différents revenus de transfert de collectivités publiques et de tiers | | | | | | |
| 4699 Redistributions de collectivités publiques et de tiers | | 8'626'762.57 | | 9'207'000.00 | | 7'610'345.76 |
| 469 Différents revenus de transfert de collectivités publiques et de tiers | | 8'626'762.57 | | 9'207'000.00 | | 7'610'345.76 |
| 46 REVENUS DE TRANSFERT | | 22'628'701.30 | | 23'585'000.00 | | 21'449'370.88 |
| Recettes nettes | 22'628'701.30 | | 23'585'000.00 | | 21'449'370.88 | |
| 48 REVENUS EXTRAORDINAIRES | | | | | | |
| 489 Prélèvements sur le capital propre | | | | | | |
| 4893 Prélèvements sur les préfinancements du capital propre | | | | | | |
| 4894 Prélèvements sur les réserves de politique budgétaire | | | | | | 650'000.00 |
| 4895 Prélèvement de la réserve spécifique | | 70'244.00 | | | | 603'909.00 |
| 489 Prélèvements sur le capital propre | | 70'244.00 | | | | 1'253'909.00 |
| 48 REVENUS EXTRAORDINAIRES | | 70'244.00 | | | | 1'253'909.00 |
| Recettes nettes | 70'244.00 | | | | 1'253'909.00 | |
| 49 IMPUTATIONS INTERNES | | | | | | |
| 490 Approvisionnement en matériel et en marchandises | | | | | | |
| 4900 Imputations internes pour approvisionnement en matériel et en marchandises | | 288'750.00 | | 285'000.00 | | 255'000.00 |
| 490 Approvisionnement en matériel et en marchandises | | 288'750.00 | | 285'000.00 | | 255'000.00 |
| 491 Prestations de services | | | | | | |
| 4910 Imputations internes les pour prestations de services | | 1'554'448.05 | | 1'417'000.00 | | 1'444'806.35 |
| 491 Prestations de services | | 1'554'448.05 | | 1'417'000.00 | | 1'444'806.35 |

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 4 REVENUS (...) | | | | | | |
| 492 Fermages, loyers, frais d'utilisation | | | | | | |
| 4920 Imputations internes pour fermages, loyers, frais d'utilisation | | 120'000.00 | | 120'000.00 | | 120'000.00 |
| 492 Fermages, loyers, frais d'utilisation | | 120'000.00 | | 120'000.00 | | 120'000.00 |
| 493 Frais administratifs et d'exploitations | | | | | | |
| 4930 Imputations internes pour frais administratifs et d'exploitation | | | | | | 23'353.80 |
| 493 Frais administratifs et d'exploitations | | | | | | 23'353.80 |
| 494 Intérêts et charges financières théoriques | | | | | | |
| 4940 Imputations internes pour les intérêts et charges financières théoriques | | 1'113'589.00 | | 1'146'100.00 | | 820'982.00 |
| 494 Intérêts et charges financières théoriques | | 1'113'589.00 | | 1'146'100.00 | | 820'982.00 |
| 495 Imputations internes pour amortissements planifiés et non planifiés | | | | | | |
| 4950 Imputations internes pour amortissements planifiés et non planifiés | | | | | | |
| 495 Imputations internes pour amortissements planifiés et non planifiés | | | | | | |
| 498 Virements comptables | | | | | | |
| 4980 Imputations internes pour les virements comptables | | 2'335'415.72 | | 2'460'000.00 | | 2'417'055.03 |
| 498 Virements comptables | | 2'335'415.72 | | 2'460'000.00 | | 2'417'055.03 |
| 499 Autres imputations internes | | | | | | |
| 4990 Autres imputations internes | | | | | | |
| 499 Autres imputations internes | | | | | | |
| 49 IMPUTATIONS INTERNES | | 5'412'202.77 | | 5'428'100.00 | | 5'081'197.18 |
| Recettes nettes | 5'412'202.77 | | 5'428'100.00 | | 5'081'197.18 | |
| 4 REVENUS | 8'785'232.05 | 137'333'335.51 | 5'050'000.00 | 130'048'820.00 | 9'089'547.90 | 130'334'584.52 |
| Recettes nettes | 128'548'103.46 | | 124'998'820.00 | | 121'245'036.62 | |
| 9 Comptes de clôture | | | | | | |
| 90 CLOTURE DU COMPTE DE RESULTATS | | | | | | |
| 900 Compte général | | | | | | |
| 9000 Clôture du compte de résultats - Excédent de revenus | | 5'177'998.41 | | | | |
| 9001 Clôture du compte de résultats - Excédent de charges | | | | | | 2'174'361.60 |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les groupes de matières

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|--|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 9 Comptes de clôture (...) | | | | | | |
| 900 Compte général | 5'177'998.41 | | | | | 2'174'361.60 |
| 901 Financements spéciaux et fonds du capital propre | | | | | | |
| 9010 Clôture des financements spéciaux et des fonds du capital propre - Excédents de revenus | 1'984'673.23 | | 818'900.00 | | 1'847'720.46 | |
| 9011 Clôture des financements spéciaux et des fonds du capital propre - Excédents de charges | | 616'157.01 | | 1'693'000.00 | | 591'185.57 |
| 901 Financements spéciaux et fonds du capital propre | 1'984'673.23 | 616'157.01 | 818'900.00 | 1'693'000.00 | 1'847'720.46 | 591'185.57 |
| 90 CLOTURE DU COMPTE DE RESULTATS | 7'162'671.64 | 616'157.01 | 818'900.00 | 1'693'000.00 | 1'847'720.46 | 2'765'547.17 |
| Dépenses nettes | | 6'546'514.63 | 874'100.00 | | 917'826.71 | |
| 9 Comptes de clôture | 7'162'671.64 | 616'157.01 | 818'900.00 | 1'693'000.00 | 1'847'720.46 | 2'765'547.17 |
| Dépenses nettes | | 6'546'514.63 | 874'100.00 | | 917'826.71 | |

MCH2: Aperçu du compte de résultat selon les groupes de matières

VILLE DELEMONT

| | Comptes 2024 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| Récapitulation | | | | | | |
| 3 CHARGES | 122'636'835.83 | 635'247.00 | 126'169'620.00 | 296'700.00 | 122'790'026.73 | 627'163.40 |
| Dépenses nettes | | 122'001'588.83 | | 125'872'920.00 | | 122'162'863.33 |
| 4 REVENUS | 8'785'232.05 | 137'333'335.51 | 5'050'000.00 | 130'048'820.00 | 9'089'547.90 | 130'334'584.52 |
| Recettes nettes | 128'548'103.46 | | 124'998'820.00 | | 121'245'036.62 | |
| 9 Comptes de clôture | 7'162'671.64 | 616'157.01 | 818'900.00 | 1'693'000.00 | 1'847'720.46 | 2'765'547.17 |
| Dépenses nettes | | 6'546'514.63 | 874'100.00 | | 917'826.71 | |
| Total | 138'584'739.52 | 138'584'739.52 | 132'038'520.00 | 132'038'520.00 | 133'727'295.09 | 133'727'295.09 |
| Excédent des dépenses | | | | | | |
| Excédent des recettes | | | | | | |
| | 138'584'739.52 | 138'584'739.52 | 132'038'520.00 | 132'038'520.00 | 133'727'295.09 | 133'727'295.09 |



COMPTES 2024

compte d'investissements
selon les fonctions

MCH2: Aperçu du compte d'investissements selon les fonctions

Consolidation Delémont

| | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | | Comptes 2022 | |
|---|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 0 ADMINISTRATION GENERALE | | | | | | |
| 02 Service généraux | | | | | | |
| 022 Services généraux, autres | | | | | | |
| 0220 Services généraux administratifs | | | 35'882.82 | | 35'096.20 | |
| 0224 Service Informatique communal | 163'112.90 | | 20'282.55 | | 100'619.94 | |
| 022 Services généraux, autres | 163'112.90 | | 56'165.37 | | 135'716.14 | |
| 029 Immeubles administratifs, non mentionnés ailleurs | | | | | | |
| 0290 Immeubles, installations et équipements administratifs | 649'114.25 | 84'314.35 | 740'623.55 | 115'500.00 | 705'143.50 | 56'081.00 |
| 029 Immeubles administratifs, non mentionnés ailleurs | 649'114.25 | 84'314.35 | 740'623.55 | 115'500.00 | 705'143.50 | 56'081.00 |
| 02 Service généraux | 812'227.15 | 84'314.35 | 796'788.92 | 115'500.00 | 840'859.64 | 56'081.00 |
| Dépenses nettes | | 727'912.80 | | 681'288.92 | | 784'778.64 |
| 0 ADMINISTRATION GENERALE | 812'227.15 | 84'314.35 | 796'788.92 | 115'500.00 | 840'859.64 | 56'081.00 |
| Dépenses nettes | | 727'912.80 | | 681'288.92 | | 784'778.64 |
| 1 ORDRE ET SECURITE PUBLICS - DEFENSE | | | | | | |
| 15 Service d'incendie et de secours (SIS) | | | | | | |
| 150 Service d'incendie et de secours (SIS) | | | | | | |
| 1503 Service d'incendie et de secours (SIS) intercommunal | 112'486.10 | 35'130.20 | 246'611.85 | 76'188.40 | 231'743.85 | 126'149.00 |
| 150 Service d'incendie et de secours (SIS) | 112'486.10 | 35'130.20 | 246'611.85 | 76'188.40 | 231'743.85 | 126'149.00 |
| 15 Service d'incendie et de secours (SIS) | 112'486.10 | 35'130.20 | 246'611.85 | 76'188.40 | 231'743.85 | 126'149.00 |
| Dépenses nettes | | 77'355.90 | | 170'423.45 | | 105'594.85 |
| 1 ORDRE ET SECURITE PUBLICS - DEFENSE | 112'486.10 | 35'130.20 | 246'611.85 | 76'188.40 | 231'743.85 | 126'149.00 |
| Dépenses nettes | | 77'355.90 | | 170'423.45 | | 105'594.85 |
| 2 FORMATION | | | | | | |
| 21 Scolarité obligatoire | | | | | | |
| 212 Degré primaire | | | | | | |
| 2122 Enseignement du degré primaire | | | 16'973.70 | 67'820.00 | 93'289.35 | |
| 2128 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens meubles | 604'339.51 | 77'002.00 | 879'910.25 | 333'337.00 | 196'426.85 | |
| 212 Degré primaire | 604'339.51 | 77'002.00 | 896'883.95 | 401'157.00 | 289'716.20 | |

MCH2: Aperçu du compte d'investissements selon les fonctions

Consolidation Delémont

| | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | | Comptes 2022 | |
|---|-------------------|------------------|---------------------|-------------------|-------------------|------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 2 FORMATION (...) | | | | | | |
| 213 Degré secondaire I | | | | | | |
| 2138 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens meubles | 308'158.07 | | 445'235.80 | | 289'816.90 | |
| 213 Degré secondaire I | 308'158.07 | | 445'235.80 | | 289'816.90 | |
| 21 Scolarité obligatoire | 912'497.58 | 77'002.00 | 1'342'119.75 | 401'157.00 | 579'533.10 | |
| Dépenses nettes | | 835'495.58 | | 940'962.75 | | 579'533.10 |
| 2 FORMATION | 912'497.58 | 77'002.00 | 1'342'119.75 | 401'157.00 | 579'533.10 | |
| Dépenses nettes | | 835'495.58 | | 940'962.75 | | 579'533.10 |
| 3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES | | | | | | |
| 32 Autres fonctions de la culture | | | | | | |
| 329 Autres fonctions de la culture | | | | | | |
| 3293 Jardins zoologiques et botaniques, aquariums, sentiers didactiques, etc. | | | 52'415.80 | | 12'114.50 | |
| 329 Autres fonctions de la culture | | | 52'415.80 | | 12'114.50 | |
| 32 Autres fonctions de la culture | | | 52'415.80 | | 12'114.50 | |
| Dépenses nettes | | | | 52'415.80 | | 12'114.50 |
| 34 Sports et loisirs | | | | | | |
| 341 Sports | | | | | | |
| 3410 Complexe sportif | 106'850.75 | 78'850.00 | 56'245.75 | | 487'727.65 | |
| 3412 Piscine | 378'586.95 | | 363'752.65 | | 327'584.50 | 32'000.00 |
| 3413 Autres installations sportives | | | | | 63'271.85 | 55'000.00 |
| 341 Sports | 485'437.70 | 78'850.00 | 419'998.40 | | 878'584.00 | 87'000.00 |
| 342 Loisirs | | | | | | |
| 3422 Parcs, places de jeux et de divertissements | 583'233.50 | | 67'307.80 | 22'000.00 | 43'413.95 | 15'750.00 |
| 3429 Autres fonctions des loisirs | | | | | 114'421.00 | |
| 342 Loisirs | 583'233.50 | | 67'307.80 | 22'000.00 | 157'834.95 | 15'750.00 |
| 34 Sports et loisirs | 1'068'671.20 | 78'850.00 | 487'306.20 | 22'000.00 | 1'036'418.95 | 102'750.00 |
| Dépenses nettes | | 989'821.20 | | 465'306.20 | | 933'668.95 |

MCH2: Aperçu du compte d'investissements selon les fonctions

Consolidation Delémont

| | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | | Comptes 2022 | |
|---|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES | 1'068'671.20 | 78'850.00 | 539'722.00 | 22'000.00 | 1'048'533.45 | 102'750.00 |
| Dépenses nettes | | 989'821.20 | | 517'722.00 | | 945'783.45 |
| 6 TRAFIC - TRANSPORTS - TELECOMMUNICATIONS | | | | | | |
| 61 Circulation routière | | | | | | |
| 615 Routes communales | | | | | | |
| 6150 Administration | 1'501'381.60 | 272'689.00 | 1'380'845.09 | 287'131.00 | 2'562'439.64 | 269'687.00 |
| 615 Routes communales | 1'501'381.60 | 272'689.00 | 1'380'845.09 | 287'131.00 | 2'562'439.64 | 269'687.00 |
| 61 Circulation routière | 1'501'381.60 | 272'689.00 | 1'380'845.09 | 287'131.00 | 2'562'439.64 | 269'687.00 |
| Dépenses nettes | | 1'228'692.60 | | 1'093'714.09 | | 2'292'752.64 |
| 62 Transports publics | | | | | | |
| 621 Infrastructures des transports publics | | | | | | |
| 6218 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens mobiliers | | | 337'718.05 | | 190'321.70 | |
| 621 Infrastructures des transports publics | | | 337'718.05 | | 190'321.70 | |
| 622 Trafic régional et d'agglomération | | | | | | |
| 6223 Trafic régional et d'agglomération | | | 22'563.10 | | 67'791.75 | |
| 622 Trafic régional et d'agglomération | | | 22'563.10 | | 67'791.75 | |
| 62 Transports publics | | | 360'281.15 | | 258'113.45 | |
| Dépenses nettes | | | | 360'281.15 | | 258'113.45 |
| 6 TRAFIC - TRANSPORTS - TELECOMMUNICATIONS | 1'501'381.60 | 272'689.00 | 1'741'126.24 | 287'131.00 | 2'820'553.09 | 269'687.00 |
| Dépenses nettes | | 1'228'692.60 | | 1'453'995.24 | | 2'550'866.09 |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | | | | | | |
| 71 Approvisionnement en eau | | | | | | |
| 710 Approvisionnement en eau | | | | | | |
| 7100 Approvisionnement en eau potable (RAEP) | 3'291.83 | | 23'949.45 | | 21'051.60 | |
| 7103 Approvisionnement en eau communal - réseau | 464'503.50 | | 463'709.27 | 193'087.30 | 461'523.18 | |
| 710 Approvisionnement en eau | 467'795.33 | | 487'658.72 | 193'087.30 | 482'574.78 | |
| 71 Approvisionnement en eau | 467'795.33 | | 487'658.72 | 193'087.30 | 482'574.78 | |
| Dépenses nettes | | 467'795.33 | | 294'571.42 | | 482'574.78 |

MCH2: Aperçu du compte d'investissements selon les fonctions

Consolidation Delémont

| | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | | Comptes 2022 | |
|--|--------------|------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (...) | | | | | | |
| 72 Assainissement des eaux | | | | | | |
| 720 Assainissement des eaux | | | | | | |
| 7200 Elimination et traitement des eaux (RETE) | 404'635.68 | | 607'414.46 | | 1'089'299.40 | |
| 720 Assainissement des eaux | 404'635.68 | | 607'414.46 | | 1'089'299.40 | |
| 72 Assainissement des eaux | 404'635.68 | | 607'414.46 | | 1'089'299.40 | |
| Dépenses nettes | | 404'635.68 | | 607'414.46 | | 1'089'299.40 |
| 73 Gestion des déchets | | | | | | |
| 730 Déchets | | | | | | |
| 7300 Administration | 43'061.87 | | 126'556.40 | | 223'085.55 | |
| 7309 Autres fonctions des déchets | 18'420.56 | | | | 278.55 | 9'526.00 |
| 730 Déchets | 61'482.43 | | 126'556.40 | | 223'364.10 | 9'526.00 |
| 73 Gestion des déchets | 61'482.43 | | 126'556.40 | | 223'364.10 | 9'526.00 |
| Dépenses nettes | | 61'482.43 | | 126'556.40 | | 213'838.10 |
| 74 Aménagements | | | | | | |
| 741 Corrections de cours d'eau | | | | | | |
| 7410 Corrections de cours d'eau (lits, rives et berges) | 591'144.80 | 419'577.70 | 2'529'745.55 | 2'346'188.15 | 1'946'756.30 | 63'005.25 |
| 741 Corrections de cours d'eau | 591'144.80 | 419'577.70 | 2'529'745.55 | 2'346'188.15 | 1'946'756.30 | 63'005.25 |
| 74 Aménagements | 591'144.80 | 419'577.70 | 2'529'745.55 | 2'346'188.15 | 1'946'756.30 | 63'005.25 |
| Dépenses nettes | | 171'567.10 | | 183'557.40 | | 1'883'751.05 |
| 77 Autres fonctions de la protection de l'environnement | | | | | | |
| 771 Cimetières et crématoires | | | | | | |
| 7710 Administration | 65'906.70 | | 65'874.15 | | 94'707.05 | |
| 771 Cimetières et crématoires | 65'906.70 | | 65'874.15 | | 94'707.05 | |
| 77 Autres fonctions de la protection de l'environnement | 65'906.70 | | 65'874.15 | | 94'707.05 | |
| Dépenses nettes | | 65'906.70 | | 65'874.15 | | 94'707.05 |
| 79 Aménagement du territoire | | | | | | |
| 790 Aménagement du territoire | | | | | | |
| 7900 Administration | 6'132.85 | 8'500.00 | 90'286.95 | | 166'900.35 | |
| 790 Aménagement du territoire | 6'132.85 | 8'500.00 | 90'286.95 | | 166'900.35 | |

MCH2: Aperçu du compte d'investissements selon les fonctions

Consolidation Delémont

| | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | | Comptes 2022 | |
|---|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (...) | | | | | | |
| 79 Aménagement du territoire | 6'132.85 | 8'500.00 | 90'286.95 | | 166'900.35 | |
| Recettes nettes | 2'367.15 | | | 90'286.95 | | 166'900.35 |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 1'597'097.79 | 428'077.70 | 3'907'536.23 | 2'539'275.45 | 4'003'601.98 | 72'531.25 |
| Dépenses nettes | | 1'169'020.09 | | 1'368'260.78 | | 3'931'070.73 |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE | | | | | | |
| 87 Combustibles et énergie | | | | | | |
| 871 Electricité | | | | | | |
| 8710 Administration | 3'519.85 | | 23'949.40 | | 21'051.69 | |
| 8714 Centrales et réseaux électriques communaux | 1'197'245.71 | | 991'230.20 | | 1'214'874.85 | |
| 8718 Immeubles, locaux, installations, équipements et biens meubles | 757'586.36 | | 1'224'562.06 | 88'377.55 | 420'644.40 | 830'830.75 |
| 8719 Autres fonctions de l'électricité (éclairage public) - Uniquement Service industriel | 359'817.09 | | 533'743.53 | | 387'458.59 | |
| 871 Electricité | 2'318'169.01 | | 2'773'485.19 | 88'377.55 | 2'044'029.53 | 830'830.75 |
| 872 Pétrole et gaz | | | | | | |
| 8720 Administration | 3'291.86 | | 23'949.56 | | 21'051.65 | |
| 8724 Approvisionnement en gaz communal - réseau | 291'884.01 | | 211'927.75 | | 410'200.54 | |
| 872 Pétrole et gaz | 295'175.87 | | 235'877.31 | | 431'252.19 | |
| 879 Production de chaleur | | | | | | |
| 8793 Production de chaleur | 19'629.02 | | 3'147'941.70 | | 17'201.77 | |
| 879 Production de chaleur | 19'629.02 | | 3'147'941.70 | | 17'201.77 | |
| 87 Combustibles et énergie | 2'632'973.90 | | 6'157'304.20 | 88'377.55 | 2'492'483.49 | 830'830.75 |
| Dépenses nettes | | 2'632'973.90 | | 6'068'926.65 | | 1'661'652.74 |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE | 2'632'973.90 | | 6'157'304.20 | 88'377.55 | 2'492'483.49 | 830'830.75 |
| Dépenses nettes | | 2'632'973.90 | | 6'068'926.65 | | 1'661'652.74 |
| 9 FINANCES - IMPÔTS | | | | | | |
| 99 Postes non répartis | | | | | | |
| 999 Clôture | | | | | | |

MCH2: Aperçu du compte d'investissements selon les fonctions

Consolidation Delémont

| | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | | Comptes 2022 | |
|---|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 9 FINANCES - IMPÔTS (...) | | | | | | |
| 9990 Clôture - Compte général | 976'063.25 | 5'536'566.09 | 825'788.00 | 4'546'505.77 | 627'198.25 | 9'042'250.33 |
| 9991 Financements spéciaux et fonds du capital propre | | 3'100'769.23 | 2'703'841.40 | 10'184'703.42 | 830'830.75 | 2'975'058.27 |
| 999 Clôture | 976'063.25 | 8'637'335.32 | 3'529'629.40 | 14'731'209.19 | 1'458'029.00 | 12'017'308.60 |
| 99 Postes non répartis | 976'063.25 | 8'637'335.32 | 3'529'629.40 | 14'731'209.19 | 1'458'029.00 | 12'017'308.60 |
| Recettes nettes | 7'661'272.07 | | 11'201'579.79 | | 10'559'279.60 | |
| 9 FINANCES - IMPÔTS | 976'063.25 | 8'637'335.32 | 3'529'629.40 | 14'731'209.19 | 1'458'029.00 | 12'017'308.60 |
| Recettes nettes | 7'661'272.07 | | 11'201'579.79 | | 10'559'279.60 | |

MCH2: Aperçu du compte d'investissements selon les fonctions

Consolidation Delémont

| | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | | Comptes 2022 | |
|--|---------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| Récapitulation | | | | | | |
| 0 ADMINISTRATION GENERALE | 812'227.15 | 84'314.35 | 796'788.92 | 115'500.00 | 840'859.64 | 56'081.00 |
| Dépenses nettes | | 727'912.80 | | 681'288.92 | | 784'778.64 |
| 1 ORDRE ET SECURITE PUBLICS - DEFENSE | 112'486.10 | 35'130.20 | 246'611.85 | 76'188.40 | 231'743.85 | 126'149.00 |
| Dépenses nettes | | 77'355.90 | | 170'423.45 | | 105'594.85 |
| 2 FORMATION | 912'497.58 | 77'002.00 | 1'342'119.75 | 401'157.00 | 579'533.10 | |
| Dépenses nettes | | 835'495.58 | | 940'962.75 | | 579'533.10 |
| 3 CULTURE - SPORTS - LOISIRS - EGLISES | 1'068'671.20 | 78'850.00 | 539'722.00 | 22'000.00 | 1'048'533.45 | 102'750.00 |
| Dépenses nettes | | 989'821.20 | | 517'722.00 | | 945'783.45 |
| 6 TRAFIC - TRANSPORTS - TELECOMMUNICATIONS | 1'501'381.60 | 272'689.00 | 1'741'126.24 | 287'131.00 | 2'820'553.09 | 269'687.00 |
| Dépenses nettes | | 1'228'692.60 | | 1'453'995.24 | | 2'550'866.09 |
| 7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 1'597'097.79 | 428'077.70 | 3'907'536.23 | 2'539'275.45 | 4'003'601.98 | 72'531.25 |
| Dépenses nettes | | 1'169'020.09 | | 1'368'260.78 | | 3'931'070.73 |
| 8 ECONOMIE PUBLIQUE | 2'632'973.90 | | 6'157'304.20 | 88'377.55 | 2'492'483.49 | 830'830.75 |
| Dépenses nettes | | 2'632'973.90 | | 6'068'926.65 | | 1'661'652.74 |
| 9 FINANCES - IMPÔTS | 976'063.25 | 8'637'335.32 | 3'529'629.40 | 14'731'209.19 | 1'458'029.00 | 12'017'308.60 |
| Recettes nettes | 7'661'272.07 | | 11'201'579.79 | | 10'559'279.60 | |
| Total | 9'613'398.57 | 9'613'398.57 | 18'260'838.59 | 18'260'838.59 | 13'475'337.60 | 13'475'337.60 |
| Excédent des dépenses | | | | | | |
| Excédent des recettes | | | | | | |
| | 9'613'398.57 | 9'613'398.57 | 18'260'838.59 | 18'260'838.59 | 13'475'337.60 | 13'475'337.60 |



COMPTES 2024

Aperçu du bilan

MCH2: Aperçu du bilan

Consolidation Delémont

| | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | | Comptes 2022 | |
|--|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 1 ACTIF | | | | | | |
| 10 PATRIMOINE FINANCIER | | | | | | |
| 100 Disponibilités et placements à court terme | | | | | | |
| 1000 Caisse | 18'039.43 | | 16'373.48 | | 15'131.65 | |
| 1001 La Poste | 5'551'904.83 | | 6'119'683.14 | | 9'714'393.93 | |
| 1002 Banque | 1'585'915.03 | | 1'743'659.53 | | 798'543.28 | |
| 100 Disponibilités et placements à court terme | 7'155'859.29 | | 7'879'716.15 | | 10'528'068.86 | |
| 101 Créances | | | | | | |
| 1010 Créances résultant de livraisons et de prestations envers des tiers | 11'722'951.59 | 288'562.10 | 11'601'037.99 | 46'400.00 | 9'272'239.53 | 44'800.00 |
| 1011 Comptes courants avec des tiers | 417'327.02 | | 311'704.06 | | 887'283.48 | |
| 1012 Créances fiscales | 8'524'986.33 | 1'867'168.78 | 6'548'463.02 | 3'892'593.92 | 6'385'883.73 | 1'130'900.54 |
| 1015 Comptes courants internes | | | 801'589.53 | | 860'090.83 | |
| 1019 Autres créances et TVA | 394'388.19 | | 432'761.73 | | 152'506.01 | |
| 101 Créances | 18'903'922.25 | | 15'756'562.41 | | 16'382'303.04 | |
| 104 Actifs de régularisation | | | | | | |
| 1041 Charges de biens et de services et autres charges d'exploitation | 2'496'954.41 | | 2'507'647.86 | | 3'142'737.39 | |
| 1042 Impôts | 321'892.60 | | 360'767.95 | | 815'226.55 | |
| 1043 Transferts du compte de résultats | 2'758'516.30 | | 3'493'182.20 | | 4'884'241.00 | |
| 1045 Autres revenus d'exploitation | 514'160.47 | | 1'364'293.44 | | 1'296'929.96 | |
| 1049 Autres actifs de régularisation et du compte de résultats | 2'430'000.00 | | | | | |
| 104 Actifs de régularisation | 8'521'523.78 | | 7'725'891.45 | | 10'139'134.90 | |
| 106 Marchandises, fournitures et travaux en cours | | | | | | |
| 1061 Matières premières et auxiliaires | 379'041.81 | | 391'489.98 | | 398'887.21 | |
| 106 Marchandises, fournitures et travaux en cours | 379'041.81 | | 391'489.98 | | 398'887.21 | |
| 107 Placements financiers | | | | | | |
| 1070 Actions et parts sociales | 857'120.00 | | 855'700.00 | | 818'975.00 | |
| 1071 Placements à intérêts à long terme | 2'278'000.00 | | 2'495'336.56 | | 1'210'863.55 | |
| 107 Placements financiers | 3'135'120.00 | | 3'351'036.56 | | 2'029'838.55 | |
| 108 Immobilisations corporelles du patrimoine financier (PF) | | | | | | |
| 1080 Terrains du PF | 13'437'820.00 | | 12'749'420.00 | | 10'813'326.60 | |

MCH2: Aperçu du bilan

Consolidation Delémont

| | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | | Comptes 2022 | |
|---|-----------------------|----------|-----------------------|----------|-----------------------|----------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 1 ACTIF (...) | | | | | | |
| 1084 Bâtiments, locaux et équipements du PF | 18'366'612.45 | | 18'297'052.80 | | 18'262'208.05 | |
| 108 Immobilisations corporelles du patrimoine financier (PF) | 31'804'432.45 | | 31'046'472.80 | | 29'075'534.65 | |
| 10 PATRIMOINE FINANCIER | 69'899'899.58 | | 66'151'169.35 | | 68'553'767.21 | |
| 14 PATRIMOINE ADMINISTRATIF | | | | | | |
| 140 Immobilisations corporelles du patrimoine administratif (PA) | | | | | | |
| 1400 Terrains non bâtis et terrains bâtis du PA | 4'004'964.80 | | 3'636'699.30 | | 3'731'725.50 | |
| 1401 Routes et voies de communication du PA | 19'119'316.97 | | 18'709'340.81 | | 18'892'463.60 | |
| 1402 Aménagements des plans d'eau et cours d'eaux du PA | 3'659'307.97 | | 3'575'046.91 | | 3'508'412.31 | |
| 1403 Autres ouvrages de génie civil du PA - Ouvrages, collecteurs, canalisations et installations | 45'405'112.11 | | 44'394'198.43 | | 39'535'278.57 | |
| 1404 Bâtiments, locaux et équipements du PA | 58'601'828.69 | | 58'902'815.25 | | 59'999'748.53 | |
| 1406 Biens meubles du PA | 2'323'866.65 | | 2'773'353.82 | | 3'150'507.45 | |
| 1407 Immobilisations en construction du PA | 2'373'967.02 | | 2'158'500.75 | | 370'957.95 | |
| 140 Immobilisations corporelles du patrimoine administratif (PA) | 135'488'364.21 | | 134'149'955.27 | | 129'189'093.91 | |
| 142 Immobilisations incorporelles | | | | | | |
| 1420 Logiciels | 256'064.35 | | 370'260.20 | | 458'919.69 | |
| 1427 Immobilisations incorporelles en cours | 122'957.95 | | 23'697.55 | | 3'415.00 | |
| 1429 Autres immobilisations incorporelles | 310'593.85 | | 379'237.60 | | 447'881.35 | |
| 142 Immobilisations incorporelles | 689'616.15 | | 773'195.35 | | 910'216.04 | |
| 144 Prêts | | | | | | |
| 1442 Prêts aux communes et aux associations intercommunales | 914'360.00 | | 974'080.00 | | 1'033'800.00 | |
| 144 Prêts | 914'360.00 | | 974'080.00 | | 1'033'800.00 | |
| 145 Participations et capital social | | | | | | |
| 1455 Participations aux entreprises privées | 2.00 | | 2.00 | | 2.00 | |
| 145 Participations et capital social | 2.00 | | 2.00 | | 2.00 | |
| 146 Subventions d'investissement | | | | | | |
| 1462 Subventions d'investissement | 2'376'049.00 | | 2'454'690.00 | | 274'394.00 | |
| 146 Subventions d'investissement | 2'376'049.00 | | 2'454'690.00 | | 274'394.00 | |
| 14 PATRIMOINE ADMINISTRATIF | 139'468'391.36 | | 138'351'922.62 | | 131'407'505.95 | |

MCH2: Aperçu du bilan

Consolidation Delémont

| | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | | Comptes 2022 | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 1 ACTIF | 209'368'290.94 | | 204'503'091.97 | | 199'961'273.16 | |
| 2 PASSIF | | | | | | |
| 20 CAPITAUX DE TIERS | | | | | | |
| 200 Engagements courants | | | | | | |
| 2000 Engagements courants provenant de livraisons et de prestations de tiers | | 10'215'785.94 | | 10'929'295.89 | | 10'060'131.99 |
| 2001 Comptes courants avec des tiers | 25'403.50 | | 10'297.47 | | 15'044.46 | |
| 2002 Impôts et TVA | | 430'967.03 | | 407'927.64 | | 184'462.47 |
| 2005 Comptes courants internes | | 691'899.86 | | 41'767.32 | 88'986.11 | |
| 2006 Dépôts et cautions | | 25'009.55 | | 28'199.85 | | 43'590.00 |
| 200 Engagements courants | | 11'338'258.88 | | 11'396'893.23 | | 10'184'153.89 |
| 201 Engagements financiers à court terme | | | | | | |
| 2014 Parts à court terme d'engagements à long terme | | 37'816'146.60 | | 29'206'108.00 | | 27'070'490.00 |
| 201 Engagements financiers à court terme | | 37'816'146.60 | | 29'206'108.00 | | 27'070'490.00 |
| 204 Passifs de régularisation | | | | | | |
| 2040 Charges du personnel | 5'156.00 | | | | | |
| 2041 Charges de biens et de services et autres charges d'exploitation | | 1'639'465.01 | | 1'752'427.00 | | 2'417'325.71 |
| 2042 Passifs de régularisation | | 26'819.00 | | 146'262.00 | | 724'022.70 |
| 2045 Autres revenus d'exploitation | | | | | | |
| 204 Passifs de régularisation | | 1'661'128.01 | | 1'898'689.00 | | 3'141'348.41 |
| 205 Provisions à court terme | | | | | | |
| 2050 Provisions à court terme pour les prestations supplémentaires du personnel | | 569'037.40 | | 596'152.40 | | 565'450.00 |
| 205 Provisions à court terme | | 569'037.40 | | 596'152.40 | | 565'450.00 |
| 206 Engagements financiers à long terme | | | | | | |
| 2064 Emprunts et reconnaissances de dettes | | 121'444'667.95 | | 131'323'275.35 | | 129'202'493.75 |
| 206 Engagements financiers à long terme | | 121'444'667.95 | | 131'323'275.35 | | 129'202'493.75 |
| 209 Engagements envers les financements spéciaux et les fonds des capitaux de tiers | | | | | | |
| 2091 Engagements envers les fonds des capitaux de tiers | | 1'754'467.03 | | 1'796'339.52 | | 1'859'495.50 |
| 209 Engagements envers les financements spéciaux et les fonds des capitaux de tiers | | 1'754'467.03 | | 1'796'339.52 | | 1'859'495.50 |

MCH2: Aperçu du bilan

Consolidation Delémont

| | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | | Comptes 2022 | |
|---|--------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|-----------------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 2 PASSIF (...) | | | | | | |
| 20 CAPITAUX DE TIERS | | 174'583'705.87 | | 176'217'457.50 | | 172'023'431.55 |
| 29 CAPITAL PROPRE | | | | | | |
| 290 Financements spéciaux du capital propre | | | | | | |
| 2900 Financements spéciaux du capital propre | | 28'215'485.05 | 8'153.31 | 26'832'442.17 | | 25'832'430.40 |
| 290 Financements spéciaux du capital propre | | 28'215'485.05 | | 26'824'288.86 | | 25'832'430.40 |
| 293 Préfinancements | | | | | | |
| 2930 Préfinancements | | 4'076'651.00 | | 4'076'651.00 | | 4'076'651.00 |
| 293 Préfinancements | | 4'076'651.00 | | 4'076'651.00 | | 4'076'651.00 |
| 294 Réserves de la politique budgétaire | | | | | | |
| 2940 Réserves de la politique budgétaire | | | | | | 650'000.00 |
| 294 Réserves de la politique budgétaire | | | | | | 650'000.00 |
| 295 Réserves liées au retraitement | | | | | | |
| 2950 Réserves liées au retraitement | | 2'110'052.00 | | 2'180'296.00 | | |
| 295 Réserves liées au retraitement | | 2'110'052.00 | | 2'180'296.00 | | |
| 296 Réserves liées à la réévaluation du patrimoine financier | | | | | | |
| 2960 Réserves liées à la réévaluation et au retraitement du patrimoine financier (PF) | | | | | | |
| 296 Réserves liées à la réévaluation du patrimoine financier | | | | | | |
| 299 Excédent / découvert du bilan | | | | | | |
| 2990 Résultat annuel | | 5'177'998.41 | 2'174'361.60 | | 3'253'493.74 | |
| 2999 Résultats cumulés des années précédentes (fortune nette) | 4'795'601.39 | | 2'621'239.79 | | | 632'253.95 |
| 299 Excédent / découvert du bilan | | 382'397.02 | 4'795'601.39 | | 2'621'239.79 | |
| 29 CAPITAL PROPRE | | 34'784'585.07 | | 28'285'634.47 | | 27'937'841.61 |
| 2 PASSIF | | 209'368'290.94 | | 204'503'091.97 | | 199'961'273.16 |

MCH2: Aperçu du bilan

Consolidation Delémont

| | Comptes 2024 | | Comptes 2023 | | Comptes 2022 | |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| Récapitulation | | | | | | |
| 1 ACTIF | 209'368'290.94 | | 204'503'091.97 | | 199'961'273.16 | |
| Charges nettes | | 209'368'290.94 | | 204'503'091.97 | | 199'961'273.16 |
| 2 PASSIF | | 209'368'290.94 | | 204'503'091.97 | | 199'961'273.16 |
| Revenus nets | 209'368'290.94 | | 204'503'091.97 | | 199'961'273.16 | |
| Total | 216'350'182.71 | 216'350'182.71 | 213'256'138.06 | 213'256'138.06 | 204'494'498.01 | 204'494'498.01 |
| Excédent des dépenses | | | | | | |
| Excédent des recettes | | | | | | |
| | 216'350'182.71 | 216'350'182.71 | 213'256'138.06 | 213'256'138.06 | 204'494'498.01 | 204'494'498.01 |



Commission de gestion et de vérification des comptes de la Ville de Delémont

Prise de position sur les comptes communaux 2024

Monsieur le Président du Conseil de Ville,

Mesdames et Messieurs,

Le présent rapport est établi sur la base des documents suivants :

- le rapport du Conseil communal sur les comptes communaux de l'exercice 2024 ;
- le rapport du réviseur des comptes et le rapport détaillé, établis le 30 avril 2025 par FIDAG Jura SA ;

La Commission a en outre reçu M. Damien Chappuis, maire ; M. Jean Froidevaux, caissier communal ainsi que Mme Aude Saunier, réviseuse responsable chez FIDAG SA. Nous remercions ces personnes pour les informations qu'elles nous ont transmises.

1. Aperçu des comptes et observations générales

Les comptes 2024 de la Municipalité de Delémont présentent un bénéfice global de CHF 6'546'515. Le compte général présente, à lui seul, un bénéfice de CHF 5'177'998 après prise en compte d'opérations modifiant la valeur des immeubles du patrimoine financier. Les résultats comparatifs avec le budget et les chiffres de l'exercice précédent sont les suivants :

| Fonction | Service | Comptes 2024 | Budget 2024 | Comptes 2023 |
|------------|-----------------------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| 900 | Résultat du compte général | 5'177'998 | 0 | -2'174'362 |
| 710 | Approvisionnement en eau | 468'320 | -56'500 | 425'491 |
| 871 | Electricité | -509'512 | -555'300 | -335'077 |
| 872 | Gaz | -69'807 | -879'000 | -132'729 |
| 879 | Production de chaleur | 33'203 | -36'300 | -11'188 |
| | Total Services industriels | -77'795 | -1'527'100 | -53'503 |
| 1401 | Cadastre | | | -72'608 |
| 1503 | SIS | 71'902 | -30'000 | -26'584 |
| 720 | Assainissement des eaux | 860'132 | 555'800 | 956'401 |
| 730 | Gestion des déchets | 193'435 | -38'300 | 126'658 |
| 741 | Corrections des eaux de surface | 320'842 | 165'500 | 326'171 |
| | Autres services communaux | 1'446'312 | 653'000 | 1'310'038 |
| | Total financement spéciaux | 1'368'516 | -874'100 | 1'256'535 |
| 90 | Résultat du compte global | 6'546'515 | -874'100 | -917'827 |

| Effectif du personnel | 2024 | 2023 | 2022 |
|--|--------|--------|--------|
| Employé.e.s (EPT) au 31.12. | 178.25 | 180.59 | 183.59 |
| Employé.e.s (EPT) moyen durant l'année | 183.25 | 185.09 | |

Le bénéfice du compte général 2024 s'explique par les principaux éléments suivants :

- Legs immobilier Rue des Moissons (Gygax), KCHF 2'385
- Réévaluation terrain Meret-Oppenheim (droit de superficie Palastre) : KCHF 688
- Augmentation des recettes fiscales par rapport au budget liées à des rattrapages dans le processus de taxation, KCHF 1'822.

Le Conseil communal a communiqué les informations sur les principales variations par rapport au budget et aux comptes de l'exercice précédent aux pages 3 à 6 du rapport sur les comptes communaux 2024, tout en relevant que les charges qui sont de sa compétence sont globalement maîtrisées, ce que nous confirmons.

Nous relevons, en référence au tableau récapitulatif des résultats ci-dessus, que les Services industriels présentent globalement un résultat meilleur que le budget. Le service Gaz a pu à nouveau réduire sa perte par rapport au budget et à l'exercice précédent grâce à une augmentation du volume distribué de 6.5% et une amélioration de la marge grâce à une stratégie d'approvisionnement efficace.

Les autres services communaux présentent globalement un résultat meilleur que le budget et que les comptes de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2024, le découvert au bilan est entièrement résorbé grâce au résultat positif de l'exercice 2024, mais également en raison d'un transfert de fonds propres provenant des Services industriels pour CHF 274'203, correspondant à la réserve de réévaluation suite au passage à MCH2 en 2020. Les fonds propres au bilan (rubrique 299) représentent CHF 382'397. Bien que positive, la situation qualifiée de fragile.

2. Evaluation des immeubles du patrimoine financier

Pour la deuxième année consécutive des opérations touchant l'évaluation du patrimoine immobilier financier, et par analogie le résultat du compte général, sont enregistrées dans les comptes communaux. Pour rappel il s'agit des objets suivants :

| Objet | CHF |
|--------------------------------------|---------------------|
| Feuillet 841 rue des Tixerans | -321'096.60 |
| Feuillet 7383 rue M.-Oppenheim | 2'246'690.00 |
| Complexe Emile-Boéchat (ex-SAFED) | 0.00 |
| Total 2023 | 1'925'593.40 |
| Feuillet 1862 rue des Moissons (Leg) | 2'385'290.00 |
| Feuillet 7383 rue M.-Oppenheim | 688'400.00 |
| Total 2024 | 3'073'690.00 |
| Total 2023 + 2024 | 4'999'283.40 |

Ces opérations purement comptables ont un caractère exceptionnel. **Elles influencent positivement le résultat du compte général pour le montant susmentionné sans toutefois en améliorer la trésorerie.**

Notre commission constate que ces opérations, représentant près de CHF 5mio, ont permis d'améliorer de manière significative les résultats des deux derniers exercices comptables et se demande si d'autres biens immobiliers pourraient dissimuler des différences d'évaluations, tant positives que négatives. Le décret sur l'administration financière des communes prévoit une réévaluation du patrimoine immobilier financier tous les 5 ans, soit la prochaine fois en 2025. Notre commission suivra ce processus de manière attentive.

3. Autofinancement et investissements

La situation financière préoccupante de notre Ville est fortement influencée par un autofinancement insuffisant, alors que des projets d'investissements décidés au cours de la législature précédente sont encore en cours de réalisation et nécessitent des besoins de financement importants.

Le calcul de l'autofinancement tel que ressortant au point 4.4. du rapport sur les comptes communaux s'établit à CHF 12'243'459 et est déterminé conformément aux principes MCH2. Ce chiffre ne tient cependant pas compte du legs de CHF 2.3 mio décrit au point 2 ci-dessus. Afin de tenir compte de la réalité financière de notre Ville, cette opération non-monnaire est comprise dans les tableaux ci-dessous.

Nous relevons qu'en 2024, et pour la première fois depuis de nombreuses années, les investissements nets réalisés ont été entièrement autofinancés sans qu'un recours à l'emprunt ne soit nécessaire.

3.1 Données historiques

Nous présentons ci-dessous l'évolution de l'autofinancement et des investissements depuis l'introduction de MCH2 en 2020.

| Nature | Comptes 2024 | Comptes 2023 | Comptes 2022 | Comptes 2021 | Comptes 2020 | Total 2020-2024 |
|---|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 90 Résultats | 6'546'515 | -917'827 | -1'042'129 | 3'551'527 | 2'089'673 | 10'227'759 |
| 33 Amortissements du PA | 6'406'442 | 6'377'739 | 5'967'645 | 5'626'925 | 5'119'063 | 29'497'813 |
| 36 Amortissements subventions | 78'641 | 603'909 | | | | 682'550 |
| 43 Legs | -2'385'290 | | | | | -2'385'290 |
| 44 Revalorisation du PF | -688'400 | -1'925'593 | | | | -2'613'993 |
| 45 Prélèvements sur les fonds | -29'495 | -316'085 | -33'918 | -34'398 | -41'211 | -455'106 |
| 48 Prélèvements sur capitaux propres | -70'244 | -1'253'909 | -2'500'000 | -1'310'000 | -1'100'000 | -6'234'153 |
| Autofinancement | 9'858'169 | 2'568'234 | 2'391'598 | 7'834'053 | 6'067'524 | 28'719'580 |
| 5 Dépenses d'investissements | -8'637'335 | -14'731'209 | -12'017'309 | -13'702'598 | -17'936'435 | -67'024'886 |
| 6 Recettes d'investissements | 976'063 | 3'529'629 | 1'458'029 | 1'561'027 | 2'919'561 | 10'617'832 |
| Investissements nets | -7'661'272 | -11'201'580 | -10'559'280 | -12'141'571 | -15'016'873 | -56'407'054 |
| Excédent/Insuff. d'autofinancement | 2'196'897 | -8'633'346 | -8'167'681 | -4'307'518 | -8'949'349 | -27'687'474 |
| Degré d'autofinancement | 128.7% | 22.9% | 22.6% | 64.5% | 40.4% | 50.9% |
| Achat SAFED | | | -12'048'728 | | | |

L'insuffisance d'autofinancement de CHF 27 millions pour la période 2020-2024, ainsi que l'acquisition du complexe SAFED, soit un total de 40 millions, expliquent en grande partie l'augmentation de l'endettement net de CHF 47 millions entre le 31.12.2019 et le 31.12.2024. L'autofinancement est le facteur principal pour permettre la conduite de la politique publique. Le degré d'autofinancement moyen devrait être de 100% sur le long terme afin d'éviter une augmentation non maîtrisée de la dette. Des degrés plus faibles sont supportables ponctuellement lors de la réalisation de projets importants, mais devraient être compensés par la suite.

Pour Delémont, à l'exception de l'année 2024, le degré d'autofinancement a toujours été insuffisant, la moyenne des 5 dernières années n'étant que de 50%. Le volume des investissements n'est donc pas en adéquation avec les moyens disponibles, ou vice-versa.

3.2 Evolution des investissements et de l'endettement

La planification des investissements qui nous a été présentée dans le cadre du budget 2025, en page 27-35 du rapport sur le budget, prévoit des investissements pour la période 2025-2028 pour un total de CHF 56 millions. Parmi ceux-ci, CHF 30 millions ont déjà été votés. Un résumé des dépenses d'investissement planifiées figure ci-dessous. Les chiffres sont présentés en milliers de francs.

| | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | Total |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Ville (impôts) votés | 3'718 | 5'589 | 4'782 | 915 | 15'004 |
| Ville (autofinancés) votés | 1'552 | 667 | 0 | 0 | 2'219 |
| SID (autofinancés) votés | 4'770 | 3'537 | 2'625 | 2'352 | 13'284 |
| Total voté | 10'040 | 9'793 | 7'407 | 3'267 | 30'507 |
| Ville (impôts) à voter | 1'146 | 2'073 | 2'100 | 4'990 | 10'309 |
| Ville (autofinancés) à voter | 1'390 | 2'440 | 2'250 | 2'380 | 8'460 |
| SID (autofinancés) à voter | 1'239 | 1'937 | 1'665 | 2'530 | 7'371 |
| Total à voter | 3'775 | 6'450 | 6'015 | 9'900 | 26'140 |
| TOTAUX | 13'815 | 16'243 | 13'422 | 13'167 | 56'647 |

Même réduits par rapport aux différentes versions précédentes, le total des investissements planifiés reste supérieur à l'autofinancement, qui est dans le meilleur des cas de CHF 9mio (2024), mais compte tenu de la conjoncture économique compliquée que nous vivons actuellement sera manifestement inférieur. A titre comparatif, le budget 2025 approuvé en séance du Conseil de Ville du 26 mai 2025 aboutit à un autofinancement de CHF 5.6mio et la moyenne des 5 dernières années est de CHF 5.7mio.

Avec un autofinancement de CHF 6mio, la dette communale au 31.12.2024 de CHF 159.3 millions (court terme CHF 37.8 millions et long terme CHF 121.5 millions) pourrait ainsi augmenter de CHF 4-7 millions par année pour atteindre au mieux **CHF 175 millions à fin 2028, voir même CHF 187 millions à fin 2028**. Une telle augmentation de la dette n'est actuellement pas justifiée par une augmentation de la population ni des recettes fiscales.

Par chance, la Ville bénéficie actuellement de taux d'intérêts favorables, mais la charge d'intérêts augmente de manière préoccupante : 2023 KCHF + 700; 2024 KCHF + 600, soit une augmentation de CHF 1.3mio au cours des 2 derniers exercices.

| Rubrique | Désignation | 31.12.2024 | 31.12.2023 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|----------|--------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 201 | Engagements financiers court terme | 37'816'147 | 29'206'108 | 27'070'490 | 37'054'315 |
| 206 | Engagements financiers long terme | 121'444'668 | 131'323'275 | 129'202'494 | 95'091'195 |
| | Total dettes portant intérêts | 159'260'815 | 160'529'383 | 156'272'984 | 132'145'510 |
| 3401 | Intérêts sur dettes | 2'594'349 | 1'998'978 | 1'282'466 | 1'080'292 |
| | Taux d'intérêt moyen | 1.62% | 1.26% | 0.89% | 0.85% |

Par ailleurs, le taux d'intérêt moyen a presque doublé par rapport à celui de 2022. La Ville est par conséquent exposée au risque d'augmentation de taux d'intérêt. Cette situation doit être suivie avec attention.

4. Constatations figurant dans le rapport de FIDAG

Notre commission a pris connaissance des constatations faites par FIDAG JURA SA dans son rapport détaillé et a débattu des plus importantes :

4.1 Evaluation complexe Emile-Boéchat (ex-Safed)

La fiduciaire pointe un risque de surévaluation de CHF 2.5mio pour cet objet par rapport à une valeur vénale de CHF 9.6mio basée sur une évaluation faite en octobre 2023 par un architecte. Sans remettre en doute le résultat de cette évaluation, notre commission tient à apporter les commentaires suivants :

- En date du 10 mars 2025, notre commission a reçu MM. Koller et Jaquier qui nous ont indiqué que la gestion du complexe SAFED avait été reprise en main. Les changements intervenus dans l'état locatif ainsi que la mise à jour des conditions contractuelles applicables aux locataires devraient permettre de dégager un rendement net de KCHF 200, contre une perte de KCHF 170 actuellement.
- Cet objet fait partie intégrante du plan spécial Gare-Sud, lequel permettra un développement de ce secteur grâce à l'implantation du nouvel hôpital. Notre commission ne doute pas que ce projet aura une influence positive sur la rentabilité et la valeur vénale du Complexe Emile-Boéchat.

Sur cette base, notre commission estime qu'il n'y a pas d'urgence à reconnaître une moins-value de CHF 2.5mio sur cet objet, et qu'une nouvelle évaluation devra tenir compte des effets de ce plan spécial.

4.2 Présentation des investissements « production de chaleur » dans le patrimoine financier

Les démarches entreprises en vue de transférer tout ou partie des investissements "photovoltaïques" et "production de chaleur" dans le patrimoine financier dans le but de réduire la dette nette au bilan de CHF 9.4mio sont intéressantes. Notre commission relève toutefois plusieurs problèmes :

- Les investissements du patrimoine financier sont des placements pour lesquels une rentabilité est attendue. La rentabilité des installations de production de chaleur est pour l'instant incertaine, le bénéfice cumulé est de KCHF 25 depuis le début du projet pour une valeur résiduelle de l'investissement de CHF 3.3mio. L'autofinancement est de KCHF 265 sur 4 ans, soit 66/année. L'investissement serait ainsi rentabilisé dans 51 ans, ce qui paraît long pour un chauffage. On ne peut donc pas parler de placement. Concernant la rentabilité des installations photovoltaïques, notre commission ne dispose pas de chiffres.
- Les investissements du patrimoine financier ne font pas l'objet d'amortissement. Contrairement à des immeubles qui prennent de la valeur, les installations de production d'énergies ont une durée de vie et à la fin il faut procéder à un remplacement de celles-ci. Il y a donc une nécessité de constater une dépréciation, ce qui serait contradictoire avec le principe d'un placement.

Notre commission estime que ce type d'investissement ne correspond pas à un placement du patrimoine financier. Cependant, un éventuel transfert de ces actifs dans une société juridiquement indépendante mériterait d'être analysé.

Les autres points de ce rapport n'appellent pas de commentaire de notre part.

5. Indicateurs financiers

Les indicateurs financiers sont présentés en annexe 7.6 du rapport sur les comptes 2024. Nous présentons en Annexe 1 du présent rapport un tableau comparatif des indicateurs financiers et leur évolution depuis l'introduction de MCH2. Nous constatons sans surprise que la plupart sont de couleur rouge et qu'ils concernent l'endettement et l'autofinancement. Toutefois, une amélioration est constatée en 2024 pour l'indicateur N°2 en lien avec l'amélioration de l'autofinancement, pour les raisons expliquées plus haut.

L'indicateur N° 9 Quotité de la charge d'intérêts, est influencé favorablement par la réévaluation de l'immeuble Meret-Oppenheim et l'augmentation des revenus fiscaux. Malgré cela, il poursuit sa progression qui résulte de l'augmentation de la charge d'intérêts.

6. Conclusions

La CGVC tient tout d'abord à souligner la bonne tenue des comptes communaux et constate que le rapport de révision ne fait part d'aucune erreur comptable. La commission remercie les services concernés pour leur travail. Par ailleurs, les charges non liées sont maîtrisées par rapport au budget.

Le résultat de l'exercice 2024 permet de sortir de la situation de découvert au bilan. Il faut toutefois rester prudent, car le montant des fonds propres ressortant de la rubrique 299 du bilan n'est que de CHF 382'397, montant qui est inférieur au déficit approuvé récemment dans le cadre du budget 2025. Il est donc fort probable que le bilan présente à nouveau un découvert dans le bilan au 31.12.2025 et que les dispositions du décret concernant l'administration financière des communes soient à nouveau applicables prochainement. Pour cette raison, et malgré le bon résultat des comptes 2024, les efforts pour équilibrer les comptes entrepris par le Conseil communal doivent être poursuivis.

La Commission de gestion et de vérification des comptes recommande au Conseil de Ville d'accepter les comptes 2024 tels que présentés.

Pour la Commission de gestion et de vérification des comptes :

La présidente
Mme Céline Robert-
Charrue Linder

Le vice-président
M. Christophe Günter



Delémont, le 12 juin 2025

Annexe 1 : Indicateurs financiers

| INDICATEURS FINANCIERS (Avec les financements spéciaux) | | 31.12.2024 | 31.12.2023 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2020 | Objectif | Formule |
|--|--|------------|------------|------------|------------|------------|-----------|---|
| 1 | Quotien d'endettement net | 253.5% | 304.2% | 306.2% | 264.6% | 265.3% | 100% | Dettes nettes / revenus fiscaux |
| 2 | Degré d'autofinancement | 168.8% | 40.1% | 22.6% | 64.5% | 40.9% | 70%-100% | Autofinancement / investissements nets |
| 3 | Quotité de la charge d'intérêts | 1.6% | 1.3% | 0.9% | 0.8% | 1.1% | 1%-2% | Charges nettes d'intérêts / revenus courants |
| 4 | Dettes brutes par rapport aux revenus | 139.3% | 149.6% | 165.0% | 145.5% | 141.6% | 100%-150% | Dettes brutes / revenus courants |
| 5 | Quotité d'investissement | 7.3% | 11.8% | 10.9% | 13.2% | 16.9% | 10%-20% | Investissements bruts / dépenses totales |
| 6 | Quotité de la charge financière | 6.9% | 7.4% | 6.8% | 6.5% | 6.6% | 5%-15% | Service de la dette / revenus courants |
| 7 | Dettes nettes par habitant en francs | 8'173 | 8'809 | 8'290 | 7'748 | 7'205 | 1000-3000 | Dettes nettes / résidents permanents |
| 8 | Capacité d'autofinancement | 10.5% | 3.9% | 2.4% | 8.0% | 6.5% | 10%-25% | Autofinancement / revenus courants |
| 9 | Quotité de la charge des intérêts nets | 1.8% | -2.8% | 1.2% | 1.2% | 1.7% | 2%-5% | Charges financières nettes / revenus fiscaux |
| 10 | Quotient de l'excédent au bilan | 0.9% | -13.3% | -7.8% | 10.1% | 9.8% | 30%-60% | Fonds propres / impôts directs et péréquation |

Légende :

- Bon, peu important
- Moyen, acceptable
- Faible, critique

ARRETE DU CONSEIL DE VILLE

Le Conseil de Ville de la Commune municipale de Delémont

- vu :
 - le rapport du Conseil communal du 13 mai 2025 ;
 - l'article 29, al. 1 let. m) du Règlement d'organisation de la Commune municipale ;
 - le préavis favorable du 12 juin 2025 de la Commission de gestion et de vérification des comptes ;
- sur proposition du Conseil communal ;

arrête

1. Les comptes communaux 2024 sont acceptés.
2. Cette décision est soumise au référendum facultatif.

AU NOM DU CONSEIL DE VILLE

Le président :

La secrétaire :

Michel Rion

Lucie Üncücan-Daucourt

Delémont, le 30 juin 2025



Interpellation

Cras des Fourches, un projet en faveur des utilisateurs, pas des promoteurs

Selon les informations dont nous disposons le Conseil communal prévoit de confier le projet de développer la parcelle 2607 à un ou des promoteurs.

Si nous sommes d'accord avec l'objectif du Conseil communal de permettre à des familles de construire ou acheter une petite villa ou une maison d'habitation nous sommes d'avis qu'un intermédiaire n'est ni nécessaire ni utile. En effet les intéressés, en principe des familles, n'auront pas d'autre choix que les maisons ou les petits immeubles que le promoteur leur proposera. C'est à prendre ou à laisser, du fix-fertig comme on dit outre-Sarine. Or c'est précisément ce dont nous ne voulons pas.

Ces dernières années les promoteurs ont dominé le marché de l'habitat avec des résultats pas toujours très convaincants. On observe par ailleurs que les promoteurs immobiliers mettent la main sur les quelques parcelles libres, exemple à la fin de la rue des Pèlerins. Pour corriger quelque peu cette tendance lourde nous demandons que la commune offre, sous certaines conditions, la possibilité à des particuliers de construire des maisons individuelles à leur goûts mais en évitant les excès du quartier du Mexique.

Les parcelles devraient être mises en vente ou en droit de superficie directement par la commune à des propriétaires qui viendront y habiter. C'est combler un véritable manque sans que la commune fasse appel à des intermédiaires qui augmentent les prix tout en limitant les choix. Nous demandons au Conseil communal de prendre en considération la proposition ci-dessus et nous invitons nos collègues du Conseil de ville à soutenir cette démarche qui devrait permettre de satisfaire une demande maintes fois relayée lors de nos séances.

Delémont, le 26 mai 2025

Pour le groupe socialiste

Marc Ribeaud

Motion interpartis

Réorganisation structurelle de l'administration communale

La Ville de Delémont a mal à ses finances et le Canton a imposé une ligne directrice qui restreint sévèrement la marge de manœuvre de l'administration communale. Pour faire simple, la commune de Delémont est menacée de mise sous tutelle si elle ne résorbe pas son découvert d'ici fin 2027. Alors, comment en est-on arrivé là ?

Depuis dix ans, Delémont mise sur un objectif de 15'000 habitants et habitantes en 2030. Nous en sommes encore loin et cet objectif optimiste semble aujourd'hui de moins en moins accessible et doit être abandonné. Les décisions prises ces dernières années, comme la baisse de la quotité d'impôt, la viabilisation pour de nouveaux immeubles, l'augmentation du personnel, le développement des infrastructures routières et souterraines, la construction d'une nouvelle école ou encore le développement des zones industrielles ont été actées trop rapidement pour répondre à cet objectif trop ambitieux. Ces décisions, avec d'autres, font qu'aujourd'hui la Ville doit assumer une charge financière trop importante par rapport à ces recettes.

Le Conseil de Ville, d'autre part, a manifesté plusieurs fois un manque de pilotage de la commune, certains secteurs de l'administration travaillant à l'aveugle. L'étude Compas met notamment en avant le manque de gouvernance du Conseil communal et les problèmes de communication et de collaboration entre les services.

D'autre part encore, les décisions prises aux niveaux fédérale (ex. RIE III) et cantonale (ex. plan équilibre, répartition des charges canton-communes) ont des impacts négatifs importants et directs sur la situation financière de la Ville. A cela s'ajoute la baisse de rentrées fiscales des dernières années qui s'élève à plusieurs millions de francs.

Des mesures d'économies et d'optimisation des ressources humaines ont déjà été mises en œuvre depuis deux ans par le Conseil communal. Elles ont permis d'économiser 4'000'000 francs. Elles comprennent notamment une diminution de 5.54 équivalents plein-temps (EPT). Ces baisses ont été rendues possibles grâce à des départs naturels, sans péjorer le fonctionnement des services concernés. Le Conseil communal entend poursuivre cette stratégie avec comme objectif une baisse de 12 EPT. Or, elle ne résout pas le déficit structurel et de fonctionnement de l'administration communale et une diminution de 12 EPT n'est pas suffisante aux regards des dernières informations et décisions budgétaires.

Pour y répondre, la présente motion interpartis demande la réorganisation structurelle de l'administration communale basée sur la situation et le développement actuels de la Ville. Elle impliquera une dotation en EPT de 175, soit une baisse ferme de 14 EPT à charge du ménage communal comparativement au nombre alloué par le Conseil de Ville. Cette réduction se fera en recourant le plus possible à des mesures consensuelles. Le cas échéant, elle nécessitera aussi la remise en cause de certaines prestations qui seront préalablement présentées à la Commission de gestion et de vérification des comptes.

Delémont, le 27 janvier 2025

Le responsable de la motion,

Patrick Frein



Le Centre

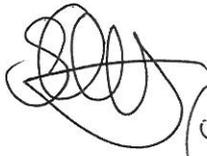






PCSI
PSCI



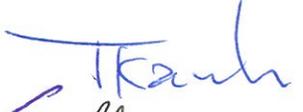




PS











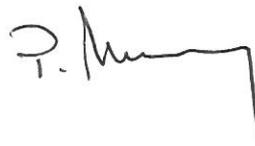




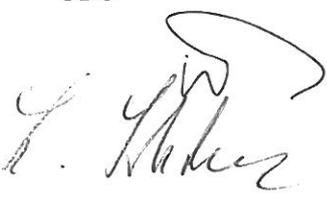

CS-POP et VERT-E-S

PLR-PVL



UDC



Séance du Conseil de Ville du 26 mai 2025
Préavis du Conseil communal sur les motions et les postulats

Préavis sur la motion

5.01/25

« Réorganisation structurelle de l'administration communale »

| | | | |
|------------|--|------------|-------------------------|
| Auteur / e | Motion interpartis (Le Centre, PCSI, PS, CS-POP et VERT-E-S, PLR-PVL, UDC) Responsable de la motion : Patrick Frein | | |
| But visé | La motion interpartis demande la réorganisation structurelle de l'administration communale basée sur la situation et le développement actuels de la Ville par le biais d'une réduction de la dotation maximale en EPT à hauteur de 175 EPT, soit une baisse de 14 EPT par rapport au nombre alloué par le Conseil de Ville (189,14 EPT). Cette réduction devra se faire en recourant le plus possible à des mesures consensuelles. Le cas échéant, elle nécessitera aussi la remise en cause de certaines prestations qui seront préalablement présentées à la Commission de gestion et de vérification des comptes. | | |
| Préavis | Accepté / e | Refusé / e | Transformée en postulat |
| Motifs | <p>Dans le cadre des analyses de fonctionnement menées en 2023 et 2024 (Audit et mesures COMPAS) le Conseil communal a pu identifier la nécessité d'optimiser le fonctionnement de l'Administration et de contribuer à l'efficacité et l'économie de ressources.</p> <p>Lors des exercices budgétaires 2023/24, la nécessité de procéder à des réductions d'effectifs progressives a déjà été identifiée afin de permettre une réduction des charges de fonctionnement et contribuer à résorber le déficit structurel constaté.</p> <p>Le Conseil communal s'était à ce titre déjà prononcé en faveur d'une réduction totale de 12 EPT, soit une dotation maximale de 177 EPT d'ici à fin 2027. Par le biais de la présente motion interpartis, des efforts supplémentaires doivent être fournis pour atteindre une réduction totale de 14 EPT et une dotation maximale de 175 EPT au sein de l'Administration.</p> <p>L'Exécutif a initié les premières réflexions en cours d'année 2024 et chargé plusieurs groupes de travail d'analyser diverses pistes de réorganisation afin de revoir la distribution et l'organisation générale de certaines unités au sein des Départements.</p> <p>Les groupes de travail ont été les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapprochement « Bâtiments & Concierges (Département UETP) et Gestion des infrastructures et écoles (Département CSE) - Optimisation et réorganisation de la Voirie (UETP) - Rapprochement Ludothèque (Département CSJL) et Bibliothèques (Département CSE) - Réorganisation du Service de police et de sécurité publique (Département Mairie) - Organisation et positionnement du service informatique (Département Mairie) - Stratégie d'évolution des services industriels à court et moyen terme (Département EE) <p>Les résultats provisoires des groupes de travail démontrent que des potentiels d'optimisation ont pu être identifiés, notamment la création de synergies, la mutualisation de processus et d'outils, l'amélioration de l'organisation interne et du fonctionnement (efficacité), l'identification de nouvelles recettes possibles (contrats de prestations).</p> <p>Ces résultats provisoires ont été intégrés dans la feuille de route du Conseil communal, transmise à l'ensemble des membres du Conseil de Ville, concernant le redimensionnement de l'Administration et ne sont donc pas repris dans le détail ici.</p> <p>Des travaux sont encore nécessaires afin d'obtenir une analyse détaillée des potentiels de réduction des effectifs et de la masse salariale. Une planification des mesures de réorganisation et de réduction des EPT sera par conséquent présentée ultérieurement à l'attention de la Commission de gestion et de vérification des comptes, puis dans un deuxième temps au Conseil de Ville afin de détailler les mesures de réorganisation prévues, les réductions de postes visées et les prestations qui pourraient être supprimées par voie de conséquence.</p> <p>Sur la base des prévisions actuelles, le nombre d'emplois total de 189.14 EPT (selon liste des emplois validée par le Conseil de Ville) a été réduit de 5.54 unités entre 2023 et 2024. Au premier janvier 2025, la dotation totale du personnel communal est ainsi de 183.6 EPT. Au 1^{er} janvier 2026, une réduction de 1.7 à 2.2 EPT pourra être répercutée, pour un total attendu de 181.4 EPT. Cette réduction est réalisée dans le cadre de départs en retraite, de réductions volontaires du temps de travail et s'accompagne d'optimisation de processus (synergies, mutualisations, etc.).</p> | | |

Conformément à la demande formulée dans la motion et aux engagements pris par le Conseil communal dans le cadre des mesures de réorganisation de l'Administration, les réductions seront menées « en recourant le plus possible à des mesures consensuelles » et en évitant de recourir à des licenciements (par le biais de suppressions de fonction). Les principaux leviers d'action consisteront donc à :

- planifier des réductions de postes dans le cadre des départs naturels,
- faciliter les réductions volontaires de taux de travail (temps partiel)
- intégrer les résultats des groupes de travail (cf. plus haut) et les économies de postes réalisables dans le cadre des réorganisations prévues.

Des réflexions seront rapidement initiées au sein des départements afin de maintenir les efforts d'optimisation et de redimensionnement de l'Administration. Ces analyses complémentaires porteront sur les axes suivants :

- analyse des prestations et des postes, identification des synergies ou optimisation internes aux services
- évaluation des suppressions ou réductions possibles d'EPT et des prestations directement concernées
- évaluation et quantification des prestations potentiellement refacturées (prestations à tiers)
- gestion des départs naturels, processus de réoccupation de postes (analyse de réduction, réoccupation partielle)

Le Conseil communal souligne qu'au-delà d'une simple réduction numérique des EPT, il sera prioritairement important de procéder à l'analyse réelle de ces réductions en termes d'impacts financiers et de considérer la balance entre les économies de charges et les recettes supplémentaires potentielles.

Ce dernier axe est primordial car il doit permettre d'identifier les potentiels de rentrées financières (par la facturation de prestations à des tiers, p.ex. déchetterie et SEOD, prestations du service informatique, etc.) qui pourront permettre de financer des postes.

La réduction attendue des postes et de la masse salariale globale se fera donc grâce à deux leviers d'action distincts : d'une part la réduction réelle d'effectifs non strictement nécessaires et d'autre part la compensation de charges par le biais d'un autofinancement (recettes liées à la facturation de prestations à des tiers).

En conclusion, l'Exécutif delémontain préavise favorablement l'acceptation de la motion et veillera à prendre les mesures pour atteindre les objectifs fixés en termes de réduction d'effectifs, tant par le Conseil communal lui-même que par le Conseil de Ville.

Le Conseil communal définira à cet effet un plan de mesures ainsi qu'une planification détaillée sur la base des analyses complémentaires qui seront menées ces prochains mois. Cette planification sera ensuite soumise à la Commission de gestion et de vérification des comptes afin de présenter les mesures prises.

L'Exécutif delémontain tient toutefois à préciser qu'il veillera à maintenir les engagements pris et que les réductions d'effectifs pourraient ne pas être appliquées si elles devaient conduire à des suppressions de fonction et au licenciement de collaboratrices et collaborateurs. Dans cette optique, le Conseil communal aura pour priorité de rechercher des mesures financières compensatoires et de trouver de nouvelles recettes (par le biais de refacturation, de contrats-ressources et de postes auto-financés). Ces recettes permettront ainsi de compenser la charge salariale des postes qui ne pourraient être réduits et de contribuer activement à la résolution de la problématique de déficit structurel.

Motion

Mais dites-nous, où vont nos impôts ?

Le budget 2025 prévoit une augmentation de la quotité d'impôt communal de 0,1 point. Que cette mesure soit effective ou non lors du traitement de cette motion, les contribuables doivent savoir comment leurs tributs sont utilisés. Hors, à ce jour, il est très difficile de trouver une clé de répartition de ce revenu communal.

Pourtant, dans un souci de transparence et puisque nos concitoyennes et concitoyens participent très concrètement aux finances communales, il est nécessaire de rendre ces données disponibles. C'est une question de confiance.

Aussi étrange que cela puisse paraître, la seule estimation qu'on puisse trouver en ligne est l'œuvre de la RTS datant de 2019. Ce qui montre bien que c'est possible. D'ailleurs, cette information existait au niveau cantonal, dans le guide des impôts JuraTax (au moins jusqu'en 2010). Elle présentait une répartition exhaustive de l'utilisation de ces de(r)niers. On y trouvait un graphique montrant comment un billet de CHF1000.- est dépensé. Mais le document n'est visiblement plus mis à jour, ni rendu public. Il était pourtant très instructif.

Qu'en est-il de l'impôt communal ? Quelle proportion est dépensée dans la formation, la sécurité, la mobilité, l'environnement, l'administration, les subventions, le partage intercommunal... ?

Le détail de l'utilisation de l'impôt communal, bien que cette motion arrive tardivement, permettra à chacune et chacun de se rendre compte de sa participation concrète à la vie publique de la ville. Cela aura aussi le mérite de montrer par l'absence, ce qui n'est pas financé par les impôts. A long terme, cette transparence ne peut être que bénéfique et pourrait même être le début de réflexions citoyennes utiles.

Nous demandons au Conseil Communal d'informer de manière exhaustive les contribuables sur l'utilisation des impôts communaux. Il communiquera annuellement les dépenses réalisées et budgétisées avec le revenu des impôts communaux.

Parti Chrétien Social Indépendant
Ignace Berret

Delémont, le 27 janvier 2025

Séance du Conseil de Ville du 26 mai 2025
Préavis du Conseil communal sur les motions et les postulats

Développement de la motion

5.02/25

Mais dites-nous, où vont nos impôts

Auteur / e

Ignace Berret PCSI

But visé

Le groupe PCSI demande au Conseil Communal d’informer de manière exhaustive les contribuables sur l’utilisation des impôts communaux ; de communiquer annuellement les dépenses réalisées et budgétisées avec le revenu des impôts communaux

Préavis

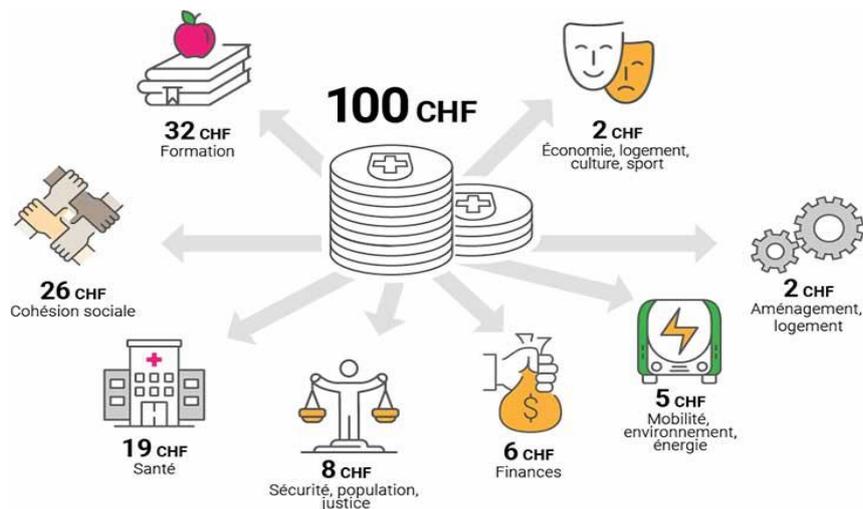
Accepté / e

~~Refusé / e~~

~~Transformée en postulat~~

Motifs

La demande est pertinente et elle sera mise en place pour la présentation des comptes 2024. Le Conseil communal va demander à SFI et la Comm de réaliser un graphique selon exemple ci-dessous. La publication pourra se faire sur plusieurs vecteurs de communications. A titre d’information, cette publication a été abandonné lors de l’introduction de MCH2 par le DCOM.





UDC Delémont

Séance du Conseil de Ville du 27.01.2025

POSTULAT

Delémont, le 26.01.2025

Nombre d'EPT à réduire et efficience de fonctionnement des postes à temps partiel.

Le budget 2025 accepté par une majorité du Conseil de Ville impliquera une diminution de postes. C'est raisonnable même si la question des priorités de choix se pose et que les départs volontaires à la retraite, et aussi à l'AI ne combleront certainement pas cet objectif à court terme. Le grand nombre d'emplois à temps partiel interroge. Nous demandons qu'une étude fouillée soit faite pour évaluer les avantages et les inconvénients (économiques, de gestion, sociétaux, absentéisme, coordination, remplacement) de postes exclusivement à temps plein par rapport à des temps partiels.

Merci de bien vouloir nous éclairer sur les économies possibles de gestion et l'efficience des temps partiels.

Pour l'UDC Delémont, Dominique Baettig

Séance du Conseil de Ville du 26 mai 2025
Préavis du Conseil communal sur les motions et les postulats

Préavis sur le postulat

4.01/25

« Nombre d'EPT à réduire et efficience de fonctionnement des postes à temps partiel »

| | | | |
|------------|--|------------|-------------------------|
| Auteur / e | UDC | | |
| But visé | Le groupe UDC demande au Conseil Communal de mener une étude fouillée pour éclairer sur les avantages et inconvénients du travail à temps partiel, respectivement de postes à temps plein par rapport à des temps partiel. Cette demande est notamment motivée par la nécessité de réduction de postes au sein de l'administration et par le nombre jugé élevé de postes à temps partiel actuels. | | |
| Préavis | Accepté / e | Refusé / e | Transformée en postulat |
| Motifs | <ul style="list-style-type: none"> - Les enjeux organisationnels, économiques et sociaux liés au travail à temps partiel ont déjà fait l'objet de plusieurs analyses ou études menées par divers instituts ou universités. Divers travaux peuvent être disponibles via internet (ex. étude Uni BE et Uni ZH « Le travail à temps partiel en Suisse : importance croissante, défis et opportunités », 2022) - La conduite d'une telle étude est extrêmement lourde et mobilise des moyens et des ressources que la Municipalité n'est pas en mesure de fournir. Le Conseil communal ne souhaite pas non plus solliciter des instituts experts externes, au vu de la charge financière que représenterait une telle étude. Il estime en outre que tous les éléments requis sont déjà détaillés dans les divers travaux préalablement menés par des institutions plus routinières de ce genre de démarches. - Les divers travaux et études démontrent et soutiennent l'intérêt du travail à temps partiel : l'opportunité du travail à temps partiel offre une vraie plus-value aux entreprises et administrations. Tant les publications spécialisées que les exemples de bonnes pratiques prouvent que la possibilité de travailler à temps partiel facilite le recrutement de main d'œuvre qualifiée et améliore l'image de l'entreprise auprès du personnel. Si le travail à temps partiel permet d'accroître le bien-être et la satisfaction du personnel, de réduire le stress grâce à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, il permet aussi de limiter les absences pour cause de maladie et les fluctuations du personnel. De plus, les employeurs profitent à moyen et long terme de la motivation, du savoir-faire et des qualifications de leur personnel si celui-ci peut moduler son taux d'occupation selon la phase de vie dans laquelle il se trouve. Les résultats des études montrent que les entreprises et les entités publiques sont gagnantes à moyen et à long terme si elles répondent aux besoins de leur personnel en instaurant et en développant le travail à temps partiel. - La Municipalité a fixé sa politique du personnel en précisant sa volonté de flexibilisation des conditions d'engagement, ceci afin de répondre aux attentes des potentiels futurs collaborateurs et collaboratrices. Ces dispositions sont notamment inscrites dans le Règlement du personnel arrêté et validé par le Conseil de Ville. - En matière d'organisation, le travail à temps partiel offre une plus-value en termes de flexibilité et de productivité : <ul style="list-style-type: none"> ▪ le temps partiel permet de moduler de manière plus fine l'activité des services de l'administration en fonction de ses besoins, de couvrir des plages horaires variées mais également d'augmenter la productivité, surtout dans des secteurs nécessitant une flexibilité horaire et une adaptabilité saisonnière. ▪ si les postes à temps complets se justifient dans certains secteurs d'activité (travail en équipes avec rotation horaire, p.ex.), les postes à temps partiels permettent d'assurer une répartition des tâches et responsabilités et des systèmes de suppléance qui rendent l'organisation moins vulnérable face à des problématiques d'absentéisme de longue durée. - Les postes de travail à temps partiel au sein de la Municipalité sont nécessaires dans les secteurs qui nécessitent de réaliser des tâches simultanées sur divers lieux ou d'assurer des prestations d'accueil avec des plages d'intervention limitées horaires (p.ex. conciergerie et bâtiments administratifs, Maison de l'Enfance, ludo/biblio, etc.) - Les postes à temps partiel au sein de la Municipalité sont également directement imposés par la dotation limitée dans certains secteurs, telle que définie par la liste des postes et le nombre d'emploi arrêté par le Conseil de Ville. | | |

En conclusion, le Conseil communal estime que les arguments financiers et organisationnels plaident en faveur du maintien du travail à temps partiel, Il souligne également que les diverses réalités de fonctionnement des services ainsi que la dotation maximale définie ne permettent pas de favoriser l'engagement d'emplois plein temps en lieu et place de postes à temps partiel.

Au vu des éléments existants et des études préalables sur le sujet et disponibles, l'Exécutif delémontain estime qu'il n'y a pas lieu de mener une étude approfondie et recommande de refuser le postulat 4.01/25 déposé par le groupe UDC.



QUESTION ÉCRITE

Conseil de Ville Delémont

Plan directeur communal pour l'implantation des antennes de téléphonie mobile. Allo, où en est-on ?

Suite aux près de 600 oppositions déposées en août 2020 contre le projet d'antenne 5G sur le toit de l'H-JU, à la remise d'une pétition cantonale de 4'318 signatures demandant l'abandon du projet et à de multiples interventions au Conseil de ville, le Conseil communal a présenté une demande de crédit de 48'000.- pour la mise en place d'une planification en cascade relative à la nouvelle technologie 5G, cette dernière devant être intégrée dans le Plan d'aménagement. Ce crédit a été accepté par le Conseil de ville en date du 26 avril 2021.

<https://www.delemont.ch/Htdocs/Files/v/18711.pdf/Documents-du-Conseil-de-Ville/ConseilVille/Messages/5G.pdf?download=1>

Du 16 mars au 30 avril 2022, après concertation uniquement avec les opérateurs et sans associer les associations ou collectifs associés, le service UETP organisait une procédure d'information et de participation à la population, telle que requise par la législation fédérale et cantonale.

<https://www.delemont.ch/fr/Vivre-a-Delemont/Actualites/Dernieres-nouvelles/Consultation-publique-antennes-de-telephonie-mobile-DELAJ-PROLONGE.html>

Il s'agissait de faire face aux différentes demandes en cours de la part des opérateurs de téléphonie mobile et de la population inquiète de ces déploiements, et surtout de gérer au mieux les futures demandes d'implantation. Les objectifs du projet étaient notamment :

- De respecter le principe de précaution ;
- De préserver le paysage et le patrimoine bâti ;
- De favoriser l'accès de la population et des entreprises à un réseau performant de télécommunications.

Discutée uniquement avec un opérateur de téléphonie mobile, la démarche a débouché sur l'élaboration d'un projet de Plan directeur communal relatif à l'implantation des antennes de téléphonie mobile. Cet instrument devait utiliser le « modèle en cascade » en donnant un ordre de priorités à respecter et en désignant un ordre de préférence des implantations. Ce modèle devait permettre de déterminer, en concertation avec les opérateurs, des zones préférentielles à planifier en amont de la demande de permis de construire.

La suite naturelle du projet était de modifier le règlement communal sur les constructions (RCC) par l'intégration d'un nouvel article relatif aux antennes d'internet mobile.

Le dossier devait ensuite soumis au canton pour examen préalable, avant de procéder à un dépôt public et une adoption formelle.

Et depuis ?

Voilà maintenant deux ans que le dépôt public se fait attendre.

En août 2023, l'UETP organisait bien une consultation publique sur la modification partielle du règlement des constructions : lutte contre le dérèglement climatique, développement de la biodiversité et protection du patrimoine bâti... mais aucune nouvelle du côté de la planification 5G !

<https://www.delemont.ch/fr/Vivre-a-Delemont/Actualites/Dernieres-nouvelles/Consultation-publique-Modification-partielle-du-Reglement-communal-sur-les-constructions.html>

De multiples demandes de permis de construire pour des nouvelles installations d'internet mobile ont été déposées depuis le crédit accepté par le Conseil de ville :

- avril 2021 : Route de Bellerive, en zone agricole
- avril 2021 : Rue Saint-Maurice à la Communance
- juillet 2021 : place de la Poste (hôtel Mercure)
- décembre 2022 : Rue des Moulins

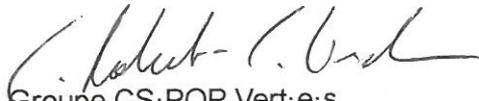
Ce qui vide progressivement la planification de son sens en autorisant de nouvelles installations de « vraie 5G », comme à l'hôtel Mercure ou à Bellerive.

Dès lors, nos questions au Conseil communal sont les suivantes :

- Où en est le traitement du plan directeur communal relatif à l'implantation des antennes de téléphonie mobile ?
- Quelle est la synthèse de la procédure d'information et de participation à la population ?
- Une coordination entre tous les opérateurs a-t-elle finalement été assurée ?
- Le cadastre des ondes (intensités de champs électrique) à Delémont a-t-il été finalisé ?
- Le développement des réseaux de câbles coaxiaux et de fibre pour une meilleure desserte des bâtiments a-t-elle été planifiée avec les opérateurs et les SID ? Plus rapide et plus sûre en matière de sécurité des données, cette solution alternative, de faible rayonnement, permettrait de surcroît de limiter la puissance des antennes. Dans le cas contraire, pour quelles raisons ?
- Selon ce qui a été présenté au Conseil de ville, puis accepté par ce dernier : les secteurs et sites suivants sont-ils bien exclus de la planification avec une distance de protection : écoles, crèches, hôpitaux, homes, stade et auberge de jeunesse, zones d'habitation (y compris le clocher de l'Église qui arrose le Château et son école), bordure de zone verte ou forêt (sites CABI, Stand de Tir...) ?
- Dans quel délai le plan directeur sera-t-il soumis en dépôt public ?
- Quel est le montant dépensé à ce jour pour la mise en place de cette procédure ?

Nous remercions le Conseil communal pour ses réponses.

Delémont, le 27 janvier 2025


Groupe CS·POP Vert·e·s
Céline Robert-Charrue Linder



RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.01/25

Plan directeur communal pour l'implantation des antennes de téléphonie mobile. Allo, où en est-on ?

Mme Céline Robert-Charrue Linder, Groupe CS POP Vert e s

Le Conseil communal peut répondre comme suit aux différentes questions soulevées.

Où en est le traitement du plan directeur communal relatif à l'implantation des antennes de téléphonie mobile ?

Suite au crédit d'études de 48'000.- voté par le Conseil de Ville le 26 avril 2021, les analyses ont bien été menées afin de mettre en place une planification globale des antennes 5G permettant de disposer d'un outil pour discuter avec les opérateurs et les orienter vers des solutions qui permettent d'assurer une qualité de service en essayant d'orienter dans toute la mesure du possible, les nouvelles installations en dehors des zones d'habitation. Une planification directrice et un projet d'adaptation du Règlement communal sur les constructions (RCC) selon le « modèle en cascade » ont été établies et soumises au Canton pour examen préalable.

Suite à cet examen et à la pratique qui s'est mise en place ces dernières années y compris dans d'autres cantons, il est apparu que le « modèle en cascade » n'était que très difficilement applicable. Comme le recommande la Conférence des directeurs cantonaux des travaux publics et de l'aménagement du territoire (DTAP), ainsi que le Canton par le Service du développement territorial – Section de l'aménagement du territoire, le Conseil communal a retenu le « modèle du dialogue », comme le font de nombreuses communes (Porrentruy par exemple) et qui est déjà mis en pratique à Delémont. Ce modèle consiste à faire usage de la planification directrice qui a été développée pour mener des discussions et des négociations, au cas par cas et selon la demande, avec les opérateurs.

Cela permet au final de faire une pesée d'intérêts pour chaque cas particulier et d'orienter les nouvelles antennes dans les secteurs les moins sensibles sur la base du plan directeur. Ce dernier constitue ainsi une aide précieuse à la prise de décision et à la pesée des intérêts pour l'autorité qui délivre les permis de construire. Les adaptations du RCC sont bien prévues dans la révision partielle en cours qui arrive en fin de processus, dans le but de faire référence au plan directeur en question et au modèle retenu. Le Conseil de Ville sera sollicité sur ce dossier dans le courant de l'année.

Quelle est la synthèse de la procédure d'information et de participation à la population ?

3 réponses ont été enregistrées au cours de la consultation publique : un citoyen delémontain, le collectif Delémont Non 5G et une prise de position commune des opérateurs (Swisscom, Salt, Sunrise). Plusieurs remarques ne concernaient pas le plan directeur mais remettaient en cause le développement des antennes de téléphonie mobile à Delémont et en particulier de la technologie 5G. Or, la planification en question ne traite pas de l'opportunité de la 5G, qui est du ressort des opérateurs et qui est légiférée au niveau fédéral : elle donne une vue d'ensemble sur la thématique et comprend un concept général pour traiter les demandes d'implantation de nouvelles antennes de téléphonie.

Une coordination entre tous les opérateurs a-t-elle finalement été assurée ?

Oui, dès le début des études, l'ensemble des opérateurs concernés ont été intégrés dans le processus.

Le cadastre des ondes (intensités de champs électrique) à Delémont a-t-il été finalisé ?

Cette question est traitée lors de chaque demande de permis de construire. Elle ne concerne pas directement la planification des antennes de téléphonie mobile qui a fait l'objet de l'étude suite au crédit voté par le Conseil de Ville. Ainsi, lors de chaque demande de permis de construire pour une nouvelle antenne ou la modification d'une antenne, une analyse au sens de l'ORNI (Ordonnance sur la protection contre les rayonnements non ionisant) est soumise à l'Office cantonal de l'environnement (ENV) et des contrôles réguliers sont établis, ceci conformément aux bases légales en vigueur.

Le développement des réseaux de câbles coaxiaux et de fibre pour une meilleure desserte des bâtiments a-t-elle été planifiée avec les opérateurs et les SID ? Plus rapide et plus sûre en matière de sécurité des données, cette solution alternative, de faible rayonnement, permettrait de surcroît de limiter la puissance des antennes. Dans le cas contraire, pour quelles raisons ?

Cette question ne concerne pas directement la planification des antennes de téléphonie mobile qui a fait l'objet de l'étude suite au crédit voté par le Conseil de Ville. Les réseaux à câbles coaxiaux et de fibre optique sont développés par les opérateurs (en particulier Swisscom) selon leur planification interne.

Comme cela existe depuis très longtemps, certains opérateurs utilisent des conduites SID pour y faire passer leurs câbles. Pour chaque projet touchant les infrastructures souterraines, les opérateurs concernés sont sollicités et une collaboration est mise en place afin de répondre dans toute la mesure du possible à leurs besoins. Mais la Municipalité de Delémont ne dispose pas de base légale pour contraindre les opérateurs à systématiquement installer des réseaux de câbles coaxiaux et de fibre en souterrain.

Selon ce qui a été présenté au Conseil de Ville, puis accepté par ce dernier : les secteurs et sites suivants sont-ils bien exclus de la planification avec une distance de protection : écoles, crèches, hôpitaux, homes, stade et auberge de jeunesse, zones d'habitation (y compris le clocher de l'Eglise qui arrose le Château et son école), bordure de zone verte ou forêt (sites CABI, Stand de Tir...) ?

Une priorisation des secteurs possibles ou exclus pour l'implantation de nouvelles antennes de téléphonie mobile a été définie dans le plan directeur. Les zones non résidentielles et celles sans population particulièrement sensible ont été privilégiées de même que les sites sans grande valeur patrimoniale. Dans ce cadre, les sites cités dans la question ont été évalués au cas par cas selon différents critères (protection du patrimoine et du paysage, affectation du sol, localisation, etc.). A titre d'exemple, les sites inscrits à l'ISOS A (en particulier la Vieille Ville) et les écoles sont en principe exclus. Il faut encore relever qu'il s'agit de priorités et non d'interdiction. Aussi, l'application du droit fédéral fait office de référence. Cette priorisation constitue une base de discussion qui est échangée avec les opérateurs lors de projets de nouvelle antenne à Delémont, selon le modèle du dialogue.

Dans quel délai le plan directeur sera-t-il soumis en dépôt public ?

Le plan directeur n'est pas un instrument contraignant pour les tiers, il ne sera donc pas mis en dépôt public. En revanche, le plan directeur finalisé et validé par le Conseil communal sera prochainement disponible sur le site internet de la Municipalité.

Quel est le montant dépensé à ce jour pour la mise en place de cette procédure ?

Le Conseil de Ville a voté un crédit d'études de CHF 48'000.- en 2021. A ce jour, CHF 36'174.- ont été dépensés et il ne devrait pas y avoir de facture nouvelle, mis à part quelques frais liés à la production des documents.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président : Le chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

Delémont, le 13 mai 2025

Groupe CS•POP et VERT•E•S

Delémont, le 27 janvier 2025

Question Écrite

Prévention du harcèlement sexuel et professionnel : où en est-on ?

Depuis le 1er janvier 2024, l'article 8 du Règlement du personnel prévoit que « Le Conseil communal mette en place une structure et des procédures destinées à examiner les plaintes pour harcèlement psychologique ou sexuel commis par d'autres collaboratrices et collaborateurs ou des responsables hiérarchiques ainsi que pour des objets portant sur d'autres irrégularités. » L'Ordonnance sur le personnel précise, à son article 3 al. 1, que le Conseil communal « peut mettre en place un groupe de confiance qui se tient à disposition des collaboratrices et collaborateurs pour toute question relative au harcèlement psychologique ou sexuel sur le lieu de travail ».

La législation en vigueur et la jurisprudence soulignent l'importance d'offrir au personnel un service d'assistance confidentielle, permettant à celles et ceux qui le souhaitent de trouver conseil, déposer leurs expériences et élaborer des stratégies en vue de solutions.

Ainsi, en Suisse, une étude mandatée par le SECO et le Bureau fédéral de l'égalité entre hommes et femmes nous apprend qu'au cours d'une carrière, un tiers des personnes interrogées disent avoir subi du harcèlement sexuel. Ce taux grimpe au-dessus de 50 % lorsque des comportements sexistes ou sexuels concrets sont présentés. Ces données montrent l'ampleur du phénomène et la nécessité de mettre en place des outils efficaces pour y faire face et ainsi prévenir les risques psychosociaux au travail tels que les troubles du sommeil, l'épuisement émotionnel ou encore le burn-out.

Dans ce contexte, le Conseil Communal peut-il répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil communal envisage-t-il de créer un groupe de confiance pour remplir cette mission de prévention et d'accompagnement des collaboratrices et collaborateurs ? Si oui, sous quelle forme ? Quels délais sont prévus pour sa mise en œuvre, si cette décision est prise ?
2. Quelles sont les procédures actuellement mises à disposition par le Service des ressources humaines pour traiter les situations de conflits ou de harcèlement (professionnel ou sexuel) ?
3. En dehors des dispositions prévues par le Règlement du personnel et son Ordonnance, quelles mesures d'information ont été mises en œuvre pour sensibiliser le personnel aux procédures existantes (directives spécifiques, affichage dans les locaux, séances d'information, etc.) ?
4. Le Conseil communal a-t-il déjà évalué l'impact des mesures mises en œuvre jusqu'ici pour prévenir le harcèlement ? Si oui, quels enseignements en a-t-il tirés ?
5. Le Conseil communal prévoit-il de mettre en place des formations pour les employés de la commune afin de les sensibiliser au harcèlement sexuel et professionnel ainsi qu'aux outils de prévention, de gestion des signalements et des situations conflictuelles ? Si oui, envisage-t-il des formations différenciées selon certains publics-cibles (cadres, apprentis, femmes, etc.) pour répondre à leurs besoins spécifiques ?

Nous remercions le Conseil communal pour sa réponse.

Pour le groupe CS•POP et VERT•E•S



Matthieu Weissbrodt



RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.03/25

Prévention du harcèlement sexuel et professionnel : où en est-on ?

Monsieur Matthieu Weissbrodt, Groupe CS-POP et VERT.E.S

Conformément aux dispositions légales (Loi sur le travail, Règlement du personnel art. 15), la Municipalité met en œuvre des mesures de protection de la santé et garantit la santé, la dignité et l'intégrité du personnel. Elle prend les mesures utiles contre le harcèlement psychologique ou sexuel et toute autre forme d'avisement sur le lieu de travail.

Le Conseil communal a mis en place une structure et des procédures permettant de traiter les cas de harcèlement psychologique ou sexuel, tels que mentionnés dans le Règlement du personnel (art. 8) et l'Ordonnance du personnel (art. 3). Celles-ci ont été définies depuis plusieurs années et mises sur pied avant même l'entrée en vigueur du Règlement du personnel actuel.

Le Conseil communal répond comme suit aux questions soulevées par l'auteur de la question écrite.

1. Groupe de confiance

Un groupe de confiance est mis sur pied et est à disposition de l'ensemble du personnel. Il s'agit d'une structure externe, placée sous l'égide de la Fondation O2, qui est composée de professionnels qualifiés, indépendants de l'administration communale. Ces derniers assurent une écoute neutre et garantissent un cadre strictement confidentiel et ils accompagnent les collaboratrices et collaborateurs confrontés à des problématiques telles que tensions ou conflits interpersonnels, harcèlement sexuel ou psychologique, stress ou épuisement professionnel.

2. Procédures mises à disposition par le Service des ressources humaines pour traiter les situations de conflits ou de harcèlement

Le Service du personnel a défini 2 procédures distinctes, permettant au personnel de signaler des situations dont il serait victime ou partie prenante.

La première procédure permet aux personnes concernées de bénéficier d'un soutien externe, sans contrainte d'une intervention de l'employeur. Les personnes peuvent ainsi contacter les membres du Groupe de confiance. Si la situation le requiert, et avec l'accord des parties concernées, une médiation peut être organisée pour faciliter la résolution des conflits. Selon les faits constatés, les cas de harcèlement peuvent également être remontés par cette voie, avec l'accord de la personne concernée, au Service des ressources humaines afin que ce dernier puisse prendre les mesures contraignantes obligatoires.

La deuxième procédure consiste à signaler sans délai une situation problématique ou un acte de harcèlement au Service du personnel. Conformément au devoir de protection auquel il est tenu à l'égard des collaboratrices et collaborateurs, le Service du personnel prendra obligatoirement les mesures d'intervention et de protection dès que des actes de harcèlement sont portés à leur connaissance. Selon les cas, la procédure peut inclure des auditions des personnes concernées et d'éventuels témoins, des mesures de médiation ou de régularisation, des mesures de suivi. Des cas de harcèlement avérés sont obligatoirement passibles de mesures de sanction et peuvent conduire, selon la gravité et/ou la répétition des faits, à la résiliation des rapports de travail.

Les personnes sont également rendues attentives au fait que d'éventuelles démarches pénales peuvent être initiées (par les personnes elles-mêmes) en marge de la procédure menée par l'employeur.

3. Mesures d'information et de sensibilisation à l'attention du personnel

Des séances d'information générales ont eu lieu de façon répétée dans le cadre de l'entrée en vigueur du nouveau règlement du personnel. A cette occasion, les droits et devoirs de l'employeur en matière

de protection de la santé (y inclus la prévention du harcèlement) et l'existence du Groupe de confiance ont été portées à connaissance de l'ensemble du personnel.

En fin d'année 2024 et début d'année 2025, une brève campagne d'information a été menée auprès du personnel et des cadres (séance des chefs de service, notamment). L'existence du Groupe de confiance a été rappelée ainsi que les procédures de contact. Des flyers et cartes de contact ont été distribués à l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs et des affiches ont été placées dans l'ensemble des services (locaux communs, salles de pause, etc.).

D'autres mesures de sensibilisation seront entreprises par le biais de la mise en place prochaine du nouvel intranet, prévue à l'été 2025. Une page spécifique est ainsi prévue sur le thème de la protection de la santé et du harcèlement et présentera les procédures, le Groupe de confiance ainsi que des petits films de présentation sur cette thématique.

4. Evaluation de l'impact des mesures

Actuellement, le Conseil communal bénéficie d'un rapport annuel du Groupe de confiance sur le nombre d'intervention sollicitées par les collaborateurs des entités publiques qui collaborent avec ledit Groupe de confiance. Pour des questions de confidentialité et de protection des collaborateurs, il est toutefois impossible d'obtenir le détail du nombre d'intervention et encore moins de savoir dans quelle unité les situations ont été signalées.

Pour ce qui concerne les situations signalées auprès des Ressources humaines, le nombre de cas de harcèlement avéré est extrêmement limité et dans plusieurs situations signalées des cas de harcèlement ont dû ou pu être exclus. Au vu du faible nombre de situations actuellement remontées, il est difficile de faire une réelle évaluation de l'impact des mesures. Il est toutefois constaté que suite aux diverses démarches d'information, le personnel est mieux informé des procédures et des mesures de protection dont il peut profiter. Suite à certaines situations signalées, il est toutefois constaté que des démarches de formation pour le personnel et les responsables hiérarchiques seront encore nécessaire pour renforcer le degré de connaissance général en lien avec le harcèlement (cf. point ci-dessous).

5. Formations spécifiques

Des formations sont planifiées pour 2025. En raison de l'absence de budget, elles seront toutefois reportées au deuxième semestre 2025 et au 1^{er} semestre 2026. Des formations spécifiques seront prévues à l'attention du personnel, d'autres de façon obligatoire à l'attention de tous les cadres et responsables hiérarchiques. Elles seront menées en collaboration avec la Fondation O2 et viseront à apporter les connaissances nécessaires en lien avec le harcèlement (définition, droits et devoirs, détection des cas, procédures et mesures d'intervention). Les personnes en formation bénéficient déjà d'une formation/sensibilisation dans le cadre de leur journée d'accueil, mise sur pied chaque année.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

Le chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

Delémont, le 13 mai 2025

Groupe CS•POP et VERT·E·S

Delémont, le 27 janvier 2025

Question Écrite

Police : Quelle sécurité sur le territoire Communal ?

On pouvait lire en tout début d'année 2025 dans le Quotidien Jurassien du 6 janvier l'épreuve qu'avait dû vivre un tenancier d'établissement delémontain face à un malfrat, attendant l'intervention de la police durant une demi-heure.

En 2023, le groupe CS•POP et VERT·E·S proposait une motion visant à s'opposer à l'objectif de Police Unique, car nous estimions que cela se ferait aux dépens des intérêts de la population. Force est de constater que cela est bien le cas dans cette situation.

Il n'y a plus de patrouille présente en permanence sur le territoire communal. Les agent.e.s de la Police Municipale ayant été transférés-es presque en totalité au centre A16 avec la Police Cantonale.

Financièrement, la Ville n'a pas économisé d'argent dans cette situation pour le moment, puisque les sommes allouées à la Police dans «Ordre et Sécurité publique» sont les mêmes qu'avant.

Cette situation provisoire et incertaine, également pour l'avenir du personnel, préoccupe notre groupe, ainsi nous aimerions des réponses aux questions suivantes :

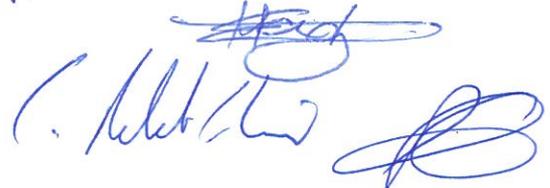
- **Durant quels horaires les présences d'agent.e.s sur le territoire communal ne sont-elle plus garanties ?**
- **Peut-on avoir un délai d'intervention chiffré selon les heures de la journée ?**
- **Où en sont exactement les discussions avec le Canton dans l'objectif de Police Unique ?**
- **Quel sont les perspectives d'avenir du personnel, agent.e.s et secrétaire et dans quel délai ?**
- **Le Conseil Communal peut-il obtenir des présences plus fréquentes sur le territoire communal afin de garantir la sécurité des habitant.e.s ?**
- **Cette situation va-elle avoir des conséquences financières pour la Ville de Delémont ?**

Nous remercions le Conseil Communal pour ses réponses.

Pour le groupe CS•POP et VERT·E·S



Mérance Woudman

RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.04/25

Police : Quelle sécurité sur le territoire Communal ?

Madame Mérane Woudman, Groupe CS-POP et VERT-E-S

Depuis juin 2024, le fonctionnement de la Police municipale (ci-après PMD) a dû être réorganisé en raison de problèmes d'effectifs importants et de l'impossibilité de recrutement dans ce secteur d'activité. En collaboration avec la Police cantonale (ci-après POC), un dispositif policier a été mis sur pied spécifiquement pour assurer la présence et les interventions d'urgence sur le territoire delémontain. Ce dispositif est composé d'une partie des agents PMD, qui ont été déplacés au Centre A16, et complété par les effectifs POC.

L'organisation mise en place ainsi que le dispositif et le nombre d'agents prévus sur sol delémontain garantissent une couverture totalement comparable à ce qui prévalait avant juin 2024, de telle sorte qu'actuellement toutes les missions d'urgence, ainsi que la présence policière et le nombre sont assurées sans aucune péjoration pour la population delémontaine, contrairement à ce que l'auteur de la question écrite affirme. Au contraire, depuis la mise en place de cette nouvelle organisation, les doléances de la population ont diminué de façon significative.

En plus du dispositif POC-PMD assurant les missions de police-secours et d'intervention, le solde des effectifs PMD qui a été maintenu en poste à l'Hôtel de Ville assure les missions de police locale en veillant à l'application des réglementations communales, au contrôle du stationnement, à une présence préventive et à une plus grande proximité auprès de la population.

Au final, et après bientôt une année complète de fonctionnement, les constats effectués démontrent que les missions d'intervention et d'urgence sont pleinement assurées et garanties et que les missions de police locale (contrôle, tâches administratives) peuvent être menées de façon beaucoup plus régulière et systématiques que par le passé. La nouvelle organisation démontre ainsi une plus grande efficacité et une meilleure répartition et conduite des missions et des tâches.

L'auteur de la question écrite relève une situation pour laquelle le délai d'intervention s'est élevé à 30 minutes et tente de démontrer par ce cas isolé une péjoration du système de sécurité dont peut bénéficier la population. Le Conseil communal tient ici à rappeler qu'il n'est pas possible d'exclure que dans certains cas exceptionnels (interventions d'urgence multiples et implication des effectifs sur divers sites), des durées d'intervention jusqu'à 30 minutes puissent exister et que ce genre de situations avaient déjà pu être constatées dans le cadre de l'ancienne organisation et malgré des effectifs PMD au complet. L'Exécutif delémontain tient à souligner que ce genre de situations constituent toutefois des exceptions rares et ne sauraient être un indicateur de la capacité d'intervention et de la qualité de fonctionnement du dispositif policier mis en place sur sol delémontain.

L'auteur de la question écrite soumet les interrogations suivantes, pour lesquelles le Conseil communal répond comme suit :

- **Durant quels horaires les présences d'agent.e.s sur le territoire communal ne sont-elles plus garanties ?**

Comme il l'a été mentionné plus haut, le dispositif actuel assure les mêmes couvertures horaires que dans la situation qui prévalait avant la mise en place de la nouvelle organisation. Une couverture policière est donc assurée en permanence par les agents POC-PMD avec le soutien des patrouilles policières PMD de district.

- **Peut-on avoir un délai d'intervention chiffré selon les heures de la journée ?**

Le délai d'intervention usuel est de 10 à 15 minutes, indépendamment des heures de la journée et de la nuit. Comme il l'a été mentionné plus haut, il n'est pas possible d'exclure que dans certains cas exceptionnels (interventions d'urgence multiples et implication des effectifs sur divers sites), des durées d'intervention jusqu'à 30 minutes puissent exister, ceci restant toutefois un cas de figure rare et isolé.

- **Où en sont exactement les discussions avec le Canton dans l'objectif de Police Unique ?**

La nouvelle organisation mise en place en juin 2024 a été faite avec la volonté d'assurer sans délai la bonne conduite des missions de police. Cette phase transitoire a ainsi permis d'identifier les modalités de fonctionnement futur. Le dispositif vise donc à garantir l'entier des tâches de police-secours et des missions d'intervention d'urgence sur territoire communal par POC (ces tâches relevant principalement de la police cantonale). Les effectifs et les missions seront définies et convenues par le biais d'un contrat ressources (charges financières correspondant au nombre d'agents affectés sur le territoire communal). Un deuxième dispositif reste affecté directement à la Municipalité pour la conduite de toutes les tâches de police locale (stationnement, circulation, présence préventive et lien de proximité avec la population, intervention pour les cas à caractère non-pénal, etc.).

Les discussions actuelles sont en cours et pour finaliser les modalités et les contours précis du contrat-ressources et des adaptations de fonctionnement. Un groupe de travail composé de représentants de la Police cantonale et le Municipalité mène les travaux, dont l'issue et la mise en application est prévue durant le 1^{er} semestre 2026.

- **Quelles sont les perspectives d'avenir du personnel, agent.e.s et secrétaire et dans quels délais ?**

Dans le cadre de la nouvelle organisation, une des priorités du Conseil communal a été de veiller à garantir des perspectives pour son personnel. Les partenaires sociaux (représentants du personnel et des syndicats publics et de police) ont été informés dès le départ afin d'identifier de collaborer activement à la défense des intérêts du personnel PMD.

Dans le cadre de la collaboration future avec POC et du contrat ressources prévu, les agents issus de l'effectif PMD auront la possibilité d'intégrer les effectifs POC afin de continuer à assumer les tâches d'agent de police. Ils auront également la possibilité d'avoir des perspectives d'évolution de carrière en accédant à des postes de conduite ou des postes à responsabilités. Ces dispositions font parties des conditions-cadres qui sont établies avec le Canton. Les modalités de reprise des agents de police au sein de POC seront discutées durant les prochaines semaines et devraient aboutir à une clarification des situations contractuelles individuelles d'ici à l'automne 2025.

Les personnes maintenues en fonction à l'Hôtel de Ville (agents de police, assistant de sécurité et secrétaire) verront leur poste et leurs conditions salariales maintenus de façon pérenne, leurs cahiers des charges étant toutefois adaptés aux missions de police locale qu'ils devront assurer.

- **Le Conseil Communal peut-il obtenir des présences plus fréquentes sur le territoire communal afin de garantir la sécurité des habitant. e. s ?**

Les fréquences actuelles sont conformes au dispositif préexistant avant juin 2024 et garantissent la bonne conduite des missions de police-secours et le même niveau de sécurité des habitants. La disponibilité d'agents de la police locale et d'agents de sécurité est également plus importante et apporte une plus-value en termes de présence sur le terrain.

A l'heure actuelle, il n'apparaît pas qu'une présence renforcée soit nécessaire. Si tel devait être le cas, une révision du dispositif pourrait être faite afin d'assurer l'engagement d'agents supplémentaires de la part de POC. Ceci s'accompagnerait toutefois des charges financières supplémentaires correspondant aux EPT engagés en complément.

- **Cette situation va-t-elle avoir des conséquences financières pour la Ville de Delémont ?**

La nouvelle organisation prévoit une nouvelle répartition des tâches avec une reprise des missions de police-secours par la Police cantonale. Les missions assurées par POC seront formalisées par

le biais d'un contrat-ressources et permettront de définir la couverture et le volume de prestations fournies par POC, ceci se traduisant en équivalent EPT. Dans ce contexte, la priorité poursuivie par le Conseil communal est de garantir un niveau de sécurité identique pour la population delémontaine. Le mode de fonctionnement envisagé prévoit d'assurer le degré de couverture et de prestations actuel, ceci sans impacter la Ville de Delémont de façon négative. Un meilleur équilibre financier est au contraire attendu à terme, grâce à la réalisation d'économies (charge salariale réduite, économies sur l'acquisition de matériel de police, frais de formation continue, indemnisation des services de nuit et piquets, etc.) et de recettes supplémentaires (stationnement, amendes d'ordre, etc.).

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

Le chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

Delémont, le 13 mai 2025



UDC Delémont

Séance du Conseil de Ville du 31.03.2025

QUESTION ECRITE :

Delémont deviendrait-elle trop chère pour y vieillir ?

Selon « Bilan » de mars 2025, en Suisse, en 2023, 813400 ressortissants suisses vivaient dans un autre pays. La part de plus de 65 ans a augmenté, en 5 ans, de plus de 17%. Une recherche de l'Université de Neuchâtel (2020) a justement relevé que cette tendance à l'émigration est justifiée par la peur d'un risque croissant de pauvreté chez les seniors dont le pouvoir d'achat baisse de manière inquiétante. Le niveau des prix est surtout mentionné comme problématique.

La Suisse verse environ 44,6 milliards de francs par an de rentes AVS, et 14% de ce montant est versé à l'étranger. Les avantages financiers de la vie dans un pays à meilleur pouvoir d'achat et d'accès à la propriété sont contre-carrés chez les seniors lors d'arrivée de problèmes de santé et d'autonomie.

Quelle est la tendance de la migration des seniors à Delémont ?

Quelle est la politique de la Ville pour y faciliter la vie de tous les jours des seniors et rendre le choix de vieillir au pays et d'y dépenser la rente AVS (et l'argent de la pension) plus acceptable ?

Merci de votre réponse

Pour l'UDC Delémont Dominique Baettig

RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.05/25

Delémont deviendrait-elle trop chère pour y vieillir?

Monsieur Dominique Bättig, UDC

Le Conseil communal est sensible à cette problématique et rappelle qu'il a adopté, début 2024, un concept communal en faveur des seniors assorti d'une quarantaine de mesures visant à améliorer la qualité de vie des seniors à Delémont. Ces mesures ont pour objectif de faciliter la vie des seniors établis dans la commune.

Cela étant précisé, le Conseil communal répond aux questions posées comme suit :

Quelle est la tendance de la migration des seniors à Delémont ?

L'administration communale ne tient pas de statistiques spécifiques concernant la migration des seniors. Il apparaît toutefois que l'augmentation de l'offre en matière de lieu d'accueil (appartements protégés, EMS) a attiré ces dernières années des personnes d'un certain âge à la recherche d'un logement adapté. La plupart de ces personnes conservent toutefois leurs papiers dans leur commune. En revanche, on n'observe pas de départs conséquents de personnes une fois l'âge de la retraite atteint.

Au sein de l'Agence AVS-AI, on constate effectivement quelques départs de rentiers vers les pays voisins, mais, même si l'augmentation du pouvoir d'achat est bien entendu un critère, il s'agit majoritairement de personnes ayant conservé un lien fort avec le pays considéré (origine, famille, propriété, etc.)

Quelle est la politique de la Ville pour y faciliter la vie de tous les jours des seniors et rendre le choix de vieillir au pays et d'y dépenser la rente AVS (et l'argent de la pension) plus acceptable ?

Parmi les mesures qui ont pu être mises en place depuis début 2024, nous pouvons mentionner par exemple :

- La création d'un Conseil des seniors, qui donne une tribune aux résident-e-s delémontains de 65 ans et + sur les sujets qui les concernent et qui peuvent être relayés au Conseil communal ou à l'administration, et qui leur permet également de proposer et de réaliser des projets concrets.
- La publication d'un répertoire des prestations existantes à Delémont pour les seniors (non exhaustif).
- L'ouverture d'une permanence téléphonique « seniors », ouverte 2 demi-journées par semaine.
- La création d'une page dédiée sur le site de la commune ainsi que dans le journal local « delémont.ch ».
- La mise sur pied d'après-midi loisirs pour les seniors, tous les lundis à l'Art'senal, en collaboration avec la Croix-Rouge jurassienne.

D'autres mesures sont proposées, à moyen et long terme, et devraient permettre également, pour autant qu'elles puissent être réalisées, d'agir sur la qualité de vie en ville, et sur le choix de rester ou de s'établir à Delémont à l'âge de la retraite. Voici quelques exemples concrets :

- Organiser un événement annuel pour les seniors et créer un Club des aînés.
- Mettre à disposition et animer un local ou un lieu de rencontre pour les seniors, qui pourrait également être intergénérationnel.
- Développer un service de livraison des courses à domicile, éventuellement combiné avec la récupération des déchets.
- Créer une Maison de quartier, au minimum des réunions de quartier.

- Faciliter l'accès aux transports publics : participation à l'achat d'un abonnement/de titres de transports pour les déplacements à Delémont ; faciliter la prise de billets ; améliorer l'accessibilité à la gare et au sud des voies CFF.

Il ne s'agit que de quelques exemples des quelques 40 mesures contenues dans ce qui constitue la politique communale des seniors. Tous les documents y relatifs et les dernières informations peuvent être consultés sur la page de notre site Internet : www.delemont.ch/seniors.

Et finalement, il faut rappeler que le système du cumul de la rente AVS et des prestations complémentaires appliqué uniformément dans toute la Suisse permet de garantir le minimum vital à chaque citoyen-enne.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

Le chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

Delémont, le 17 juin 2025

Question écrite

Conseil de Ville du 31 mars 2025

Écoles sous tension : quels moyens pour soutenir élèves et enseignants/es ?

« Ferme ta gueule. »

« Nique ta mère »

« Face de bite »

« Sale gay »

Ces propos, choquants et pourtant réels, ont été rapportés à plusieurs reprises dans des classes d'écoles primaires de Delémont et ceci même dès les classes d'âge de 6 à 8 ans ! Ces retours de terrain illustrent une réalité inquiétante, celle d'un climat scolaire qui, dans certains établissements, se détériore au point de nuire gravement à l'apprentissage et au vivre-ensemble. Il en découle des difficultés toujours plus croissantes, tant pour les élèves que pour les équipes pédagogiques. Ces insultes, souvent banalisées par les élèves eux-mêmes, révèlent un manque d'encadrement, de repères et de moyens suffisants pour assurer un cadre d'enseignement serein, respectueux et propice aux apprentissages.

La combinaison de classes aux effectifs importants, d'une grande diversité de profils (besoins spécifiques, troubles d'apprentissage, maîtrise inégale de la langue), et de la pénurie d'enseignants – particulièrement marquée lors des remplacements de longue durée – engendre une instabilité préjudiciable à la qualité de l'enseignement. Cette situation contribue à une démotivation croissante chez les élèves, y compris parmi les plus investis, et fragilise les conditions de travail des enseignants, notamment ceux en formation, qui se retrouvent confrontés à des réalités très complexes sans accompagnement suffisant. Certaines enseignantes ont même avoué être tout proche du « Burnout ».

Ces constats posent une question centrale : comment garantir à chaque enfant les conditions nécessaires à un apprentissage de qualité, dans un cadre structuré et équitable ?

Parce que l'apprentissage est la mission première de l'école, il doit rester au cœur des préoccupations politiques. Il en va de la qualité de l'école publique, de l'égalité des chances, de la réussite des jeunes générations, mais aussi de l'attractivité du métier d'enseignant et, à plus long terme, de la cohésion sociale et de l'avenir de notre commune.

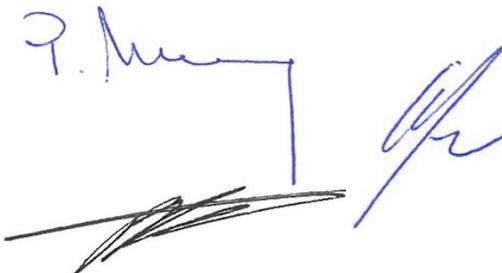
Nous adressons donc les questions suivantes au Conseil communal :

- Le Conseil communal est-il informé de cette problématique et comment en évalue-t-il la gravité ?
- Une concertation avec les autorités cantonales est-elle prévue ou déjà engagée ?
- Quelles mesures concrètes pourraient être envisagées à court et moyen terme afin de garantir aux enfants un cadre d'apprentissage favorable et de soutenir durablement les équipes éducatives dans leurs missions ?

Nous remercions d'avance le Conseil communal pour ses réponses et le prions de considérer cette problématique avec l'importance qu'elle exige.

Pour le groupe PLR

Christine Domont



Réponse à la question écrite 2.06/25

« Ecoles sous tension : quels moyens pour soutenir élèves et enseignants/es »

PLR, Mme Christine Domont

Le service de la culture, des sports et des écoles a pris connaissance de la question écrite relative aux tensions présentes dans les écoles. En effet, la question du bien-être mental des élèves ainsi que leur développement global sont des défis majeurs pour les écoles, d'autant plus dans un environnement social en constante évolution.

Le conseil communal est-il informé de cette problématique et comment en évalue-t-il la gravité ?

La problématique du bien-être mental des élèves, tout comme les tensions présentes dans les écoles ainsi que l'utilisation d'un langage inadapté par les enfants sont connues et sont déjà considérées, non seulement par le Conseil communal, mais également par les services compétents et les autorités politiques compétentes.

Une concertation avec les autorités cantonales est-elle prévue ou déjà engagée ?

Actuellement, il n'existe pas d'échanges directs entre les autorités cantonales et communales concernant cette problématique. Cela s'explique par le fait que la gestion de ces questions est considérée et traitée directement entre le Service de l'enseignement du Canton (SEN) et les directions d'écoles. Le SEN travaille d'ailleurs dès à présent avec les directions sur un concept concret visant à prévenir la violence au sein des établissements scolaires.

Quelles mesures concrètes pourraient être envisagées à court et moyen terme afin de garantir aux enfants un cadre d'apprentissage favorable et de soutenir durablement les équipes éducatives dans leurs missions ?

Des mesures concrètes sont déjà mises en place dans les écoles. L'école primaire de Delémont travaille depuis plusieurs années avec l'Antenne Santé, qui est composée d'une travailleuse sociale scolaire, de médiatrices, d'une infirmière scolaire, et de la direction d'école. L'Antenne Santé est amenée à réaliser un suivi des élèves et à fournir un appui aux enseignants au travers de différents programmes de prévention traitant les thématiques du harcèlement scolaire, aussi bien du point de vue de l'élève que de l'enseignant, la violence verbale et non verbale à l'école, la préparation des leçons d'EGS ou encore la médiation. Concrètement, ces mesures débouchent sur des actions telles que : théâtres de mise en scène par une troupe formée au harcèlement scolaire, médiations actives dans certaines classes et interventions fréquentes de partenaires scolaires ou extrascolaires. Une formation du corps enseignant traitant ces thématiques est également en cours depuis mai 2025.

Parallèlement, les projets en établissement, qui sont nombreux au sein des écoles primaires de Delémont, visent à renforcer les liens entre élèves, mais également entre enseignants et élèves. Cette démarche permet d'échanger avec les enfants dans une dynamique différente, de consolider l'esprit de collaboration et l'apprentissage du respect mutuel.

S'agissant du climat aux abords des écoles, les enseignants assurent la surveillance durant le temps scolaire, donc durant la récréation. Il reste cependant difficile, voire utopique, d'imaginer que le corps enseignant puisse maîtriser l'ensemble d'actes langagiers déplacés lors de récréations. Par exemple, au Gros-Seuc comme au Château, 5 enseignants assurent la surveillance de 350 à 380 élèves suivant le site.

En revanche, l'école n'étant pas responsable des élèves en dehors du temps scolaire, il revient en premier lieu aux parents d'assurer un comportement adéquat des enfants sur le chemin de l'école et à ses abords. De son côté, la Commission du cercle scolaire, selon la nouvelle loi scolaire, a compétence pour organiser la surveillance durant les temps d'attente. La nouvelle loi scolaire est entrée en vigueur le 1^{er} février 2025. La Commission d'école dispose de la fin de la législature pour se réorganiser. Elle pourrait traiter cette thématique dans un avenir proche pour autant que ce besoin lui soit rapporté par les parents. Notons encore que, pour mener à bien cette tâche, elle ne dispose à ce jour d'aucune ressource autre que le bénévole. Par ailleurs, une collaboration active est mise en place avec la Maison de l'enfance qui, dans le cadre de l'accueil extrascolaire, ne ménage pas ses efforts pour sensibiliser les enfants aux bons comportements.

Finalement, il est important de rappeler que l'éducation de base, dont fait partie l'usage d'un langage adapté, reste avant tout du ressort de la cellule familiale. L'école joue certes un rôle essentiel dans le développement et la formation des enfants, mais intervient en complément.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

Le Chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

Delémont, le 17 juin 2025

QUESTION ECRITE (SUITE et peut-être FIN)

" INDEMNITÉS TOUCHÉES PAR LE CONSEIL COMMUNAL

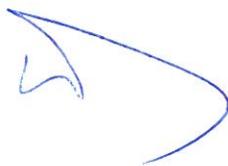
COMPLÈTE

La discussion n'étant malheureusement pas possible suite à votre réponse de ma question écrite 2.15/24 qui n'est ni satisfaisante ni transparente, je me permets de rebondir de la manière suivante : La réponse donnée confirme donc bien que la décision du Conseil Communal, unanime, même soumise à la CGVC, de se verser des montants supplémentaires ne reposait sur aucune base légale. Qu'il s'agisse ensuite de légaliser à posteriori ou de changer un règlement après coup n'efface pas l'inélégance de la façon ni le manque de transparence du noyage du poisson de ces versements dans les Comptes Communaux.

Ce manque de transparence suscite une légitime méfiance et nous demandons encore une fois le détail des sommes touchées par chaque membre du CC, même si une part de ces derniers n'est plus en fonction. Il est normal dans un Etat démocratique de connaître ce que les élus perçoivent dans le cadre de leur mandat. Et de se poser la question d'un éventuel remboursement en attendant les changements de règlement. Comment se comporterait-on dans une telle situation face à un simple citoyen en situation d'illégalité.

Merci d'avance de répondre à cette légitime demande

Pour l'UDC Delémont Dominique Baettig



RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.07/25

Indemnités touchées par le Conseil communal

Monsieur Dominique Bättig, UDC

La présente question écrite fait suite à la réponse du Conseil communal à la précédente question écrite 2.15/24 traitée en séance du Conseil de Ville du 31 mars dernier et relative au même sujet. L'auteur de la question réitère ses demandes de compléments d'information et exige que le détail des indemnités touchées par les membres de l'Exécutif soit fourni.

Dans le cadre de ses réponses aux interventions parlementaires précédentes, le Conseil communal a veillé à amener l'ensemble des informations qui se sont avérées utiles, à savoir les montants des indemnités versées, les éléments justificatifs soutenant leur attribution aux différents membres de l'Exécutif concernés, ainsi que leur répercussion sur les charges salariales totales du Conseil communal. L'Exécutif tient ici à rappeler que les indemnités étaient attribuées pour des tâches supplémentaires représentant un volume de travail important et qui dépassait la portée initiale de la fonction de membre du Conseil communal (mandat ou suppléance prolongée) ou pour prestation de sortie en cas de non-réélection dont le principe a été arrêté en 2009. L'attribution d'indemnités a toujours été l'objet de décisions collégiales de l'Exécutif et non de décisions visant à favoriser l'un ou l'autre membre du Conseil. Ce dernier estime dès lors que les informations fournies à ce jour répondent aux questionnements soulevés jusqu'ici et ne voit pas la nécessité de fournir le détail des montants d'indemnités touchés par chaque membre du Conseil communal. L'Exécutif tient enfin à rappeler que les décisions relatives à l'attribution d'indemnités ne sont en rien nouvelles ni inconnues puisqu'elles concernent plusieurs législatures successives et ce, depuis 2009 déjà.

Le Conseil communal souhaite en outre signaler que deux éléments nouveaux concernant cette thématique sont intervenus entretemps, à savoir d'une part la question écrite n°3723 déposée le 4 avril dernier au Parlement ainsi que la réponse du 20 mai du Gouvernement à cette dernière et, d'autre part, l'ouverture par le Ministère public d'une instruction en date du 16 avril dernier.

Par la question écrite n°3723, le député R. Jaeggi avait demandé au Gouvernement si le Délégué aux affaires communales (DCOM) avait l'obligation d'informer le Ministère public des indemnités versées au Conseil communal, ces dernières étant susceptibles, d'après lui, de constituer une infraction pénale. Dans sa réponse, le Gouvernement a pu établir que si le DCOM est en effet tenu de signaler toute infraction pénale, il a appliqué dans ce cas précis les règles prévues en cas d'irrégularités constatées au sein d'organes communaux et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour y remédier. En particulier, le Gouvernement a souligné être d'avis que « la question d'une infraction pénale potentielle [...] ne s'est jamais posée au vu des éléments présentés [...] ».

Dès lors qu'une instruction est menée par le Ministère public, le Conseil communal attend les conclusions de ladite procédure et se chargera d'en communiquer la teneur.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

Le chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

Delémont, le 17 juin 2025

Postulat

Titre : La sécurité, parlons-en !

Développement :

Les abords des établissements scolaires et des structures d'accueil extrafamilial représentent un périmètre où la sécurité et l'aménagement sont primordiaux. Des précautions particulières devraient être prises notamment à cause de la présence d'enfants. Ces derniers sont difficilement repérables ou peuvent avoir un comportement imprévisible. Enfin, le stationnement parfois difficile et sauvage des parents peut être source d'un danger supplémentaire.

Les autorités communales ont déjà fait un pas dans le sens d'une sécurisation plus accrue aux abords de certains établissements scolaires. Pour citer un exemple, la motion interpartis 5.15/23 a été acceptée en janvier 2024 et préconise d'augmenter la sécurité de l'école du Righi. Sa mise en œuvre est en cours. Cependant, force est de constater que pour certains établissements, le degré de sécurité que demande la présence d'enfants n'est pas encore atteint, par exemple les abords de l'école des Moissons.

Partant, pour obtenir un aperçu exhaustif des dangers liés aux établissements scolaires et aux structures d'accueil extrafamilial, nous demandons au Conseil communal d'établir un inventaire des dangers pour les écolières et les écoliers qui fréquentent les écoles et les crèches de la ville et le cas échéant de définir les mesures à prendre pour les éliminer.

Delémont, le 30 septembre 2024

Pour le groupe Le Centre

Sandra Hauser

RAPPORT DE REALISATION DU POSTULAT 4.03/24
« La sécurité parlons-en ! »
Madame Sandra Hauser, Le Centre

Le postulat demandait d'établir un inventaire des dangers pour les écolières et les écoliers qui fréquentent les écoles et les crèches de la Ville et de définir le cas échéant les mesures à prendre pour les éliminer.

Comme il l'avait été indiqué lors du débat sur ce postulat, le Conseil communal accorde une grande importance à la sécurité aux abords des écoles et des crèches en général. Malgré la mise en place de certaines mesures, aux abords de l'école du Righi, de l'école provisoire de la rue de la Vauche ou de la crèche de la Mandchourie notamment, le Conseil communal reconnaît toutefois que certains secteurs en Ville peuvent encore être améliorés, plus particulièrement pour les jeunes écolières et écoliers. Il reconnaît aussi que le stationnement parfois sauvage de certains parents est une source de danger à certains endroits, particulièrement quand ils viennent chercher leurs enfants à la sortie des écoles.

Le plan de mobilité scolaire pour le giron Château et Arquebusiers, qui a été réalisé dans le cadre du plan spécial, a permis de définir un plan d'actions des mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la sécurité sur les chemins conduisant aux deux écoles aux endroits les plus sensibles. Les premières mesures ont été réalisées et les autres seront mises en œuvre progressivement en lien avec le projet de nouvelle école notamment.

Suite à l'adoption du postulat, une analyse sécurité des abords des écoles a été réalisée, avec l'appui ponctuel d'un bureau spécialisé. Les secteurs les plus sensibles ont été étudiés, avec des constats et relevés sur le terrain, qui ont permis d'établir les esquisses d'aménagement possibles. Les lieux suivants ont été analysés, y compris les passages délicats sur les rues amenant à ces secteurs, en plus de l'école du Château : école des Traversins, école des Moissons, école du Gros Seuc, rue du 24-Septembre.

Les principes d'aménagement prévus dont les plans d'exécution sont en cours prévoient différentes mesures, à réaliser de manière simple et à peu de frais, avec le concours de la voirie dans toute la mesure du possible : augmentation de la sécurité de certaines traversées piétonnes avec des rétrécissements ponctuels et la mise en place de bornes pour améliorer la visibilité, renforcement de certains marquages utiles aux piétons et favorisant le ralentissement des voitures, aménagement de places dépose minutes à des endroits adaptés, afin de supprimer le stationnement sauvage qui peut mettre en danger les enfants, rétrécissements de chaussée afin de modérer le trafic notamment. Les projets d'exécution sont en cours et seront terminés ces prochaines semaines. La mise en œuvre des mesures retenues sera définie en fonction des priorités et des moyens financiers disponibles.

Au niveau des écoles et des crèches, une information sera à nouveau faite à la rentrée scolaire afin de sensibiliser les parents sur les bonnes pratiques et comportements à adopter. Une information sera également donnée dans certains cas sur les chemins les plus adéquats à emprunter par les enfants d'un point de vue sécurité.

De plus, la police continuera à procéder à des contrôles sporadiques pour assurer le respect des règles applicables.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

Le chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

Delémont, le 11 juin 2025



Postulat

Route du Vorbourg, au secours !

La route du Vorbourg est magnifique et bien connue des Delémontaines et Delémontains. Elle part du Marché-aux-Chevaux pour se terminer à la Chapelle de Notre-Dame du Vorbourg. Elle est décrite comme une agréable promenade qui conduit de la Vieille Ville à la Chapelle de Notre-Dame. Dans sa partie inférieure, elle longe le centre Saint-François, la chapelle de Montcroix et une centaine de mètres plus loin, débute une série de quinze croix qui jalonnent la route, matérialisant les quinze mystères du rosaire. Elle dessert en grande partie d'anciens quartiers de maisons individuelles habitées par des familles.

Face à ce joyau, il est difficile de s'imaginer que cette ancienne route de pèlerinage a laissé place, au fil du temps, à une véritable route de transit. Dans sa partie inférieure, la route du Vorbourg est étroite et le trottoir, d'un seul côté, n'est pas bien large. Normal, elle n'a ni été conçue pour accueillir les nombreux véhicules qui l'empruntent chaque jour ni pour accueillir les véhicules d'aujourd'hui, toujours plus larges et plus garnis en chevaux.

Il y a bien une limitation de vitesse à 40 km/h et quelques chicanes mais il va sans dire que ces modérateurs de circulation n'atteignent guère le but visé et que le tronçon est, malgré tout, dangereux et bruyant. Faut-il attendre un accident pour, enfin, prendre de véritables et courageuses mesures ?

D'un point de vue urbanistique et historique, on peut même se demander si la route à privilégier par les véhicules du « nouveau » quartier du Mexique n'est pas celle de la rue du Vieux-Château, aménagée, elle, pour absorber ce trafic supplémentaire de véhicules modernes.

Par le passé, il y a déjà eu des tentatives de mettre en place des mesures. Aucune n'a abouti. Mais depuis lors, la situation a changé. Le contexte n'est plus le même et la procédure s'est simplifiée.

A ce sujet, depuis le 1^{er} janvier 2023, par suite d'une révision de l'ordonnance sur la signalisation routière (OSR) et de l'ordonnance du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) sur les zones 30 et les zones de rencontres, le Conseil fédéral a décidé de simplifier la procédure. Ainsi, les autorités ne sont plus tenues de réaliser une expertise pour aménager des zones 30 sur les routes non affectées à la circulation générale, ce qui réduit les obstacles bureaucratiques et facilite la création de zones 30. Ce faisant, il octroie en outre aux autorités une marge d'appréciation supplémentaire : désormais, elles peuvent aussi introduire des zones 30 dans le but d'améliorer la qualité de vie des riverains. Tout comme par le passé, l'aménagement d'une zone 30 doit faire l'objet d'une décision formelle et d'une publication.

Il est dès lors demandé au Conseil communal d'examiner la possibilité de mettre la route du Vorbourg, dans sa partie inférieure (c'est-à-dire du Marché-aux-Chevaux jusqu'au giratoire qui se trouve à l'intersection de la rue des Labours et de la rue du Vieux-Château), en zone 30, ou en sens unique, ou en bordiers autorisés, ou en mélangeant ces dernières mesures. Il en va de la sécurité routière et de la qualité de vie des riverains.

Delémont, le 30 octobre 2024

Pour le groupe socialiste,

Maëli Bourquard

P.B.

A. Müller

M. Aelter

K. H. G. G.

M. Z. Beaud

G. Gross

RAPPORT DE REALISATION DU POSTULAT 4.04/24
« Route du Vorbourg, au secours ! »
Monsieur Maël Bourquard, Groupe PS

Le postulat demandait d'étudier la possibilité de mettre la route du Vorbourg, dans sa partie inférieure (Marché-aux-Chevaux jusqu'au giratoire Vieux-Château - rue des Labours) en zone 30, en sens unique, en bordiers autorisés ou en mélangeant ces dernières mesures. Les études ont été menées dans le but d'évaluer les différentes solutions possibles afin d'améliorer la sécurité, en particulier pour la mobilité douce, et la qualité de vie des riverains. Après analyse, le Conseil communal confirme que la situation actuelle à la route du Vorbourg n'est pas idéale et constate malheureusement que trop d'automobilistes, habitant les quartiers Nord, utilisent cet accès en lieu et place de la rue du Vieux-Château, parfois à des vitesses trop élevées.

Création d'un verrou à l'extrémité nord de la route du Vorbourg afin de rendre aux bordiers autorisés

Afin de supprimer le trafic de transit descendant, la proposition d'aménager un verrou à l'extrémité nord de la route du Vorbourg a été à nouveau évaluée. Elle obligerait les habitants des quartiers nord à emprunter la rue du Vieux-Château comme itinéraire de transit. Cette mesure, déjà envisagée en 2018, avait suscité une vive opposition, notamment parmi les résidents des quartiers Nord. Le Conseil communal est d'avis que cette solution va trop loin et crée trop de contraintes pour les personnes concernées. Il estime qu'une solution visant à modérer la circulation serait préférable, en prenant des mesures favorables à la mobilité douce.

Création d'un sens unique depuis le carrefour de la rue du Marché au Chevaux jusqu'au giratoire à l'extrémité nord de la route du Vorbourg

Un sens unique imposerait aux automobilistes provenant des accès latéraux de se diriger obligatoirement vers le giratoire situé à l'extrémité Nord, avant de redescendre par la rue du Vieux Château. L'absence de trafic descendant pourrait inciter les automobilistes à rouler plus vite sur la route du Vorbourg, augmentant ainsi les risques d'accidents et de nuisances sonores pour les riverains. Comme la solution précédente, cette mesure est jugée trop contraignante, avec un fort risque d'augmentation des vitesses.

Mise en place d'une zone 30 km/h

La solution qui est jugée la plus adaptée consiste à instaurer une zone limitée à 30 km/h, s'étendant de la rue du Marché-aux-Chevaux jusqu'au giratoire situé à l'extrémité Nord. Cette mesure est encadrée par l'Ordonnance sur la signalisation routière, qui prévoit que de telles zones concernent principalement des routes secondaires qui doivent être délimitées par un périmètre homogène. Par conséquent, toutes les rues connectées à la route du Vorbourg seraient intégrées dans cette zone et soumises au même régime, ce qui constituerait une mesure favorable pour l'ensemble du secteur.

La mise en œuvre de cette zone nécessite des mesures spécifiques pour modérer le trafic et ralentir la circulation tout en préservant une fluidité suffisante. Une attention particulière sera portée à la configuration des entrées et sorties afin de délimiter clairement le périmètre concerné. Les passages piétons actuels devront être supprimés conformément aux bases légales. Tous les carrefours seront soumis à la règle de la priorité de droite, renforcée par des marquages au sol tels que « Zone 30 » à l'entrée et à la sortie de la zone, ainsi que par des lignes de direction au centre des intersections. Avec le régime de la priorité de droite, la mise en place de mesures lourdes, sous forme de décrochements horizontaux, n'est pas jugée nécessaire à ce stade.

Mesure sur le secteur Nord jusqu'à la Chapelle du Vorbourg

Lors du débat sur la motion, il avait été demandé de sécuriser l'accès piétonnier allant du Restaurant du Mexique à la Chapelle du Vorbourg. La mise en place d'une zone 30 serait possible également au Nord du giratoire jusqu'à la Chapelle du Vorbourg, ce qui permettrait d'améliorer la sécurité et le confort des usagers pratiquant le secteur à pied ou à vélo. L'idée d'un cheminement séparé pour les piétons au Nord de l'allée du Vorbourg a été étudiée. Elle serait possible, mais à condition d'en faire un petit chemin de promenade en groise uniquement, vu la présence des arbres et leur degré de protection.

En conclusion, le Conseil communal, après avoir étudié les solutions possibles et avoir procédé à une pesée des intérêts, propose de réaliser une zone 30 km/h sur la route du Vorbourg et les rues qui s'y raccordent. La mise en œuvre de cette mesure dépendra toutefois des ressources financières disponibles et restera soumise à autorisation et publication.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

Le chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

Delémont, le 16 juin 2025